

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXI

1927

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

N° 1424. — Grande-Bretagne et Pays-Bas :

Accord entre les Administrations des Postes des Straits Settlements et des Indes orientales néerlandaises, concernant l'échange des colis-postaux. Signé à Bandoeng, le 18 décembre, et à Singapour, le 30 décembre 1925 9

N° 1425. — Grèce et Royaume-Uni :

Traité de commerce et de navigation, et déclaration y annexée, signés à Londres, le 16 juillet 1926 et échange de notes y relatif, Athènes, les 2 décembre 1926, 11 janvier 1927 et les 10/13 mai 1927 15

N° 1426. — Allemagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas :

Accord concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne par les Pays-Bas, avec annexe. Signé à Berlin, le 18 septembre, Londres, le 18 octobre, et La Haye, le 30 octobre 1926 65

N° 1427. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Espagne :

Accord entre l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Département des Communications d'Espagne pour l'échange des mandats télégraphiques. Signé à Londres, le 7 octobre et à Madrid, le 19 octobre 1926 79

N° 1428. — Grèce et Royaume-Uni :

Accord concernant le jaugeage des navires de commerce. Signé à Londres, le 30 novembre 1926, avec échange de notes établissant que l'accord a été conclu avec le consentement des Dominions britanniques et n'est pas applicable à l'Irak. Londres, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1926 109

N° 1429. — Portugal et Royaume-Uni :

Accord concernant le règlement des dettes de guerre du Portugal envers la Grande-Bretagne. Signé à Londres, le 31 décembre 1926 115

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXI

1927

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1424. — Great Britain and The Netherlands :	
Agreement between the Post Offices of the Straits Settlements and Netherlands East India for the Exchange of Postal Parcels. Signed at Bandoeng, December 18, and at Singapore, December 30, 1925	9
No. 1425. — Greece and United Kingdom :	
Treaty of Commerce and Navigation, and accompanying Declaration, signed at London, July 16, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, Athens, December 2, 1926, January 11, 1927, and May 10/13, 1927	15
No. 1426. — Germany, Great Britain and The Netherlands :	
Agreement respecting Telephone Service between Great Britain and Germany, via The Netherlands, with Schedule. Signed at Berlin, September 18, London, October 18, and The Hague, October 30, 1926... ..	65
No. 1427. — Great Britain and Northern Ireland and Spain :	
Agreement between the Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Department of Communications of Spain for an Exchange of Telegraph Money Orders. Signed at London, October 7, and at Madrid, October 19, 1926	79
No. 1428. — Greece and United Kingdom :	
Agreement respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships. Signed at London, November 30, 1926, with Exchange of Notes recording that the Agreement is made with the consent of the Self-Governing Dominions and is not applicable to Iraq, London, November 30, and December 1, 1926	109
No. 1429. — Portugal and United Kingdom :	
Agreement for the Settlement of the War Debt of Portugal to Great Britain. Signed at London, December 31, 1926	115

	Pages
N° 1430. — Autriche et Hongrie :	
Accord relatif au règlement de la circulation des personnes dans le trafic frontière local, avec annexe, protocole final et ses annexes. Signés à Vienne, le 14 juillet 1926	123
N° 1431. — Autriche et Hongrie :	
Accord relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier. Signé à Vienne, le 14 juillet 1926	159
N° 1432. — Grande-Bretagne et Danemark :	
Convention renouvelant pour une période de cinq ans à partir du 4 mai 1926 la Convention d'arbitrage signée à Londres, le 25 octobre 1905, et renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911, 3 mai 1916 et 1 ^{er} mai 1922. Signée à Londres, le 4 juin 1926	185
N° 1433. — Grande-Bretagne et Islande :	
Convention renouvelant pour une période de cinq ans à partir du 4 mai 1926 la Convention d'arbitrage signée à Londres, le 25 octobre 1905, et renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911, 3 mai 1916 et 1 ^{er} mai 1922. Signée à Londres, le 4 juin 1926... ..	189
N° 1434. — Autriche et Suède :	
Traité de conciliation et d'arbitrage, avec protocole de signature. Signés à Stockholm, le 28 mai 1926	193
N° 1435. — Hongrie et Roumanie :	
Accord concernant la ligne des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád, avec annexe et protocole de signature. Signé à Arad, le 17 novembre 1926	207
N° 1436. — Italie et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole concernant la juridiction applicable aux sujets italiens dans le Royaume de Siam. Signés à Rome, le 9 mai 1926	215
N° 1437. — Danemark et Pologne :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Copenhague, le 23 avril 1926	245
N° 1438. — Italie et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères, conclus entre des entreprises d'assurance italiennes et des contractants tchécoslovaques, et entre des entreprises d'assurance tchécoslovaques et des contractants italiens, avec protocole final. Signée à Prague, le 4 mai 1926	257
N° 1439. — Danemark et Turquie :	
Echange de notes, comportant un arrangement commercial provisoire. Angora, le 15 mars 1927, et échange de notes y relatif, du 24 septembre 1927	287
N° 1440. — Grèce et Pays-Bas :	
Convention commerciale, avec deux protocoles et protocole de signature. Signés à Athènes, le 12 mai 1926	295

	Pages
No. 1430. — Austria and Hungary :	
Agreement for the Regulation of the Movement of Persons in Local Frontier Traffic, with Annexes, Final Protocol and its Annexes. Signed at Vienna, July 14, 1926 ...	123
No. 1431. — Austria and Hungary :	
Agreement with regard to the Granting of Facilities in Minor Frontier Traffic. Signed at Vienna, July 14, 1926 ...	159
No. 1432. — Great Britain and Denmark :	
Convention renewing for a Period of Five Years dating from May 4, 1926, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, May 3, 1916, and May 1, 1922. Signed at London, June 4, 1926 ...	185
No. 1433. — Great Britain and Iceland :	
Convention renewing for a Period of Five Years dating from May 4, 1926, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, May 3, 1916, and May 1, 1922. Signed at London, June 4, 1926 ...	189
No. 1434. — Austria and Sweden :	
Treaty of Conciliation and Arbitration, with Protocol of Signature. Signed at Stockholm, May 28, 1926 ...	193
No. 1435. — Hungary and Roumania :	
Agreement concerning the United Railway of Arad-Csanád, with Annex and Protocol of Signature. Signed at Arad, November 17, 1926... ..	207
No. 1436. — Italy and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Protocol concerning the Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Italian Subjects. Signed at Rome, May 9, 1926	215
No. 1437. — Denmark and Poland :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Copenhagen, April 23, 1926... ..	245
No. 1438. — Italy and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Execution of Contracts for Life Insurance and Life Annuities, concluded between Italian Insurance Undertakings and Czechoslovak Nationals and between Czechoslovak Insurance Undertakings and Italian Nationals, with Final Protocol. Signed at Prague, May 4, 1926... ..	257
No. 1439. — Denmark and Turkey :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, March 15, 1927, and Exchange of Notes relating thereto of September 24, 1927	287
No. 1440. — Greece and The Netherlands :	
Commercial Convention, with two Protocols and Protocol of Signature. Signed at Athens, May 12, 1926	295

	Pages
N° 1441. — Egypte et Grèce :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, 10 avril 1926	305
N° 1442. — Belgique et Luxembourg :	
Déclaration portant modification à l'article 11 de la Convention d'extradition du 23 octobre 1872. Signée à Bruxelles, le 24 août 1926	311
N° 1443. — Estonie et Lettonie :	
1. Protocole portant modification à la Convention concernant la frontière d'Etat et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue entre l'Estonie et la Lettonie à Riga, le 19 octobre 1920, et à la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, conclue à Tallinn, le 1 ^{er} novembre 1923, signé à Tallinn, le 23 février 1927, avec échange de notes y relatif, de la même date	315
2. Protocole déclaratif constatant l'établissement définitif de la frontière entre les deux pays. Riga, le 31 mars 1927	322
N° 1444. — Allemagne et Danemark :	
Traité d'arbitrage et de conciliation, avec protocole final, signés à Berlin, le 2 juin 1926, et échange de notes y relatif, de la même date	325
N° 1445. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Danemark :	
Convention concernant la réparation des accidents du travail survenus aux ressortissants de chaque pays travaillant dans le territoire de l'autre. Signée à Londres, le 18 novembre 1925	353
N° 1446. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Traité d'extradition additionel. Signé à La Havane, le 14 janvier 1926	363
N° 1447. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à La Havane, le 4 mars 1926, et échange de notes de la même date	369
N° 1448. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Convention pour la répression de la contrebande entre les deux pays. Signée à La Havane, le 11 mars 1926	383
N° 1449. — Suisse et Turquie :	
Traité d'amitié. Signé à Genève, le 19 septembre 1925	395
N° 1450. — Lithuanie et Royaume-Uni :	
Traité d'extradition. Signé à Kaunas (Kovno), le 18 mai 1926	401
N° 1451. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques. Signée à Washington, le 30 juin 1924... ..	415

	Pages
No. 1441. — Egypt and Greece :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, April 10, 1926	305
No. 1442. — Belgium and Luxemburg :	
Declaration amending Article 11 of the Extradition Convention of October 23, 1872. Signed at Brussels, August 24, 1926	311
No. 1443. — Estonia and Latvia :	
1. Protocol amending the Convention regarding the State Frontier and the Rights of the Citizens of the Frontier Zone, concluded between Estonia and Latvia at Riga, October 19, 1920, and the Additional Convention regarding Frontier Questions, concluded at Tallinn, November 1, 1923, signed at Tallinn, February 23, 1927, with Exchange of Notes relating thereto of the same Date... ..	315
2. Protocol constituting a Declaration with regard to the final Delimitation of the Frontier between the two countries. Riga, March 31, 1927	323
No. 1444. — Germany and Denmark :	
Treaty of Arbitration and Conciliation, with Final Protocol, signed at Berlin, June 2, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	325
No. 1445. — Great Britain and Northern Ireland and Denmark :	
Convention concerning Workmen's Compensation for Accidents arising out of the Employment of the Subjects of each country in the Territory of the other. Signed at London, November 18, 1925	353
No. 1446. — United States of America and Cuba :	
Additional Extradition Treaty. Signed at Havana, January 14, 1926	363
No. 1447. — United States of America and Cuba :	
Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Havana, March 4, 1926, and Exchange of Notes of the same Date	369
No. 1448. — United States of America and Cuba :	
Convention for the Suppression of Smuggling Operations between their respective Territories. Signed at Havana, March 11, 1926	383
No. 1449. — Switzerland and Turkey :	
Treaty of Friendship. Signed at Geneva, September 19, 1925	395
No. 1450. — Lithuania and the United Kingdom :	
Extradition Treaty. Signed at Kaunas (Kovno), May 18, 1926	401
No. 1451. — United States of America and France :	
Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors. Signed at Washington, June 30, 1924	415

N° 1424.

**GRANDE-BRETAGNE
ET PAYS-BAS**

Accord entre les Administrations des Postes des Straits Settlements et des Indes Orientales Néerlandaises, concernant l'échange des colis postaux. Signé à Bandoeng, le 18 décembre, et à Singapour, le 30 décembre 1925.

**GREAT BRITAIN
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Offices of the Straits Settlements and Netherlands East India for the Exchange of Postal Parcels. Signed at Bandoeng, December 18, and at Singapore, December 30, 1925.

No 1424. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICES OF THE STRAITS SETTLEMENTS AND NETHERLANDS EAST INDIA FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT BANDOENG, DECEMBER 18, AND AT SINGAPORE, DECEMBER 30, 1925.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.*

Article I.

1. There shall be a direct exchange between THE POST OFFICE OF NETHERLANDS EAST INDIA, on the one part, and THE POST OFFICE OF THE STRAITS SETTLEMENTS, on the other part, of parcels without collection of trade-charge, on delivery, not exceeding 11 lbs or 5 kilogrammes in weight, originating in the Straits Settlements or in any other country with which the Straits Settlements maintains a direct exchange of parcels and addressed to Netherlands East India or to any country that participates or will participate in the parcel Post Agreement¹ of Stockholm of the 28th of August, 1924, or to any other country with which Netherlands East India maintains a direct exchange of parcels originating in Netherlands East India or in any other country that participates or will participate in the said Agreement or in any other country with which Netherlands East India maintains a direct exchange of parcels and addressed to the Straits Settlements or to any country with which the Straits Settlements maintains a direct exchange of parcels.

2. The limits of the dimensions shall be 1 metre 6½ centimetres (3 feet 6 inches) in length and 1 metre 83 centimetres (6 feet) in length and girth combined.

3. Parcels exchanged between Netherlands East India and the Straits Settlements may be insured. The limit of insured value shall be fixed at the equivalent in English and Dutch East India currency of 1000 francs gold.

Article IV.

1. The Post Office of Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements for parcels addressed to or in transit through the Straits Settlements whether conveyed by contract or non-contract vessels the following territorial rates per parcel :

Not exceeding 1 kilogram :	80 centimes ;
» » 3 » :	1 franc 40 centimes ;
» » 5 » :	2 francs.

¹ Vol. XL, page 307; and Vol. L, page 172, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1424. — ACCORD ENTRE LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DES STRAITS SETTLEMENTS ET DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BANDOENG, LE 18 DÉCEMBRE, ET A SINGAPOUR, LE 30 DÉCEMBRE 1925.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

Article premier.

1. Il sera institué entre L'ADMINISTRATION DES POSTES DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES, d'une part, et L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ETABLISSEMENTS DU DÉTROIT, d'autre part, un service direct d'échange de colis postaux non grevés de remboursement, d'un poids maximum de 11 livres anglaises ou de 5 kilogrammes, soit en provenance des Etablissements du Détroit ou de tout autre pays avec lequel les Etablissements du Détroit entretiennent un service direct d'échange de colis postaux, et adressés aux Indes Orientales Néerlandaises ou à tout pays qui est ou sera partie à l'Arrangement ² de Stockholm, du 28 août 1924, concernant les colis postaux, ou à tout autre pays avec lequel les Indes Orientales Néerlandaises entretiennent un service direct d'échange de colis postaux, soit en provenance des Indes Orientales Néerlandaises ou de tout autre pays qui est ou sera partie audit arrangement ou de tout autre pays avec lequel les Indes Orientales Néerlandaises entretiennent un service direct d'échange de colis postaux, et adressés aux Etablissements du Détroit ou à tout pays avec lequel les Etablissements du Détroit entretiennent un service direct d'échange de colis postaux.

2. Les colis postaux ne devront pas mesurer plus de 1,065 mètre (3 pieds 6 pouces) de longueur et 1,83 mètre (6 pieds de longueur et pourtour combinés).

3. Les colis postaux échangés entre les Indes Orientales Néerlandaises et les Etablissements du Détroit pourront faire l'objet d'une déclaration de valeur. Le montant maximum de la valeur déclarée sera fixé à une somme équivalant, en monnaie anglaise et en monnaie des Indes orientales néerlandaises, à 1000 francs or.

Article IV.

1. Pour les colis postaux à destination des Etablissements du Détroit ou en transit par ce pays, transportés par des navires ayant ou non un contrat, l'Administration des Postes des Indes Orientales Néerlandaises versera à l'Administration des Postes des Etablissements du Détroit les droits territoriaux ci-dessous :

Par colis ne dépassant pas 1 kilogramme . . .	Fr. 0,80
Par colis ne dépassant pas 3 kilogrammes . . .	» 1,40
Par colis ne dépassant pas 5 kilogrammes . . .	» 2.—

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. XL, page 307 ; et Vol. L, page 172, de ce recueil.

2. Moreover, the Post Office of Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements in respect of its territorial rate on each insured parcel addressed to or in transit through the Straits Settlements 5 centimes for each frs. 300 or fraction of frs. 300 of insured value.

Article VI.

The procedure to be adopted in the exchange of parcels under this Agreement and the payment of the balance of credits shall be in accordance with that laid down in the Parcel Post Agreement of Stockholm of 1924, and in the detailed regulations for the execution of that Agreement.

BANDOENG, 18 December 1925.

*Pour le Chef de la Direction générale
des postes, des télégraphes et des téléphones :*

*Le Chef du Service des Postes,
(Signed) VAN RINGELESTEIN.*

SINGAPORE, 30 December 1925.

*(Signed) T. I. M. GORDON,
Acting Postmaster-General,
Straits Settlements.*

2. En outre, l'Administration des Postes des Indes Orientales Néerlandaises versera à l'Administration des Postes des Etablissements du Détroit, à titre de droit territorial sur chaque colis avec déclaration de valeur adressé aux Etablissements du Détroit ou en transit pour ce pays, 5 cent. par 300 fr. ou fraction de 300 fr. de valeur déclarée.

Article VI.

La procédure relative à l'échange des colis postaux aux termes du présent accord, et au versement du solde créditeur, sera conforme à la procédure prescrite dans l'Arrangement de Stockholm de 1924, concernant les colis postaux et dans le règlement d'exécution dudit arrangement.

BANDOENG, le 18 décembre 1925.

*Pour le Chef de la Direction générale
des postes, des télégraphes et des téléphones :*

*Le Chef du Service des Postes,
(Signé) VAN RINGELESTEIN.*

SINGAPOUR, le 30 décembre 1925.

*(Signé) T. I. M. GORDON,
Postmaster-General p. i.
des Etablissements du Détroit.*

N° 1425.

GRÈCE ET ROYAUME-UNI

Traité de commerce et de navigation,
et déclaration y annexée, signés
à Londres, le 16 juillet 1926, et
échange de notes y relatif, Athènes,
les 2 décembre 1926, 11 janvier
1927 et les 10|13 mai 1927.

GREECE AND UNITED KINGDOM

Treaty of Commerce and Navigation
and accompanying Declaration,
signed at London, July 16, 1926,
and Exchange of Notes relating
thereto, Athens, December 2, 1926,
January 11, 1927, and May 10|13,
1927.

No. 1425. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, et le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 mars 1927.

English and Greek official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Treaty took place March 22, 1927.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a treaty of commerce and navigation with this object, and have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Rt. Hon. Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

Monsieur Demetrius CACLAMANOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Hellenic Republic in London ;

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, καὶ ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τοῦ Ἠνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Ἰρλανδίας καὶ τῶν πέραν τῶν θαλασσῶν Βρετανικῶν Κτήσεων, Ἀυτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, ἐπιθυμοῦντες ἵνα ἀναπτύξωσι καὶ διευκολύνωσι τὰς ἤδη ὑφισταμένους ἐμπορικὰς σχέσεις μεταξύ τῶν δύο αὐτῶν χωρῶν, ἀπεφάσισαν νὰ συνομολογήσωσι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον Συμβήτην Ἐμπορίας καὶ Ναυτιλίας, καὶ διώρισαν ὡς Πληρεξούσιους αὐτῶν :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὸν Κύριον Δημήτριον Κακλαμάνου, Ἐξαχτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν τῆς Ἑλλάδος ἐν Λονδίῳ καὶ τὸν Κύριον Ἀλέξανδρον Βούρου, Ἐξαχτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν, Διευθυντὴν ἐν τῇ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν.

Ἡ Α. Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τοῦ Ἠνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Ἰρλανδίας καὶ τῶν πέραν τῶν θαλασσῶν Βρετανικῶν Κτήσεων, Ἀυτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, τὸν ἐντιμότατον Sir Austen Chamberlain, Ἰππότην τῆς Περι-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 10 décembre 1926.

¹ The exchange of ratifications took place at London, December 10, 1926.

Monsieur Alexander VOUSOS, Minister Plenipotentiary, Director of Department in the Hellenic Ministry for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other to which subjects or citizens of that Contracting Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are, or may be, enjoyed by subjects or citizens of that Contracting Party.

Article 2.

The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties shall be entitled to enter, travel and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall enjoy, in respect of their persons, their property, rights and interests, and in respect of their commerce, industry, profession, occupation or any other matter, in every way the same treatment and legal protection as the subjects or citizens of that Party or of the most favoured foreign country, in as far as taxes,

ανημίδος, Μέλος τοῦ Κοινοβουλίου, Πρῶτον Γραμματέα τῆς Ἐπικρατείας τῆς Α. Μεγαλειότητος διὰ τὰς Ἐξωτερικὰς Ὑποθέσεις·

οἵτινες, ἀφ' οὗ ἀνεκοίνωσαν πρὸς ἀλλήλους τὰ σχετικὰ αὐτῶν πληρεξούσια, εὐρεθέντα ἐν τάξει καὶ κατὰ τοὺς ἀπαιτούμενους τύπους, συμφώνησαν περὶ τῶν ἑξῆς ἄρθρων·

ΑΡΘΡΟΝ 1ον.

Μεταξὺ τῶν χωρῶν, τῶν ὑποκειμένων εἰς τὴν κυριαρχίαν τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν, θὰ ὑπάρχῃ ἀμοιβαία ἐλευθερία ἐμπορίου καὶ ναυτιλίας.

Οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ εἶνε ἐλεύθεροι νὰ ἐρχωνται ἐλευθέρως μετὰ τῶν πλοίων καὶ φορτίων των εἰς ὅλα τὰ μέρη καὶ λιμένας τῶν χωρῶν τοῦ ἑτέρου εἰς οὓς οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται τοῦ μέρους τούτου ἐπιτρέπεται ἢ θὰ ἐπιτραπῇ νὰ ἐρχωνται, καὶ θὰ ἀπολαύωσι τῶν αὐτῶν δικαιωμάτων, προνομίων, ἐλευθεριῶν, εὐνοιῶν, ἀσυνδοσιῶν καὶ ἀπαλλαγῶν εἰς ζητήματα ἐμπορίου καὶ ναυτιλίας, ὧν ἀπολαύουσι ἢ θὰ ἀπολαύωσιν οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται τοῦ συμβαλλομένου τούτου μέρους.

ΑΡΘΡΟΝ 2ον.

Οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ δικαιούνται νὰ εἰσέρχωνται, ταξιδεύωσι, καὶ διαμένωσιν εἰς τὰ ἐδάφη τοῦ ἑτέρου ἐφ' ὅσον τηροῦσι καὶ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς ὅρους καὶ κανονισμοὺς, τοὺς δέποντας τὴν εἰσόδον, τὰ ταξείδια καὶ τὴν διαμονὴν ὅλων τῶν ἀλλοδαπῶν.

ΑΡΘΡΟΝ 3ον.

Οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἀπολαύωσιν, ὑπὸ πᾶσαν ἐποψίαν, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ πρόσωπα, τὴν ἰδιοκτησίαν, τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντα αὐτῶν, τὸ ἐμπόριον, τὴν βιομηχανίαν, τὰ ἐπαγγέλματα καὶ τὰς ἀσχολίας αὐτῶν, ὡς καὶ ἐν παντὶ ἄλλῳ θέματι, τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων καὶ τῆς αὐτῆς νομίμου προστασίας

rates, Customs, imposts, fees which are substantially taxes, and other similar charges are concerned.

Article 4.

The two Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry, and the exercise of professions or occupations, any privilege, favour or immunity which either of the two Contracting Parties has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign country shall be extended, simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each of the two Contracting Parties shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 5.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire, inherit and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may, under the same conditions as are, or shall be, established with regard to subjects or citizens of the other Contracting Party, dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or in the case of movable property acquire the same by inheritance.

They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, applicable to subjects or citizens of the other Contracting Party.

ἄν ἀπολαύουσιν οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται τοῦ ἑτέρου τοῦ μέρους ἢ τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ξένου Κράτους, ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ τελῶν, φόρων, ποσοστῶν φορολογίας, τελωνιακῶν δασμῶν καὶ δικαιωμάτων ἐξομοιουμένων κατ' οὐσίαν πρὸς τέλη, καὶ ἐτέρων παρομοίων βαρῶν.

ΑΠΘΡΟΝ 4ον.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως, ἐν παντὶ ζητήματι σχετιζομένῳ πρὸς τὸ ἐμπορίον, τὴν ναυτιλίαν, τὴν βιομηχανίαν καὶ τὴν ἐξάσκησιν ἐπαγγελματίων ἢ ἀσχολιῶν, πᾶσα προνομία, εὐνοία ἢ ἀσυδοσία, ἣν ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἔχει ἤδη παραχωρήσει ἢ ἤθελεν εἰς τὸ ἐξῆς παραχωρήσει εἰς τὰ πλοῖα, καὶ τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας οἰουδήποτε ἑτέρου ξένου κράτους, ἐπεκτείνεται ταῦτοχρόνως καὶ ἄνευ ὄρων, ἄνευ αἰτήσεως καὶ ἄνευ ἀνταλλαγμάτων, εἰς τὰ πλοῖα, τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας τοῦ ἑτέρου μέρους, τῆς προθέσεως αὐτῶν οὐσης ὅπως ἡ ἐμπορία, ἡ ναυτιλία καὶ ἡ βιομηχανία ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν τελεῶσιν ὑπὸ πᾶσαν ἐποψίαν ἐν ἴσῃ μοίρᾳ πρὸς τὰς τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἐθνους.

ΑΠΘΡΟΝ 5ον.

Οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, θὰ εἶναι, εἰς τὰ ἐδάφη τοῦ ἄλλου, πλήρως ἐλεύθεροι ν' ἀποκτῶσι, κληρονομῶσι καὶ κατέχωσι παντὸς εἶδους περιουσίαν, κινήτην ἢ ἀκίνητον, ἣν οἱ νόμοι τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους ἐπιτρέπουσιν ἢ θὰ ἐπιτρέψωσιν εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας πάσης ἄλλης ξένης χώρας νὰ ἀποκτῶσι καὶ κατέχωσι. Θὰ δύνανται ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὄρους, οἷτινες ἰσχύουσιν ἢ θὰ ἰσχύωσι διὰ τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους, νὰ διαλλάτῃσιν αὐτὴν διὰ πωλήσεως, ἀνταλλαγῆς, δωρεᾶς, γάμου, διαθήκης ἢ καθ' οἰονδήποτε ἄλλον τρόπον ἢ προκειμένου περὶ κινήτων, νὰ ἀποκτῶσι ταῦτα διὰ κληρονομίας.

Δὲν θὰ ὑπέκεινται, ἐν οὐδεμιᾷ τῶν ἀνωτέρω περιπτώσεων, εἰς τέλη, φόρους ἢ βάρη οἰουδήποτε εἶδους ἄλλους ἢ ἀνωτέρους ἐκείνων οἷτινες ἐφαρμόζονται ἢ θὰ ἐφαρμοσθῶσιν εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of such Party would be liable under similar circumstances.

Article 6.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all subjects or citizens of the other Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In so far as either of the two Contracting Parties may levy any military exactions or requisitions on the subjects or citizens of the other, it shall accord the same compensation in respect thereof as is accorded in similar circumstances to its own subjects or citizens.

In the above respects the subjects or citizens of one of the two Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured foreign country.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the two Contracting Parties,

Εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἐπιτρέπηται ἐπίσης, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους, ἡ ἐλευθέρη ἐξαγωγή τοῦ προϊόντος τῆς πωλήσεως τῆς περιουσίας των καὶ τῶν ἐν γένει κτημάτων αὐτῶν, χωρὶς νὰ ὑποβάλλωνται ὡς ἀλλοδαποὶ εἰς τὴν καταβολὴν ἑτέρων ἢ ἀνωτέρων τελῶν ἐκείνων εἰς τὰ ὁποῖα οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται τοῦ μέρους τούτου θὰ ὑπέκειντο ἐν παρομοίᾳ περιπτώσει.

ΑΡΘΡΟΝ 6ον.

Οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, θὰ ἐξαιροῦνται, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου, πάσης οἰασθήποτε ἀναγκαστικῆς στρατιωτικῆς ὑπηρεσίας ἐν τῷ Στρυτῷ, ἐν τῷ Ναυτικῷ, ἐν τῇ Ἀεροπορίᾳ, ἐν τῇ Ἐθνοφρουρᾷ ἢ ἐν τῇ Πολιτοφυλακῇ. Ὅμοιως θὰ ἀπαλλάσσωνται παντὸς οἰοδήποτε δικαστικοῦ, διοικητικοῦ καὶ δημοτικοῦ λειτουργήματος ἐκτὸς τοῦ ἐνόρκου, ὑπὸ τῶν νόμων ἐπιβαλλομένου τοιοῦτου, ὡς καὶ πάσης εἰσφορᾶς χρηματικῆς ἢ εἰς εἶδος, ἐπιβαλλομένης ὡς ἀντιστάσιμα προσωπικῆς ὑπηρεσίας καὶ τέλος πάσης στρατιωτικῆς ὑποχρεωτικῆς παροχῆς ἢ ἐπιτάξεως. Οὐχ ἦττον τὰ βάρη τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν οἰωδῆποτε τίτλῳ κατοχῆν ἐγγείου περιουσίας ἐξαιροῦνται, ὡς καὶ πᾶσαι ἀναγκαστικὴ στρατιωτικῶν καταλυμάτων παροχῆ ἢ ἕτεραι εἰδικαὶ ἀναγκαστικαὶ στρατιωτικαὶ παροχαὶ ἢ ἐπιτάξεις, εἰς τὰς ὁποίας πάντες οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους δυνατὸν νὰ ὑπέκεινται ὡς ἰδιοκτῆται ἢ κάτοχοι οἰκοδομῶν ἢ γῆς.

Ἐὰν καὶ ἐφ' ὅσον ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἐπέβαλλεν οἰασθήποτε στρατιωτικὰς παροχὰς ἢ ἐπιτάξεις εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας τοῦ ἑτέρου, θὰ παρέχῃ τὴν αὐτὴν ἐν προκειμένῳ ἀποζημίωσιν, ἣτις θὰ παρέχεται, εἰς παρομοίᾳς περιστάσεις, εἰς τοὺς ἰδίους ὑπηκόους ἢ πολίτας.

Ἐν τοῖς ἀνωτέρω θέμασιν οἱ ὑπήκοοι ἢ πολῖται ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν δὲν θὰ ἀπολαύωσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου ἡσσονος εὐνοίας καὶ ὀλιγωτέρων πλεονεκτημάτων τῶν εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ πολίτας τῆς μάλιον εὐνοουμένης χώρας παρεχομένων ἢ παρασχεθησομένων.

ΑΡΘΡΟΝ 7ον.

Εἶδη, παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο συμβαλλομένων

imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

The only exception to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or for the protection of animals and plants against diseases and pests.

Article 8.

Currants, the produce of Greece, shall not on importation into Great Britain and Northern Ireland be subject to Customs duty in excess of two shillings per cwt.

On the other hand, the Greek Government undertake that any measures involving the retention or purchase of currants with a view to the protection of growers should leave available for export a quantity to be determined yearly on the basis of the average of the three preceding years' export, plus a margin of 5 per cent. for the probable increase of consumption.

It is understood that this quantity will be available for export through the usual commercial channels or co-operative organisations, without any interference on the part of the Greek Government in the shape of legislation fixing a minimum export price.

The articles enumerated in the schedule to this treaty produced or manufactured in Great Britain and Northern Ireland, shall not on importation into Greece be subjected to higher duties than those specified in the schedule.

μερῶν, εισαγόμενα εἰς τὰ ἐδάφη τοῦ ἑτέρου, δὲν θὰ ὑπόκεινται, ὅθενδήποτε καὶ ἂν προέρχωνται, εἰς δασμούς ἢ τέλη ἕτερα ἢ ἀνώτερα τῶν εισπραττομένων ἐπὶ ὁμοίων εἰδῶν, παραγομένων ἢ κατασκευαζομένων ἐν πάσῃ ἄλλῃ ξένη χώρα. Οὐδὲ θὰ διατηρῆται ἢ ἐπιβάλλῃται οἰαδήποτε ἀπαγόρευσις ἢ περιορισμὸς ἐπὶ τῆς εισαγωγῆς οἰουδήποτε καὶ ὅθενδήποτε προερχομένου εἶδους, παραγομένου ἢ κατασκευαζομένου ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, εἰς τὰ ἐδάφη τοῦ ἑτέρου, ἐφ' ὅσον ἢ ἀπαγόρευσις αὕτη ἢ ὁ περιορισμὸς οὗτος δὲν θὰ ἐφαρμοζῆται ὁμοίως καὶ ἐπὶ τῆς εισαγωγῆς ὁμοίων εἰδῶν, παραγομένων ἢ κατασκευαζομένων ἐν οἰαδήποτε ἑτέρα ξένη χώρα.

Ἐξαιρέσεις τοῦ γενικοῦ τούτου κανόνος θὰ γίνονται μόνον ἐν τῇ περιπτώσει ὑγειονομικῶν ἢ ἑτέρων ἀπαγορεύσεων, ὑπαγορευομένων ὑπὸ τῆς ἀνάγκης τῆς ἀσφαλείας τῶν ἀτόμων ἢ τῆς προστασίας τῶν ζώων καὶ τῶν φυτῶν κατὰ νόσων καὶ ἐπιδημιῶν.

ΑΡΘΡΟΝ 8ον.

Αἱ Κορινθιακαὶ σταφίδες, προϊόν τῆς Ἑλλάδος, εισαγόμεναι εἰς τὴν Μεγάλην Βρετανίαν καὶ τὴν Βόρειον Ἰρλανδίαν, δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τελωνιακὸν δασμὸν ἀνώτερον τῶν δύο σελληνίων κατὰ 112 Λίβρας Ἀγγλικῆς.

Ἐξ ἄλλου, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει ὅπως οἰαδήποτε μέτρα συνεπαγόμενα τὴν παρακράτησιν ἢ τὴν ἐξαγοράν σταφίδος ἐπὶ ἀκοπῆ προστασίας τῶν παραγωγῶν, ἀφήνωσι διαθέσιμον πρὸς ἐξαγωγὴν ποσότητα, ἥτις θὰ καθορίζηται ἐτησίως ἐπὶ τῇ βᾶσει τοῦ μέσου ὄρου τῆς ἐξαγωγῆς τῶν τριῶν τελευταίων ἐτῶν, μετὰ προσθήκης περιθωρίου 5% διὰ τὴν πιθανὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως.

Ἐννοεῖται ὅτι ἡ ποσότης αὕτη θὰ εἶναι διαθέσιμος πρὸς ἐξαγωγὴν διὰ τῶν συνήθων ἐμπορικῶν μέσων ἢ συνεταιρικῶν ὁργανώσεων, ἀνευ οἰαδήποτε παρεμβάσεως τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ὑπὸ τύπον νομοθετικοῦ μέτρου καθοριστοῦ ἐλαχίστην τιμὴν ἐξαγωγῆς.

Τὰ εἶδη τὰ ἀπαριθμούμενα εἰς τὸν πίνακα τῆς παρούσης συμφάσεως, τὰ παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα ἐν τῇ Μεγάλῃ Βρετανίᾳ καὶ τῇ Βορείῳ Ἰρλανδίᾳ, δὲν θὰ ὑπόκεινται, κατὰ τὴν εισαγωγὴν τῶν εἰς τὴν Ἑλλάδα, εἰς δασμούς ἀνωτέρους τῶν ἀναγραφομένων ἐν τῷ πίνακι.

It is agreed that the additional duties levied by the State for the benefit of the national, provincial or municipal revenues upon any article produced or manufactured in Great Britain and Northern Ireland upon importation into Greece, such as, for example, the octroi or municipal duty under Article 5 of the Tariff Law of 22nd December, 1923, the tax for the service of the forced loan of 1922, statistical, orphanage and refugee taxes, shall not exceed in the aggregate the limit of 75 per cent. of the corresponding Customs duty. It is further agreed that the octroi or municipal duty shall not exceed 30 per cent. of the corresponding Customs duty, and that the tax for the service of the forced loan of 1922 shall not exceed 39 per cent. of the corresponding Customs duty.

Articles produced or manufactured in Great Britain and Northern Ireland shall be exempt from the internal octroi levied upon like native articles when transported from one township to another.

Article 9.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 10.

Both Contracting Parties agree to avoid as far as possible in their trade with each other prohibitions or restrictions on the importation or exportation of any goods, but in so far as such prohibitions or restrictions may be

Συμφωνείται ὅτι τὰ πρόσθετα τέλη, τὰ εἰσπραττόμενα ὑπὸ τοῦ Κράτους πρὸς ὄφελος ἐθνικῶν, ἐπαρχιακῶν, ἢ δημοτικῶν προσόδων ἐφ' οἷον οἰουδήποτε εἶδους παραγομένου ἢ κατασκευαζομένου ἐν τῇ Μεγάλῃ Βρετανίᾳ καὶ τῇ Βορείῳ Ἰρλανδίᾳ κατὰ τὴν ἐν Ἑλλάδι εἰσαγωγὴν αὐτῶν, ὡς ἐπὶ παραδείγματι ὁ κατὰ τὸ ἄρθρον 5 τοῦ νόμου περὶ τελωνειακοῦ δασμολογίου τῆς 22ας Δεκεμβρίου 1923 δημοτικὸς φόρος, τὸ τέλος διὰ τὴν ἐξυπηρέτησιν τοῦ αναγκαστικοῦ δανείου τοῦ 1922, τὰ ὑπὲρ τῆς στατιστικῆς, τῶν ὄρφανῶν καὶ τῶν προσφύγων εἰσπραττόμενα τέλη, δὲν δύνανται νὰ ὑπερβῶσιν ἐν τῷ συνόλῳ τὸ ὄριον τῶν 75% τοῦ ἀντιστοίχου τελωνειακοῦ δασμοῦ. Περαιτέρω συμφωνεῖται ὅτι οἱ δημοτικοὶ φόροι δὲν θὰ ὑπερβάνωσι τὰ 30% τοῦ ἀντιστοίχου τελωνειακοῦ δασμοῦ καὶ ὅτι τὸ διὰ τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ αναγκαστικοῦ δανείου τοῦ 1922 τέλος δὲν θὰ ὑπερβῶσιν τὰ 39% τοῦ ἀντιστοίχου τελωνειακοῦ δασμοῦ.

Εἶδη παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα ἐν τῇ Μεγάλῃ Βρετανίᾳ καὶ τῇ Βορείῳ Ἰρλανδίᾳ θὰ ἀπαλλάσσονται τοῦ ἐσωτερικοῦ Δημοτικοῦ φόρου τοῦ εἰσπραττομένου ἐπὶ ὁμοίων εἰδῶν ἐγχωρίου κατασκευῆς, ὁσάκις ταῦτα μεταφέρονται ἀπὸ πόλεως εἰς πόλιν.

APΘPON 9ov.

Τὰ εἶδη τὰ παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα εἰς τὰς χώρας ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἐξαγόμενα εἰς τὰς χώρας τοῦ ἑτέρου, δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς ἄλλους ἢ ἀνωτέρους διαισίους ἢ ἐπιβαρύνσεις τῶν ἐπιβαλλομένων ἐπὶ ὁμοίων εἰδῶν, ἐξαγομένων εἰς οἰανδήποτε ἑτέραν ξένην χώραν. Οὐδὲ θὰ ἐπιβάλληται ἀπαγόρευσις ἢ περιορισμὸς τις ἐπὶ τῆς ἐξαγωγῆς εἰδῶν τινῶν ἐκ τῶν χωρῶν ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὰς χώρας τοῦ ἄλλου, μὴ ἐπεχτεινόμενος ἐξ ἴσου καὶ ἐπὶ τῆς ἐξαγωγῆς ὁμοίων εἰδῶν εἰς οἰανδήποτε ἄλλην ξένην χώραν.

APΘPON 10ov.

Ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως ἀποφεύγωσι κατὰ τὸ δυνατὸν ἐν τῇ πρὸς ἄλληλα ἐμπορίᾳ, ἀπαγορεύσεις ἢ περιορισμοὺς ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς οἰωνδήποτε ἐμπορευμάτων, ἀλλ' ἐφ' ὅσον τοιοῦτοι περιορισμοὶ ἢ

enforced they undertake as regards import and export licences to do everything in their power to ensure :

(a) That the conditions to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licences should be brought immediately in the clearest and most definite form to the notice of the public ;

(b) That the method of issue of the certificates of licences should be as simple and stable as possible ;

(c) That the examination of applications and the issue of licences to the applicants should be carried out with the least possible delay ;

(d) That the system of issuing licences should be such as to prevent the traffic in licences. With this object, licences, when issued to individuals, should state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person ;

(e) That, in the event of the fixing of rations, the formalities required by the importing country should not be such as to prevent an equitable allocation of the quantities of goods of which the importation is authorised.

Article 11.

In the event of the Greek Government introducing any system of exchange control, the conditions under which foreign currency shall be made available to pay for imports of goods, the produce or manufacture of His Britannic Majesty's territories, shall not be less favourable in any respect than the corresponding conditions under which foreign currency may be made available to pay for imports the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 12.

The two Contracting Parties agree to take the most appropriate measures by their national

ἀπαγορεύσεις ἤθελον τεθῆναι εἰς ἐφαρμογὴν, ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἀδειὰς εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς πράξωσι δ, τι δύνανται ὅπως ἐξασφαλίσωσι :

(α) Ὅπως οἱ τηρητέοι ὅροι καὶ αἱ πληρωτέαι διατυπώσεις διὰ τὴν ἀπόκτησιν τοιούτων ἀδειῶν γνωστοποιῶνται πάραυτα εἰς τὸ κοινόν, ὡς οἷον τε σαφῶς καὶ ἐπακριβῶς.

(β) Ὅπως ἡ μέθοδος ἐκδόσεως τῶν πιστοποιητικῶν ἀδειῶν εἶναι ὅσον τὸ δυνατόν ἀπλή καὶ παρὰ.

(γ) Ὅπως ἡ ἐξέτασις τῶν αἰτήσεων καὶ ἡ ἐκδοσις τῶν ἀδειῶν πρὸς τοὺς αἰτούντας διεξάγεται ὅσον οἷον τε τάχιστα.

(δ) Ὅπως τὸ σύστημα τῆς ἐκδόσεως ἀδειῶν εἶναι τοιοῦτον ὥστε ν' ἀποκλείηται τὸ ἐμπόριον αὐτῶν. Πρὸς τοῦτο, αἱ ἀδειαι, ὅταν ἐκδίδονται πρὸς ἄτομα δεόν να φέρωσι τὸ ὄνομα τοῦ δικαιούχου καὶ να μὴ δύνανται να χρησιμοποιηθῶσιν ὑπὸ ἑτέρου προσώπου.

(ε) Ὅπως ἐν περιπτώσει καθορισμοῦ ποσοτήτων εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων, αἱ ὑπὸ τῆς ἐν ᾗ εἰσάγονται χώρα ἀπαιτηθησόμενα διατυπώσεις ὡς τοιαῦται, ὥστε να μὴ καθίσταται ἀδύνατος ἡ ἴση κατανομή τῶν ποσοτήτων τῶν ἐμπορευμάτων ὧν ἡ εἰσαγωγή εἶναι ἐπιτετραμμένη.

ΑΡΘΡΟΝ 11ον.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἤθελεν εἰσαγάγει οἰονδήποτε σύστημα ἐλέγχου ἐπὶ τῆς προμηθείας ξένου συναλλάγματος, οἱ ὅροι ὑφ' ὧν θὰ εἶνε δυνατὴ ἡ προμηθεῖα τούτου πρὸς πληρωμὴν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων παραγομένων ἢ κατασκευαζομένων ἐν ταῖς χώραις τῆς Α. Βρετανικῆς Μεγαλειότητος, δὲν θὰ εἶνε ἀπὸ πάσης ἀπόψεως ὀλιγότερον εὐνοικοῖ τῶν ἀντιστοιχῶν ὄρων ὑπὸ τοῦς ὁποίους θὰ εἶνε δυνατὴ ἡ προμηθεῖα ξένου συναλλάγματος πρὸς πληρωμὴν εἰσαγομένων εἰδῶν, παραγομένων ἢ κατασκευαζομένων ἐν πάσῃ ἄλλῃ ξένην χώραν.

ΑΡΘΡΟΝ 12ον.

Τὰ δύο συμβαλλομένα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως διὰ τῆς νομοθετικῆς καὶ διοικητικῆς ἐξουσίας

legislation and administration both to prevent the arbitrary or unjust application of their laws and regulations with regard to Customs and other similar matters, and to ensure redress by administrative, judicial or arbitral procedure for those who have been prejudiced by such abuses. The mode of procedure shall be regulated by the two Contracting Parties in their respective territories.

Article 13.

Without prejudice to the provisions of Article 8, all goods, the produce or manufacture of the territories of the one Contracting Party, shall not, after their importation into the territories of the other Party, be subjected to a consumption duty or any other internal tax or duty, levied for the benefit of the state or local authorities or corporations, other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin, provided that in no case shall such duties be more burdensome than the duties levied in similar circumstances on the like goods of any other foreign country.

Article 14.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual grant of the treatment of the most favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. In this matter the two Contracting Parties agree to carry out the provisions of the International Convention¹ relating to Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on the 3rd November, 1923.

Article 15.

Limited liability and other companies, partnerships and associations formed for the purpose of commerce, insurance, finance, industry, transport or any other business and established

αὐτῶν λάβωσι τὰ μᾶλλον προσήγοντα μέτρα πρὸς πρόληψιν τῆς τε ἀθαιρέτου καὶ ἀδίκου ἐφαρμογῆς τῶν ἰδίων νόμων καὶ κανονισμῶν, τῶν ἀφορώντων εἰς τελωνεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια θέματα καὶ ἐξασφαλίσωσι τὴν ἐπανόρθωσιν διὰ διοικητικῆς, δικαστικῆς ἢ διαιτητικῆς διαδικασίας ὑπὲρ τῶν ἐκ τοιούτων παραβάσεων ἀδικουμένων. Ὁ τρόπος τῆς διαδικασίας θὰ ρυθμίζεται ὑπὸ τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν ἐπὶ τοῦ οἰκείου ἐξάστου ἐδάφους.

APΘPON 13ov.

Μὴ θεγομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8, ἀπαντα τὰ ἐμπορεύματα, τὰ παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, δὲν θὰ ὑπόκεινται, μετὰ τὴν εἰσαγωγὴν των ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ἑτέρου, εἰς φόρον καταναλώσεως ἢ οἰονδήποτε ἐσωτερικὸν τέλος ἢ δασμὸν εἰσπραττόμενον πρὸς ὄφελος τοῦ Κράτους, τοπικῶν ἀρχῶν ἢ συνεταιρισμῶν, ἄλλον ἢ ἀνώτερον τῶν εἰσπραττομένων εἰς παρομοίας περιπτώσεις ἐπὶ τῶν ὁμοίων προϊόντων ἐθνικῆς προελεύσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει τοιοῦτοι δασμοὶ θὰ εἶναι ἐπαχθέστεροι τῶν εἰσπραττομένων εἰς παρομοίας περιπτώσεις ἐπὶ τῶν ὁμοίων προϊόντων οἰασδήποτε ἄλλης ξένης χώρας.

APΘPON 14ov.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν ἀμοιβαίαν παραχώρησιν τῶν πλεονεκτημάτων τοῦ μᾶλλον ἐννοουμένου κράτους, ἐφαρμόζονται, ἄνευ περιορισμῶν, ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν περιωδιτῶν καὶ τῶν δειγμάτων αὐτῶν. Ὡς πρὸς τὸ ζήτημα τοῦτο, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως ἐφαρμόξωσι τὰς διατάξεις τῆς διεθνοῦς συμβάσεως¹ περὶ ἀπλοποιήσεως τῶν τελωνειακῶν διατυπώσεων, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Γενεύῃ τῇ 3ῃ Νοεμβρίου 1923.

APΘPON 15ov.

Αἱ ἀνώνυμοι καὶ ἄλλαι ἑταιρίαι, συνεταιρισμοὶ καὶ ἐνώσεις, αἱ συννησθημεναὶ πρὸς τὸν σκοπὸν ἐμπορίας, ἐνεργείας ἀσφαλειῶν, χρηματιστικῶν ἐπιχειρήσεων, βιομηχανίας, μεταφορῶν ἢ διὰ

¹ Vol. XXX, page 371; vol. XXXV, page 324; vol. XXXIX, page 208; vol. XLV, page 140; vol. L, page 161; vol. LIV, page 398; et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 324; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; and Vol. LIX, page 365, of this Series.

in the territories of either Party shall, provided that they have been duly constituted in accordance with the laws in force in such territories, be entitled in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Limited liability and other companies, partnership and associations of either Party which shall have been admitted in accordance with the laws and regulations in force in the territories of the other Party with regard to foreign companies shall enjoy in those territories treatment in regard to taxation no less favourable than that accorded to the limited liability and other companies, partnerships and associations of that Party.

Furthermore, each of the two Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies, partnerships, and associations which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or subjects or citizens of any other foreign country are, or may be, permitted to carry on.

In no case shall the treatment accorded by either of the two Contracting Parties to companies, partnerships and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies, partnerships and associations of the most favoured foreign country.

Article 16.

Each of the two Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passen-

πᾶσαν ἄλλην ἐργασίαν, καὶ ἐδρεῦνσαι ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν ἑκατέρου τῶν μερῶν, θὰ δικαιῶνται, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ ἔχωσι δεόντως συσταθῆ, συμφώνως πρὸς τοὺς εἰς τὰ ἐδάφη ταῦτα ἰσχύοντες νόμους, ὅπως ἐνασχωσὶ τὰ δικαιώματα αὐτῶν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου καὶ ἐμφανίζωνται ἐπὶ δικαστηρίου ὡς ἐνάγουσαι ἢ ἐναγόμεναι, ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς τηρήσεως τῶν νόμων τοῦ ἑτέρου τούτου μέρους.

Αἱ ἀνώνυμοι καὶ ἄλλαι ἐταιρῖαι, συνεταιρισμοὶ καὶ ἐνώσεις ἑκατέρου τῶν μερῶν, αἵτινες θὰ ἔχωσιν ἀναγνωρισθῆ, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ξένας ἐταιρίας, θὰ διέπονται, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τούτων, σχετικῶς πρὸς τὴν φορολογίαν, ὑπὸ καθεστῶτος ὄχι ὀλιγώτερον εὐνοῦ ἐκεῖνου ὑφ' οὗ διέπονται αἱ ἀνώνυμοι ἢ ἄλλαι ἐταιρῖαι, συνεταιρισμοὶ ἢ ἐνώσεις τοῦ μέρους τούτου.

Περαιτέρω, ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ παρεμβάλλῃ προσκόμματα εἰς τὰς τοιαύτας ἐταιρίας, συνεταιρισμοὺς καὶ ἐνώσεις, ὅτινες ἐπιθυμοῦσιν ὅπως διεξάγωσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν αὐτοῦ, εἴτε διὰ τῆς ἰδρύσεως ὑποκαταστημάτων ἢ ἄλλως πως, παντὸς εἶδους ἐργασίαν, τὴν ὅποιαν αἱ ἐταιρῖαι, συνεταιρισμοὶ καὶ ἐνώσεις ἢ οἱ πολῖται ἢ ὑπῆρχοι πάσης ἑτέρας ξένης χώρας, ἐπιτρέπεται ἢ ἠθέλεν ἐπιτελεῆ, νὰ διεξάγωσιν.

Ἐν οὐδεμῇ περιπτώσει τὰ πλεονεκτήματα τὰ παρεχόμενα ὑπὸ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, εἰς τὰς ἐταιρίας, συνεταιρισμοὺς καὶ ἐνώσεις τοῦ ἑτέρου. Θὰ εἶναι ὀλιγώτερον εὐνοικᾶ ἐν οἰκωδῆποτε θέματι, τῶν παρεχομένων εἰς τὰς ἐταιρίας, συνεταιρισμοὺς καὶ ἐνώσεις τοῦ μάλλον εὐνοουμένου ξένου Κράτους.

APΘPON 16ov.

Ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἐπιτρέπῃ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν ἐξαγωγὴν παντὸς ἐμπορεύματος, οὐτινος, κατὰ νόμον, ἐπιτρέπεται ἢ εἰσαγωγῆ ἢ ἐξαγωγῆ, ὡς καὶ τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν ἀπὸ ἢ εἰς τὰ ἐδάφη αὐτοῦ, διὰ πλοίων τοῦ ἑτέρου· καὶ τὰ πλοία ταῦτα, τὰ φορτία καὶ οἱ ἐπιβάται αὐτῶν θὰ ἀπολαύωσι τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων καὶ δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς διαφορὰς ἢ φορολογικὰ βάρη ἐν γένει ἕτερα ἢ ἀνώτερα

gers, or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 17.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the two Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party from whatsoever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article 18.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other analogous duties or charges of whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the vessels of each of the two Contracting Parties shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

All dues and charges levied for the use of maritime ports shall be duly published before coming into force. The same shall apply to the bye-laws and regulations of the ports. In each maritime port, the port authority shall keep open for inspection by all persons concerned a table of the dues and charges in force, as well as a copy of the bye-laws and regulations.

Article 19.

The provisions of this treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade in respect of which the subjects

τῶν ἐπιβαλλομένων ἐπὶ τῶν ἐθνικῶν πλοίων, τῶν φορτιῶν καὶ ἐπιβατῶν αὐτῶν, ἢ τῶν πλοίων πάσης ἐτέρας ξένης χώρας καὶ τῶν φορτιῶν καὶ ἐπιβατῶν αὐτῶν.

APΘPON 17ov.

Καθ' ὅσον ἀφορῇ ἐν γένει εἰς τὴν στάθμευσιν, φόρτωσιν καὶ ἐκφόρτωσιν πλοίων εἰς τοὺς λιμένας, δεξαμενῆς καὶ ὄρμους τῶν ἐθαφῶν τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν, οὐδὲν θὰ παρέχεται ὑφ' ἑκατέρου τούτων εἰς πλοία οἰασθῆποτε ἐτέρας ξένης χώρας ἢ εἰς ἐθνικὰ τοιαῦτα προνόμιον ἢ εὐχολαίη μὴ παρεχόμεναι ἐξ ἴσου εἰς πλοία τοῦ ἑτέρου μέρους, ὁθενδήποτε καὶ ἂν προσέρχωνται καὶ ὁπουδήποτε καὶ ἂν κατευθύνωνται ταῦτα.

APΘPON 18ov.

Καθ' ὅσον ἀφορῇ εἰς τὰ κατα τόννους τέλη, τὰ λιμενικά, πλοηγικά, φερικά, λοιμοκυθαρητοῦ τοιαῦτα ἢ ἕτερα ἀνάλογα δικαιώματα ἢ τέλη πάσης κατηγορίας, εἰσπρωττόμενα ἐπ' ὀνόματι ἢ πρὸς ὄφελος τῆς Κυβερνήσεως, δημοσίων ἡπαλλήλων, ιδιωτῶν, σωματείων ἢ ἰδουμάτων παντὸς εἶδους, τὰ πλοία ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θ' ἀπολαύσων εἰς τοὺς λιμένας τῶν ἐθαφῶν τοῦ ἑτέρου πλεονεκτημάτων τοῦλάχιστον ἴσων πρὸς τὰ παρεχόμενα εἰς τὰ ἐθνικὰ ἢ πάσης ἐτέρας ξένης χώρας πλοία.

Πάντα τὰ δικαιώματα ἢ τέλη, τὰ εἰσπραττόμενα διὰ τὴν χρῆσιν τῶν θαλασσιῶν λιμένων, θὰ δημοσιεύωνται δεόντως πρὶν ἢ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ. Ἐν αὐτῷ θὰ ἰσχύη προκειμένου καὶ περὶ τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν διατάξεων περὶ ἀστυνομίας τῶν λιμένων. Εἰς ἕκαστον θαλάσσιον λιμένα, ἢ Λιμενικὴ Ἀρχὴ θὰ τηρῇ εἰς τὴν διάθεσιν παντὸς ἐνδιαφερομένου πίνακα τῶν ἐν ἰσχύϊ δικαιωμάτων καὶ τελῶν, ὡς ἐπίσης καὶ ἀντίγραφον τῶν ἐν λόγῳ κανονισμῶν καὶ διατάξεων.

APΘPON 19ov.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ ἀφορᾶσαι εἰς τὴν ἐν τοῖς ναυτιλιακοῖς ζητήμασιν ἀμοιβαίην πυραχώρησιν τῶν εἰς τὴν ἐθνικὴν ναυτιλίαν παρεχομένων πλεονεκτημάτων, δὲν θὰ

or citizens and vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territories of the other provided that reciprocity be assured.

The vessels of either Contracting Party may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose on landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party it engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the territories of the former Party of passengers holding through tickets or merchandise consigned on through bills of lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage, these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 20.

Any vessels of either of the two Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the territories of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores and to put to sea again without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the two Contracting Parties shall run aground or be wrecked upon

εφαρμοζονται εις το ακτοπλοικόν εμπόριον, εν σχέσει προς τὸ ὁποῖον οἱ δηήχοι ἢ πολῖται καὶ τὰ πλοῖα ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἀπολαύσῃ ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου τῶν πλεονεκτημάτων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἐθνους, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἐξασφαλιζέται ἡ ἀμοιβαί-
ότης

Ὅχι ἤττον, τὰ πλοῖα ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνωσιν ἀπὸ λιμένας εἰς λιμένας. εἴτε πρὸς τὸν σκοπὸν ἐκφορτώσεως ὁλοκλήρου ἢ μέρους τοῦ φορτίου ἢ τῶν ἐπιβατῶν αὐτῶν, τῶν ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ μετενεχθέντων, εἴτε πρὸς λήψιν φορτίου ὀλικοῦ ἢ μερικοῦ, ἢ ἐπιβατῶν διὰ τὴν ἀλλοδαπήν.

Ἐξυπακούεται ὡσαύτως ὅτι, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ ἀκτοπλοικόν εμπόριον ἐκατέρου τῶν μερῶν ἔχει ἐπιφυλαχθῆ, ἀποκλειστικῶς εἰς ἔθνικὰ πλοῖα, τὰ πλοῖα τοῦ ἑτέρου μέρους, ἐὰν διεξάγωσιν εμπόριον ἀπὸ ἢ εἰς μέρη κείμενα ἐκτὸς τῶν ὁρίων τοῦ οὕτως ἐπιφυλαχθέντος ἀκτοπλοικοῦ ἐμπορίου. δὲν θ' ἀπιγορευθῆται νὰ μεταφέρωσι, μεταξύ δύο λιμένων τῶν χωρῶν τοῦ πρώτου μέρους, ἐπιβάτας ἐφωδιασμένους δι' εἰσιτηρίων συνεχείας ἢ ἐμπορεύματα ἀναγεγραμμένα εἰς φορτωτικὰς συνεχείας. ἀπὸ ἢ εἰς μέρη κείμενα ἐκτὸς τῶν ὡς ἄνω ἀναφερομένων ὁρίων, καὶ ἐφ' ὅσον θὰ ἔχωσιν ἀναλάβει τοιαύτην μεταφοράν, τὰ πλοῖα ταῦτα καὶ οἱ ἐπιβάται καὶ τὰ φορτία αὐτῶν θ' ἀπολαύσῃ πλήρως τῶν προνομίων τῆς παρουσίας συμβάσεως.

ΑΡΘΡΟΝ 20

Τὰ πλοῖα ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἐξαναγκασθέντα λόγῳ κακοκαιρίας ἢ λόγῳ διστυχίματος, νὰ ζητῶσι καταφύγιον εἰς λιμένα τινὰ τῶν χωρῶν τοῦ ἑτέρου, θὰ εἶναι ἐλεύθερα νὰ ἐπισκευάζωνται ἐν αὐτῷ, νὰ προμηθεύωνται ὅλα τὰ χρειώδη καὶ νὰ ἀπαίρῳσιν αὐτίς, χωρὶς νὰ πληρώνωσι δικαιοῦματα ἄλλα ἐκεῖνων, τὰ ὅποια θὰ ἐπλήρωνον εἰς παρομοίαν περίπτωσιν ἔθνικὰ πλοῖα. Ἐν ἣ ὁμοῦ περιπτώσει ὁ κυβερνήτης ἐμπορικοῦ σκάφους ἐδρῖσεται εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ διαθέσῃ μέρος τοῦ ἐμπορεύματος, ὅπως ἀντιμετώπισῃ τὰς δαπάνας του, θὰ ἵσχυρεῦται νὰ συμμορφωθῆ πρὸς τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὰ τιμολόγια τοῦ μέρους εἰς ὃ ἔχει καταφύγει.

Ἐὰν πλοῖόν τι ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐξοκειλῆ ἢ ναυαγήσῃ ἐπὶ τῶν ἀκτῶν τῶν

the coasts of the territories of the other, such vessel and all parts thereof and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, &c., or to their agents, when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the vessel, goods, merchandise, &c. referred to shall, in so far as they are the property of a subject or citizen of the second Contracting Party, be delivered to the consular officer of that Contracting Party in whose district the wreck or stranding may have taken place upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the Contracting Party, and such consular officer, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The two Contracting Parties agree, however, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any Customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case of a vessel being driven in by stress of weather, run aground or wrecked, the respective consular officer shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose, in order to afford the necessary assistance to his fellow-countrymen.

Article 21.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and vessels which, according to Hellenic law, are to be deemed Hellenic vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British and Hellenic vessels, respectively.

χωρῶν τοῦ ἑτέρου, τὸ πλοῖον τοῦτο, ὅλα τὰ μέρη καὶ ὅλα τὰ ἐξαρτήματα αὐτοῦ ὡς καὶ ὅλα τὰ διασωθέντα ἐμπορεύματα καὶ ἀντικείμενα, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐξίνων τὰ ὅποια τυχὸν ἤθελον ῥιφθῆ εἰς τὴν θάλασσαν ἢ τὸ προῖον τῆς τυχὸν ἐκποίησεως αὐτῶν, ὡς ἐπίσης ὅλα τὰ ἔγγραφα, τὰ εὑρεθέντα ἐπὶ τοῦ οὗτως ναυαγήσαντος ἢ ἐξοκείλαντος πλοίου, θὰ παραδίδονται ἐπὶ τῆ αἰτήσει των εἰς τοὺς ἰδιοκτῆτας τοῦ πλοίου, τῶν ἐμπορευμάτων κ. τ. λ. ἢ εἰς τοὺς πράκτορας αὐτῶν. Ἐὰν δὲν ὑπάρχωσι τοιοῦτοι ἰδιοκτῆται ἢ πράκτορες ἐπὶ τόπου, τότε τὸ πλοῖον, τὰ ἐμπορεύματα κ. τ. λ. ἐφόσον ἀνήκουσιν εἰς ἐπῆκοον ἢ πολίτην τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους, θὰ παραδίδονται εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν τοῦ συμβαλλομένου τούτου μέρους, εἰς τῆς ὁποίας τὴν περιφέρειαν ἐναυάγησεν ἢ ἐξώκειλε τὸ πλοῖον, ζητούμενα ὑπ' αὐτῆς ἐντὸς τῆς ὑπὸ τῶν νόμων τοῦ συμβαλλομένου μέρους ὀριζομένης προθεσμίας, ἢ Προξενικῆ δὲ αὐτῆς Ἀρχῆς, οἱ ἰδιοκτῆται ἢ οἱ πράκτορες θὰ πληρώνωσι μόνον τὰ ἐξοδα τ' ἀπαιτηθέντα διὰ τὴν διακύβηξιν τοῦ πλοίου καὶ τῶν ἐπ' αὐτοῦ, συμπεριλαμβανομένων τῶν σώστρων ἢ ἄλλων δαπανῶν, ἃς θὰ κατέβαλλεν, ἐθνικὸν πλοῖον εἰς παρομοίαν περίπτωσιν ναυαγίου ἢ προσαράξεως.

Ὅχι ἦττον, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅτι τὰ διασωζόμενα ἐμπορεύματα δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς πληρωμὴν οἰοδῆποτε τελωνεῖα καὶ δασμοῦ, ἐκτὸς ἐὰν δηλωθῶσι δι' ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν.

Ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς, λόγω κακοκαιρίας, προσορμίσσεως, ναυαγίου ἢ προσαράξεως, αἱ οἰκείαι Προξενικαὶ Ἀρχαί, ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ ἰδιοκτῆτου ἢ τοῦ πλοιάρχου, ἢ ἄλλου πράκτορος τοῦ ἰδιοκτῆτου, ἢ ἐπὶ τῆ παρουσίᾳ καὶ αἰτήσει ἐνὸς τούτων, δικαιούνται νὰ παρεμβαινῶσι πρὸς παροχὴν τῆς ἀναγκαίας ἀντιλήψεως εἰς τοὺς ὁμοεθνεῖς των.

APΘPON 21ov.

Ὅλα τὰ πλοῖα, ἅτινα συμφώνως πρὸς τὸν Βρεττανικὸν Νόμον θεωροῦνται Βρεττανικὰ καὶ ὅλα τὰ πλοῖα ἅτινα, συμφώνως τῷ Ἑλληνικῷ Νόμῳ, θεωροῦνται Ἑλληνικὰ θὰ λογίζονται ἀμοιβαίως, ἐν σχέσει πρὸς τὰ θέματα τῆς παρουσίας συμβάσεως, ὡς Βρεττανικὰ καὶ Ἑλληνικὰ πλοῖα.

Article 22.

It shall be free to each of the two Contracting Parties to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other to which such representatives of any other nation may be admitted by the respective Governments. Such consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

The consular officers of one of the two Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other the same official rights, privileges and exemptions, provided reciprocity be granted, as are, or may be, accorded to similar officers of any other foreign country.

Article 23.

In the case of the death of a subject or citizen of one of the two Contracting Parties in the territories of the other, leaving kin but without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent consular officer of the country to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the law of the country in which the property of the deceased is situated.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the consular officers of any other foreign country shall be extended immediately and unconditionally to the consular officers of the other Contracting Party.

ΑΡΘΡΟΝ 22ον.

Ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ εἶναι ἐλεύθερον νὰ διορίζη Γενικοὺς Προξένους, Προξένους, Ὑποπροξένους καὶ Προξενικοὺς Πράκτορας, ἐδρεύοντας εἰς τὰς πόλεις καὶ τοὺς λιμένας τῶν χωρῶν τοῦ ἑτέρου, ἔνθα τοιοῦτοι ἀντιπρόσωποι οἰουδήποτε ἄλλου Ἔθνους εἶναι δεκτοὶ ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων. Ὁὐχ ἤττον οἱ τοιοῦτοι Γενικοὶ Προξένοι, Προξένοι, Ὑποπρόξένοι καὶ Προξενικοὶ Πράκτορες, δὲν θὰ ἀναλαμβάνουσι τὰ καθήκοντα αὐτῶν πρὶν ἢ ἐγκριθῶσι καὶ γίνωσι δεκτοί, κατὰ τοὺς συνήθεις τύπους, ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως παρ' ἣ διαπιστευονται.

Οἱ Προξενικοὶ οὗτοι ὑπάλληλοι ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θ' ἀπολαύουσιν ἐπὶ τῶν ἑδαφῶν τοῦ ἑτέρου, καὶ ὑπὸ τον ὄρον τῆς ἀμοιβαιότητος, τῶν αὐτῶν ἐπισήμων δικαιωμάτων, προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν, ὧν ἀπολαύουσι ἢ θὰ ἀπολαύσωσι τυχὸν παρόμοιοι ὑπάλληλοι οἰασδήποτε ἑτέρας ξένης χώρας.

ΑΡΘΡΟΝ 23ον.

Ὡσάκις δηήσῃς ἢ πολίτης ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀποθνήσκει ἐπὶ τῶν ἑδαφῶν τοῦ ἑτέρου, ἐγκαταλείπων συγγενεῖς κληρονόμους, ἀλλὰ χωρὶς νὰ καταλείπη εἰς τὸν τόπον τοῦ θανάτου του πρόσωπον δικαιούμενον, κατὰ τοὺς νόμους τῆς χώρας του, νὰ ἀναλάβῃ καὶ διαχειρισθῇ τὴν κληρονομίαν, ὁ ἀρμόδιος Προξενικὸς ἀντιπρόσωπος τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνήκεν ὁ ἀποβιώσας, θέλει, πληρουμένων τῶν ἀναγκαίων διατυπώσεων, ἀποτῆ τὸ δικαίωμα καὶ ἀναλαμβάνῃ τὴν φύλαξιν καὶ διαχειρίσιν τῆς κληρονομίας κατ' ὃν τρόπον καὶ ὑφ' οὓς περιορισμοὺς ὀρίζουσιν οἱ νόμοι τῆς χώρας ἐν ἣ ἢ περιορισία τοῦ ἀποβιώσαντος ἐῖρσασεται.

Ἐννοεῖται ὅτι ἐν παντὶ ἀφορῶντι τὴν διαχείρισιν τῆς κληρονομίας ἀποβιούντων, οἰουδήποτε δικαίωμα, προνόμιον, εὐνοία ἢ ἀσδοσία ἂς ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἔχει ἤδη παραχωρήσει ἢ ἤθελε παραχωρήσει εἰς τὸ μέλλον εἰς τοὺς Προξενικοὺς ὑπάλληλους οἰασδήποτε ἄλλης ξένης χώρας, αὗται θὰ ἐπεκτείνωνται ἀμέσως καὶ ἀνευ ὄρων εἰς τοὺς Προξενικοὺς ὑπάλληλους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

Article 24.

The consular officers of one of the two Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters other than subjects or citizens of the latter Contracting Party from the vessels of the former Contracting Party.

Article 25.

The provisions of the present Treaty with regard to the grant of the treatment of the most favoured nation do not extend to :

(1) Favours granted by one of the two Contracting Parties to an adjoining State to facilitate traffic for certain frontier districts, as a rule not extending beyond 15 kilometres on each side of the frontier, and for residents in such districts ;

(2) Favours which Greece has granted directly or indirectly, by virtue of treaties to which His Britannic Majesty is a party, concluding the world war, unless those favours have been extended to a State which has no right to claim them by reason of such treaties.

Article 26.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects or citizens of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks and designs, and copyright in literary and artistic works, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

ΑΡΘΡΟΝ 24ον.

Αἱ Προξενικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, αἱ ἐδρεύουσαι ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἄλλου, θὰ λαμβάνωσι παρὰ τῶν τοπικῶν Ἀρχῶν πᾶσαν κατὰ νόμον δυνατὴν συνδρομὴν πρὸς σύλληψιν τῶν λιποτακτούντων ἐκ πλοίων τοῦ πρώτου συμβαλλομένου μέρους, ἐξαιρουμένων τῶν ὑπηγῶν ἢ πολιτῶν τοῦ δευτέρου συμβαλλομένου μέρους.

ΑΡΘΡΟΝ 25ον.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συνθήκης, αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν παράχώρησιν τῆς ρήτρας τοῦ μᾶλλον ἐνοουμένου ἔθνους δὲν ἐπεκτείνονται.

(1ον) Ἐπὶ τῶν ἐθνῶν τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς ὁμορὸν ἐπικράτειαν πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐμπορικῆς κινήσεως εἰς ὠρισμένα διαμερίσματα τῶν συνόρων, κατὰ κανόνα μὴ ὑπερβαίνοντα τὰ 15 χιλιομέτρα ἑκατέρωθεν τῆς συνοριακῆς γραμμῆς καὶ χάριν τῶν ἐν ταῖς τοιαύταις περιφερείαις κατοικούντων.

(2ον) Ἐπὶ τῶν ἐθνῶν ὅς ἡ Ἑλλὰς παρέχώρησε, ἀμέσως ἢ ἐμμέσως, δυνάμει συνθηκῶν ὧν ἡ Α. Βρετανικὴ Μεγαλειότης εἶνε συμβαλλόμενον μέρος καὶ αἰτινες ἕτερομάτισαν τὸν παγκόσμιον πόλεμον, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ἐν λόγῳ εὐνοιαὶ ἐπεξετάθησαν καὶ εἰς Κράτος μὴ δικαιούμενον νὰ αἰτησῆται ταύτας ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συνθηκῶν αὐτῶν.

ΑΡΘΡΟΝ 26ον.

Οἱ ὑπήγοι ἢ πολῖται ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἔχωσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου τὰ αὐτὰ δικαιώματα ὡς οἱ ὑπήγοι ἢ πολῖται τοῦ Μέρους τούτου, καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ προνόμια ἐρρεσιτεχνίας, τὰ ἐμπορικὰ σήματα καὶ σχέδια καὶ τὰ δικαιώματα πνευματικῆς ιδιοκτησίας ἐπὶ ἔργων φιλολογίας καὶ τέχνης, ἐπὶ τῇ ἐκπληρώσει τῶν ὑπὸ τοῦ Νόμου ὀριζομένων διατυπώσεων.

Article 27.

Each of the two Contracting Parties agrees to provide suitable civil remedies, and in cases of fraud, suitable penal remedies, in respect of the use of words, devices or descriptions or any other indications which state or manifestly suggest that the goods, in connection with which they are used, have been produced or manufactured in the territories of the other Party, if such statement or suggestion be false. Proceedings may be taken in such cases by any person or company aggrieved, and, in the case of an injunction or of criminal proceedings, by or on behalf of any association or person representing the special industry affected.

Each of the Contracting Parties undertakes to prohibit the importation into and to provide measures for the seizure on importation into the territories of that Party of any goods bearing words, devices, descriptions or other indications, which state or manifestly suggest that the goods have been produced or manufactured in the territories of the other Party, if such statement or suggestion be false.

It is understood that the provisions of this Article do not impose any obligation to seize goods in transit.

In respect of goods which are imported into, or to which a mark or description has been applied within, the territories of one of the two Contracting Parties, the competent authorities of that Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of this Article.

Article 28.

The two Contracting Parties agree in their relations with each other to give effect to the provisions of :

(1) The Conventions and Statutes concluded at Barcelona in 1921 respecting

ΑΡΘΡΟΝ 27ον.

Ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν συμφωνεῖ ὅπως προνοήσῃ περὶ τῆς θεσμοθετήσεως καταλλήλων ἀστικῶν κυρώσεων, καὶ εἰς περιπτώσεις δόλου, καταλλήλων ποινικῶν κυρώσεων, ἐν σχέσει πρὸς τὴν χρῆσιν ὄρων, ἐμβλημάτων, περιγραφῶν ἢ ἄλλων οἰωνδήποτε ἐνδείξεων, δι' ὧν βεβαιοῦνται ἢ ἐναργῶς ὑποδηλοῦνται, ὅτι τὰ ἐμπορεύματα εἰς ἃ ἀφορῶσιν, παρήχθησαν ἢ κατεσκευάσθησαν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους, ἐάν αἱ περὶ ὧν ὁ λόγος βεβαιώσεις ἢ ἐνδείξεις εἶναι ψευδεῖς. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν ἢ διωξίς δύναται νὰ γίνῃ παρ' οἰουδήποτε θιγομένου προσώπου ἢ ἐταιρίας καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν δικαστικῆς ἐπιταγῆς ἢ ποινικῆς διώξεως, ὑπὸ ἢ ἐξ ἐνόματος οἰουδήποτε συνεταιρισμοῦ ἢ προσώπου, ἀντιπροσωπεύοντος τὴν θιγομένην εἰδικὴν βιομηχανίαν.

Ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀπαγορεύῃ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ λαμβάνῃ μέτρα πρὸς κατ'ἀσχεσιν, κατὰ τὴν εἰς τὰ ἐδάφη αὐτοῦ εἰσαγωγὴν, παντὸς ἐμπορεύματος φέροντος ὄρους, σύμβολα, περιγραφὰς ἢ ἑτέρας ἐνδείξεις, δι' ὧν βεβαιοῦνται ἢ ἐναργῶς ὑποδηλοῦνται ὅτι τὸ ἐμπόρευμα παρήχθη ἢ κατεσκευάσθη ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου μέρους, ἐάν αἱ περὶ ὧν ὁ λόγος βεβαιώσεις ἢ ἐνδείξεις εἶναι ψευδεῖς.

Ἐννοεῖται ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ τούτου οὐδεμίαν ἐπιβάλλουσιν ὑποχρέωσιν κατασχέσεως ἐμπορευμάτων ὑπὸ διαμετακόμισιν.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς ἐμπορεύματα, ἅτινα εἰσάγονται ἢ ἐφ' ὧν ἐπιτίθενται σήματα ἢ περιγραφαὶ ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, αἱ ἀρμόδιαι αὐτοῦ ἀρχαὶ θὰ ἀποφασίζωσι τίνες περιγραφαὶ, λόγῳ τοῦ γενικοῦ αὐτῶν χαρακτήρος, δὲν ὑπὸκεινται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἀρθροῦ.

ΑΡΘΡΟΝ 28ον.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως, καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς μεταξὺ αὐτῶν σχέσεις, θέσωσιν ἐν ἰσχύϊ τὰς διατάξεις·

(1) Τῶν Συμβάσεων καὶ τῶν Κανονισμῶν, τῶν συνομολογηθέντων ἐν Βαρκελώνῃ ἐν ἔτει

freedom of transit¹ and navigable waterways of international concern²;

(2) The Conventions and Statutes concluded at Geneva in 1923 respecting Customs formalities, maritime ports³, and railways⁴;

(3) The Protocol⁵ on arbitration clauses drawn up in Geneva in 1923; whether or not they have ratified these instruments.

Article 29.

The two Contracting Parties agree in principle that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague⁶, unless in any particular case the two Contracting Parties agree otherwise.

Article 30.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's representative at Athens of the desire of His

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

² Vol. VII, page 35; vol. XI, page 406; vol. XV, page 306; vol. XIX, page 280; vol. XXIV, page 156; vol. L, page 160 et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

³ Vol. LVIII, page 285, de ce recueil.

⁴ Vol. XLVII, page 55; vol. L, page 180; et vol. LIX, page 383, de ce recueil.

⁵ Vol. XXVII, page 157; vol. XXXI, page 260; vol. XXXV, page 314; vol. XXXIX, page 190; vol. XLV, page 116; vol. L, page 161; et vol. LIX, page 355, de ce recueil.

⁶ Voir renvoi, page 187 de ce volume.

1921, σχετικῶς πρὸς τὴν ἐλευθερίαν τῆς διαμετακομίσεως¹ καὶ τῶν πλωτῶν ὁδῶν διεθνoῦς ἐνδιαφέροντος².

(2) Τῶν Συμβάσεων καὶ τῶν Κανονισμῶν, τῶν συναφθέντων ἐν Γενεύῃ ἐν ἔτει 1923, σχετικῶς πρὸς τὰς τελωνειακὰς διατυπώσεις, τοὺς θαλασσίους λιμένας³ καὶ τοὺς σιδηροδρόμους⁴.

(3) Τοῦ περὶ ὄρων διατησίας ἐν Γενεύῃ, κατὰ τὸ 1923 καταρτισθέντος πρωτοκόλλου⁵, εἴτε ἐπέκλῳσαν, εἴτε μὴ, τὰς διεθνεῖς ταῦτα πράξεις.

ΑΡΘΡΟΝ 29ον.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσι κατ' ἀρχήν, ὅπως οἰαδήποτε διαφορὰ, ἥτις ἦθελε τυχὸν ἀναφυῆ, μεταξύ αὐτῶν, ὡς πρὸς τὴν ὀρθὴν ἐρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν οἰαδήποτε τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως παραπέμπηται, κατ' αἴτησιν τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, εἰς διαιτησίαν.

Τὸ διαιτητικὸν δικαστήριον εἰς ὃ θὰ παραπέμπωνται αἱ διαφοραὶ, θὰ εἶναι τὸ ἐν Χάγῃ Διαιρητὸν Δικαστήριον Διεθνoῦς Δικαιοσύνης⁶, ἐκτὸς ἐάν, ἐν εἰδικῇ τινι περιπτώσει, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἄλλως συμφωνοῦν περὶ τοῦτου.

ΑΡΘΡΟΝ 30ον.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως δὲν θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰς Ἰνδίας ἢ εἰς οἰαδήποτε τῶν αὐτοκυβερνωμένων κηρίσεων, τῶν ἀποικιῶν, τῶν κατεχομένων ἐδαφῶν ἢ τῶν προτεκτοράτων τῆς Αὐτοῦ Βρετανικῆς Μεγαλειότητος, ἐκτὸς ἐάν ὁ Ἀντικερόσωπος τῆς Α. Βρετανικῆς Μεγαλει-

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

² Vol. VII, page 35; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 306; Vol. XIX, page 280; Vol. XXIV, page 156; Vol. L, page 160 and Vol. LIX, page 344, of this Series.

³ Vol. LVIII, page 285, of this Series.

⁴ Vol. XLVII, page 55; Vol. L, page 180; and Vol. LIX, page 383 of this Series.

⁵ Vol. XXVII, page 157; Vol. XXXI, page 260; Vol. XXXV, page 314; Vol. XXXIX, page 190; Vol. XLV, page 116; Vol. L, page 161; and Vol. LIX, page 355 of this Series.

⁶ See foot-note, page 187 of this volume.

Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Article 31.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions and protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 32.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification and shall be binding during three years from the date of its coming into force. In case neither of the two Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of three years of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 30 and 31, either of the two Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In the event of doubt hereafter arising as to the proper interpretation of the English

ότητος, εν Αθήναις, γνωστοποιήση την επιθυμίαν της Α. Βρεττανικής Μεγαλειότητος, όπως αι ειρημέναι διατάξεις εφαρμόζονται εις οιονδήποτε των τοιούτων εδαφών.

ΑΡΘΡΟΝ 31ον.

Αι διατάξεις του προηγούμενου άρθρου, εν σχέσει προς τας Ινδίας και τας αυτοκυβερνωμένας κτήσεις, τας αποικίας, τα κατεχόμενα εδάφη και προτεκτοράτα της Α. Βρεττανικής Μεγαλειότητος, θα εφαρμόζονται επίσης επί παντός εδάφους εν σχέσει προς το όποιον ή Α. Βρεττανική Μεγαλειότης απεδέχθη εντολήν της Κοινωνίας των Έθνών.

ΑΡΘΡΟΝ 32ον.

Η παρούσα συνθήκη θα κυρωθῆ και αι κυρώσεις θ' ανταλλαγῶσιν εν Λονδίνῳ ως οἶόν τε τάχιστα. Θα τεθῆ εν ισχύι αμέσως μετά την κύρωσιν και θα δεσμεύη τα συμβαλλόμενα μέρη επί τρία ἔτη από της ἡμέρας καθ' ἣν θα τεθῆ εν ισχύι. Εν περιπτώσει καθ' ἣν οὐδέτερον των συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελεν ειδοποιήσει το ἕτερον μέρος δώδεκα μῆνας πρὸ της λήξεως της ρηθείσης περιόδου των τριῶν ἐτών, περὶ της προθέσεώς του όπως τερματίσῃ την ισχύν της παρούσης συνθήκης, αὐτή θα παραμένῃ εν ισχύι μέχρι παρελεύσεως ἐνὸς ἔτους από της ἡμέρας, καθ' ἣν οιονδήποτε των συμβαλλομένων μερῶν ἤθελε καταγγεῖλη ταύτην.

Οὐχ ἤττον, καθ' ὅσον ἀφορᾷ εις τας Ινδίας ἢ οιονδήποτε των αυτοκυβερνωμένων κτήσεων, αποικιῶν, κατεχομένων εδαφῶν ἢ προτεκτοράτων της Α. Βρεττανικής Μεγαλειότητος ἢ οιονδήποτε ἄλλην χώρον εν σχέσει προς την ὅποιαν ἐγένετο δεκτή ὑπὸ της Α. Βρεττανικής Μεγαλειότητος ἐντολή της Κοινωνίας των Έθνῶν, ἐφ' ὧν ἤθελον τυχόν εφαρμοσθῆ αι διατάξεις της παρούσης συνθήκης, συμφώνως προς τὰ ἄρθρα 30 και 31 αὐτής, ἐκάτερον των συμβαλλομένων Μερῶν θα ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ δώσῃ, ὅποτεδήποτε, κεχωρισμένως, τέρμα εις την προκειμένην συνθήκην διά σχετικῆς δωδεκαμήνου προειδοποιήσεως.

Εν περιπτώσει καθ' ἣν οἰαδήποτε ἀμφιβολία ἤθελε προκύψει ως πρὸς την ἔννοιαν του Ἀγγλι-

or Greek text, the English text shall be considered authoritative.

καὶ ἢ τοῦ Ἑλληνικοῦ κειμένου, τὸ Ἀγγλικὸν κείμενον θὰ ἀποτελεῖ τὴν ἀuthεντικὴν ἐκδοχὴν.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ οἰκειοὶ πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν συνθήκην καὶ ἐπέθηκαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Done in duplicate at London in the English and Greek languages this 16th day of July, 1926.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Λονδίῳ εἰς Ἑλληνικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν τῆ 16 Ἰουλίου 1926.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

(L. S.) A. VOUIROS.

SCHEDULE.

Tariff No.	Articles	Rate of Import Duty in metallic drachmæ
		Per 100 kilogs.
4b	Herrings, all kinds	6
4g	Cod and stockfish	4
14d	Tea (including weight of the immediate receptacles)	180
35d	Dragées	100
35e	Sweetmeats (Caramels)	100
35i	Biscuits and crackers made with sugar or butter, or both, and in general all similar farinaceous products	60
63	Sheet and plate iron, flat, corrugated, chequered, etc. (plain, galvanised or tinned)	1
86	Beds : (a) Wholly of iron, or iron parts of beds imported separately, varnished or not (even if the varnish contains metallic powder), also mattresses, including wood or iron frame <i>Note.</i> — Beds having brass knobs at their four cor- ners, but no other brass ornamentation, fall under (a). (b) Of iron, with fronts and posts of brass, or of iron with brass ornaments or parts, also fronts and posts imported separately	40
		80 plus 10% <i>ad valorem</i>
159(c) 1 ex 166	Sulphate of copper Soaps : (a) Soaps for laundering or for industrial use, hard or soft, in lumps, slabs or pieces (b) Common unscented toilet soaps, in small pieces, even if not separated, weighing less than 250 gr., also soap in powder or flakes and carbolic soap	Free 40 50
167a	(1) Indigo, natural (2) Indigo, artificial <i>Note.</i> — The duty on artificial indigo shall not ex- ceed the lowest duty leviable under No. 169 of the Tariff.	100 300
ex 208	Fabrics of linen, hemp, jute or similar textile materials, and fabrics having warp or weft wholly or partly of cotton : (a) Unbleached, having in warp and weft together, in a square of 5 mm. side (1) Up to 6 threads (2) More than 6 up to 12 threads (3) More than 12 up to 26 threads	 16 24 140

ΠΙΝΑΞ

Κλάσις Δασμολογίου.	Είδη Ἐμπορευμάτων.	Δασμός εἰς μεταλλικὰς δραχμάς.
		Κατὰ 100 χιλιόγρ.
4 β	Ρέγκα ἐν γένει	6
4 η	Γάδος (βακαλάος) καὶ στοκορίσι	4
14 δ	Τεῖον (συμπεριλαμβανομένου τοῦ βάρους τῶν ἀμέσως περιβαλλόντων αὐτὸ δοχείων)	180
35 δ	Κομφέτα	100
35 ε	Καραμέλλαι	100
35 ι	Διπυρίτης καὶ κολουρία μετὰ σακχάρους ἢ βουτύρου ἢ καὶ ἀμφοτέρων καὶ ἐν γένει πᾶν δι' ἀλεύρου παρεμφερές προϊόν	60
63	Σιδηρόφυλλα ἐπίπεδα, κωματοειδῆ, ραβδωτά. (ἐξ ἀπλοῦ σιδήρου, σιδήρου ψευδαργυρωμένου ἢ κασιτερωμένου)	1
86	Κλίβαι· (α) Ὀλοσιδηραὶ αὐτοτελεῖς καὶ μέρη σιδηρῶν κλινῶν μεμονωμένως εἰσαγόμενα, θερνικωμένα ἢ μὴ, ἔστω καὶ ἂν τὸ θερνίκιον περιέχει μεταλλικὴν κόνιν, ἔτι δὲ ἐλαστικαὶ στρωμαί, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ σιδηροῦ ἢ ξυλίνου πλαισιώματος αὐτῶν <u>Σημείωσις.</u> — Κλίβαι ἔχουσαι ὀρειγάλκινα πόμολα εἰς τὰ τέσσαρα ἄκρα, ἄνευ οὐδεμιᾶς ἄλλης διακοσμήσεως ἐξ ὀρειγάλκου, ὑπάγονται εἰς τὸ ἐδίφιον (α). (β) Κλίβαι σιδηραὶ αὐτοτελεῖς καὶ φέρουσαι μετώπια καὶ ὀρθοστάτας ἐξ ὀρειγάλκου, ἢ σιδηραὶ τοιαῦται μετὰ διακοσμήσεων ἢ μερῶν ἐξ ὀρειγάλκου, ὡς καὶ ὅμοιαι μετώπια καὶ ὀρθοστάται κεχωρισμένως εἰσαγόμεναι	40 80, πλέον 10% ἐπὶ τῆς ἀξίας. Ἀτελής.
159 γ I 166	Θεικὸς χαλκός Σάπωνες· (α) Σάπων κοινὸς πρὸς πλύσιν ἢ βιομηχ. χρῆσιν, μαλακὸς ἢ σκληρὸς, εἰς ὄγκους, πλάκας ἢ τεμάχια (β) Σάπων νίψεως κοινὸς μὴ ἀρωματισμένος, εἰς μικρὰ τεμάχια, ἔστω καὶ μὴ ἀποχωρισμένα βάρους κατωτέρου τῶν 250 γραμμαρίων, ὡς καὶ τοιοῦτος εἰς κόνιν ἢ φύλλα καὶ σάπων μετὰ φανικοῦ ὀξέως	40 50
167 α	(1) Ἰνδικὸν (λουλάκιον) φυσικόν (2) Ἰνδικὸν (λουλάκιον) τεχνητόν <u>Σημείωσις.</u> — Ὁ δασμὸς ἐπὶ τοῦ τεχνητοῦ ἰνδικοῦ δὲν θά ὑπερβαίη τὸν ἐλάχιστον δασμόν. τὸν εἰσπραττόμενον συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 169 τοῦ δασμολογίου.	100 300
208	Ἵφάσματα ἐκ λίνου, καννάβους, ἰούτης ἢ ἐκ παρεμφερῶν κλωστικῶν ἰνῶν ὡς καὶ ὅμοια ὕφασματα ἔχοντα τὸν στήμονα ἢ τὴν κρόκην ἐκ βάμβακος (ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει)· (α) Ἀλεύκαστα, περιέχοντα κατὰ στήμονα καὶ κρόκην ἐν τετραγώνῳ πλευρᾷ 5 χιλιοστῶν τοῦ μέτρου, ἀκέραιον ἀριθμὸν κλωστῶν ὁμοῦ ἀθροισμένων. (1) Μέχρις 6 κλωστῶν (2) Ἄνω τῶν 6 κλωστῶν μέχρι 12 (3) Ἄνω τῶν 12 κλωστῶν μέχρις 26	16 24 140

Tariff No.	Articles	Rate of Import Duty in metallic drachmæ
216	Carpets, mats, and similar articles of hemp, esparto, jute, coconut fibre, aloe fibre or other similar fibres, alone or mixed with cotton	Per 100 kilogs. 60
219	Cotton yarn, single : (a) Unbleached (1) Up to No. 6 English (2) Over No. 6 up to No. 28 English (3) Above No. 28 English (b) Bleached (c) Dyed	60 80 60 Duty on unbleached yarns (according to count) increased by 10 %. Duty on unbleached yarns (according to count) increased by 20%.
220	Cotton yarn, twisted, in hanks or wound on cards (without deduction of weight for cards or paper packing), or on reels, unbleached, bleached or dyed : (a) For sewing (b) Other than for sewing (1) Two fold (2) More than two fold	120 100 160
221	Cotton fabrics, unbleached : (a) Weighing more than 130 grammes per square metre, and having in warp and weft in a square of 5 mm. side : (1) Up to 27 threads (inclusive) (2) More than 27 up to 36 threads (3) More than 36 threads (b) Weighing more than 90 up to 130 grs. per square metre, and having in warp and weft in a square of 5 mm. side (1) Up to 27 threads (2) More than 27 up to 36 threads (3) More than 36 threads (c) Weighing more than 60 up to 90 grs. per square metre. (d) Weighing 60 grammes or less per square metre	90 95 100 95 100 105 130 200
222	Fabrics of cotton, bleached or printed	Duty on unbleached fabrics (according to kind) increased by 5%.
223	Fabrics of cotton made from dyed threads (even with threads partially dyed), and those dyed in the piece—weighing per square metre (1) More than 180 grs. (2) More than 130 up to 180 grs. (3) More than 70 up to 130 grs. (4) 70 grs. or less	170 175 180 190

Κλάσις Δασμολογίου	Εἶδη Ἐμπορευμάτων.	Δασμὸς εἰς μεταλλικὰς δραχμάς.
		Κατὰ 100 χιλιογράμ.
216	Γάπητες ὑποστρώσεως, ποδόμακτρα καὶ τὰ τοῦτοις παρεμφερῆ ἐκ καννάβου, ἰούτης, σπάρτου, κοκκοφοίνικος, ἀλόης καὶ λοιπῶν παρεμφερῶν ἰνῶν, ἀμιγῆ ἢ μετὰ θάμβακος	60
219	Νήματα μονόκλωστα ἐκ θάμβακος. (α) Ἀλεύκαστα (1) Ἐκ τοῦ ἀριθμ. 0 μέχρις 6 (ἀγγλικῶν) (2) Ἐκ τοῦ ἀριθμ. 6 καὶ μέχρις 28 (ἀγγλικῶν) (3) Ἐκ τοῦ ἀριθμ. 28 (β) Λελευκασμένα (γ) Κεχρωματισμένα	60 80 60 Δασμολογοῦνται ὡς τὰ ἀλεύκαστα μετ' αὐξήσεως τοῦ δασμοῦ κατὰ 10 % Δασμολογοῦνται ὡς καὶ τὰ ἀλεύκαστα μετ' αὐξήσεως τοῦ δασμοῦ κατὰ 20 %
220	Κλωστοὶ ἐκ θάμβακος, εἰς πλοκάμους ἢ εἰς χαρτόνια (ἄνευ ἀφαιρέσεως ἀποβάρου διὰ τὰ χαρτόνια καὶ χάρτινα περιτυλίγματα) ἢ εἰς τροχίσκους (κουβαρίστρες) καὶ ἀλεύκαστοι ἢ λελευκασμένοι ἢ κεχρωματισμένοι. (α) Διὰ ῥάψιμον (β) Μὴ προωρισμένοι διὰ ῥάψιμον. (1) Δίκλωστοι (2) Πολύκλωστοι	120 100 160
221	Ἐφάσματα ἐκ θάμβακος ἀλεύκαστα. (α) Ζυγίζοντα ἄνω τῶν 130 γραμμαρίων κατὰ τετραγ. μέτρ. καὶ ἔχοντα ἄθροισμα κλωστῶν, στήμονος καὶ κρόκης ἐν τετραγώνῳ πλευρᾷ 5 χιλιοστῶν τοῦ μέτρου. (1) Μέχρις 27 κλωστῶν συμπεριλαμβανομένων (2) Ἐκ τῶν 27 κλωστῶν μέχρι 36 (3) Ἐκ τῶν 36 (β) Ζυγίζοντα ἄνω τῶν 90 μέχρις 130 γραμμ. κατὰ τετραγ. μέτρον καὶ ἔχοντα ἄθροισμα κλωστῶν, στήμονος καὶ κρόκης ἐν τετραγώνῳ πλευρᾷ 5 χιλιοστῶν. (1) Μέχρις 27 κλωστῶν (2) Ἐκ τῶν 27 κλωστῶν καὶ μέχρι 36 (3) Ἐκ τῶν 36 κλωστῶν (γ) Ζυγίζοντα ἄνω τῶν 60 μέχρις 90 γραμμαρίων κατὰ τετραγωνικὸν μέτρον (δ) Ζυγίζοντα 60 γραμμάρια καὶ κάτω κατὰ τετραγ. μέτρον	90 95 100 95 100 105 130 200
222	Ἐφάσματα ἐκ θάμβακος λελευκασμένα ἢ τυπωτὰ	130 200
223	Νηματοβαφῆ (ἔστω καὶ ἂν τὰ νήματα ὡς ἡμερικῶς χρωματισμένα) ὡς καὶ τὰ θιβαμμένα . (1) Βάρους ἄνω τῶν 180 γραμμάρ. κατὰ τετραγων. μέτρον (2) Βάρους ἄνω τῶν 130 γραμμάρ. μέχρις κατὰ 180 τετραγων. μέτρον (3) Βάρους ἄνω τῶν 70 γραμμάρ. μέχρι 130 κατὰ τετραγων. μέτρον (4) Βάρους 70 καὶ κάτω κατὰ τετραγων. μέτρον	170 175 180 190
		Δασμολογοῦνται ὡς τὰ ἀλεύκαστα μετ' αὐξήσεως τοῦ δασμοῦ τῆς οἰκείας ὑποδιαίρ. κατὰ 5 %

Tariff No.	Articles	Rate of Import Duty in metallic drachmæ
		Per 100 kg.
226	(a) Cotton velvets and plushes	200
	(b) Cotton fabrics ornamented with common metal threads (even if gilt or silvered)	250
229	Cotton curtains, tablecloths, bed covers, ready for use or cut or in the piece with indications for cutting into separate articles	350
230a	Household, bed, toilet and table linen, and handkerchiefs, ready for use :	
	(2) Without embroidery or lace	400
230b	Fabrics for making towels and articles cut or sewn from such fabrics	250
235	Fabrics of wool not specially mentioned, of single or twisted yarns of wool or other animal textile materials, except silk :	
	(a) Of yarn of pure wool, weighing per square metre :	
	(1) Up to 150 grs.	1,200
	(2) More than 150 up to 300 grs.	850
	(3) More than 300 up to 500 grs.	500
	(4) More than 500 up to 750 grs.	350
	(5) More than 750 grs.	250
	(b) Of yarn of mixed wool (<i>i.e.</i> , containing cotton or other similar vegetable fibres) :	
	(1) When the admixture of textile material (other than wool) exceeds 20% but does not exceed 50%	25% less than duty under 235(a).
	(2) When the admixture of textile material (other than wool) exceeds 50%	50% less than duty under 235(a).
	<i>Note.</i> — Fabrics of mixed wool having the warp or weft entirely of cotton or other similar textile material, in which the total proportion of vegetable textile material is more than 14% are dutiable under 235(b) (2).	
238	Velvet and plush of wool or of wool mixed with other textile materials (except silk)	400
239	Curtains, table covers, blankets, foot coverlets, of pure or mixed wool, sewn or cut	450
242b	Carpets of wool or of wool mixed with vegetable textile materials, in the piece or separate	200
Note (c) to Silk Section of Tariff.	Fabrics and other articles not specially mentioned containing not more than 5% of silk are not considered as articles of silk, but are dutiable according to the nature of the material of which they are made.	
267	Cycles :	Each
	(a) Ordinary, put together or not	15
	(b) Motor cycles, put together or not	30
	(c) The same, with side car	Per 100 kg. 30

GENERAL NOTE.— It is agreed that in all cases where the duty on an article is obtained by applying a percentage surtax or reduction to the duty on another article, the surtax or reduction shall be applied to the lowest rate fixed by the present or any other Treaty.

Κλάσις Δασμολογίων	Είδη Ἐμπορευμάτων.	Δασμὸς εἰς μεταλλικὰς δραχμὰς.
226	(α) Φέλλαι καὶ γνουδωτὰ ἐκ βάμβακος (β) Ὑφάσματα βαμβακερὰ πεποικιλμένα διὰ νημάτων ἐκ κοινῶν μετάλλων ἔστω καὶ ἐπαργύρων ἢ ἐπιχρύσων	Κατὰ 100 χιλιόγρ. 200 250
229	Παραπετάσματα, τάπητες τραπεζῶν, κλινοσκεπάσματα, ἔτοιμα πρὸς χρῆσιν ἢ κεκομμένα ἢ φέροντα καταφανῆ σημεῖα χωρισμοῦ	350
230 (α)	Ὅθοναι οἰκιακῆς χρήσεως, κλιγῶν, εὐπρεπισμοῦ, τραπέζης, ρινόμακτρα, ἔτοιμα πρὸς χρῆσιν (2) Ἄνευ κεντημάτων ἢ τριχάπτων	400
230 (β)	Ὑφασμα διὰ προσόφια καὶ ἐρραμμένα ἢ κεκομμένα εἶδη ἐκ τοιοῦτου υφάσματος	250
235	Ὑφάσματα μάλλινα μὴ εἰδικῶς κατονομαζόμενα ἐκ νημάτων ἢ κλωστῶν ἐξ ἑρίου ἢ ἐξ ἄλλων ζωϊκῶν κλωστικῶν ὕλων, πλὴν μετάξης	
235	(α) Ὀλομάλλινα, ζυγίζοντα κατὰ τετραγῶν. μέτρον. (1) Μέχρις 150 γραμμαρίων (2) Ἄνω τῶν 150 γραμμαρίων μέχρι 300 (3) Ἄνω τῶν 300 γραμμαρίων μέχρι 500 (4) Ἄνω τῶν 500 γραμμαρίων μέχρις 750 (5) Ἄνω τῶν 750 γραμμαρίων	1,200 850 500 350 250
	(β) Σύμμικτα, ἧτοι περιέχοντα συνολικὴν ἀναλογίαν βάμβακος ἢ παρ- εμφερῶν φυτικῶν κλωστικῶν ὕλων. (1) Περιέχοντα κλωστικὰς ὕλας (πλὴν μαλλίου) ἄνω τῶν 20 καὶ μέχρι 50 %	Δασμολογῶνται ὡς ἡ κλάσις 235 (α) μείον 25 %
	(2) Περιέχοντα κλωστικὰς ὕλας (πλὴν μαλλίου) ἄνω τῶν 50%	Δασμολογῶνται ὡς ἡ κλάσις 235 (α) μείον 50 %
	<u>Σημείωσις.</u> — Ὑφάσματα ἐκ μαλλίου σύμμικτα ἔχοντα τὸν στήμονα ἢ τὴν χροὴν καθ' ὁλοκληρίαν ἐκ βάμβακος ἢ ἄλλων ὁμοίων κλωστικῶν ὕλων, εἰς τὰ ὅποια ἡ ὀλικὴ ἀναλογία τῶν φυτικῶν κλωστικῶν ὕλων εἶναι ἀνωτέρα τοῦ 14 %, δασμολο- γῶνται συμφῶνως πρὸς τὴν κλάσιν 235 (β) (2).	
238	Βελούδα καὶ πλοῦσαι ἐξ ἑρίου ἀμιγροῦς ἢ συμμίκτου ἑτέρα κλωστικῆ ὕλη (πλὴν μετάξης)	400
239	Παραπετάσματα, καλύμματα τραπεζῶν, κλινοσκεπάσματα, ποδοκαλύμ- ματα ἐξ ἑρίου ἀμιγροῦς ἢ μὴ, εἰς τόπια ἢ ἐρραμμένα ἢ κεκομμένα	450
242 (β)	Τάπητες ἐξ ἑρίου ἀμιγροῦς ἢ μεμιγμένου πρὸς ἄλλας φυτικὰς κλωστικὰς ὕλας, εἰς τόπια ἢ κατὰ μονάδας	200
<u>Σημείωσις (γ)</u> τοῦ περὶ μετά- ξης κεφαλαίου τοῦ δασμολο- γίου.	Ὑφάσματα καὶ ἕτερα εἶδη μὴ εἰδικῶς κατονομαζόμενα, περιέχοντα ποσὸν μετάξης μέχρι 5 %, δὲν θεωροῦνται ὡς μεταξωτὰ, ἀλλ' ὑπάγονται εἰς τὰς οἰκείας κλάσεις τοῦ δασμολογίου, ἀναλόγως τῆς λοιπῆς ὕλης ἐξ ἧς συνίστανται.	
267	Ποδήλατα. (α) Συνήθη, συνδεδεμένα ἢ μὴ (β) Αὐτοκίνητα, συνδεδεμένα ἢ μὴ (γ) Ὅμοια μετὰ πλαγίου κιβωτίου	Ἐκαστον 15 30 Κατὰ 100 χιλιόγρ. 30

ΓΕΝΙΚΗ ΣΗΜΕΙΩΣΙΣ. — Συμφωνεῖται ὅτι εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ δασμὸς ἐπὶ εἶδους τινός κανονίζεται διὰ
προσθήκης ποσοστοῦ ἢ ἀφαίρεσως ποσοστοῦ ἐπὶ τοῦ δασμοῦ ἄλλου εἶδους, ὁ πρόσθετος δασμὸς ἢ ἐλάττωσις θὰ ὑπολογίζηται
ἐπὶ τῆς βάσει τοῦ ἐλαχίστου δασμοῦ, τοῦ ὀριζομένου διὰ τῆς παρουσίας ἢ οἰασθήποτε ἄλλης συνθήκης.

DECLARATION.

ΔΗΛΩΣΙΣ.

It is well understood that the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Greece of to-day's date does not prejudice claims on behalf of private persons based on the provisions of the Anglo-Greek Commercial Treaty¹ of 1886, and that any differences which may arise between our two Governments as to the validity of such claims shall, at the request of either Government, be referred to arbitration in accordance with the provisions of the Protocol of November 10, 1886, annexed to the said treaty.

Δηλοῦται ὅτι ἡ ὑπὸ σημερινῆν χρονολογίαν Συνθήκη Ἐμπορίας καὶ Ναυτιλίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Μεγάλης Βρετανίας δὲν δύναται νὰ παραβλάψῃ ἀπαιτήσεις ἰδιωτῶν βασιζομένας ἐπὶ τῆς Ἀγγλο-ἑλληνικῆς Ἐμπορικῆς Συνθήκης τοῦ 1886¹ καὶ ὅτι πᾶσαι αἱ διαφοραὶ, αἵτινες δυνατόν νὰ προκύψωσι μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων ὡς πρὸς τὴν βασιμότητα τοιούτων ἀπαιτήσεων, θέλουσι, τῇ αἰτήσῃ ἑκατέρας τῶν Κυβερνήσεων, παραπεμφθῆ εἰς διαιτησίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 10ης Νοεμβρίου 1886, τοῦ προσηρητημένου εἰς τὴν εἰρημένην συνθήκην.

Done at London, the 16th July 1926.

Ἐν Λονδίνῳ τῇ 16 Ἰουλίου 1926.

Austen CHAMBERLAIN.

D. CACLAMANOS.

A. VOUROS.

¹ DE MARTENS: *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XIII, page 518.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 77, page 100.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1425. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DE L'INDE, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales déjà existantes entre leurs pays respectifs, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DE L'INDE ;

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ;

M. Demetrius CACLAMANOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique à Londres ;

Monsieur Alexander VOUROS, ministre plénipotentiaire, directeur de département au Ministère hellénique des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux Parties contractantes.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes auront entière liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux et ports des territoires de l'autre Partie où des sujets ou citoyens de ladite Partie contractante sont, ou pourront être autorisés à se rendre ; ils jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation que ceux dont jouissent ou pourront jouir les sujets ou citoyens de cette Partie contractante.

Article 2.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes auront le droit de pénétrer, de voyager et de résider sur les territoires de l'autre Partie, tant qu'ils se conformeront aux conditions et règlements applicables à l'entrée, au voyage et à la résidence de tous les étrangers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes résidant sur les territoires de l'autre Partie jouiront, en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs droits et intérêts, comme en ce qui concerne leur commerce, industrie, profession, occupation ou à tous autres égards, du même traitement et de la même protection légale que les sujets ou citoyens de cette Partie, ou que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, en matière de taxes, droits, tarifs douaniers, impositions, redevances équivalant en fait à des impôts et autres charges analogues.

Article 4.

Les deux Parties contractantes conviennent qu'en toute matière de commerce, de navigation et d'industrie, comme en ce qui concerne l'exercice des professions ou des occupations, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une des Parties contractantes a, en fait, accordés ou pourra ultérieurement accorder aux navires et aux sujets ou citoyens d'un autre Etat étranger quelconque, seront étendus simultanément et sans réserve, sans qu'il y ait lieu de formuler une demande à cet effet et sans compensation, aux navires et sujets ou citoyens de l'autre Partie, les Parties désirant que le commerce, la navigation et l'industrie de chacune d'elles jouissent à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes résidant sur les territoires de l'autre, auront liberté pleine et entière d'acquérir, de recevoir par voie d'héritage et de posséder toutes catégories de biens meubles et immeubles que la législation de l'autre pays permet ou permettra aux sujets ou citoyens d'un autre pays étranger quelconque d'acquérir et de posséder. Ils pourront disposer desdits biens, par voie de vente, d'échange, de donation, de mariage, de testament ou de tout autre autre manière, ou pour ce qui est des biens-meubles, les acquérir par voie d'héritage, dans des conditions identiques à celles qui sont, ou qui pourront être établies, à l'égard des sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante.

Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas mentionnés ci-dessus, à aucune taxe, impôt ou charge quelconque, sous quelque appellation que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables à des sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes seront également autorisés, à condition qu'ils se conforment aux lois de l'autre Partie, à exporter librement le produit de la vente des objets leur appartenant, et leurs biens en général, sans être astreints pour cela, en leur qualité d'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux dont seraient frappés, dans des circonstances analogues les sujets ou citoyens de ladite Partie.

Article 6.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes seront exemptés, dans les territoires de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, quel qu'il soit, dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice. Ils seront pareillement exemptés de toute fonction d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, quelle qu'elle soit, exception faite de celle, qu'imposent les lois relatives aux jurys, ainsi que de toute contribution en espèces ou en nature exigée en remplacement du service personnel et, enfin, de toute imposition ou réquisition militaire. Les charges afférentes à la possession, à un titre quelconque, de propriétés foncières font toutefois exception à cette règle, ainsi que le logement obligatoire des militaires et les autres impositions ou réquisitions particulièrement d'ordre militaire, auxquelles tous les sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante peuvent être astreints, en tant que propriétaires ou occupants d'immeubles ou de terres.

Dans la mesure où chacune des deux Parties contractantes peut astreindre à des impositions ou réquisitions d'ordre militaire les sujets ou citoyens de l'autre Partie, elle accordera de ce fait à ces derniers les mêmes indemnités que celles qui sont accordées dans des circonstances semblables à ses propres sujets ou citoyens.

En ce qui concerne les points mentionnés ci-dessus, les sujets ou citoyens de l'une des deux Parties contractantes ne jouiront pas, dans les territoires de l'autre Partie, d'un traitement moins favorable que celui qui est, ou pourra être accordé aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des deux Parties contractantes et importés dans le territoire de l'autre Partie, quel que soit l'endroit d'où ils arrivent, ne seront pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles, produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque. En outre, il ne sera maintenu ni imposé aucune interdiction ou restriction à l'importation d'articles quelconques produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des deux Parties contractantes et expédiés à destination des territoires de l'autre Partie, quel que soit l'endroit d'où ils arrivent, si lesdites interdictions ou restrictions ne s'appliquent pas pareillement à l'importation des mêmes articles, produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

Il ne sera fait exception à cette règle générale qu'en ce qui concerne les interdictions d'ordre sanitaire ou autres répondant à la nécessité d'assurer la protection des personnes, du bétail ou des plantes contre les maladies et les épidémies.

Article 8.

Les raisins de Corinthe, produit de la Grèce, ne seront pas, à leur importation en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, frappés d'un droit de douane supérieur à 2 shillings par 112 livres anglaises.

D'autre part, le Gouvernement hellénique convient que toute mesure impliquant la rétention ou l'achat de raisins de Corinthe en vue de protéger les producteurs, sera effectuée de façon à laisser disponible, pour l'exportation, une quantité qui sera déterminée chaque année en prenant pour base la moyenne des exportations des trois années antérieures, plus une marge de 5 % pour l'augmentation probable de la consommation.

Il est entendu que cette quantité sera mise à la disposition du commerce d'exportation par les voies commerciales usuelles ou par l'intermédiaire des organisations coopératives, sans intervention d'aucune sorte de la part du Gouvernement hellénique, sous forme de législation fixant un prix d'exportation minimum.

Les articles dénommés dans la liste jointe au présent traité, produits ou manufacturés en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ne seront pas, à leur importation en Grèce, assujettis à des droits plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite liste.

Il est convenu que les droits additionnels perçus par l'Etat au profit du Trésor, des recettes provinciales ou locales sur un article quelconque produit ou manufacturé en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à son importation en Grèce, tels que, par exemple, le droit d'octroi ou droit municipal prévu à l'article 5 de la loi du 22 décembre 1923, la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922, les droits de statistiques, des orphelins et des réfugiés, ne dépasseront pas, au total, 75 % du droit de douane correspondant. Il est convenu, en outre, que le droit d'octroi, ou municipal, ne dépassera pas 30 % du droit de douane correspondant et que la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922 ne dépassera pas 39 % du droit de douane correspondant.

Les articles produits ou fabriqués en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord seront exonérés du droit d'octroi intérieur, perçu sur les articles nationaux similaires transportés d'une ville dans une autre.

Article 9.

Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de l'une ou l'autre des deux Parties contractantes et exportés à destination des territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles exportés à destination d'un autre pays étranger quelconque. De plus, aucune interdiction ou restriction ne sera imposée à l'exportation d'un article quelconque en provenance des territoires de l'une des deux Parties contractantes et à destination des territoires de l'autre Partie, à moins que la même interdiction ou restriction ne s'applique également à l'exportation du même article dans un autre pays étranger quelconque.

Article 10.

Les deux Parties contractantes conviennent d'éviter, autant que possible, dans leurs relations commerciales, les interdictions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation frappant toute marchandise, quelle qu'elle soit. Toutefois, dans la mesure où ces interdictions ou restrictions peuvent être appliquées, elles s'engagent, en ce qui concerne les permis d'importation et d'exportation, à garantir, par tous les moyens en leur pouvoir :

a) Que les conditions à remplir, ainsi que les formalités à observer en vue de se procurer les permis en question, seront immédiatement portées à la connaissance du public de la façon la plus claire et la plus précise possible ;

b) Que le mode de délivrance des certificats ou permis sera aussi simple et aussi stable que possible ;

c) Que l'examen des demandes et la délivrance des permis aux postulants seront effectués dans le plus bref délai possible ;

d) Que le mode de délivrance des permis s'effectuera de façon à empêcher tout trafic de ces permis. A cet effet, les permis, lorsqu'ils seront délivrés aux particuliers, devront porter le nom de l'ayant droit et être tels qu'ils ne puissent être utilisés par aucune autre personne ;

e) Au cas où il serait fixé des contingents, les formalités requises par le pays importateur ne seront pas de nature à empêcher une répartition équitable des quantités de marchandises dont l'importation est autorisée.

Article 11.

Au cas où le Gouvernement hellénique adopterait un système de surveillance des changes, les conditions dans lesquelles il sera possible de se procurer de la monnaie étrangère pour payer l'importation des marchandises produites ou manufacturées dans les territoires de Sa Majesté britannique, ne seront pas moins favorables, à aucun égard, que les conditions correspondantes dans lesquelles il serait possible de se procurer de la monnaie étrangère pour payer les importations des produits ou articles manufacturés d'un autre pays étranger quelconque.

Article 12.

Les deux Parties contractantes conviennent de prendre les mesures législatives et administratives les mieux appropriées, tant pour empêcher l'application arbitraire ou injuste de leurs lois et règlements en ce qui concerne les douanes et autres matières analogues, que pour permettre à ceux qui ont été lésés par les abus en question d'obtenir réparation par voie de procédure administrative, judiciaire ou arbitrale. Le mode de procédure sera réglé par les deux Parties contractantes dans leurs territoires respectifs.

Article 13.

Sans préjudice des dispositions de l'article 8, les marchandises de toutes sortes, produites ou manufacturées sur les territoires de l'une des Parties contractantes, ne seront pas, après leur importation dans les territoires de l'autre Partie, assujetties à un droit de consommation ou à un autre impôt ou droit intérieur quelconque, perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités ou d'organisations locales, autre ou plus élevé que les droits perçus dans les mêmes conditions sur des marchandises analogues d'origine nationale ; toutefois, en aucun cas, les droits en question ne constitueront une charge plus lourde que les droits perçus dans des circonstances analogues sur des marchandises semblables provenant d'un autre pays étranger, quel qu'il soit.

Article 14.

Les dispositions du présent traité concernant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée s'appliquent sans réserve au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. A cet égard, les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer les dispositions de la Convention internationale sur la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Article 15.

Les sociétés anonymes, ainsi que les autres compagnies, sociétés et associations constituées pour se livrer au commerce, à l'industrie, aux affaires de transport, d'assurance, de banque ou autres et établies sur les territoires de l'autre Partie, seront autorisées, à condition qu'elles aient été dûment constituées conformément aux lois en vigueur dans lesdits territoires, à exercer leurs droits sur les territoires de l'autre Partie et à ester en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur, conformément à la législation de cette autre Partie contractante.

Les sociétés anonymes, ainsi que les autres compagnies, sociétés et associations de l'une ou l'autre Partie contractante qui auront été autorisées conformément à la législation sur les sociétés étrangères en vigueur dans les territoires de l'autre Partie, jouiront, sur ces territoires, en matière d'impôts, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est fait aux sociétés anonymes et autres compagnies, sociétés et associations de ladite Partie.

En outre, chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'activité des compagnies, sociétés et associations de ce genre qui désireraient se livrer dans ses territoires, soit par l'établissement de succursales, soit d'autre manière, à des opérations quelconques auxquelles les compagnies, sociétés et associations, ainsi que les sujets et citoyens de tout autre pays étranger sont ou pourraient être autorisés à se livrer.

En aucun cas, le traitement octroyé par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes aux compagnies, sociétés et associations de l'autre Partie ne sera moins favorable à tous égards que le traitement appliqué aux compagnies, sociétés et associations appartenant à la nation étrangère la plus favorisée.

Article 16.

Chacune des deux Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation de toute marchandise dont l'importation et l'exportation est légalement autorisée, ainsi que le transport des passagers venant de leurs territoires respectifs ou s'y rendant sur les navires de l'autre Partie ; ces navires, leurs cargaisons et passagers jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que les navires nationaux, leurs cargaisons et passagers, ou que les navires de la nation étrangère la plus favorisée, leurs cargaisons et passagers.

Article 17.

En tout ce qui concerne le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, docks, rades et havres des territoires des deux Parties contractantes, aucun privilège ou facilité ne sera accordé par l'une des Parties aux navires d'un autre pays étranger quelconque ou à des navires nationaux sans que le même privilège ou la même facilité ne soient accordés également aux navires de l'autre Partie, quel que soit le lieu d'où ils viennent et quel que soit leur lieu de destination.

Article 18.

En matière de droits de tonnage, de port, de pilotage, de phares, de quarantaine ou autres droits ou redevances analogues, perçus sous quelque appellation que ce soit, au nom ou pour le compte du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, d'associations ou d'établissements quelconques, les navires de chaque Partie contractante jouiront dans le port de l'autre Partie d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux navires nationaux ou aux navires d'un autre pays étranger quelconque.

Tous les droits et redevances perçus pour l'usage de ports maritimes seront dûment publiés avant d'entrer en vigueur. Il en sera de même des statuts et règlements des ports. Dans chaque port maritime, les autorités du port tiendront à la disposition de tous les intéressés un tableau des droits et redevances en vigueur, ainsi qu'un exemplaire des statuts et règlements.

Article 19.

Les dispositions du présent traité relatives à l'octroi réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'appliquent pas au cabotage à l'égard duquel les sujets ou citoyens, ainsi que les navires de chacune des Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée sur les territoires de l'autre Partie, sous condition de réciprocité.

Les navires des deux Parties contractantes pourront toujours se rendre d'un port à un autre, soit pour y débarquer tout ou partie de leur cargaison ou de leurs passagers en provenance de l'étranger, soit pour embarquer tout ou partie de leur cargaison ou passagers à destination de l'étranger.

Il est également entendu qu'au cas où le cabotage de l'une ou l'autre Partie contractante serait exclusivement réservé aux navires nationaux, les navires de l'autre Partie, qui assurent des transports à destination ou en provenance de localités situées en dehors de la zone ainsi réservée au cabotage, pourront transporter entre deux ports du territoire de cette première Partie des passagers détenteurs de billets directs ou des marchandises expédiées par connaissance direct, à destination ou en provenance de localités situées en dehors de la zone susmentionnée ; au cours de ces opérations de transport, lesdits navires, leurs passagers et leur cargaison jouiront de tous les privilèges accordés par le présent traité.

Article 20.

Tout navire de l'une ou l'autre Partie contractante qui, par suite de mauvais temps ou d'accident, serait forcé de s'abriter dans un port des territoires de l'autre Partie, sera libre de réparer ses avaries dans ce port, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires et de reprendre la mer sans avoir à payer de taxes quelconques autres que celles qui frapperaient un navire national dans des circonstances analogues. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait contraint de vendre une partie de sa cargaison afin de faire face à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs de la localité dans laquelle il se sera réfugié.

Si un navire quelconque de l'une des Parties contractantes s'échoue ou fait naufrage sur les côtes du territoire de l'autre Partie, ce navire et toutes les parties du navire, ainsi que les apparaux et agrès, les objets et marchandises sauvés, y compris tous ceux qui auraient pu être jetés à la mer, ou, le cas échéant, le produit de la vente desdits objets et marchandises, ainsi que tous les papiers

trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, seront remis aux propriétaires de ce navire, biens, marchandises, etc., ou à leurs représentants lorsque ceux-ci les réclameront. Si aucun propriétaire ou représentant des propriétaires n'est présent sur les lieux, le navire, les objets, marchandises, etc., susmentionnés, pour autant qu'ils appartiennent à un sujet ou citoyen de l'autre Partie contractante, seront remis au fonctionnaire consulaire de ladite Partie contractante dans le ressort duquel le navire se sera échoué ou aura fait naufrage, à condition que la réclamation soit présentée par ledit fonctionnaire consulaire avant l'expiration du délai fixé par la législation de la Partie contractante ; les fonctionnaires consulaires, propriétaires ou représentants ne seront tenus de payer que les dépenses encourues pour la conservation des biens, ainsi que les frais de sauvetage ou autres qu'aurait dû acquitter dans un cas analogue un navire national qui se serait échoué ou aurait fait naufrage.

Les deux Parties contractantes conviennent toutefois que les marchandises sauvées ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Dans le cas où un navire serait obligé de s'abriter dans un port par suite de mauvais temps, s'échouerait ou ferait naufrage, les fonctionnaires consulaires respectifs seront autorisés à intervenir en vue de fournir à leurs concitoyens les secours nécessaires si le propriétaire ou le capitaine ou tout autre représentant du propriétaire n'est pas présent ou si, tout en étant présent, il demande du secours.

Article 21.

Tous les navires qui, aux termes de la législation britannique, sont réputés navires britanniques, et tous les navires qui, aux termes de la législation hellénique, sont réputés navires helléniques, seront, aux fins du présent traité, réputés navires britanniques et navires helléniques, respectivement.

Article 22.

Chacune des Parties contractantes pourra librement nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes et ports de l'autre Partie où lesdits représentants d'une autre nation quelconque sont autorisés à résider par les gouvernements respectifs. Toutefois, ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront pas entrer en fonctions avant d'avoir été agréés et reçu l'exequatur, dans la forme habituelle, du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Les fonctionnaires consulaires des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges et exemptions officielles qui sont, ou pourront être accordés aux mêmes fonctionnaires d'un autre pays étranger quelconque, sous réserve de réciprocité

Article 23.

Lorsqu'un sujet ou citoyen de l'une des deux Parties contractantes décède dans les territoires de l'autre Partie en laissant de la famille, mais sans laisser, au lieu de décès, une personne quelconque autorisée par la législation de son pays à assumer la charge et à assurer l'administration de sa succession, le fonctionnaire consulaire compétent du pays auquel ressortissait le défunt sera autorisé, une fois remplies les formalités nécessaires, à assumer la charge et à assurer l'administration de la succession, selon les modalités et dans les limites prescrites par la législation du pays dans lequel sont situés les biens du défunt.

Il est entendu qu'en ce qui concerne l'administration des biens des personnes décédées, tous les droits, privilèges, faveurs ou immunités que l'une ou l'autre Partie contractante a accordés ou pourra ultérieurement accorder aux fonctionnaires consulaires d'un autre pays étranger quelconque, seront étendus immédiatement et sans réserve aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie contractante.

Article 24.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des deux Parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre Partie, recevront des autorités locales toute l'assistance qui pourra leur être accordée légalement en vue de l'arrestation des déserteurs des navires de leur propre pays, si ces déserteurs ne sont pas des sujets ou citoyens de la Partie requise.

Article 25.

Les dispositions du présent traité concernant l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne s'étendront pas :

1^o Aux faveurs accordées par l'une des deux Parties contractantes à un Etat limitrophe, en vue de faciliter les relations et les échanges, pour certaines zones frontalières ne s'étendant pas, en général, au delà de quinze kilomètres de part et d'autre de la frontière, ainsi que pour les personnes qui résident dans ces zones ;

2^o Aux faveurs que la Grèce a accordées, directement ou indirectement, en vertu de traités mettant fin à la guerre mondiale et auxquels Sa Majesté britannique est partie, à moins que ces faveurs n'aient été étendues à un Etat qui n'est pas en droit de les revendiquer aux termes desdits traités.

Article 26.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits que les sujets ou citoyens de celle-ci, en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique et dessins, les droits de propriété artistique et littéraire, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article 27.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à prévoir des sanctions civiles appropriées et, en cas de fraude, des sanctions pénales appropriées pour l'usage de mots, emblèmes, dénominations, ou de toutes autres indications déclarant ou suggérant manifestement que les marchandises en question ont été produites ou fabriquées sur le territoire de l'autre Partie, lorsque cette déclaration ou cette suggestion est fautive. Des poursuites pourront être intentées, en pareil cas, par toute personne ou société lésée et, en cas d'ordonnance de la Cour ou de procédure pénale, par, ou au nom de toute association ou personne représentant l'industrie spécialement intéressée.

Chacune des Parties contractantes s'engage à interdire l'importation, dans les territoires, et à faire saisir à l'importation dans lesdits territoires, toute marchandise portant des mots, emblèmes, dénominations ou autres indications, déclarant ou suggérant manifestement à ce que ces marchandises ont été produites ou fabriquées dans le territoire de l'autre Partie, lorsque cette déclaration ou cette suggestion est fautive.

Il est entendu que les dispositions du présent article n'imposent aucune obligation de saisir des marchandises en transit.

En ce qui concerne les marchandises qui sont importées — ou sur lesquelles une marque ou une dénomination a été apposée — dans les territoires de l'une des deux Parties contractantes, les autorités compétentes de cette Partie décideront quelles sont les dénominations qui, en raison de leur caractère générique, ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent article.

Article 28.

Les deux Parties contractantes s'engagent, dans leurs rapports réciproques, à donner effet aux dispositions :

1^o Des conventions et statuts conclus à Barcelone en 1921, sur la liberté du transit et le régime des voies navigables d'intérêt international ;

2° Des conventions et statuts conclus à Genève en 1923 sur les formalités douanières, les ports maritimes et les voies ferrées ;

3° Du protocole sur les clauses d'arbitrage, fait à Genève en 1923 ; que ces instruments aient été ratifiés ou non par elles.

Article 29.

Les deux Parties contractantes conviennent, en principe, que tout différend qui pourrait surgir entre elles quant à l'exacte interprétation ou application de l'une quelconque des dispositions du présent traité, sera, à la demande de l'une ou de l'autre Partie, soumis à l'arbitrage.

Le tribunal d'arbitrage auquel ces différends devront être soumis, sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier quelconque, les deux Parties contractantes en décident autrement.

Article 30.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas à l'Inde ni à aucun des dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, à moins que le représentant de Sa Majesté britannique à Athènes ne notifie le désir de Sa Majesté britannique de voir appliquer lesdites dispositions à l'un quelconque de ces territoires.

Article 31.

Les dispositions du précédent article relatives à l'Inde et aux dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, s'appliqueront également à tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

Article 32.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Londres, aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur immédiatement après la ratification et restera exécutoire pendant trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Au cas où chacune des deux Parties contractantes n'aurait signifié à l'autre Partie, dans un délai de douze mois avant la date d'expiration de ladite période de trois ans, son intention de dénoncer le présent traité, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à dater du jour où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, en ce qui concerne l'Inde ou l'un quelconque des dominions autonomes, colonies possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique — ainsi que tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, — auxquels auront été étendues les dispositions du présent traité en vertu des articles 30 et 31, chacune des deux Parties contractantes aura le droit de dénoncer séparément le traité à une date quelconque, moyennant préavis de douze mois.

Au cas où, par la suite, il s'élèverait un doute concernant l'interprétation exacte du texte anglais ou grec, le texte anglais sera considéré comme faisant autorité.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Londres, en langue anglaise et en langue grecque, le seize juillet mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

(L. S.) A. VOUIROS.

LISTE

N ^{os} du tarif	Articles	Droits d'importation en drachmes métalliques
		par 100 kg.
4 b)	Harengs en général	6
4 g)	Morues et stockfish	4
14 d)	Thé, sans réduction de tare pour les récipients immédiats	180
35 d)	Dragées	100
35 e)	Bonbons (caramels)	100
35 i)	Biscuits et gimbottes, au sucre ou au beurre ou ces deux combinés et, en général, tout produit farineux similaire	60
63	Tôles de fer, planes, ondulées, striées, etc., en fer simple, galvanisé ou étamé	1
86	Lits : a) Entièrement en fer, ou parties de lit en fer, importées séparément, vernis ou non (même si le vernis contient de la poudre métallique), ainsi que sommiers, y compris leur cadre, en bois ou en fer	40
	<i>Note.</i> — Les lits qui ont des boules de laiton aux quatre piliers, mais n'ont pas d'autres ornements en laiton, suivent le régime de l'alinéa a)	
	b) Entièrement en fer, avec fronton et piliers en laiton ou en fer avec ornements ou parties en laiton, ainsi que les frontons et piliers importés séparément.	80 plus 10 % <i>ad valorem.</i> en franchise.
159 c) 1 ex 166	Sulfate de cuivre Savons : a) Savon pour la lessive ou pour l'usage industriel, à pâte dure ou molle, en masse, en brique ou en morceaux b) Savons de toilette communs non parfumés, en petits morceaux, même non séparés, pesant moins de 250 grammes, ainsi que les savons en poudre ou en feuilles et le savon phéniqué	40
167 a)	1 ^o Indigo naturel 2 ^o Indigo artificiel <i>Note.</i> — Le droit sur l'indigo artificiel ne dépassera pas le droit le plus bas perçu au N ^o 169 du tarif.	50 100 300
ex 208	Tissus de lin, de chanvre, de jute ou de matières textiles similaires, ainsi que tissus ayant la trame ou la chaîne en coton (en tout ou en partie). a) Ecrus, présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 mm. de côté : 1 ^o Jusqu'à 6 fils 2 ^o Plus de 6 jusqu'à 12 fils 3 ^o Plus de 12 jusqu'à 26 fils	16 24 140
216	Tapis de pieds, essuie-pieds et articles similaires, de chanvre, de sparte, de jute, de coco, d'aloès et d'autres fibres similaires pures, ou mélangées à du coton	60
219	Fils de coton simples : a) Ecrus : 1 ^o Jusqu'au N ^o 6 anglais 2 ^o Du N ^o 6 jusqu'au N ^o 28 anglais 3 ^o Supérieur au N ^o 28 anglais	60 80 60

Nos du tarif	Articles	Droits d'importation en drachmes métalliques
		Par 100 kg.
	b) Blanchis	Suivent le régime des écrus (d'après le classement) avec augmentation de 10 %.
	c) Teints	Suivent le régime des écrus (d'a- près le classement) avec augmenta- tion de 20 %.
220	Fils de coton retors, en tresses ou mis en cartons (sans ré- duction de tare pour les cartons ou l'emballage en papier) ou en bobines, même écrus ou blanchis ou teints :	
	a) Destinés à la couture	120
	b) Non destinés à la couture :	
	1° A deux bouts	100
	2° A plusieurs bouts	160
221	Tissus de coton écrus :	
	a) Pesant plus de 130 grammes par mètre carré et ayant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 mm. de côté :	
	1° Jusqu'à 27 fils inclusivement	90
	2° Plus de 27 et jusqu'à 36 fils	95
	3° Plus de 36 fils	100
	b) Pesant plus de 90 et jusqu'à 130 grammes par mè- tre carré et ayant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 mm de côté :	
	1° Jusqu'à 27 fils	95
	2° Plus de 27 et jusqu'à 36 fils	100
	3° Plus de 36 fils	105
	c) Pesant plus de 60 et jusqu'à 90 grammes par mètre carré	130
	d) Pesant 60 grammes et au-dessous, par mètre carré . . .	200
222	Tissus de coton, blanchis ou imprimés	Suivent le régime de la classe des écrus (selon la catégorie) avec augmentation de 5 %.
223	Tissus de coton composés de fils teints (à fils même parti- ellement teints), ainsi que tissus teints en pièce pesant par mètre carré :	
	1° Plus de 180 grammes	170
	2° Plus de 130 et jusqu'à 180 grammes	175
	3° Plus de 70 et jusqu'à 130 grammes	180
	4° 70 grammes et au-dessous	190
226	a) Pannes et étoffes peluchées, en coton	200
	b) Tissus de coton ornementés de fils de métaux com- muns (même argentés ou dorés)	250
229	Rideaux de coton, tapis de table, couvertures de lit, prêts à servir ou découpés ou portant des signes évidents de séparation	350
230 a)	Lingerie de ménage, de lit, de toilette, de table, mouchoirs, prêts à servir :	
	2° Sans broderies ni dentelles	400

Nos du tarif	Articles	Droits d'importation en drachmes métalliques
		Par 100 kg.
230 b)	Tissus pour serviettes de toilette et articles cousus ou découpés de ce tissu	250
235	Tissus de laine non spécialement dénommés, en fils de laine simples ou retors ou d'autres matières textiles animales, à l'exception de la soie :	
	a) En fils de laine pure, pesant par mètre carré :	
	1 ^o Jusqu'à 150 grammes	1200
	2 ^o Plus de 150 et jusqu'à 300 grammes	850
	3 ^o Plus de 300 et jusqu'à 500 grammes	500
	4 ^o Plus de 500 et jusqu'à 750 grammes	350
	5 ^o Plus de 750 grammes	250
	b) En fils de laine mélangés (c'est-à-dire contenant une certaine proportion de coton ou d'autres matières végétales similaires) :	
	1 ^o Contenant des matières textiles végétales autres que la laine en quantité supérieure à 20 % mais ne dépassant pas 50 %	25% de diminution du droit corres- pondant à l'alinéa 235a).
	2 ^o Contenant des matières textiles végétales autres que la laine en quantité supérieure à 50 %	50 % de diminution du droit correspon- dant à l'alinéa 235 a).
	<i>Note.</i> — Les tissus de laine mélangés dont la chaîne ou la trame est entièrement composée de coton ou autre matière textile similaire, dans lesquels la proportion de matières textiles végétales est supérieure à 14 %, sont passibles des droits indiqués à 235 b) 2.	
238	Velours et peluche en laine pure ou mélangée à d'autres matières textiles, à l'exception de la soie	400
239	Rideaux, tapis de table, couvertures de lit, couvre-pieds de laine pure ou mélangée, cousus ou décousus.	450
242 b)	Tapis de laine pure ou mélangée à d'autres textiles végétaux, en pièces ou séparés.	200
Note c) concernant la section du tarif re- lative à la soie.	Les tissus et autres articles non spécialement dénommés, contenant une quantité de soie ne dépassant pas 5 %, ne sont pas considérés comme articles en soie, mais suivent le régime des classes correspondantes du tarif suivant l'espèce de l'autre matière dont ils sont composés.	
267	Vélocipèdes :	Pièces.
	a) Ordinaires, montés ou non.	15
	b) Vélocipèdes automobiles, montés ou non	30
	c) Les mêmes avec side-car	Par 100 kg. 30

Note générale. — Il est convenu que dans tous les cas où le chiffre du droit frappant un article est obtenu soit en ajoutant une surtaxe proportionnelle, soit en faisant subir une réduction proportionnelle au droit applicable à un autre article, la surtaxe ou la réduction en question sera appliquée au droit le plus bas fixé par le présent traité ou par tout autre traité.

DÉCLARATION

Il est bien entendu que le Traité de commerce et de navigation conclu ce jour entre la Grande-Bretagne et la Grèce ne préjuge en rien des droits que peuvent faire valoir des particuliers, en vertu des dispositions du Traité de commerce anglo-grec de 1886, et que tous les différends qui pourraient s'élever entre nos deux gouvernements quant à la validité de ces droits, seront, à la demande de l'un ou de l'autre gouvernement, soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Protocole du 10 novembre 1886 annexé audit traité.

Fait à Londres, le 16 juillet 1926.

Austen CHAMBERLAIN.

D. CACLAMANOS.

A. VOUIROS.

EXCHANGE OF NOTES

DEFINING THE POSITION OF THE BRITISH DEPENDENCIES IN RELATION TO THE ABOVE TREATY. ATHENS, DECEMBER 2, 1926 / JANUARY 11, 1927.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 14 juin 1927.

I.

BRITISH LEGATION.

ATHENS, December 2nd, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government are desirous of defining the position of the British Dependencies in relation to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, signed at London on July 16th 1926, and to the Notes exchanged at the time of signature, and they understand that the following agreement will be acceptable to the Hellenic Government.

2. The Hellenic Government undertakes on a basis of reciprocity to refund as from September 11th, 1926, the difference between the duties collected on importation into Greece upon goods, the produce or manufacture of any of His Majesty's Dependencies specified in the annexed list, and the duties to which such goods will in future be liable on importation into Greece in the case of any such Dependency, the accession of which to the Treaty of July 16th, 1926, is notified, or in respect of which a separate agreement with the Hellenic Government is made, provided that :

(a) Each such Dependency accords to goods, the produce or manufacture of Greece, in comparison with the treatment accorded to goods, the produce or manufacture of any other country on importation into that Dependency, treatment not less favourable than that which Greece had hitherto enjoyed ;

(b) The accession of each such Dependency to the Treaty of July 16th, 1926, is notified to or a separate agreement concluded with the Hellenic Government within a period of three months counting from the date of exchange of ratifications of the Treaty of July 16th, 1926.

3. It is understood that nothing in this Agreement shall deprive any British Dependency of its liberty to accede or not to accede to the Treaty of July 16th, 1926, as it may in due course consider to be in its best interests, and that the eventual decision of any such Dependency in that matter shall not affect the position of any other such Dependency in regard to the mutual concession specified in the second paragraph of this Note.

4. It is further understood that any such Dependency, on account of which an acceptable agreement may have been concluded between His Majesty's Government and the Hellenic Government in the interval between September 11th, 1926, and the date of this Note, shall be regarded as equally entitled to receive the benefits of the undertaking given by the Hellenic Government as to the refund of duties specified in paragraph 2 hereof.

ECHANGE DE NOTES

DÉTERMINANT LA SITUATION DES DÉPENDANCES BRITANNIQUES PAR RAPPORT
AU TRAITÉ CI-DESSUS. ATHÈNES, LES 2 DÉCEMBRE 1926 ET 11 JANVIER 1927.

*French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office,
June 14, 1927.*

¹ TRADUCTIONS — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

ATHÈNES, le 2 décembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté désire définir la position des Dépendances britanniques par rapport au Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, et aux notes échangées lors de la signature. Le gouvernement de Sa Majesté croit savoir que l'arrangement suivant pourra être accepté par le Gouvernement hellénique :

2. Le Gouvernement hellénique entreprend, sur la base de la réciprocité, de retourner la différence entre les droits de douane perçus à l'importation en Grèce, à partir du 11 septembre 1926, de marchandises, produits ou manufactures en provenance d'une des Dépendances de Sa Majesté énumérées dans la liste ci-jointe et des droits de douane dont lesdites marchandises seront passibles à l'avenir à leur importation en Grèce en provenance d'une quelconque de ces Dépendances dont l'adhésion au Traité du 16 juillet 1926 a été notifiée ou au sujet de laquelle un arrangement signé a eu lieu avec le Gouvernement hellénique, en tant que :

a) Chacune de ces Dépendances accorde aux marchandises, produits ou manufactures de Grèce, en comparaison du traitement accordé aux marchandises, produits ou manufactures de tout autre pays, à leur importation dans cette Dépendance, un traitement non moins favorable que celui dont la Grèce a bénéficié jusqu'ici ;

b) Que l'adhésion de chacune de ces Dépendances au Traité du 16 juillet 1926 soit notifiée ou qu'un arrangement séparé soit conclu avec le Gouvernement hellénique dans un délai de trois mois à partir de la date de l'échange des ratifications du Traité du 16 juillet 1926.

3. Il est entendu que rien ne peut dans cet accord priver une Dépendance britannique de la liberté d'adhérer ou non au Traité du 16 juillet 1926, suivant qu'elle considérera ceci, en temps utile, conforme ou non à ses intérêts et que la décision éventuelle d'une de ces Dépendances ne peut en rien affecter de toute autre Dépendance, en ce qui concerne la concession éventuelle, spécifiée dans le second paragraphe de cette note.

4. Il est en plus entendu que toute Dépendance, à l'égard de laquelle un arrangement acceptable est intervenu, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement hellénique dans l'intervalle du 11 septembre 1926 à la date de la présente note, sera considérée également en droit de bénéficier de l'engagement pris par le Gouvernement hellénique, en ce qui concerne le retour des droits en douane, spécifié dans le paragraphe 2 ci-dessus.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

5. I have the honour to request that Your Excellency will confirm your Government's acceptance of this agreement.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Douglas MACKILLOP.

Son Excellence
Monsieur Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.
En ville.

LIST OF DEPENDENCIES.

Gambia	Bermuda
Gold Coast	British Guiana
Nigeria	British Honduras
Sierra Leone	Jamaica
Cyprus	Turks Islands and Caicos Islands
Malta	Leeward Islands
Palestine	Dominica
Ceylon	Saint Christopher and Nevis
Hong-Kong	Trinidad and Tobago
Malay States	Grenada
Mauritius	Saint Lucia
Seychelles	St. Vincent
Straits Settlements	Falkland Islands
Bahamas	St. Helena
Barbados	

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES TRÉANGÈRES.
N° 39821

ATHÈNES, le 11 janvier 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que votre prédécesseur a bien voulu m'adresser au nom du Gouvernement de Sa Majesté, en date du 2 décembre dernier, *sub* N° 263, pour me faire part de la proposition du Gouvernement britannique concernant un arrangement définissant la position des Dépendances britanniques par rapport au Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, et aux notes échangées en même temps que la signature du traité, arrangement dont la teneur est comme suit :

Le Gouvernement hellénique entreprend, sur la base de la réciprocité, de retourner la différence entre les droits de douane perçus à l'importation en Grèce à partir du 11 septembre 1926, de marchandises, produits ou manufactures en provenance d'une des Dépendances de Sa Majesté, énumérées dans la liste ci-jointe et des droits de douane dont lesdites marchandises seront passibles à l'avenir à leur importation en Grèce, en provenance d'une quelconque de ses Dépendances dont l'accession au Traité du 16 juillet 1926 a été notifiée ou au sujet de laquelle un arrangement signé a eu lieu avec le Gouvernement hellénique, en tant que :

a) Chacune de ces Dépendances accorde aux marchandises, produits ou manufactures de Grèce, en comparaison du traitement accordé aux marchandises, produits ou manufactures de tout autre pays, à leur importation dans cette Dépendance, un traitement non moins favorable à celui dont la Grèce a bénéficié jusqu'ici,

5. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me confirmer l'assentiment de son gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Douglas MACKILLOP.

Son Excellence
Monsieur Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

LISTE DES DÉPENDANCES.

La Gambie	Les Bermudes
La Côte d'Or	La Guyane britannique
Le Nigéria	Le Honduras britannique
La Sierra-Leone	La Jamaïque
Chypre	Les Îles Turques et Caïques
Malte	Les Îles Sous-le-Vent
La Palestine	La Dominique
Ceylan	Saint-Christophe
Hong-kong	La Trinité et Tobago
Les États malais	La Grenade
L'île Maurice	Sainte-Lucie
Les îles Seychelles	Saint-Vincent
Les Établissements du Détroit	Les Îles Falkland
L'archipel de Bahama	Sainte-Hélène
La Barbade	

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 39821

ATHENS, *January* 11, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter No. 263, dated December 2nd last, which your predecessor was good enough to send me on behalf of His Majesty's Government to inform me of the Britannic Government's proposal concerning an agreement defining the position of the British Dependencies in relation to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom, signed at London on July 16, 1926, and to the Notes exchanged at the time of signature. This agreement runs as follows :

2. The Hellenic Government undertakes on a basis of reciprocity to refund as from September 11, 1926, the difference between the duties collected on importation into Greece upon goods, the produce or manufacture of any of His Majesty's Dependencies specified in the annexed list, and the duties to which such goods will in future be liable on importation into Greece in the case of any such Dependency, the accession of which to the Treaty of July 16, 1926, is notified, or in respect of which a separate agreement with the Hellenic Government is made, provided that :

(a) Each such Dependency accords to goods the produce or manufacture of Greece, in comparison with the treatment accorded to goods, the produce or manufacture of any other country on importation into that Dependency, treatment not less favourable than that which Greece had hitherto enjoyed :

b) Que l'accession de chacune de ces Dépendances au Traité du 16 juillet 1926 soit notifié ou qu'un arrangement séparé soit conclu avec le Gouvernement hellénique dans un délai de trois mois à partir de la date de l'échange des ratifications du Traité du 16 juillet 1926.

3. Il est entendu que rien ne peut dans cet accord priver une Dépendance britannique de la liberté d'accéder ou non au Traité du 16 juillet 1926, suivant qu'elle considérera ceci, en temps utile, conforme ou non à ses intérêts et que la décision éventuelle d'une de ces Dépendances ne peut en rien affecter la situation de toute autre Dépendance, en ce qui concerne la concession éventuelle spécifiée dans le second paragraphe de cette note.

4. Il est en plus entendu que toute Dépendance à l'égard de laquelle un arrangement acceptable est intervenu, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement hellénique dans l'intervalle du 11 septembre 1926 à la date de la présente note, sera considérée également en droit de bénéficier de l'engagement pris, par le Gouvernement hellénique, en ce qui concerne le retour des droits en douane spécifié dans le paragraphe 2 ci-dessus.

En prenant acte au nom de mon gouvernement des déclarations susmentionnées, j'ai l'honneur de vous confirmer, Monsieur le Ministre, l'assentiment de mon gouvernement, à la conclusion de l'accord proposé dans les termes précités.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. MICHALACOPOULOS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

LIST OF DEPENDENCIES.

Gambia	Bermuda
Gold Coast	British Guiana
Nigeria	British Honduras
Sierra Leone	Jamaica
Cyprus	Turks Islands and Caicos Islands.
Malta	Leeward Islands
Palestine	Dominica
Ceylon	Saint Christopher and Nevis
Hong-kong	Trinidad and Tobago
Malay States	Grenada
Mauritius	Saint Lucia
Seychelles	St. Vincent
Straits Settlements	Falkland Islands
Bahamas	St. Helena
Barbados	

(b) The accession of each such Dependency to the Treaty of July 16, 1926, is notified to or a separate agreement concluded with the Hellenic Government within a period of three months counting from the date of exchange of ratifications of the Treaty of July 16, 1926.

3. It is understood that nothing in this Agreement shall deprive any British Dependency of its liberty to accede or not to accede to the Treaty of July 16, 1926, as it may in due course consider to be in its best interests, and that the eventual decision of any such Dependency in that matter shall not affect the position of any other such Dependency in regard to the mutual concession specified in the second paragraph of this Note.

4. It is further understood that any such Dependency, on account of which an acceptable agreement may have been concluded between His Majesty's Government and the Hellenic Government in the interval between September 11, 1926, and the date of this Note, shall be regarded as equally entitled to receive the benefits of the undertaking given by the Hellenic Government as to the refund of duties specified in paragraph 2 hereof.

While noting on my Government's behalf the foregoing statements, I have the honour to confirm the fact that my Government is willing to conclude the proposed agreement on these terms.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. MICHALACOPOULOS.

His Excellency
Sir Percy Loraine,
His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

LIST OF DEPENDENCIES.

Gambia
Gold Coast
Nigeria
Sierra Leone
Cyprus
Malta
Palestine
Ceylon
Hongkong
Malay States
Mauritius
Seychelles
Straits Settlements
Bahamas
Barbados.

Bermuda
British Guiana
British Honduras
Jamaica
Turks Islands and Caicos Islands.
Leeward Islands
Dominica
Saint Christopher and Nevis
Trinidad and Tobago
Grenada
Saint Lucia
St. Vincent
Falkland Islands
St. Helena

EXCHANGE OF NOTES

RECORDING THE ACCESSION OF THE LEEWARD ISLANDS AND ST. HELENA TO THE ABOVE TREATY.
ATHENS, MAY 10 AND 13, 1927.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 27 juillet 1927.

I.

BRITISH LEGATION.

ATHENS, *May 10, 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency, that the Government of the *Leeward Islands* have signified their desire to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Hellenic Government and His Majesty's Government on July 16, 1926.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the expression of my highest consideration.

(Signed) Percy LORRAINE.

His Excellency
Monsieur Michalacopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, *le 13 mai 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 103, en date du 10 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître l'accession du Gouvernement des *Iles Leeward* au Traité de commerce et de navigation, signé à Londres, entre la Grande-Bretagne et la Grèce, le 16 juillet 1926.

En prenant note de cette déclaration, je vous prie Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. MICHALACOPOULOS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ACCESSION DES ILES SOUS-LE-VENT ET DE SAINTE-HÉLÈNE AU TRAITÉ CI-DESSUS.
ATHÈNES, LES 10 ET 13 MAI 1927.

*French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office,
July 27, 1927.*

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE

ATHÈNES, le 10 mai 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement *des Iles Sous-le-Vent* a signifié son désir d'accéder au Traité de Commerce et de Navigation, conclu le 16 juillet 1926, entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement de Sa Majesté.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Percy LORAINÉ.

Son Excellence
Monsieur Michalacopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, May 13, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 103, dated May 10, 1927, in which you were good enough to inform me that the Government of the *Leeward Islands* has acceded to the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Greece signed in London on July 16, 1926.

I am duly taking note of this statement and have the honour to be, etc.

(Signed) A. MICHALACOPOULOS.

His Excellency
Sir Percy Loraine,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Athens.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

III.

BRITISH LEGATION.

ATHENS, *May 10, 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency, that the Government of *St. Helena* have signified their desire to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Hellenic Government and His Majesty's Government on July 16, 1926.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the expression of my highest consideration.

(Signed) Percy LORAINÉ.

His Excellency
Monsieur Michalacopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

IV

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.ATHÈNES, *le 13 mai 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 104 du 10 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu m'informer de l'accession du Gouvernement de *Sainte-Hélène* au Traité de commerce et de navigation, signé à Londres, entre la Grande-Bretagne et la Grèce, le 16 juillet 1926.

En prenant note de cette déclaration je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signed) A. MICHALACOPOULOS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
de S. M. Britannique
En Ville.

III.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

ATHÈNES, le 10 mai 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de *Sainte-Hélène* a signifié son désir d'accéder au Traité de Commerce et de Navigation, conclu, le 16 juillet 1926, entre le Gouvernement heliénique et le Gouvernement de Sa Majesté.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) Percy LORAINÉ.

Son Excellence
Monsieur Michalacopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, May 13, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 104 of May 10, 1927, in which you were good enough to inform me that the Government of *St. Helena* has acceded to the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Greece signed in London on July 16, 1926.

I am duly taking note of this statement and have the honour to be, etc.

(Signed) A. MICHALACOPOULOS.

His Excellency
Sir Percy Loraine,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Athens.

N° 1426.

ALLEMAGNE,
GRANDE-BRETAGNE
ET PAYS-BAS

Accord concernant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne par les Pays-Bas, avec annexe. Signé à Berlin, le 18 septembre, Londres, le 18 octobre, et La Haye, le 30 octobre 1926.

GERMANY, GREAT BRITAIN,
AND THE NETHERLANDS

Agreement respecting Telephone Service between Great Britain and Germany, via The Netherlands, with Schedule. Signed at Berlin, September 18, London, October 18, and The Hague, October 30, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1426. — AGREEMENT RESPECTING TELEPHONE SERVICE BETWEEN GERMANY AND ENGLAND VIA THE NETHERLANDS. SIGNED AT BERLIN, SEPTEMBER 18, LONDON, OCTOBER 18, AND THE HAGUE, OCTOBER 30, 1926.

N^o 1426. — ÜBEREINKOMMEN ÜBER DEN FERNSPRECHDIENST ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND ENGLAND ÜBER DIE NIEDERLANDE, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 18. SEPTEMBER, IN LONDON DEN 18. OKTOBER UND IM HAAG DEN 30. OKTOBER 1926.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique et par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

THE GERMAN REICHSPOSTMINISTER, THE DUTCH DIRECTOR GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS, and THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND have, with the desire of establishing Telephone Service between Germany and Great Britain, decided hereupon to conclude the following general Agreement. They hereby rely on Article 6 of the Anglo-Dutch telephone agreement¹ of the 23rd January 1923, which provides that "By mutual agreement each of the two Administrations may establish telephonic relations with another country through the telephonic system of the other Administration" as also upon the provisions of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg.

The undersigned have agreed on the following points :

Article I.

A Telephone service between Germany and England *via* the Netherlands shall be established and maintained.

¹ Vol. XVI, page 425; et vol XXIV, page 185, de ce recueil.

DER DEUTSCHE REICHSPOSTMINISTER, DER NIEDERLÄNDISCHE GENERALDIREKTOR DER POSTEN UND TELEGRAPHEN und DER GENERALPOSTMEISTER VON GROSSBRITANNIEN UND NORD-IRLAND haben in dem Wunsche, zwischen Deutschland und Grossbritannien den Fernsprechdienst einzurichten, beschlossen, hierüber das folgende allgemeine Übereinkommen abzuschliessen. Sie stützen sich hierbei auf Artikel 6 des englisch-niederländischen Fernsprechübereinkommens¹ vom 23. Januar 1923, welcher vorsieht, dass „Unter gegenseitiger Zustimmung jede der beiden Verwaltungen berechtigt sein soll, Fernsprechverbindungen mit einem andern Lande durch Vermittlung der Fernsprecheinrichtungen der andern Verwaltung herzustellen“ sowie auf die zum Internationalen Telegraphenvertrag von St. Petersburg erlassene Vollzugsordnung.

Die Unterzeichneten haben sich über folgende Punkte geeinigt :

Artikel I.

Es soll ein Fernsprechverkehr zwischen Deutschland und Grossbritannien über die Niederlande eingerichtet und unterhalten werden.

¹ Vol. XVI, page 425; and Vol XXIV, page 185, of this Series.

Article II.

For this service shall be used initially, one submarine cable which shall be laid between the English and Netherlands coasts, and corresponding land wires connected therewith.

The provision of the submarine cable between the cable huts in which the cable will be terminated in Great Britain and the Netherlands, and also the maintenance of the cable excluding the shore ends between the low water tidal marks and the cable huts, shall be carried out at the joint cost of the British and Netherlands Administrations.

The British and Netherlands Administrations shall carry out each at its own cost the provision of suitably equipped cable huts on its own territory and the protection and maintenance of the submarine cable on its own territory between the low water tidal marks and the cable huts.

The British, Netherlands and German Administrations shall carry out efficiently each at its own cost the construction and maintenance on its own territory of telephone land lines (for the Anglo-German service) of such types of construction as may be mutually agreed upon by the three Administrations including the cable huts and their fittings.

Article III.

If in the interests of the service additional channels of communication *via* the Netherlands are desirable they shall be provided and maintained by mutual agreement between the three Administrations and as far as possible under the same conditions as the lines for which provision is made by this Agreement, unless other terms are mutually agreed.

In considering the desirability of additional channels regard shall be paid to probable development of traffic.

Article IV.

The submarine cable or cables between Great Britain and the Netherlands for telephonic communication between Great Britain and

Artikel II.

Für diesen Dienst sollen zunächst ein zwischen der englischen und der niederländischen Küste auszulegendes Unterseekabel und entsprechende mit ihm zu verbindende Landleitungen benutzt werden.

Die Verlegung des Kabels zwischen den Kabelhütten, in denen es in Grossbritannien und den Niederlanden endet und ebenso die Instandhaltung des Kabels, ausschliesslich der Küstenenden zwischen den Ebbezeichen und den Kabelhütten, soll auf gemeinsame Kosten der englischen und niederländischen Verwaltung erfolgen.

Die englische und die niederländische Verwaltung übernehmen, jede auf ihre eigenen Kosten, die Herstellung angemessen ausgerüsteter Kabelhütten auf dem eigenen Gebiet und den Schutz sowie die Unterhaltung des Unterseekabels auf dem eigenen Gebiet zwischen den Ebbezeichen und den Kabelhütten.

Die deutsche, niederländische und englische Verwaltung werden, jede auf ihre Kosten, in ausreichender Weise den Bau und die Unterhaltung der Landlinien für den deutsch-englischen Verkehr einschliesslich der Kabelhütten und ihrer Ausrüstung auf eigenem Gebiet in einer Bauart durchführen, über die sich die drei Verwaltungen geeinigt haben.

Artikel III.

Wenn im Interesse des Dienstes weitere Verkehrswege über die Niederlande erwünscht sind, sollen sie durch gegenseitiges Übereinkommen zwischen den drei Verwaltungen geschaffen und unterhalten werden, und zwar möglichst unter denselben Bedingungen wie die Linien, über die durch dieses Übereinkommen das Erforderliche bestimmt worden ist, es sei denn, dass andere Bedingungen gemeinsam angenommen werden.

Bei der Prüfung der Frage ob weitere Verkehrswege erwünscht sind, soll die voraussichtliche Entwicklung des Verkehrs berücksichtigt werden.

Artikel IV.

Das oder die Unterseekabel zwischen Grossbritannien und den Niederlanden, die für den deutsch-englischen Fernsprechverkehr über die

Germany *via* the Netherlands shall be maintained in accordance with the conditions which shall for the time being apply to the maintenance of the submarine cables for telephonic communication between these two countries under the Agreement to that effect between these two Administrations.

Article V.

As laid down in Article 8 of the International Convention¹ of St. Petersburg, each of the Contracting Parties retains the right when necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article VI.

The conditions of the Règlement¹ de Service International (Revision de Paris 1925) under the chapter "Service téléphonique" shall apply to the Anglo-German telephone service, subject to the additions and modifications contained in the Schedule annexed to this Agreement. Subsequent alterations of the said Règlement which are binding upon all Administrations must on the desire of one of the Contracting Parties, be introduced in the Anglo-German telephone service.

Article VII.

The British and German Administrations shall not be subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between England and Germany and/or other countries.

Article VIII.

This Agreement shall take effect at a date to be fixed by the contracting Administrations. It can be determined at the expiry of ten years at any time by any of these Administrations.

From the day of giving notice it will remain in force one year. Alterations to this Agreement

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

Niederlande bestimmt sind, sollen nach den Bedingungen unterhalten werden, die gleichzeitig für die Unterhaltung der Unterseekabel für den Fernsprechverkehr zwischen jenen beiden Ländern nach dem Übereinkommen zwischen ihnen gelten.

Artikel V.

Auf Grund des Artikel 8 des Internationalen Vertrags¹ von St. Petersburg behält sich jede der vertragschliessenden Parteien das Recht vor, nötigenfalls den Fernsprechdienst ganz oder teilweise einzustellen ohne zu einer Entschädigung verpflichtet zu sein.

Artikel VI.

Auf den deutsch-englischen Fernsprechverkehr finden die Bestimmungen des Règlement¹ de service international (Revision de Paris, 1925) unter Kapitel Service téléphonique Anwendung mit den Ergänzungen und Änderungen, die in dem Anhang zu diesem Übereinkommen enthalten sind.

Spätere Änderungen des genannten Règlements, die für alle Verwaltungen bindend sind, müssen auf Verlangen einer der vertragschliessenden Verwaltungen auch im deutsch-englischen Verkehr eingeführt werden.

Artikel VII.

Die deutsche und die englische Verwaltung übernehmen keinerlei Haftpflicht gegenüber den Teilnehmern u. s. w. aus dem Fernsprechdienst zwischen Deutschland und England oder andern Ländern.

Artikel VIII.

Dieses Übereinkommen soll an einem von den vertragschliessenden Verwaltungen festzusetzenden Tage in Kraft treten. Es kann nach Ablauf von zehn Jahren zu jeder Zeit von jeder dieser Verwaltungen gekündigt werden.

Vom Tage der Kündigung an bleibt es noch ein Jahr in Kraft. Änderungen des Abkommens

¹ Vol. LVII, page 201, of this Series.

and/or schedule are, with the concurrence of the Administrations concerned, permissible at any time.

und des Anhangs sind mit Zustimmung der beteiligten Verwaltungen jederzeit zulässig.

In Witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Urkundlich dessen haben die Unterzeichneten das gegenwärtige Übereinkommen unterschrieben und untersiegelt.

Done in triplicate in London, October 18, 1926.

Geschehen in dreifacher Ausfertigung.

(L. S.) W. Mitchell THOMSON,
His Majesty's Postmaster-General.

im HAAG, den 30 October, 1926.

Der Generaldirektor der
Niederländischen Posten und Telegraphen,
(L. S.) DAMME,
Hooftbestuur der Posterijen en Telegrafie.

in BERLIN. W 66, den 18. September, 1926,

Der Reichspostminister,
I. V.

(L. S.) FEYERABEND,
Der Reichspostminister.

SCHEDULE.

ANHANG.

The following additions and modifications of the *Règlement de Service International* (Revision de Paris 1925) (Chapter XXIV, Service Téléphonique) shall apply to the Anglo-German telephone service *via* Holland, which is the subject of the foregoing Agreement.

Die folgenden Ergänzungen und Änderungen des *Règlement de service international* (*Revision de Paris, 1925*) im Kapitel XXIV, Service téléphonique, sollen auf den deutsch-englischen Fernsprechdienst über die Niederlande, der Gegenstand des vorangehenden Übereinkommens ist, angewendet werden.

Section B. (1).

The exchanges at the terminal points of the Anglo-German telephone circuits shall be open always.

Zu Abschnitt B 1.

Die Endämter der deutsch-englischen Leitungen haben ununterbrochenen Dienst.

Section E.

Urgent private calls are not admitted.

Zu Abschnitt E.

Dringende Privatgespräche sind nicht zugelassen.

Section F.

"Lightning" calls are not admitted.

Zu Abschnitt F.

Blitzgespräche sind nicht zugelassen.

Section G.

Urgent State calls are not admitted.

Section H.

Subscription calls are admitted only during the hours of light traffic.

The charge is fixed at half the day rate.

The minimum duration of a subscription call is fixed at 6 minutes. Subscription calls of more than 6 minutes' duration may be admitted by the offices concerned if they present no difficulty in regard to the loading of the lines.

Section K.

(1) The charge will be fixed in the unit defined in Article 24 (Chapter VIII) of the Règlement de Service International (Revision de Paris 1925) and will be as follows for each unit call :

*a) TERMINAL CHARGES.**In Great Britain.*

I. Six francs 25 centimes (6.25 fr.) for calls from or to the telephone stations in the following counties :

“ Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.” (Zone I.)

II. Eight francs 75 centimes (8.75 fr.) for calls from or to the telephone stations in the following counties :

“ Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmoreland, York.” (Zone II.)

III. Ten francs 75 centimes (10.75 fr.) for calls from or to the telephone stations in Scotland and Northern Ireland. (Zone III.)

Zu Abschnitt G.

Dringende Staatsgespräche sind nicht zugelassen.

Zu Abschnitt H.

Abonnementsgespräche sind nur während der verkehrsschwachen Zeit zugelassen.

Die Gebühr beläuft sich auf die Hälfte der gewöhnlichen Gebühr.

Die Mindestdauer eines Abonnementsgespräches beträgt 6 Minuten. Abonnements-Gespräche von mehr als 6 Minuten Dauer können von den beteiligten Ämtern zugelassen werden, wenn dies nach der Belastung der Leitungen unbedenklich erscheint.

Zu Abschnitt K.

(1) Die Gebühren werden in der im Artikel 24 (Kapitel VIII) des Règlement de service international (Revision de Paris, 1925) angegebenen Münzeinheit festgesetzt und berechnen sich für die Gesprächseinheit wie folgt :

*a) ENDGEBÜHREN.**In Grossbritannien :*

I. Sechs Frank 25 Centimes (6.25 Fr.) für Gespräche von oder nach den Fernsprechämtern in den folgenden Grafschaften :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester. (Zone I.)

II. Acht Frank 75 Centimes (8.75 Fr.) für Gespräche von oder nach den Fernsprechämtern in den folgenden Grafschaften :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmoreland, York. (Zone II.)

III. Zehn Frank 75 Centimes (10.75 Fr.) für Gespräche von oder nach den Fernsprechämtern in Schottland und Nord Irland. (Zone III.)

In Germany.

For calls to or from the places in :

Zone	(1)	2 fr.
»	(2)	3 fr.
»	(3)	4 fr.
»	(4)	5 fr.
»	(5)	6 fr.
»	(6)	7 fr.
»	(7)	8 fr.
»	(8)	9 fr.
»	(9)	10 fr.
»	(10)	11 fr.
»	(11)	12 fr.
»	(12)	13 fr.

The German zones run in circular form from Emmerich, the Dutch-German frontier point and are each about 100 km. wide.

The necessary information for the calculation of charges will be exchanged as required between the English and German Administrations.

b) ELEMENTARY TRANSIT FEE.

In the Netherlands.

At seven francs 50 centimes (7.50 fr.) for every unit call, whatever may be the places of origin and of destination.

The English elementary terminal fees and the Netherlands transit fee laid down herein shall include the share of the two Administrations for the use of the submarine cables.

The three Administrations shall be at liberty by agreement, to modify their charges.

The English and German Administrations shall be at liberty to make any alterations in the zones rendered necessary by the development of the system of one or other of the countries.

(2) *Reduced charges.*

During the hours of light traffic the sum of the unit-charge will be reduced by 2-5ths. The hours of light traffic during the whole year shall be 7 p.m. to 8 a.m. according to the legal time of the country of origin.

Section L.8 (2).

A special charge in the case of non-reply from subscribers will not be levied.

In Deutschland :

Für alle Gespräche von oder nach Orten in

Zone	1 = Zwei	Frank	(2 Fr.)
»	2 = Drei	»	(3 Fr.)
»	3 = Vier	»	(4 Fr.)
»	4 = Fünf	»	(5 Fr.)
»	5 = Sechs	»	(6 Fr.)
»	6 = Sieben	»	(7 Fr.)
»	7 = Acht	»	(8 Fr.)
»	8 = Neun	»	(9 Fr.)
»	9 = Zehn	»	(10 Fr.)
»	10 = Elf	»	(11 Fr.)
»	11 = Zwölf	»	(12 Fr.)
»	12 = Dreizehn	»	(13 Fr.)

Die deutschen Zonen legen sich kreisförmig um Emmerich den niederländisch-deutschen Grenzübergangspunkt, und sind je 100 km tief.

Die für die Gebührenberechnung erforderlichen Unterlagen werden zwischen der englischen und deutschen Verwaltung dem Bedürfnis entsprechend ausgetauscht.

b) DURCHGANGSGEBÜHREN.

In den Niederlanden :

Sieben Frank 50 Centimes (7.50 Fr.) für jede Gesprächseinheit ohne Rücksicht auf den Ursprungs- oder Bestimmungsort.

Die in diesem Artikel angegebenen englischen End- und niederländischen Durchgangsgebühren enthalten auch die Gebühr, die jeder der beiden Verwaltungen für die Benützung des Unterseekabels zusteht.

Die drei Verwaltungen können nach Übereinkommen ihre Gebühren ändern.

Die deutsche wie die englische Verwaltung kann jede Änderung der Zonen vornehmen, die sich aus Anlass der Entwicklung des Verkehrs in dem einen oder andern Lande als nötig erweist.

(2) *Gebührenermässigung*

Während der verkehrsschwachen Zeit wird der Betrag der Gebühreinheit um $\frac{2}{5}$ ermässigt. Als verkehrsschwache Zeit gelten während des ganzen Jahres die Stunden von 7 Uhr nachmittags bis 8 Uhr vormittags nach der gesetzlichen Zeit des Abgangslandes.

Zu Abschnitt L 8 (2).

Eine besondere Gebühr im Falle des Nichtantwortens der Teilnehmer wird nicht erhoben.

Section M1.

The responsibility for the use of the correct number shall rest, as the case may be, with the subscriber calling or with the person who has asked for a call from a public call office, unless the number is given wrongly in the current authorised list of subscribers.

Section M3.

This number is limited to one in the Anglo-German service.

Section N.

Calls with *avis d'appel* and *préavis* are not admitted.

Section Q.

A copy of the English-German monthly account duly approved by a second country shall be sent to the Dutch Administration.

The liquidation of the terminal charges shall be made directly between the German and British Administrations, the liquidation of the transit charges on the other hand will be made between the Dutch Administration and the two debtor administrations. The transit charges due by Great Britain to the Dutch Administration should be liquidated through the medium of the Anglo-Dutch quarterly telephone account.

Germany will take the transit charges due to the Dutch into its account for the German-Dutch exchange traffic separately from the other amounts.

The balance of the final totals of the quarterly accounts as between the terminal administrations shall be paid by the debtor administration to the creditor administration by means of drafts payable in sterling at sight in London.

Zu Abschnitt M 1 :

Die Verantwortlichkeit für die Angabe der richtigen Nummer verbleibt in jedem Falle dem anmeldenden Teilnehmer oder der Person, die eine Verbindung von einer öffentlichen Sprechstelle aus verlangt, wenn nicht etwa die Nummer im geltenden amtlichen Fernsprechbuch unrichtig angegeben ist.

Zu Abschnitt M 3 :

Die Zahl der Anmeldungen wird im deutsch-englischen Verkehr auf eine beschränkt.

Zu Abschnitt N :

Gespräche mit *Avis d'appel* und *préavis* sind nicht zugelassen.

Zu Abschnitt Q :

Eine vom zweiten Lande anerkannte Abschrift der deutsch-englischen Monatsrechnung ist der niederländischen Verwaltung zu übersenden.

Die Abrechnungen über die Endgebühren werden unmittelbar zwischen der deutschen und der grossbritannischen Verwaltung abgewickelt, die Abrechnungen über die Durchgangsgebühren dagegen zwischen der niederländischen Verwaltung und den beiden Schuldnerverwaltungen. Die von Grossbritannien zu zahlenden Durchgangsgebühren werden durch die englisch-niederländische vierteljährliche Fernsprechabrechnung mit verrechnet. Deutschland nimmt die an die Niederlande zu zahlende Durchgangsgebühren in seine Rechnungen über die Gebühren des deutschniederländischen Wechselverkehrs getrennt von den sonstigen Beträgen mit auf.

Der Unterschied bei den Schlussummen der Vierteljahrsabrechnungen zwischen den Endverwaltungen wird von der Schuldnerverwaltung der Gläubigerverwaltung durch einen bei Sicht in London zahlbaren Sterling-Wechsel bezahlt.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1426. — ACCORD CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ALLEMAGNE, PAR LES PAYS-BAS. SIGNÉ A BERLIN, LE 18 SEPTEMBRE, A LONDRES, LE 18 OCTOBRE, ET A LA HAYE, LE 30 OCTOBRE 1926.

LE MINISTRE DES POSTES DU REICH ALLEMAND, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DES PAYS-BAS ET LE POSTMASTER GÉNÉRAL DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, animés du désir d'établir un service de communications téléphoniques entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ont décidé de conclure à ce sujet l'accord général ci-dessous. Ils se fondent, à cet effet, sur l'article 6 de l'Accord téléphonique anglo-néerlandais du 23 janvier 1923 qui prévoit que « par accord mutuel, chacune des deux administrations aura la faculté d'établir des relations téléphoniques avec un autre pays, en empruntant le réseau téléphonique de l'autre administration », ainsi que sur le règlement de service de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg.

Les soussignés sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Un service de communications téléphoniques, empruntant le réseau néerlandais, sera établi et entretenu entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Article II.

Ce service sera, tout d'abord, assuré par un câble sous-marin qui sera posé entre les côtes anglaises et néerlandaises, ainsi que par les lignes terrestres nécessaires, reliées à ce câble.

La fourniture du câble, entre les cabines auxquelles ce câble aboutira en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, ainsi que l'entretien du câble, à l'exception des extrémités situées sur le rivage, entre les limites de la basse-mer et les cabines, seront effectués à frais communs par l'Administration britannique et l'Administration néerlandaise.

L'Administration britannique et l'Administration néerlandaise assureront, à leurs frais, la construction, sur leur propre territoire, de cabines convenablement aménagées, et veilleront sur leur propre territoire à la protection ainsi qu'à l'entretien du câble sous-marin, entre les limites de la basse-mer et les cabines.

Les Administrations allemande, néerlandaise et britannique assureront efficacement, chacune à ses frais, la construction et l'entretien, sur leur propre territoire, des lignes terrestres destinées au service germano-anglais, y compris les cabines et leur aménagement, en se conformant au modèle de construction dont les trois administrations auront convenu.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article III.

Si l'intérêt du service exige d'autres voies de communication empruntant le territoire des Pays-Bas, celles-ci seront établies et entretenues par accord mutuel entre les trois administrations, autant que possible aux mêmes conditions que les lignes faisant l'objet du présent accord, à moins que d'autres conditions ne soient mutuellement convenues.

Lorsqu'on examinera l'utilité de voies de communications supplémentaires, il sera tenu compte du développement probable du trafic.

Article IV.

Le ou les câbles sous-marins entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, affectés au service des communications téléphoniques entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui emprunte le territoire des Pays-Bas, sera ou seront entretenu (s) conformément aux conditions qui seront à ce moment applicables à l'entretien des câbles sous-marins affectés aux communications téléphoniques entre ces deux pays, d'après l'accord intervenu, à cet effet, entre les deux administrations.

Article V.

Ainsi qu'il est prévu à l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, le cas échéant, de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article VI.

Les dispositions du Règlement de service international (Revision de Paris, 1925, chapitre « Service téléphonique »), sous réserve des additions et modifications contenues dans l'annexe au présent accord, seront applicables au service téléphonique germano-anglais.

Les modifications apportées ultérieurement audit règlement, qui seront obligatoires pour toutes les administrations, devront être également introduites dans le service des communications entre l'Allemagne et l'Angleterre, sur la demande de l'une des administrations contractantes.

Article VII.

L'Administration allemande et l'Administration britannique n'encourront aucune responsabilité vis-à-vis des abonnés et autres membres du public, en ce qui concerne le service international des communications téléphoniques entre l'Allemagne et l'Angleterre, et/ou d'autres pays.

Article VIII.

Le présent accord prendra effet à une date qui sera fixée par les administrations contractantes. Il pourra être dénoncé en tout temps, à l'expiration d'un délai de dix ans, par chacune de ces administrations.

Il restera encore un an en vigueur, à compter de la date de la dénonciation. L'accord et l'annexe pourront, en tout temps, être modifiés, avec le consentement des administrations intéressées.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en triple expédition.

LONDRES, le 18 octobre 1926.

Le Postmaster général de Sa Majesté :
(L. S.) W. Mitchell THOMSON.

LA HAYE, le 30 octobre 1926.

*Le Directeur général des Postes et Télégraphes
des Pays-Bas :*
(L. S.) DAMME.

BERLIN, W. 66, le 18 septembre 1926.

Pour le Ministre des Postes du Reich :
(L. S.) FEYERABEND.

ANNEXE

Les additions et modifications ci-dessous au Règlement de service international (Revision de Paris 1925, chapitre XXIV, « Service téléphonique ») seront applicables au service des communications téléphoniques entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, par les Pays-Bas, qui fait l'objet de l'accord ci-dessus.

Section B. (1).

Les bureaux terminaux des circuits téléphoniques anglo-allemands seront ouverts sans interruption.

Section E.

Les communications privées urgentes ne sont pas admises.

Section F.

Les communications « Eclairs » ne sont pas admises.

Section G.

Les communications d'Etat urgentes ne sont pas admises.

Section H.

Les communications par abonnement ne sont admises que pendant les heures de faible trafic.

La taxe est fixée à la moitié de la taxe ordinaire.

La durée minimum d'une communication pour abonnement est fixée à 6 minutes. Les communications d'abonnement de plus de 6 minutes peuvent être autorisées par les bureaux intéressés si elles ne présentent aucun inconvénient au point de vue du service des lignes.

Section K.

(1) Les taxes seront établies dans l'unité monétaire indiquée à l'article 24 (Chapitre VIII) du Règlement de service international (Revision de Paris 1925) et seront les suivantes par unité de communication :

a) TAXES TERMINALES.

En Grande-Bretagne.

I. Six francs 25 centimes (6,25 frs) pour les communications en provenance ou à destination des bureaux téléphoniques des comtés suivants :

« Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, Londres, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester. » (Zone I.)

II. Huit francs 75 centimes (8,75 frs) pour les communications en provenance ou à destination des bureaux téléphoniques des comtés suivants :

« Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmoreland, York. » (Zone II.)

III. Dix francs 75 centimes (10,75 frs.) pour les communications en provenance ou à destination des bureaux téléphoniques de l'Écosse et de l'Irlande du Nord. (Zone III.)

En Allemagne.

Pour toutes les communications en provenance ou à destination de localités situées :

dans la Zone	I	deux	francs	(2 fr.)
» » »	2	trois	»	(3 »)
» » »	3	quatre	»	(4 »)
» » »	4	cinq	»	(5 »)
» » »	5	six	»	(6 »)
» » »	6	sept	»	(7 »)
» » »	7	huit	»	(8 »)
» » »	8	neuf	»	(9 »)
» » »	9	dix	»	(10 »)
» » »	10	onze	»	(11 »)
» » »	11	douze	»	(12 »)
» » »	12	treize	»	(13 »)

Les zones allemandes s'étendent autour d'Emmerich, le point frontière entre les Pays-Bas et l'Allemagne, en zones concentriques, ayant chacune environ cent kilomètres de largeur.

L'Administration britannique et l'Administration allemande se communiqueront, selon les besoins, les informations nécessaires pour le calcul des taxes.

b) TAXES DE TRANSIT.

Aux Pays-Bas.

Sept francs 50 centimes (7,50 frs) pour toute unité de communication, quel que soit le lieu d'origine ou de destination.

Les taxes terminales anglaises et la taxe néerlandaise de transit, indiquées dans le présent article, comprennent également la taxe qui incombe à chacune des deux administrations pour l'utilisation du câble sous-marin.

Les trois administrations pourront, d'un commun accord, modifier leurs taxes.

L'Administration allemande et l'Administration anglaise pourront procéder à toute modification des zones que rendra nécessaire le développement du trafic dans l'un ou l'autre pays.

2. Réduction des taxes.

Pendant les heures de faible trafic, le montant de l'unité de taxe sera réduit de 2/5. Le terme « heures de faible trafic » s'appliquera pendant toute l'année, à la période comprise entre 7 heures du soir et 8 heures du matin, d'après l'heure légale du pays d'origine.

Section L. 8 (2).

Il ne sera pas perçu de taxe spéciale au cas où les abonnés ne répondraient pas.

Section M1.

La responsabilité de l'indication du numéro exact incombe, suivant le cas, à l'abonné qui appelle ou à la personne qui a demandé une communication dans un bureau de téléphone public, à moins que le numéro ne soit erroné, dans l'annuaire officiel des téléphones.

Section M3.

Le nombre des demandes de communications est limité à un dans le service des communications téléphoniques entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Section N.

Les communications avec avis d'appel et préavis ne sont pas admises.

Section Q.

Une copie du décompte mensuel germano-anglais, dûment certifiée par le second pays, devra être transmise à l'Administration néerlandaise.

La liquidation des taxes terminales s'effectuera directement entre les Administrations allemande et britannique ; par contre, la liquidation des taxes de transit s'effectuera entre l'Administration néerlandaise et les deux administrations débitrices. Les taxes de transit dues par la Grande-Bretagne seront liquidées au moyen du décompte trimestriel des services téléphoniques anglo-néerlandais. L'Allemagne englobera les taxes de transit dont elle est redevable aux Pays-Bas dans ses comptes afférents aux taxes du trafic d'échange entre l'Allemagne et les Pays-Bas, en les séparant des autres montants.

Le solde des totaux définitifs des décomptes trimestriels entre les administrations terminales sera payé à l'administration créancière par l'administration débitrice, au moyen d'une traite à vue, libellée en sterling et payable à Londres.

N° 1427.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESPAGNE**

Accord entre l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le Département des Communications d'Espagne pour l'échange des mandats télégraphiques. Signé à Londres, le 7 octobre, et à Madrid, le 19 octobre 1926.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SPAIN**

Agreement between the Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Department of Communications of Spain for an Exchange of Telegraph Money Orders. Signed at London, October 7, and at Madrid, October 19, 1926.

No. 1427. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS OF THE KINGDOM OF SPAIN FOR AN EXCHANGE OF TELEGRAPH MONEY ORDERS. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 7, AND AT MADRID, OCTOBER 19, 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE DIRECTOR GENERAL OF COMMUNICATIONS OF SPAIN have agreed as follows :—

Article 1.

In this Agreement the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man, and the expression " Spain " includes the Balearic and Canary Islands.

Article 2.

Between Great Britain and Spain there shall be a regular exchange of Telegraph Money Orders.

Article 3.

Each of the contracting Administrations shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Telegraph Money Orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration. The amount of each Order shall be converted into the money of the country of destination by the Administration of the country of issue.

Article 4.

The maximum of a Telegraph Money Order shall not exceed £40 sterling or its equivalent in pesetas in the currency of the issuing Administration.

When several Telegraph Money Orders have been issued to the same remitter on the same day for payment to the same payee and their total amount exceeds £40 sterling or its equivalent in pesetas, the office of destination is authorized to make the payment in instalments in such a way that the amount paid in the same day shall not exceed £40 sterling when the payment takes place in offices in Great Britain or the equivalent of £40 sterling in pesetas when the payment takes place in Spanish offices.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1427. — CONVENIO ENTRE LA DIRECCIÓN GENERAL DE COMUNICACIONES DE ESPAÑA Y «THE POST OFFICE OF» GRAN BRETAÑA Y NORTE DE IRLANDA PARA EL SERVICIO DE GIRO TELEGRÁFICO. FIRMADO EN LONDRES EL 7 DE OCTUBRE Y EN MADRID EL 19 DE OCTUBRE 1926.

English and Spanish official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

EL DIRECTOR GENERAL DE COMUNICACIONES DE ESPAÑA Y EL POSTMASTER GENERAL DE GRAN BRETAÑA Y NORTE DE IRLANDA han convenido lo siguiente :—

Artículo 1º.

En este convenio la expresión “ España ” incluye las Islas Baleares y las Islas Canarias, y la expresión “ Gran Bretaña ” incluye Norte de Irlanda, Islas del Canal (The Channel Islands) y la Isla de Man.

Artículo 2º.

Entre España y Gran Bretaña se establece un servicio regular de “ Giro Telegráfico ” (Telegraph Money Orders).

Artículo 3º.

Cada una de las administraciones contratantes podrá fijar periódicamente el tipo de conversión de moneda aplicable a los giros impuestos en ella, debiendo notificar este tipo a la otra administración.

El importe del giro será convertido en moneda del país de destino por la administración del país expedidor.

Artículo 4º.

El máximo de un giro telegráfico no podrá exceder de 40 libras esterlinas o su equivalente en pesetas en moneda corriente del país expedidor.

Cuando hubieran sido impuestos varios giros telegráficos por el mismo remitente, en un mismo día para ser pagados al mismo beneficiario y el importe total de ellos exceda de cuarenta libras esterlinas o su equivalente en pesetas, la oficina destinataria queda autorizada para escalonar su pago en forma que la suma pagada en un mismo día no exceda de cuarenta libras esterlinas cuando el pago tenga lugar en oficinas de Gran Bretaña o el equivalente de cuarenta libras esterlinas en pesetas cuando el pago tenga lugar en oficinas españolas.

If recourse is had to the authority given in the foregoing paragraph, the total amount of one or more Orders shall be paid each day, but the amount paid on any one day shall not exceed £40 sterling or its equivalent in pesetas.

Article 5.

In the payment of Telegraph Money Orders to the public, no account shall be taken of a fraction of five *centimos* or of one penny.

Article 6.

Each of the contracting Administrations shall have power to fix, from time to time, the rate of commission to be charged on the Telegraph Money Orders which it may issue under this Agreement, and shall communicate to the other Administration the rate so fixed and also any modification of it.

Article 7.

The remitter of every Telegraph Money Order shall be required to pay, in addition to the commission mentioned in Article 6, the cost of the relative telegram of advice from one country to the other.

Independently of the charges above mentioned, each of the contracting Administrations reserves to itself the right to levy from the sender of every Telegraph Money Order issued in its territory a supplementary charge to be fixed and retained by the Administration which levies it.

Each Administration shall communicate to the other the amount of the supplementary charge so fixed and also any modification of it.

Article 8.

Both the commission and the supplementary charge shall belong to the issuing Administration, but each Administration shall allow to the other one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the amount of the Telegraph Money Orders advised by it to the other.

Article 9.

The applicant for an Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian name (or at least the initial of one Christian name) both of the remitter and the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or payees, and the address of both the remitter and the payee. If, however, a Christian name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk. If the payee is a woman, the prefix "Madame" or "Mademoiselle" should be inserted before the name, except in cases where the inclusion of the name of a quality, title, official position or profession, clearly showing the sex of the payee, makes the insertion of the prefix superfluous.

Article 10.

The telegrams of advice of Telegraph Money Orders payable in Great Britain shall be addressed to the offices of destination and transmitted through the Central Telegraph Office in London. Those relating to Telegraph Money Orders payable in Spain shall be similarly addressed to the offices of destination and transmitted through the Central Telegraph Office in Madrid.

In the case of a telegram of advice for a place in Great Britain other than London, the words "voie Londres" shall appear in the preamble as a service instruction; and, similarly, in the case

Si se hiciera uso de la autorización concedida en el párrafo anterior se pagarán cada día uno o varios de los giros por su total importe sin que la suma pagada en un mismo día exceda de cuarenta libras esterlinas o su equivalente en pesetas.

Artículo 5º.

En el pago de giros telegráficos al público no se tendrán en cuenta las fracciones de cinco céntimos o de un penique.

Artículo 6º.

Cada una de las administraciones contratantes podrá fijar, periódicamente, la tasa que por comisión se ha de cargar a los giros impuestos en ella con arreglo a este convenio y la comisión así fijada como asimismo cualquier modificación de ella se comunicará a la otra administración.

Artículo 7º.

El expedidor de todo giro telegráfico tendrá que pagar además de la comisión citada en el artículo 6º, el coste del telegrama-aviso de un país para el otro.

Independientemente de los cargos antes mencionados, cada administración contratante se reserva el derecho de exigir del expedidor de todo giro impuesto en su nación, una cantidad suplementaria que será fijada y retenida por la administración que la establezca.

Cada administración comunicará a la otra el importe de la tasa suplementaria así fijada como también cualquier modificación de ella.

Artículo 8º.

Tanto la comisión como la tasa suplementaria pertenecerá a la administración expedidora, pero cada administración abonará a la otra un medio por ciento ($1/2$ por 100) del importe de los giros que hubiera expedido para la otra.

Artículo 9º.

El expedidor de un giro telegráfico será requerido a consignar, si es posible, el nombre y apellidos completos (o por lo menos la inicial del nombre) tanto del expedidor como del destinatario o el nombre de la razón social expedidora o destinataria y la dirección del expedidor y del destinatario. Si el nombre o su inicial no pudiera ser dado, se admitirá el giro a riesgo del expedidor. Si el destinatario es una mujer, se antepondrá al nombre la palabra señora o señorita excepto los casos en que se consigne además del nombre una cualidad, título, posición oficial o profesión que claramente manifieste el sexo de la destinataria y por tanto la indicación del prefijo sea innecesaria.

Artículo 10.

Los giros telegráficos pagaderos en Gran Bretaña serán dirigidos a las oficinas de destino y transmitidos por mediación de la central telegráfica de Londres.

Los giros pagaderos en España serán dirigidos a las oficinas de destino y transmitidos por mediación de la central telegráfica de Madrid.

En el caso de que un telegrama-giro sea para una oficina de Gran Bretaña distinta que Londres se consignará en el preámbulo como indicación de servicio la palabra "voie Londres."

of a telegram of advice for a place in Spain other than Madrid, the words " voie Madrid " shall appear.

Every telegram of advice shall be drawn up in the French language in the following form :—

Mandat

(Number of the Order at the Post Office of Issue.)

Postes (Name of the Office of Payment).

(Name of the Remitter or Remitters.)

(Amount in figures and —as regards the unit of currency, *i. e.*, pesetas or pounds—in words in the money of the country of payment.)

(Name and address in full of the Payee or Payees.)

The foregoing particulars must always appear in the telegram in the order given above.

The remitter of a Telegraph Money Order shall be allowed, on paying at the ordinary rate for the extra words required, to add to the official telegram of advice any short communication which he may wish to send to the payee.

Neither the name of the remitter nor that of the payee shall be indicated by an abbreviated address. An abbreviated address may, however, figure in the *address* of the payee as an addition to his name, thus :—

" John Stevens chez Vulcan London. "

No telegram of advice shall be transmitted by the Wireless (Marconi) route.

Article 11.

The Telegraph Money Orders, or notices of their arrival, shall be delivered to the payees in accordance with the rules in force in the country of destination.

Article 12.

The telegrams of advice shall be subject to the Regulations of the International Telegraph Convention (Lisbon Revision) or any Regulations which may in the future be substituted therefor, as far as applicable.

Article 13.

An application made on behalf of the remitter by the Administration of the country of issue as to the payment of a Telegraph Money Order shall be communicated to the Administration of the country of payment, and the latter shall settle it as soon as possible within the period of twelve months, counting from the date on which the application was communicated to it. If at the expiration of that period the matter has not been settled, the issuing Administration shall warn the other and fix a further definite time limit, and, if the matter has not been settled at the end of that period, the issuing Administration shall have the right to satisfy the claim of the remitter at the expense of the other Administration.

Article 14.

Repayment of a Telegraph Money Order shall not be made—except under the circumstances provided for in Article 13—until it has been ascertained from the Administration of the country where such Order is payable that the Order has not been paid, and that the said Administration authorizes the repayment.

Article 15.

Telegraph Money Orders shall remain payable in each country for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Los telegramas-giros expedidos en Gran Bretaña para una población de España distinta de Madrid llevarán la indicación de servicio " voie Madrid. "

Todo telegrama-giro se redactará en francés en la siguiente forma :—

Mandat

(Nº de orden en la oficina expedidora.)

Postes (Nombre de la oficina de destino.)

(Nombre del remitente o remitentes.)

(Importe en cifra y—en cuanto a unidad de moneda corriente pesetas o libras—en letra en la moneda del país de destino.)

(Nombre y dirección completa del destinatario o destinatarios.)

Los precedentes datos se consignarán en el telegrama en el orden citado.

El expedidor de un giro telegráfico podrá añadir al texto oficial una corta comunicación que desee enviar al destinatario pagando la tasa ordinaria por las palabras que aumente.

Ni el nombre del expedidor ni el del destinatario estarán escritos con dirección abreviada. Una dirección abreviada podrá, sin embargo, figurar en la dirección del destinatario como adición al nombre. Ejemplo : " John Stevens chez Vulcan London ". Ningún telegrama-giro podrá transmitirse por la telegrafía sin hilos (Marconi) route.

Artículo 11.

El giro telegráfico o un aviso de su llegada se entregará al destinatario de acuerdo con las disposiciones reglamentarias vigentes en el país de destino.

Artículo 12.

El telegrama-giro estará sujeto al Reglamento del convenio telegráfico Internacional (Revisión de Lisboa) o a cualquiera otras reglas que puedan en lo futuro substituirle, en cuanto sea posible su aplicación.

Artículo 13.

Toda reclamación que formule un expedidor en la administración de origen con respecto al pago de un giro telegráfico será comunicada a la administración del país de destino y ésta deberá resolverla lo antes posible no excediendo el plazo de 12 meses a contar de la fecha en que se le comunicó la reclamación.

Si a la terminación de ese plazo la reclamación no hubiera sido resuelta la administración expedidora avisará a la destinataria señalándole un nuevo plazo improrrogable y si al terminar ésta prórroga no se hubiera resuelto, tendrá derecho la administración expedidora a satisfacer la reclamación por cuenta de la otra administración.

Artículo 14.

El reembolso de un giro telegráfico no será hecho, salvo las circunstancias prevenidas en el artículo 13º, mientras no se tenga la seguridad por parte de la administración destinataria de que el giro no ha sido pagado y que dicha administración autorice el reembolso.

Artículo 15.

Los giros serán pagaderos en cada país durante 12 meses a contar del fin del mes en que fueron impuestos y el importe del giro no pagado dentro de dicho plazo será devuelto a la administración de origen para que conforme a su reglamento sea reintegrado.

The Administration of issue shall have power to request the return of an Order at any moment, and the request shall be complied with by the Administration of destination, provided that the Order has not been paid.

Article 16.

Telegraph Money Orders shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article 17.

In case of error or payment of a fictitious Order, in which it may not be possible to determine in which service the error or fraud has been committed, or in case of error or fraud occasioned on the lines of intermediary countries or Cable Companies, the responsibility for the loss shall be shared equally by the contracting Administrations. In no case shall the responsibility exceed the amount of the Order.

Article 18.

Daily, if Telegraph Money Order transactions have taken place, the Money Order Department of the General Post Office, London, and the Telegraph Money Order Department of the Direction General of Communications of Spain shall each prepare and forward to the other a list of the Orders issued in their respective countries for payment in the other which shall include the Orders issued since the despatch of the previous list. Advice Lists similar to the annexed forms " A " and " B " shall be used for this purpose.

Article 19.

Every Telegraph Money Order entered on the list shall bear a number (to be known as the International Number) commencing each month with number 1.

Similarly, each list shall bear a serial number beginning each year with number 1.

Article 20.

At the end of every month the Money Order Department, London, and the Telegraph Department of the Direction General of Communications of Spain shall each prepare and forward to the other :—

(a) A detailed statement showing the total of each Advice List forwarded by the other Administration during the month concerned (See Article 18).

(b) A list giving particulars of every Money Order which during that month it has authorized the other Administration to repay to the remitter (See Article 14).

(c) A list of all Telegraph Money Orders payable in its territory which have become void during that month (See Article 15).

These detailed statements shall be in accordance with the forms " C ", " D " and " E " annexed.

Article 21.

At the end of every quarter, the Telegraph Department of the Direction General of Communications of Spain shall prepare a General Account intended to show the result of the working of the exchange during the quarter concerned.

La administración expedidora podrá pedir la devolución de un giro en cualquier momento y la petición será atendida por la administración destinataria si el giro no hubiera sido pagado.

Artículo 16.

Los giros telegráficos estarán sometidos, con respecto a la imposición a las reglas en vigor del país de origen y en cuanto al pago a las reglas en vigor del país de destino.

Artículo 17.

En caso de error, o pago de un giro ficticio, si fuese imposible determinar en que servicio se ha cometido el error o fraude o en caso de error o fraude ocasionado en líneas de países intermediarios o compañías de cables, la responsabilidad por la pérdida será repartida por igual entre las administraciones contratantes.

En ningún caso la responsabilidad podrá ser mayor que el importe del giro.

Artículo 18.

Diariamente, si se hubieran realizado transacciones de giro telegráfico, The Money Order Department of the General Post Office de Londres y el Departamento de Giro Telegráfico de la Dirección general de Comunicaciones de España formulará cada uno y remitirá al otro una lista de los giros impuestos en sus respectivos países con destino al otro que comprenderá los giros impuestos desde la última lista remitida.

Las listas utilizadas para este fin se redactaran con arreglo al modelo A y B anexo a estas bases.

Artículo 19.

Todo giro incluido en la lista llevará un número (conocido como número internacional).

Comenzará todos los meses con el número 1.

Cada lista llevará también un número serial comenzando todos los años con el número 1.

Artículo 20.

Al terminar el mes, The Money Order Department de Londres y el Departamento de Giro Telegráfico de la Dirección general de Comunicaciones de España formulará cada uno y enviará al otro :—

(a) Un estado detallado que contendrá el importe total de cada lista enviada por la otra administración durante el referido mes (vease artículo 18°).

(b) Una lista detallando los giros que durante el mes a que se refiere haya autorizado la otra administración para su reembolso al expedidor, conforme al artículo 14.

(c) Una relación de los giros telegráficos pagaderos en su propio país y que hayan sido anulados durante el mes, conforme al artículo 15°.

Estos estados detallados estarán redactados de acuerdo con los modelos C, D y E anexos a estas bases.

Artículo 21.

Al fin de cada trimestre, el Departamento de Telégrafos de la Dirección general de Comunicaciones de España formulará una cuenta general demostrativa (intended to show) del resultado de las operaciones de giros realizadas durante el trimestre a que se refiera.

The Account shall include the totals of the detailed statements provided for in Article 20 and the cashing allowance of $\frac{1}{2}$ per cent. provided for in Article 8.

The General Account shall be in conformity with the form " F " annexed, and shall be transmitted, in duplicate, to the Comptroller and Accountant General, General Post Office, London, who shall return one copy of the Account duly accepted.

Article 22.

The General Accounts shall show the credit of Great Britain in pounds sterling and the Spanish credit in pesetas.

If the credit of the Administration of Great Britain according to the General Account is greater than that of the Spanish Administration, the latter shall be converted into British currency at the average cheque rate, Madrid on London, for the quarter to which the Account relates, and, if the credit of the Spanish Administration is larger, the credit of Great Britain shall be converted into Spanish currency at the average cheque rate, London on Madrid, for that quarter.

Article 23.

If the resulting balance is in favour of the British Administration, the Spanish Administration shall make the payment at the time that it forwards the Account ; and, when the balance is in favour of the Spanish Administration, the British Administration shall make payment when returning the duplicate of the Account accepted.

This payment, as well as any other payment to be made under the provisions of Article 24, shall be made in pounds sterling by means of Bills of Exchange payable on demand in London when payment is due to be made by the Spanish Administration, and by means of Bills of Exchange payable on demand in Madrid in pesetas when payment is due to be made by the British Administration.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article 24.

Whenever the sum of the Orders drawn upon one of the contracting Administrations exceeds by one thousand pounds sterling, or its equivalent in pesetas, the sum of the Orders drawn upon the other, the debtor Administration shall at once send to the other, as a remittance on account, the approximate amount of the ascertained difference.

Article 25.

The lists, accounts and all other documents relating to the Telegraph Money Order service shall be prepared independently from those relating to the ordinary Money Order service and shall be clearly marked " Telegraph Money Orders. "

Article 26.

The Spanish Administration shall forward to the British Post Office a list of the offices in Spain authorized to receive Telegraph Money Orders. If an office in Great Britain accepts a Telegraph

La cuenta comprenderá los totales de los estados detallados prevenidos en el artículo 20 y la concesión (cashing allowance) de $\frac{1}{2}$ por ciento prevenido en el artículo 8.

La cuenta general se formará conforme al modelo " F, " anexo, y se remitirá, por duplicado, al The Comptroller and Accountant General, General Post Office, London, quien devolverá un ejemplar de la cuenta debidamente aceptada.

Artículo 22.

Las cuentas generales expresarán el crédito de la Gran Bretaña en libras esterlinas y el crédito de España en pesetas.

Si el crédito de la administración de Gran Bretaña, según la cuenta general, fuese mayor que el de la administración española, se convertirá éste en moneda corriente inglesa al tipo medio de cambio para cheque de Madrid sobre Londres, que hubiera regido durante el trimestre a que se refiera la cuenta, y si fuese mayor el crédito de la administración española, el crédito de Gran Bretaña se convertirá en moneda corriente española al tipo medio de cambio para cheque Londres sobre Madrid que hubiera regido durante aquel trimestre.

Artículo 23.

Si el resultado del balance fuese en favor de la administración Británica, el pago lo efectuará la administración española al propio tiempo que remita la cuenta y cuando el resultado del balance sea a favor de la administración Española el pago lo efectuará la administración Británica al devolver el duplicado de la cuenta aceptada.

Este pago así como cualquier otro pago que hubiera de hacerse conforme a las prescripciones del Artículo 24, será hecho en libras esterlinas por medio de letras de cambio pagaderas a petición (on demand) en London cuando el pago deba ser hecho por la administración Española y por medio de letras de cambio pagaderas a petición (on demand) en Madrid en pesetas cuando el pago deba ser hecho por la administración Británica.

Cualquiera suma que dejase sin pagar una administración a la otra al finalizar los seis meses siguientes al periodo a que corresponde la cuenta, estará desde entonces sujeta al interés de 7 por ciento anual.

Artículo 24.

Cuando la suma de los giros librados a cargo de una de las administraciones contratantes exceda de mil libras o de su equivalente en pesetas a la suma de los giros librados a cargo de la otra, la administración deudora enviará seguidamente (at once) a la otra como una remesa a cuenta la suma aproximada de la diferencia resultante.

Artículo 25.

Las listas, cuentas y todos los demás documentos relativos a los giros telegráficos se formularán independientemente de los giros postales y se consignará en ellos claramente escrito :

" Telegraph Money Orders "

Giros Telegráficos.

Artículo 26.

La administración española enviará a la inglesa una lista o relación de las oficinas españolas autorizadas para cursa servicio de Giro Telegráfico. Si alguna oficina de Gran Bretaña admitiese

Money Order for a Spanish office not authorized to receive it, the Order shall be signalled to the nearest authorized office, which shall advise the payee officially of its arrival in order that he may call to receive payment.

Article 27.

This Agreement may be modified by the contracting Administrations by mutual consent whenever they consider it appropriate.

Article 28.

This Agreement shall come into operation on the 1st day of January, 1926, and shall be terminable on a notice, by either Party, of six calendar months.

Done in duplicate and signed at London on the 7th day of October, 1926, and at Madrid on the 19th day of October, 1926.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

un giro telegráfico para una oficina española no autorizada a recibirlo, el giro será cursado hasta la oficina autorizada más próxima la cual avisará al destinatario oficialmente para que se presente a hacerlo efectivo.

Artículo 27.

Estas bases podrán ser modificadas por las administraciones contratantes cuando lo consideren conveniente y de común acuerdo.

Artículo 28.

Este convenio comenzará a regir el 1^o día de enero 1926 y para darse por terminado se avisarán recíprocamente las administraciones con seis meses de anticipación.

Dado por duplicado y firmado en Londres en el 7^o día de octubre 1926 y en Madrid en el día 19 de octubre 1926.

El Director General de Comunicaciones.
(L. S.) José TAFUR.

APPENDIX A. Money Order Department, G.P.O., London,
 the of 19.....
 List No.

LIST OF TELEGRAPH MONEY ORDERS ISSUED IN GREAT BRITAIN AND PAYABLE IN SPAIN.
 Rate of Conversion : £1 = Pesetas Centimos.

Date of Issue	Serial Number of Telegraph Order	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Full Name of Payee	Full Address of Payee	Amount in British Money			Amount in Spanish Money	For use in Madrid Office
								£	s.	d.		
							Total ...					

Office Stamp.

APPENDIX B.
 List No.
 LIST OF TELEGRAPH MONEY ORDERS ISSUED IN SPAIN AND PAYABLE IN GREAT BRITAIN.
 Rate of Conversion : Pesetas Centimos = £1.

Date of Issue	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Full Name of Payee	Full Address of Payee	Amount in Spanish Money			Amount in British Money	For use in London Office
							Pesetas	Centimos	£		
						Total ...					

Office Stamp.

APPENDIX C.

Month of 19.....

Detailed Statement of Telegraph Money Orders issued in Great Britain and payable in Spain for the month mentioned above.

Dates of Lists	International Numbers of Orders		Totals of Lists		Dates of Lists	International Numbers of Orders		Totals of Lists	
	From	To	Pesetas	c.		From	To	Pesetas	c.
		Carried Forward					Brought Forward		
							Total ...		

Month of 19.....

Detailed Statement of Telegraph Money Orders issued in Spain and payable in Great Britain for the month mentioned above.

Dates of Lists	International Numbers of Orders		Totals of Lists		Dates of Lists	International Numbers of Orders		Totals of Lists	
	From	To	£	s. d.		From	To	£	s. d.
		Carried Forward					Brought Forward		
							Total ...		

APPENDIX D.

Month of 19.....

List of Telegraph Money Orders issued in Great Britain upon Spain, repayment of which has been authorized by the Administration of the country of payment.

International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount		Remarks
				Pesetas	c.	
			Total ...			

Month of 19.....

List of Telegraph Money Orders issued in Spain upon Great Britain, repayment of which has been authorized by the Administration of the country of payment.

International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	
			Total ...				

APPENDIX E.

List of Telegraph Orders issued in Great Britain upon Spain during the Month of 19..... which have not been paid within twelve months after the month of issue, and have therefore become void.

International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount		Remarks
				Pesetas	c.	
			Total ...			

List of Telegraph Orders issued in Spain upon Great Britain during the Month of 19..... which have not been paid within twelve months after the month of issue, and have therefore become void.

International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	
			Total ...				

APPENDIX F.

Account of Telegraph Money Order transactions between Great Britain and Spain for the Quarter, 19.....

CREDIT OF GREAT BRITAIN			CREDIT OF SPAIN	
£	s.	d.	Pesetas	
Total amount of Telegraph Orders issued in Spain (<i>see</i> Statement C)			Total amount of Telegraph Orders issued in Great Britain (<i>see</i> Statement C)	
Allowance at the rate of 1/2 per cent.			Allowance at the rate of 1/2 per cent.	
To be deducted :			To be deducted :	
Total amount of Repaid Orders issued in Spain (<i>see</i> Statement D)			Total amount of Repaid Orders issued in Great Britain (<i>see</i> Statement D)	
Total amount of Void Orders issued in Spain (<i>see</i> Statement E)			Total amount of Void Orders issued in Great Britain (<i>see</i> Statement E)	
Total credit of Great Britain			Total credit of Spain	
Deduct total credit of Spain converted at the rate of Pesetas = £1			Deduct total credit of Great Britain converted at the rate of £1 = Pesetas	
Balance due to Great Britain			Balance due to Spain	

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1427. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, ET LE DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS D'ESPAGNE, POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES. SIGNÉ A LONDRES, LE 7 OCTOBRE, ET A MADRID, LE 19 OCTOBRE 1926.

LE « POSTMASTER GENERAL » DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES COMMUNICATIONS DE L'ESPAGNE sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le présent accord, l'expression « Grande-Bretagne » comprend l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Ile de Man ; l'expression « Espagne » comprend les Iles Baléares et les Iles Canaries.

Article 2.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats télégraphiques entre la Grande-Bretagne et l'Espagne.

Article 3.

Chacune des administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats télégraphiques émis par elle à la condition de notifier ce taux à l'autre administration. Le montant de chaque mandat sera converti en la monnaie du pays de destination par l'administration du pays d'émission.

Article 4.

Le montant maximum d'un mandat télégraphique ne devra pas dépasser £40 ou l'équivalent en pesetas dans la monnaie de l'Administration du pays d'émission.

Lorsque plusieurs mandats télégraphiques auront été émis au nom du même expéditeur, le même jour, pour être payés au même destinataire, et lorsque leur montant total dépassera £ 40 ou l'équivalent en pesetas, le bureau de destination sera autorisé à payer ce montant en plusieurs versements, de manière que le montant payé le même jour ne dépasse pas £ 40, si le paiement est effectué par des bureaux britanniques, ou l'équivalent de £ 40 en pesetas, si le paiement est effectué par des bureaux espagnols.

S'il est fait usage de l'autorisation accordée aux termes du paragraphe précédent, le montant total d'un ou de plusieurs mandats sera payé chaque jour ; toutefois, la somme versée le même jour ne devra pas dépasser £ 40 ou son équivalent en pesetas.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

Pour le paiement des mandats télégraphiques au public, il ne sera tenu compte d'aucune fraction de cinq *centimos* ou d'un penny.

Article 6.

Chacune des administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux des commissions à percevoir sur les mandats télégraphiques qu'elle pourra émettre, en vertu du présent accord ; elle communiquera à l'autre administration le taux ainsi fixé, ainsi que toutes modifications apportées à ce taux.

Article 7.

L'expéditeur d'un mandat télégraphique devra payer, outre la commission mentionnée à l'article 6, les frais d'envoi d'un pays à l'autre, du télégramme d'avis relatif au mandat.

Indépendamment des taxes susmentionnées, chaque administration contractante se réserve le droit de réclamer à l'expéditeur de tout mandat télégraphique émis sur son territoire, une taxe supplémentaire qui reste à fixer et dont le montant sera acquis à l'administration qui l'aura perçue.

Chacune des administrations communiquera à l'autre le montant de la taxe supplémentaire ainsi fixée ainsi que toutes modifications apportées à cette taxe.

Article 8.

La commission et la taxe supplémentaire seront acquises à l'administration d'émission ; toutefois, chaque administration concédera à l'autre une ristourne d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) sur le montant des mandats télégraphiques pour lesquels elle aura adressé un avis à l'autre administration.

Article 9.

Toute personne demandant l'établissement d'un mandat devra indiquer, si possible, les noms et prénoms en toutes lettres (ou, au moins, l'initiale d'un prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Si un prénom ou son initiale ne peuvent pas être indiqués, le mandat pourra néanmoins être émis aux risques et périls de l'expéditeur. Si le destinataire est une femme, son nom devra être précédé de la mention « Madame » ou « Mademoiselle », à moins que le nom ne soit accompagné de l'indication d'une qualité, d'un titre, d'une fonction officielle d'une profession, permettant de déterminer nettement le sexe du destinataire et rendant inutile l'insertion de cette mention.

Article 10.

Les télégrammes d'avis des mandats télégraphiques payables en Grande-Bretagne seront adressés aux bureaux de destination et transmis par l'intermédiaire du Bureau télégraphique central de Londres. Les télégrammes d'avis relatifs aux mandats télégraphiques payables en Espagne seront de même adressés aux bureaux de destination et transmis par l'intermédiaire du Bureau télégraphique central de Madrid.

Les télégrammes d'avis expédiés à destination d'une localité de Grande-Bretagne autre que Londres devront porter dans le préambule, parmi les indications de service les mots « voie Londres » ; de même, les télégrammes d'avis expédiés en Espagne, à destination d'une localité autre que Madrid, devront porter les mots « voie Madrid ».

Les télégrammes d'avis seront établis en langue française, sous la forme suivante :

Mandat :

(N^o du mandat au bureau de poste d'émission.)

Poste : (Nom du bureau de paiement.)

(Nom de l'expéditeur ou des expéditeurs.)

(Montant en chiffres et — en ce qui concerne les unités monétaires, c'est-à-dire la peseta ou la livre sterling — en toutes lettres, dans la monnaie du pays de paiement.)

(Nom et adresse complète du destinataire ou des destinataires.)

Les indications qui précèdent devront toujours figurer dans le télégramme suivant l'ordre indiqué ci-dessus.

L'expéditeur d'un mandat télégraphique sera autorisé, moyennant le paiement de la taxe ordinaire, pour les mots supplémentaires, à ajouter au télégramme officiel d'avis une brève communication qu'il désirerait faire parvenir au destinataire.

Ni le nom de l'expéditeur ni celui du destinataire ne devront être indiqués par une adresse abrégée. Toutefois, une adresse abrégée pourra figurer dans l'adresse du destinataire en tant qu'indication ajoutée au nom, comme par exemple :

« John Stevens chez Vulcan, London. »

Aucun télégramme d'avis ne pourra être transmis par télégraphie sans fil (Marconi).

Article 11.

Les mandats télégraphiques ou les avis relatifs à l'arrivée de ces mandats seront délivrés aux destinataires, conformément aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article 12.

En ce qui concerne les télégrammes d'avis, le règlement de la Convention télégraphique internationale (texte révisé de Lisbonne) ou tout autre règlement qui pourrait à l'avenir y être substitué, seront applicables.

Article 13.

Toute demande adressée, au nom de l'expéditeur, par l'administration du pays d'émission et concernant le paiement d'un mandat télégraphique, sera communiquée à l'administration du pays de paiement ; celle-ci devra y donner suite aussitôt que possible dans les douze mois qui suivront la date à laquelle cette demande lui aura été communiquée. Si, à l'expiration de ce délai, l'affaire n'est pas réglée, l'administration du pays d'émission adressera un avertissement à l'autre administration et fixera un nouveau délai ; si l'affaire n'a pas encore reçu de suite à l'expiration de ce nouveau délai, l'administration du pays d'émission aura le droit de donner satisfaction à l'expéditeur, aux dépens de l'autre administration.

Article 14.

Un mandat télégraphique ne pourra être remboursé — sauf dans le cas prévu à l'article 13 — que si l'administration du pays où ce mandat est payable, atteste que le mandat n'a pas été payé et si ladite administration autorise le remboursement.

Article 15.

Les mandats télégraphiques seront valables dans chaque pays, pendant une période de douze mois après l'expiration du mois d'émission ; le montant de tout mandat non payé pendant ladite

période, sera renvoyé au pays d'émission, qui en disposera conformément aux règlements en vigueur dans ce pays.

L'administration du pays d'émission aura le droit de demander à n'importe quel moment le renvoi d'un mandat, et l'administration du pays de destination devra satisfaire à cette demande, à la condition que le mandat n'ait pas été payé.

Article 16.

Les mandats télégraphiques seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et, en ce qui concerne le paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article 17.

En cas d'erreur ou de paiement d'un mandat fictif, s'il est impossible de déterminer le service dans lequel l'erreur ou la fraude a été commise, ou si l'erreur ou la fraude s'est produite sur les lignes d'un pays intermédiaire ou d'une compagnie de câbles télégraphiques, la perte sera partagée par moitié entre les deux administrations contractantes. La perte ainsi supportée par lesdites administrations ne devra en aucun cas dépasser le montant du mandat.

Article 18.

Le Service des Mandats de l'Administration générale des Postes de Londres et le Service des Mandats télégraphiques de la Direction générale des Communications de l'Espagne, devront établir et se transmettre réciproquement, chaque jour, si des opérations de mandats télégraphiques ont eu lieu, une liste des mandats émis dans leurs pays respectifs et payables dans l'autre pays. Cette liste devra comprendre tous les mandats émis depuis l'expédition de la liste précédente. On utilisera à cet effet des listes d'avis conformes aux modèles A et B annexés au présent accord.

Article 19.

Chaque mandat télégraphique, inscrit sur une liste, portera un numéro d'ordre (qui sera intitulé « numéro international »). On commencera chaque mois par le numéro 1.

De même, chaque liste portera un numéro d'ordre. On commencera au début de chaque année par le numéro 1.

Article 20.

A la fin de chaque mois le Service des Mandats de Londres et le Service des mandats télégraphiques de la Direction générale des communications de l'Espagne, établiront chacun :

a) Un relevé détaillé indiquant le total de chaque liste d'avis transmise par l'autre administration pendant le mois envisagé. (Voir article 18.)

b) Une liste donnant le détail de tous les mandats dont ils ont autorisé l'autre Administration à rembourser le montant à l'expéditeur, pendant le même mois. (Voir article 14.)

c) Une liste détaillée de tous les mandats télégraphiques payables sur leurs territoires respectifs, et qui se sont trouvés périmés pendant ce même mois. (Voir article 15.)

Ces relevés détaillés seront établis sur des formulaires conformes aux modèles C, D et E, annexés au présent accord.

Article 21.

A la fin de chaque trimestre, le Service télégraphique de la Direction générale des Communications de l'Espagne établira un décompte général, destiné à indiquer le résultat de l'échange de mandats intervenu pendant le trimestre. Le décompte comprendra les totaux des relevés détaillés prévus à l'article 20 et la ristourne de $\frac{1}{2}$ % prévue à l'article 8.

Le décompte général sera établi sur un formulaire conforme au modèle F annexé au présent accord, et sera transmis en double exemplaire au « *Comptroller and Accountant General, General Post Office* », Londres, qui renverra un exemplaire du décompte dûment approuvé.

Article 22.

Les décomptes généraux indiqueront le crédit de la Grande-Bretagne en livres sterling, et le crédit de l'Espagne, en pesetas.

S'il ressort du décompte général que le crédit de l'Administration britannique dépasse celui de l'Administration espagnole, ce dernier sera converti en monnaie britannique au cours moyen du chèque, de Madrid sur Londres, pour le trimestre auquel se rapporte le décompte ; si c'est le crédit de l'Administration espagnole qui est le plus élevé, le crédit de l'Administration britannique sera converti en monnaie espagnole, au cours moyen du chèque, de Londres sur Madrid, pour ce même trimestre.

Article 23.

Si le solde résultant du décompte est en faveur de l'Administration britannique, l'Administration espagnole en effectuera le paiement, lorsqu'elle transmettra le décompte ; si le solde est en faveur de l'Administration espagnole, l'Administration britannique en effectuera le paiement lorsqu'elle renverra l'exemplaire du décompte approuvé.

Ce paiement, ainsi que tout autre paiement prévu par l'article 24, sera effectué en livres sterling, au moyen de lettres de change, payables à vue à Londres, si le paiement doit être fait par l'Administration espagnole, et au moyen de lettres de change payables à vue, à Madrid, en pesetas, si le paiement doit être fait par l'Administration britannique.

Tout montant que l'une des administrations restera devoir à l'autre, six mois après l'expiration de la période à laquelle se rapporte le décompte, portera dès ce moment, intérêt à 7 % par an.

Article 24.

Lorsque le montant des mandats tirés sur l'une des administrations contractantes dépasse de mille livres sterling ou de l'équivalent en pesetas, le montant des mandats tirés sur l'autre, l'administration débitrice devra immédiatement verser à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence constatée.

Article 25.

Les listes, décomptes et tous autres documents relatifs au Service des mandats télégraphiques, seront établis, indépendamment de ceux qui concernent le Service des mandats-poste ordinaires et porteront clairement l'indication « mandats télégraphiques ».

Article 26.

L'Administration espagnole transmettra à l'Administration britannique une liste des bureaux espagnols autorisés à recevoir des mandats télégraphiques. Si un bureau de Grande-Bretagne accepte

un mandat télégraphique adressé à un bureau espagnol non autorisé à le recevoir, le mandat sera notifié au bureau autorisé le plus proche, qui avisera officiellement le destinataire de l'arrivée de ce mandat, afin que ce destinataire puisse se présenter au bureau en question pour toucher le montant dudit mandat.

Article 27.

Le présent accord pourra être modifié, par entente entre les administrations contractantes, lorsque celles-ci le jugeront opportun.

Article 28.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour de janvier 1926 et pourra être dénoncé par l'une ou l'autre Partie, moyennant un préavis de six mois.

Fait en double exemplaire et signé à Londres le septième jour d'octobre 1926, et à Madrid le dix-neuvième jour d'octobre 1926.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) José TAFUR,

Directeur général des Communications.

ANNEXE A. Service des Mandats, G.P.O., Londres.
Le 19.....

LISTE DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES ÉMIS EN GRANDE-BRETAGNE ET PAYABLES EN ESPAGNE.
Taux de conversion : 1 £ = Pesetas Centimos.

Date d'émission	Numéro d'inscription du mandat télégraphique	Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire	Adresse complète du destinataire	Montant en monnaie britannique		Montant en monnaie espagnole	A remplir par le Bureau de Madrid
								£	s. d.		
							Total ...				

Timbre du Bureau

No. 1427

ANNEXE B.
LISTE DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES ÉMIS EN ESPAGNE ET PAYABLES EN GRANDE-BRETAGNE.
Taux de conversion : Pesetas Centimos = 1 £.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire	Adresse complète du destinataire	Montant en monnaie espagnole		Montant en monnaie britannique	A remplir par le Bureau de Londres
							Pesetas	Centimos		
						Total ...				

Timbre du Bureau

ANNEXE C.

Mois de 19.....

Relevé détaillé des mandats télégraphiques émis en Grande-Bretagne et payables en Espagne pour le mois mentionné ci-dessus.

Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats		Dates des Listes	Totaux des Listes		Numéros internationaux des mandats		Totaux des Listes	
	Provenance	Destination		Pesetas	c.	Provenance	Destination		Pesetas
							Report		
	A reporter					Total ...			

Mois de 19.....

Relevé détaillé des mandats télégraphiques émis en Espagne et payables en Grande-Bretagne pour le mois mentionné ci-dessus.

Dates des Listes	Numéros internationaux des mandats		Dates des Listes	Totaux des Listes		Numéros internationaux des mandats		Totaux des Listes		
	Provenance	Destination		£	s.	d.	Provenance		Destination	£
							Report			
	A reporter					Total ...				

ANNEXE D.

Mois de 19.....

Liste des mandats télégraphiques émis en Grande-Bretagne et payables en Espagne, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays de payement.

Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant		Remarques
				Pesetas	c.	
			Total ...			

Mois de 19.....

Liste des mandats télégraphiques émis en Espagne et payables en Grande-Bretagne, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays de payement.

Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant			Remarques
				£	s.	d.	
			Total ...				

ANNEXE E.

Liste des mandats télégraphiques tirés par la Grande-Bretagne sur l'Espagne pendant le mois de 19.....
qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant le mois d'émission et qui, par suite, se sont trouvés périmés.

Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant		Remarques
				Pesetas	c.	
			Total ...			

Liste des mandats télégraphiques tirés par l'Espagne sur la Grande-Bretagne pendant le mois de 19.....
qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant le mois d'émission et qui, par suite, se sont trouvés périmés.

Numéro international du mandat	Numéro d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant			Remarques
				£	s.	d.	
			Total ...				

ANNEXE F.

Décompte des opérations de mandats télégraphiques entre la Grande-Bretagne et l'Espagne pour le trimestre de 19.....

CRÉDIT DE LA GRANDE-BRETAGNE		CRÉDIT DE L'ESPAGNE	
£	s. d.	£	s. d.
Montant total des mandats télégraphiques émis en Espagne (voir relevé C)		Montant total des mandats télégraphiques émis en Grande-Bretagne (voir relevé C)	
Commission de ½ %		Commission de ½ %	
A déduire :		A déduire :	
Montant total des mandats émis en Espagne qui ont été remboursés (voir relevé D)		Montant total des mandats émis en Grande-Bretagne qui ont été remboursés (voir relevé D) }	
Montant total des mandats émis en Espagne qui sont périmés (voir relevé E)		Montant total des mandats émis en Grande-Bretagne qui sont périmés (voir relevé E)	
Crédit total de la Grande-Bretagne		Crédit total de l'Espagne... ..	
A déduire :		A déduire :	
Crédit total de l'Espagne converti au taux de Pesetas = 1 Livre		Crédit total de la Grande-Bretagne converti au taux de 1 Livre = Pesetas	
Solde dû à la Grande-Bretagne		Solde dû à l'Espagne	

N° 1428.

GRÈCE ET ROYAUME-UNI

Accord concernant le jaugeage des navires de commerce. Signé à Londres, le 30 novembre 1926, avec échange de notes établissant que l'accord a été conclu avec le consentement des Dominions britanniques et n'est pas applicable à l'Irak. Londres, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1926.

GREECE AND UNITED KINGDOM

Agreement respecting the Measurement of Tonnage of Merchant Ships. Signed at London, November 30, 1926, with Exchange of Notes recording that the Agreement is made with the consent of the Self-Governing Dominions and is not applicable to Iraq. London, November 30, and December 1, 1926.

No. 1428. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE RESPECTING THE MEASUREMENT OF TONNAGE OF MERCHANT SHIPS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 30, 1926.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique et par le chargé d'affaires de Grèce à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

English and Greek official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Hellenic Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and THE GREEK GOVERNMENT have agreed as follows :

In view of the fact that the existing laws and regulations of Great Britain in regard to measurement of tonnage of merchant ships are in substantial agreement with those of Greece, British ships furnished with certificates of registry and other national papers duly issued by the competent British authorities shall be deemed by the Greek authorities to be of the tonnage denoted in the said documents, and shall be exempted from being remeasured in any port or place within Greek territory or in localities under the control of Greece, on condition that similar terms shall be accorded to Greek ships equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent Greek authorities on or after the 14th July, 1909 (o.s. 1st July, 1909), and that such ships shall be exempted from being remeasured in any place within His Britannic Majesty's Dominions or under His Britannic Majesty's protection or control.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτοῦ Βρετανικῆς Μεγαλειότητος συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

Ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι οἱ ἐν Μεγάλῃ Βρετανίᾳ ἰσχύοντες ὡς πρὸς τὴν καταμέτρησιν τῆς εἰς τὸνους χωρητικότητος τῶν ἐμπορικῶν πλοίων Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ συμφωνοῦσι κατ' οὐσίαν μετὰ τῶν Νόμων καὶ Κανονισμῶν τῶν ἰσχυόντων ἐν Ἑλλάδι, ἀγγλικὰ πλοῖα, ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικῶν νηολογήσεως καὶ ἄλλων ἐγγράφων Ἐθνικότητος, δεόντως ἐκδεδομένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Βρετανικῶν Ἀρχῶν, θὰ θεωρῶνται ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν ὡς ἔχοντα τὴν χωρητικότητα, τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ προμνησθέντα ἐγγραφα καὶ θ' ἀπαλλάσσονται νέας καταμετρήσεως εἰς οἰονδήποτε λιμένα ἢ τμήμα τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους, ἢ εἰς περιοχὴν ὑπὸ τὴν ἑλληνικὴν κυριαρχίαν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι αἱ αὐταὶ εἰκοιλίαι θὰ παραχωρῶνται εἰς Ἑλληνικὰ πλοῖα, ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικοῦ νηολογήσεως ἢ ἄλλων ἐγγράφων Ἐθνικότητος, δεόντως ἐκδεδομένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν ἀπὸ τῆς 14ης Ἰουλίου 1909 (1ης Ἰουλίου 1909 π. ἡμ.) συμπεριλαμβανομένης, καὶ ἐντεῦθεν καὶ ὅτι τοιαῦτα πλοῖα θὰ ἀπαλλάσσονται νέας καταμετρήσεως εἰς οἰονδήποτε μέρος ἐδρισκόμενον ἐντὸς τῶν Κτήσεων τῆς Α. Βρετανικῆς Μεγαλειότητος ἢ ὑπὸ τὴν προστασίαν ἢ τὸν ἔλεγχον τῆς Α. Βρετανικῆς Μεγαλειότητος.

Either of the Contracting Parties may, on giving to the other twelve months' notice to that effect, terminate this Agreement either as a whole or separately in respect of any of the following parts of His Britannic Majesty's Dominions, viz., the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, and His Majesty's Indian Empire.

In the event of the Agreement being terminated in respect of any such part of His Britannic Majesty's Dominions, the Agreement shall cease to apply to British ships registered therein.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 30th day of November, 1926.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

NOTES EXCHANGED.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN TO M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE,

SIR,

With reference to the Agreement which is being signed this day on behalf of the British and Greek Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, I desire to place on record the fact that this agreement is made with the consent of His Majesty's self-governing Dominions and India.

2. I have the honour to add that it would be understood that the stipulations of the Agreement shall not be applicable to Iraq unless notice shall have been given of the desire of the Iraq Government that they shall be so applicable.

I have, &c.

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, προειδοποιῶν πρὸς τοῦτο τὸ ἕτερον Μέρος δώδεκα μῆνας πρότερον, νὰ τερματίσῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, εἴτε ἐξ ὁλοκλήρου, εἴτε χωριστά, ὅσον ἀφορᾷ οἰανδήποτε ἐκ τῶν κατωτέρω ἀναφερομένων Κτήσεων τῆς Α. Βρεττανικῆς Μεγαλειότητος, ἧτοι τὸν Καναδᾶν, τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Πολιτείαν τῆς Αὐστραλίας, τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὴν Ἑνωσὴν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, τὸ Ἰρλανδικὸν Ἐλεύθερον Κράτος, τὴν Νέαν Γῆν, ὡς καὶ τὸ Ἰνδικὸν Κράτος τῆς Α. Μεγαλειότητος.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ Συμφωνία ἤθελε τερματισθῆ ὡς πρὸς οἰονδήποτε τοιοῦτον Τμήμα τῶν Κτήσεων τῆς Α. Βρεττανικῆς Μεγαλειότητος, ἡ Συμφωνία δὲν θὰ ἰσχύῃ ἐπὶ Βρεττανικῶν πλοίων υπολογημένων εἰς τὸ ἐν λόγῳ τμήμα.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἐπέθηκαν τὰς ἐαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Λονδίῳ τὴν 30 Νομβρίου 1926.

M. CACLAMANOS TO SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

GREEK LEGATION,
51, Upper Brook Street,

LONDON, *December 1, 1926.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of yesterday referring to the Agreement signed on behalf of the British and Greek Governments in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, in which you kindly notice that this Agreement is made with the consent of His Britannic Majesty's self-governing Dominions and India and that its stipulations shall not be applicable to Iraq unless notice shall have been given of the desire of the Iraq Government that they shall be so applicable.

I have, &c.

(Signed) D. CACLAMANOS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1428. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, CONCERNANT LE JAUGEAGE DES NAVIRES DE COMMERCE. SIGNÉ A LONDRES, LE 30 NOVEMBRE 1926.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE sont convenus de ce qui suit :

Étant donné que les lois et règlements britanniques en vigueur concernant le jaugeage des navires de commerce correspondent, en substance, aux lois et règlements helléniques, les navires britanniques munis de certificats d'enregistrement et d'autres papiers de bord nationaux dûment délivrés par les autorités britanniques compétentes seront considérés par les autorités helléniques comme ayant le tonnage indiqué par lesdits documents, et seront exemptés de tout nouveau jaugeage en un port ou lieu quelconque du territoire hellénique, ou dans les localités placées sous le contrôle de la Grèce, sous réserve que les mêmes conditions seront accordées aux navires helléniques munis de certificats d'enregistrement ou autres papiers de bord nationaux dûment délivrés par les autorités helléniques compétentes à dater du 14 juillet 1909 (1^{er} juillet 1909, vieux style) inclus, et que ces navires seront également exemptés de tout nouveau jaugeage en un lieu quelconque situé dans les limites des Dominions de Sa Majesté Britannique, ou placé sous la protection ou le contrôle de Sa Majesté britannique.

Chacune des Parties contractantes peut, moyennant un préavis de douze mois à cet effet, dénoncer le présent accord, soit en totalité, soit dans la mesure où il s'applique à l'une quelconque des parties suivantes des Dominions de Sa Majesté britannique : Dominion du Canada, Commonwealth d'Australie, Dominion de Nouvelle-Zélande, Union de l'Afrique du Sud, Etat libre d'Irlande, Terre-Neuve et Empire des Indes de Sa Majesté britannique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En cas de dénonciation du présent accord pour l'une quelconque desdites parties des Dominions de Sa Majesté britannique, l'accord cessera de s'appliquer aux navires britanniques qui y sont immatriculés.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Londres, le 30 novembre 1926.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

ECHANGE DE NOTES

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN À M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE,

30 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'accord signé ce jour au nom des Gouvernements britannique et hellénique en ce qui concerne le jaugeage des navires de commerce, je tiens à faire observer que cet accord est conclu avec le consentement des Dominions autonomes de Sa Majesté, ainsi qu'avec celui de l'Inde.

2. J'ai l'honneur d'ajouter qu'il devrait être entendu que les stipulations de l'accord ne seront pas applicables à l'Irak, tant que le Gouvernement de l'Irak n'aura pas notifié son désir de les voir appliquer à ce pays.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

M. CACLAMANOS À SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

LÉGATION DE GRÈCE,
51, Upper Brook Street.

LONDRES, 1^{er} décembre 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'hier, relative à l'accord signé au nom des Gouvernements britannique et hellénique, concernant le jaugeage des navires de commerce, et par laquelle vous voulez bien faire observer que cet accord est conclu avec le consentement des Dominions autonomes de Sa Majesté britannique, ainsi qu'avec celui de l'Inde, et que ses stipulations ne seront pas applicables à l'Irak, tant que le Gouvernement de l'Irak n'aura pas notifié son désir de les voir appliquer à ce pays.

Veillez agréer, etc.

(Signé) D. CACLAMANOS.

N° 1429.

**PORTUGAL
ET ROYAUME-UNI**

Accord concernant le règlement des
dettes de guerre du Portugal
envers la Grande-Bretagne. Signé
à Londres, le 31 décembre 1926.

**PORTUGAL
AND UNITED KINGDOM**

Agreement for the Settlement of the
War Debt of Portugal to Great
Britain. Signed at London, Decem-
ber 31, 1926.

No. 1429. — AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF THE WAR DEBT OF PORTUGAL TO GREAT BRITAIN. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 31, 1926.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.*

Whereas THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC (hereinafter called Portugal) stand indebted to HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN (hereinafter called Great Britain) for the sum of £23,527,186 represented by Portuguese sterling Treasury Bills held by His Majesty's Treasury ;

And whereas the two Governments, animated by the close ties of friendship which have for many years bound together their respective countries, desire to arrive at an Agreement for the funding of this debt on terms compatible with the financial capacity of Portugal :

Now, therefore, the Right Hon. Winston Leonard Spencer CHURCHILL, Chancellor of the Exchequer of Great Britain, and His Excellency General João José SINEL DE CORDES, Finance Minister of Portugal, duly authorised thereunto by their respective Governments, subject to such ratification as may be required, have agreed as follows :

1. Great Britain agrees to cancel Portuguese Treasury Bills in respect of the sum of £3,393,597 in consideration of the services and supplies rendered by Portugal to Great Britain during the war free of charge and in settlement of all outstanding claims in connection with the accounts relating to the War Debt.

2. In full and final settlement of the balance of the Portuguese War Debt, amounting to £20,133,589, Portugal agrees to pay and Great Britain to accept the following annuities :

	£
For the year 1926	125,000
For the year 1927	250,000
For the year 1928	300,000
For the years 1929 to 1938 inclusive	350,000 a year
For the years 1939 to 1987 inclusive	400,000 a year
For the year 1988	200,000

The above payments will be made in sterling at the Bank of England, London, in equal half-yearly instalments on the 15th June and the 15th December of each year, save that the payment for 1926 will be made in full on or before the 25th January, 1927, and the payment for 1988 will be made in full on the 15th June, 1988.

3. Portugal will issue and deliver to the British Treasury on or before the 31st January, 1927, a Bond substantially in the form set out in the annex to this Agreement in respect of each of the

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1429. — ACCORD CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES DE GUERRE DU PORTUGAL ENVERS LA GRANDE-BRETAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 31 DÉCEMBRE 1926.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

Attendu que LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE (ci-dessous appelé le Portugal) est débiteur vis-à-vis du GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE (appelé ci-dessous la Grande-Bretagne) d'une somme de 23.527.186 livres sterling, représentée par des bons du Trésor portugais en sterling, détenus par le Trésor de Sa Majesté.

Attendu que les deux gouvernements, en raison des liens étroits d'amitié qui unissent, depuis de nombreuses années, leurs pays respectifs, désirent arriver à un accord en vue de la consolidation de cette dette, à des conditions compatibles avec la capacité financière du Portugal.

En conséquence, le très honorable Winston Leonard Spencer CHURCHILL, chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne, et Son Excellence le général João José SINEL DE CORDES, ministre des Finances du Portugal, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sous réserve des ratifications qui peuvent être nécessaires, sont convenus de ce qui suit :

1. La Grande-Bretagne convient d'annuler des bons du Trésor portugais pour une somme de 3.393.597 livres sterling, en considération des services rendus et des approvisionnements fournis gratuitement par le Portugal à la Grande-Bretagne au cours de la guerre, et, à titre de règlement de toutes les revendications non liquidées relatives aux comptes concernant la dette de guerre.

2. A titre de règlement complet et définitif du solde de la dette de guerre portugaise, qui s'élève à 20.133.589 livres sterling, le Portugal convient de verser, et la Grande-Bretagne convient d'accepter les annuités suivantes :

	Livres sterling
Pour l'année 1926.	125.000
» » 1927.	250.000
» » 1928.	300.000
Pour les années 1929 à 1938 incl.	350.000 par année
» » » 1939 à 1987 incl.	400.000 » »
Pour l'année 1988.	200.000

Les paiements ci-dessus seront effectués en sterling, à la Banque d'Angleterre à Londres, par versements semestriels égaux, le 15 juin et le 15 décembre de chaque année, à l'exception du versement relatif à 1926, qui sera effectué en totalité, au plus tard, le 25 janvier 1927, et du versement relatif à 1988, qui sera effectué en totalité le 15 juin 1988.

3. Le Portugal établira et remettra au Trésor britannique, le 31 janvier 1927 au plus tard, une obligation rédigée en substance dans la forme indiquée à l'annexe au présent accord, pour

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

instalments provided for by Article 2 of this Agreement, excepting the instalment for 1926, which is payable immediately.

4. The payments due under such Bonds shall be made without deduction for and shall be exempt from any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of Portugal or any political or local taxing authority within Portugal.

5. If at any time while the payments under Article 2 of this Agreement are continuing it appears that the aggregate payments effectively received by Great Britain under Allied War Debt Funding Agreements and on account of Reparations or of Liberation Bonds exceed the aggregate payments effectively made by Great Britain to the Government of the United States of America in respect of war debts, an account shall be drawn up by the British Treasury, interest at 5 per cent. being allowed on both sides of the account ; and if that account shows that the receipts exceed the payments, Great Britain will credit Portugal against the payments next due by Portugal under Article 2 of this Agreement with such proportion of that excess as the payments effectively made by Portugal under Article 2 of this Agreement bear to the aggregate sums effectively received by Great Britain under all Allied War Debt Funding Agreements. Thereafter a similar account will be drawn up by the British Treasury each year, and any further excess of the receipts over the payments shall each year give rise to a credit to Portugal of a proportion of such excess calculated in the manner indicated above. On the other hand, any deficit shall be made good by an increase in the payments next due by Portugal, up to a similar proportion of such deficit, within the limit of the total amount of the credits already allowed to Portugal under this Article.

6. The accounts relating to the War Debt of Portugal to Great Britain shall be finally closed and Great Britain shall be entitled to retain any sums credited or to be credited to Portugal in respect of such accounts. Save as provided in this Agreement, the Contracting Parties and their agents reciprocally renounce all claims or counter-claims against the other Contracting Party or their agents in respect of the above-mentioned accounts or the services or supplies to which they relate, including all services or supplies rendered by either of the Contracting Parties to the other in connection with the War.

7. Upon the execution of this Agreement, the payment of the sum due for 1926 and the delivery to Great Britain of the bonds to be delivered under Article 3 of this Agreement, duly executed, Great Britain will cancel and return to Portugal the Portuguese Treasury Bills held by Great Britain.

8. The Portuguese Government shall have the right to discharge all outstanding payments due under this Agreement by the payment in sterling at the Bank of England on or before the 31st December, 1927, of the sum of £5,500,000.

Signed in duplicate at London, the thirty-first day of December, 1926.

On behalf of Great Britain :

Winston S. CHURCHILL.

On behalf of Portugal :

João J. SINEL DE CORDES.

chacun des versements prévus à l'article 2 du présent accord, sauf en ce qui concerne le versement relatif à 1926, qui est payable immédiatement.

4. Les versements prévus par lesdites obligations seront effectués sans aucune déduction à titre fiscal et seront exempts de tous impôts et autres taxes publiques, présents ou futurs, imposés directement ou indirectement, par le Portugal ou par toute autorité fiscale, politique ou locale, du Portugal.

5. Si, à un moment quelconque, pendant que les versements prévus à l'article 2 du présent accord se poursuivent, il apparaît que les sommes globales effectivement reçues par la Grande-Bretagne, en vertu des accords de consolidation de la dette de guerre des Alliés, ainsi qu'au titre des réparations ou des engagements de libération, dépassent le total des sommes effectivement versées par la Grande-Bretagne au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au titre des dettes de guerre, le Trésor britannique établira un compte dont le crédit et le débit porteront intérêt à 5 % ; si ledit compte montre que les recettes dépassent les paiements, la Grande-Bretagne créditera le Portugal, en déduction des versements dus par le Portugal aux termes de l'article 2 du présent accord, d'une proportion dudit excédent égale à la proportion que les sommes effectivement versées par le Portugal, aux termes de l'article 2 du présent accord, représentent par rapport aux sommes globales effectivement reçues par la Grande-Bretagne, en vertu de tous les accords de consolidation des dettes de guerre des Alliés. Par la suite, le Trésor britannique établira chaque année un compte analogue, et tout nouvel excédent des recettes sur les paiements donnera lieu chaque année à l'inscription, au crédit du Portugal, d'une proportion de cet excédent calculée comme il est indiqué ci-dessus. Par contre, tout déficit devra être compensé par une augmentation des paiements restant dus par le Portugal, jusqu'à concurrence d'une proportion analogue dudit déficit, dans les limites du montant total des sommes déjà créditées au Portugal, en vertu du présent article.

6. Les comptes relatifs à la dette de guerre du Portugal vis-à-vis de la Grande-Bretagne seront définitivement clos et la Grande-Bretagne aura le droit de retenir toute somme créditée ou à créditer au Portugal, au titre de ces comptes. Sauf en ce qui concerne les dispositions du présent accord, les Parties contractantes et leurs agents renoncent réciproquement à toute revendication ou demande reconventionnelle contre l'autre Partie contractante ou ses agents en ce qui concerne les comptes ci-dessus mentionnés ou les services ou approvisionnements auxquels ils se réfèrent, y compris tous les services rendus ou les approvisionnements fournis par l'une des Parties contractantes à l'autre à l'occasion de la guerre.

7. Dès exécution du présent accord, une fois effectués le paiement de la somme due pour 1926 et la remise à la Grande-Bretagne des obligations prévues à l'article 3 du présent accord, la Grande-Bretagne annulera et restituera au Portugal les bons du Trésor portugais qu'elle détient.

8. Le Gouvernement portugais aura le droit de s'acquitter de tous les versements restant dus en vertu du présent accord par le paiement en sterling, à la Banque d'Angleterre, le 31 décembre 1927 au plus tard, de la somme de 5.500.000 livres sterling.

Signé en double expédition, à Londres, le trente-et-unième jour de décembre 1926.

Pour la Grande-Bretagne :

Winston S. CHURCHILL.

Pour le Portugal :

João J. SINEL DE CORDES.

ANNEX

FORM OF BOND.

Dated _____, 1927. *Maturing* _____, 19 .

The Government of the Portuguese Republic, for value received, promises to pay to the Government of His Britannic Majesty, or order, on _____, 19 , the sum of _____ pounds sterling at the Bank of England, London.

Should this bond not be met in full at maturity, interest at the rate of 6 per cent. per annum shall be payable on the amount due outstanding for the period between the due date and the date of payment.

The payment or payments due under this bond shall be exempt from all Portuguese taxation, present or future.

This bond is issued by the Government of the Republic of Portugal pursuant of the Agreement of the thirty-first day of December, 1926, for the settlement of the War Debt of Portugal to Great Britain.

ANNEXE

FORMULE D'OBLIGATION.

Date..... 1927. *Echéance*.....19 .

Le Gouvernement de la République portugaise s'engage à payer, pour valeur reçue, au Gouvernement de Sa Majesté britannique ou à son ordre, le 19.., la somme delivres sterling, à la Banque d'Angleterre, à Londres.

Si la somme prévue par la présente obligation n'est pas entièrement versée à l'échéance, la somme restant due portera intérêt au taux annuel de 6 %, pendant la période comprise entre la date d'échéance et la date de paiement.

Le ou les paiements dus en vertu de la présente obligation seront exempts de tous impôts portugais, présents ou futurs.

La présente obligation est émise par le Gouvernement de la République de Portugal, conformément à l'accord du trente-et-un décembre 1926, concernant le règlement de la dette de guerre du Portugal vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

N° 1430.

AUTRICHE ET HONGRIE

Accord relatif au règlement de la circulation des personnes dans le trafic frontière local, avec annexe, protocole final et ses annexes. Signés à Vienne, le 14 juillet 1926.

AUSTRIA AND HUNGARY

Agreement for the Regulation of the Movement of Persons in Local Frontier Traffic, with Annexes, Final Protocol and its Annexes. Signed at Vienna, July 14, 1926.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 1430. — MEGÁLLAPODÁS ¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI KORMÁNYA KÖZÖTT A HATÁRSZÉLI SZEMÉLYFORGALOM SZABÁLYOZÁSA TÁRGYÁBAN, ALÁÍRATOTT WIENBEN, 1926, JULIUS 14.- AN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

A MAGYAR KIRÁLYI KORMÁNY ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI KORMÁNYA alulírott meghatalmazott képviselői Magyarország és Austria között a kisebb határszéli személyforgalom tárgyában a következő megállapodásra jutottak :

HATÁRKERÜLET.

I. cikk.

Jelen megállapodás határkerületnek azokat a közös vámhatár mentén fekvő területrészeket ismeri el, amelyeknek közelebbi meghatározását mindegyik kormány magának tartja fenn. A határkerület mélysége általában 15 kilométeren túl nem terjedhet.

A kormányok az általuk megállapított határkerület belső határvonalának pontos leírását a legrövidebb időn belül közölni fogják egymással.

2. cikk.

A szomszédos határkerületek közötti személyforgalom megkönnyítése végett az arra jogosult oly személyek, akik a szerződő államok valamelyikének polgárai, határszéli utiigazolvánnyal, illetve határátlépési alkalmi utilappal láthatók el.

a) HATÁRSZÉLI UTIIGAZOLVÁNYOK.

3. cikk.

A határszéli utiigazolványok a tulajdonost többszöri határátlépésre jogosítják és több hónapra, de legfeljebb egyévi időtartamra állíthatók ki.

¹ Entré en vigueur le 25 décembre 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1430. — ÜBEREINKOMMEN ¹ ZWISCHEN DER KÖNIGLICH UNGARISCHEN REGIERUNG UND DER BUNDESREGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH BETREFFEND DIE REGELUNG DES PERSONENVERKEHRES IM KLEINEN GRENZVERKEHRE, GEZEICHNET IN WIEN, DEN 14. JULI 1926.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

DIE UNTERZEICHNETEN BEVOLLMÄCHTIGTEN VERTRETER DER KÖNIGLICH UNGARISCHEN REGIERUNG UND DER BUNDESREGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH HABEN HINSICHTLICH DES PERSONENVERKEHRES IM KLEINEN GRENZVERKEHRE ZWISCHEN UNGARN UND ÖSTERREICH FOLGENDES VEREINBART :

GRENZGEBIET.

Artikel 1.

Als Grenzgebiet im Sinne dieses Übereinkommens werden die auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegenen Gebietsteile anerkannt, deren nähere Feststellung den beiden Regierungen vorbehalten bleibt. Die Breite dieser Grenzzone darf in der Regel 15 km nicht überschreiten.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig die genaue Beschreibung der inneren Grenzlinie der ihrerseits festgestellten Grenzzone in kürzester Zeit mitteilen.

Artikel 2.

Zur Erleichterung des Personenverkehrs zwischen den benachbarten Grenzgebieten können dazu befugten Personen, die Staatsangehörige eines der vertragschliessenden Staaten sind, Grenzverkehrsscheine, beziehungsweise Grenzüberschreitungsbewilligungen ausgefolgt werden.

a) GRENZVERKEHRSSCHEINE.

Artikel 3.

Grenzverkehrsscheine berechtigen den Inhaber zur mehrmaligen Überschreitung der Grenze und können auf eine Giltigkeitsdauer von mehreren Monaten, jedoch höchstens von einem Jahr ausgestellt werden.

¹ Came into force December 25, 1926.

4. cikk.

Határszéli uttiigazolványok csakis oly személyek részére állithatók ki, akik bűnügyi és államrendészeti, nemkülönben jövedéki szempontból kifogástalannak ismertetnek el és igazolni tudják azt, hogy a határkerületben állandó lakhellyel bírnak, valamint hogy hivatásuk vagy foglalkozásuknál fogva a határt több ízben kell átlépniök.

5. cikk.

A határszéli uttiigazolványok kiállítására a tekintetbejövő elsőfoku közigazgatási vagy rendőrhatalóságok illetékesek.

A határszéli uttiigazolványok a mellékelt minta szerint (A. melléklet) keménykötésű füzet alakjában kétnyelvű szöveggel állítandók ki. A határszéli uttiigazolványban fel kell hogy tüntetve legyen a határátlépés útja, továbbá a tulsó határkerületben fekvő munka- vagy foglalkozási hely (helyek), valamint az egyébként szükségelt igazolások.

A határszéli uttiigazolványokat a tulajdonos újabb keletű fényképével kell ellátni. Fénykép beragasztásától eltekinthető, ha a tulajdonos valamely más érvényes igazolvánnyal (személyazonossági vagy hasonló okmánnyal) rendelkezik, amelynek fényképe őt könnyen felismerhető módon egyedül ábrázolja. Utóbbi esetben az okmány adatai a határszéli uttiigazolványba bevezetendők és az igazolvány minden egyes határátlépésnél felmutatandó.

15 éven aluli gyermekek felvehetőek azoknak a felnőtt személyeknek határszéli uttiigazolványába, akiknek kíséretében a határt átlépik.

6. cikk.

A határszéli uttiigazolványok a határátlépésre csak abban az esetben jogosítanak, ha azok a másik állam illetékes elsőfoku közigazgatási vagy rendőrhatalósága által láttamoztattak.

A láttamozás megtagadható, ha a határszéli uttiigazolvány kiállításához megkövetelt előfeltételek (4. cikk) hiányoznak.

A láttamozás végett hivatalos uton megküldött határszéli uttiigazolványok a másik állam hatóságánál három napnál tovább nem tarthatók vissza. Ettől eltérő kivételes esetekben a kiállító hatóság a késedelemről haladéktalanul és közvetlenül értesítendő.

7. cikk.

A határszéli uttiigazolványok-láttamozása bélyeg- és illetékmentes.

A határszéli uttiigazolványok tulajdonosai a határátlépés alkalmával semmiféle illetéket sem fizetnek, kötelesek azonban a fennálló ellenőrzési szabályoknak magukat alávetni és határszéli uttiigazolványukat felmutatni.

8. cikk.

A határszéli uttiigazolványok alapján tulajdonosa a másik állam határkerületének az igazolványban feltüntetett helyein 8 napig megszakítás nélkül tartózkodhat.

Artikel 4.

Grenzverkehrsscheine können nur für solche Personen ausgestellt werden, die den Nachweis erbringen können, dass sie ihren ständigen Wohnsitz im Grenzgebiete haben und zufolge ihres Berufes oder ihrer Beschäftigung zum wiederholten Überschreiten der Grenze genötigt sind, sofern sie in kriminal- und staatspolizeilicher, sowie gefällsämtlicher Hinsicht unbedenklich befunden werden.

Artikel 5.

Die Grenzverkehrsscheine werden von der zuständigen Verwaltungs- oder Polizeibehörde I. Instanz ausgefertigt.

Diese Grenzverkehrsscheine werden laut den beigefügten Mustern (Beilage A) im Heftformat, mit festem Einbände auf zweisprachigen Formularen ausgestellt. Der Weg, auf dem der Grenzübertritt erfolgt und der Arbeits- oder Beschäftigungsort (Orte) im jenseitigen Grenzgebiete sowie die beigebrachten Nachweise sind im Grenzverkehrsschein anzuführen.

Grenzverkehrsscheine sind mit einem aus neuerer Zeit stammenden Lichtbild des Inhabers zu versehen. Vom Lichtbilde kann abgesehen werden, wenn der Inhaber mit einer anderen vollgiltigen Legitimation (Personalidentitätskarte oder dergl.) bereits versehen ist, auf der das Lichtbild die Person leicht erkenntlich und einzeln darstellt. In diesem Falle müssen die Angaben der Legitimation im Grenzverkehrsschein eingetragen werden, und die Legitimation muss jedesmal bei der Überschreitung der Grenze vorgewiesen werden.

Kinder unter 15 Jahren können in dem Grenzverkehrsschein erwachsener Personen eingetragen werden, sofern sie die Grenze in deren Begleitung überschreiten.

Artikel 6.

Grenzverkehrsscheine berechtigen zur Überschreitung der Grenze nur dann, wenn sie von der zuständigen Verwaltungs- oder Polizeibehörde I. Instanz des anderen Staates mit einem Sichtvermerk versehen sind.

Sichtvermerke können verweigert werden, wenn die Vorbedingungen zur Ausstellung der Grenzverkehrsscheine (Artikel 4) nicht vorhanden sind.

Zur Ausstellung des Sichtvermerkes sollen die im Amtswege überwiesenen Grenzverkehrsscheine nicht länger als 3 Tage in Verwahrung der Behörden des anderen Staates verbleiben. In Ausnahmefällen ist die ausstellende Behörde von der Verzögerung unverzüglich und unmittelbar zu verständigen.

Artikel 7.

Die Erteilung des Sichtvermerkes auf den Grenzverkehrsscheinen hat stempel- und gebührenfrei zu erfolgen.

Besitzer von Grenzverkehrsscheinen haben anlässlich des Grenzübertrittes keine Gebühren zu entrichten, sind jedoch verpflichtet, sich den bestehenden Kontrollvorschriften zu unterwerfen und den Grenzverkehrsschein vorzuweisen.

Artikel 8.

Grenzverkehrsscheine berechtigen den Inhaber zu einem ununterbrochenen Aufenthalte bis zu 8 Tagen im Grenzgebiete des anderen Staates in jenen Orten, die im Grenzverkehrsschein angeführt sind.

9. cikk.

A határ a határszéli utiigazolvány alapján csakis a tekintetbejövő túloldali határkerület illetékes politikai hatóságainak mindkét fél vámhatóságaival egyetértőleg megállapítandó fő- és mellékutakon léphető át.

Földművesek, földbirtokosok, bérlők, ezek családtagjai és cselédsége abban az esetben, ha a határt a másik állam határkerületében fekvő saját vagy bérelt birtokukon eszközölni kívánják a mező-, kert-, vagy erdőgazdasági munkák elvégzése céljából kell átlépniük, a határt a mindkét oldali határőrizeti szervek által e célra meghatározott más pontokon is átléphetik. Ha ezen birtokot a határvonal átszeli, fenti személyek a határvonalat gazdaságuk területén belül bárhol átléphetik.

10. cikk.

Az esetben, ha a határszéli utiigazolvány kiállításának alapjául szolgáló feltételek módosulnak, kiváltképpen azonban, ha a határszéli utiigazolvány birtokosával szemben rendőri szempontokból kifogás merül fel, a láttamozási záradék a határszéli utiigazolvány érvényességi időtartamán belül is érvényteleníthető és az igazolvány bevonható. Erről a másik állam illetékes hatósága a bevont igazolvány megküldése mellett mindenkor haladéktalanul értesítendő.

b) HATÁRÁTLÉPÉSI ALKALMI UTILAP.

11. cikk.

A határátlépési alkalmi utilap egyszeri (menet-jövet) határátlépésre jogosít és legfeljebb 3 napi (a határ átlépésétől számított) időtartamra állítható ki. Ezen időtartamot különösen sürgős és méltánylást érdemlő esetekben a másik állam illetékes hatósága — legfeljebb azonban 3 napra érvényes — tartózkodásra meghosszabbíthatja.

A határátlépési alkalmi utilap abban az esetben, ha tulajdonosa a kiállítástól számított egy hónapon belül nem veszi igénybe, érvénytelenné válik.

12. cikk.

Határátlépési alkalmi utilap kiállítható:

a) a határkerületek állandó lakosai részére, akiknek a határt sürgős esetekben, családi vagy egészségi okokból kell átlépniük (haláleset súlyos betegség stb.), amennyiben ellenük sem bűnügyi, sem államrendészeti, sem jövedéki szempontból aggály nem áll fenn;

b) nyaralók, kirándulók turistáknak és oly személyeknek, akik a határkerületben állandó lakhellyel nem bírnak, ha érvényes és a másik állam többszöri határátlépésre jogosító láttamozásával ellátott utlevél birtokában vannak.

13. cikk.

A határátlépési alkalmi utilap kiadására az elsőfoku közigazgatási vagy rendőrhatalóság illetékes; az engedély az idecsatolt minta (B. melléklet) szerint kétnyelvű szöveggel állítandó ki. A határ-

Artikel 9.

Die Überschreitung der Grenze mittels Grenzverkehrscheinen kann nur auf den durch Vereinbarung der zuständigen politischen Behörden der in Betracht kommenden jenseitigen Gebiete, im Einvernehmen mit den beiderseitigen Zollbehörden festzusetzenden Strassenzügen und Nebenwegen erfolgen.

Landwirte, Grundbesitzer, Pächter, deren Familienmitglieder und Hilfsarbeiter dürfen jedoch die Grenze auch an anderen von den beiderseitigen Grenzorganen hiezu bestimmten Punkten überschreiten, sofern sie die Grenze zwecks Verrichtung von land-, garten- und forstwirtschaftlichen Arbeiten auf im Grenzgebiete des anderen Staates gelegenen eigenen oder gepachteten Grundstücken zu passieren haben. Werden die betreffenden Grundstücke durch die Grenzlinie geschnitten, so dürfen diese Personen die Grenze innerhalb dieser Grundstücke wo immer überschreiten.

Artikel 10.

Sofern die für die Ausfertigung des Grenzverkehrsscheines angenommenen Voraussetzungen eine Änderung erfahren, insbesondere aber die polizeiliche Unbedenklichkeit des Inhabers nicht fortbesteht, kann der Sichtvermerk auf dem Grenzverkehrsschein auch während der Giltigkeitsdauer ungültig gemacht und der Schein abgenommen werden. Die zuständige Behörde des anderen Staates ist hievon unter Zusendung des abgenommenen Scheines in jedem Fall unverzüglich zu verständigen.

*b) GRENZÜBERSCHREITUNGSBEWILLIGUNGEN.**Artikel 11.*

Grenzüberschreitungsbevolligungen berechtigen den Inhaber zur *einmaligen* Überschreitung der Grenze (*Hin- und Rückweg*) und können auf eine Giltigkeitsdauer von höchstens 3 Tagen, vom Tage des Grenzübertrittes an gerechnet, ausgestellt werden. In besonders dringenden und berücksichtigungswürdigen Fällen kann die zuständige Behörde des anderen Staates die Bewilligung zu einem weiteren Aufenthalte von höchstens 3 Tagen erteilen.

Werden Grenzüberschreitungsbevolligungen innerhalb einer Frist von einem Monat, vom Tage der Ausstellung an gerechnet, nicht in Anspruch genommen, so verlieren sie ihre Giltigkeit.

Artikel 12.

Grenzüberschreitungsbevolligungen können erteilt werden :

a) ständigen Bewohnern der Grenzgebiete, die durch besonders dringende Fälle, aus wichtigen Familien- oder Gesundheitsrücksichten (Todesfall, schwerer Krankheitsfall, u. dgl.) zur Überschreitung der Grenze genötigt sind, sofern sie in kriminal- und staatspolizeilicher, sowie in gefällsämtlicher Hinsicht unbedenklich befunden wurden.

b) Sommerfrischlern, Ausflüglern, Touristen und anderen Personen, wenn diese nicht im Grenzgebiete ihren ständigen Wohnsitz haben, nur gegen Vorweisung eines giltigen und mit dem zu mehrmaligen Grenzübertritt berechtigenden Sichtvermerke des anderen Staates versehenen Reisepasses.

Artikel 13.

Grenzüberschreitungsbevolligungen werden von der zuständigen Verwaltungs- oder Polizeibehörde 1. Instanz ausfertigt ; sie werden laut den beigefügten Mustern (Beilage B) auf zwei-

átlépési alkalmi utilapban a határátlépés célja, az ut, amelyen a határátlépés történik, valamint a tartózkodásra bejelentett tulajdali határkerületbeli község feltüntetendő.

Határátlépési alkalmi utilapba fényképet alkalmazni nem kell.

15 éven aluli gyermekek felnőtt személyek határátlépési engedélyébe felvehetők, ha azok kíséretében lépik át a határt.

14. cikk.

A határátlépési alkalmi utilapok határátlépésre jogosítanak láttamozás nélkül, kiállításukról azonban a másik állam illetékes hatósága értesítendő.

15. cikk.

Vészek (áradás, tüzvész vagy egyéb elemi csapás, baleset, súlyos megbetegedés, stb.) esetében a határszéli lakosok a határt szükség szerint éjjel és mellékutakon is, határszéli utiigazolvány vagy határátlépési alkalmi utilap nélkül léphetik át.

16. cikk.

A határt úgy határszéli utiigazolvány, mint határátlépési alkalmi utilap alapján általában csak napkeltétől napnyugtáig szabad átlépni.

Ahol a helyi viszonyok vagy egyéb méltánylást érdemlő körülmények azt indokoltá teszik, mindkét fél kölcsönös egyetértéssel ettől eltérőleg is intézkedhet.

17. cikk.

A fenti határozmányok az utlevéllel való határátlépésre vonatkozó rendelkezéseket nem érintik.

c) ÁTJÁRÓ FORGALOM.

18. cikk.

Utások, akik a vonatkozó forgalmi egyezményben szabályozott azon kiváltságos átmenő vonatokat használják, amelyek az egyik fél területéről a másik fél területén keresztül a közvetlen forgalmat bonyolítják le, nincsen szükségük utazási okmányokra, ha a másik állam területén a vonatot nem hagyják el.

19. cikk.

Határszéli utiigazolványok és határátlépési alkalmi utilapok birtokában lévők a két határkerületen belül vasuton is közlekedhetnek, jogukban áll továbbá az átmeneti területeken közönséges, vonatokkal és a határ minden tekintetbejövő határátlépési állomáson való átlépésnek lehetőségével átutazni.

sprachigen Formularen ausgestellt. Der Zweck der Grenzüberschreitung, der Weg, auf dem der Grenzübertritt erfolgt und der Aufenthaltsort im jenseitigen Grenzgebiete sind im Grenzübertrittsscheine anzuführen.

Grenzüberschreitungsbevolligungen bedürfen keines Lichtbildes.

Kinder unter 15 Jahren können in die Grenzüberschreitungsbevolligung erwachsener Personen eingetragen werden, sofern sie die Grenze in deren Begleitung überschreiten.

Artikel 14.

Grenzüberschreitungsbevolligungen berechtigen ohne Sichtvermerk zur Überschreitung der Grenze, doch ist die zuständige Behörde des anderen Staates von der Ausstellung zu verständigen.

Artikel 15.

Das Überschreiten der Grenze ist den Grenzbewohnern auch ohne Grenzverkehrsschein oder Grenzüberschreitungsbevolligung sowie nötigenfalls auch zur Nachtzeit und auf Nebenwegen in Fällen des Notstandes (Überschwemmung, Feuersbrunst, sonstige Elementarereignisse, Unfälle, Fälle schwerer Erkrankungen und dergl.) gestattet.

Artikel 16.

Die Grenze kann sowohl mit Grenzverkehrsscheinen, als auch mit Grenzüberschreitungsbevolligungen in der Regel nur in der Zeit von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang überschritten werden.

Falls besondere örtliche Verhältnisse oder sonstige berücksichtigungswürdige Umstände dies angezeigt erscheinen lassen, kann im beiderseitigen Einvernehmen eine andere Regelung erfolgen.

Artikel 17.

Die vorstehenden Bestimmungen berühren nicht die Vorschriften betreffend die Überschreitung der Grenze mit Reisepässen.

c) DURCHZUGSVERKEHR.

Artikel 18.

Reisende, die die im bezüglichen Verkehrsabkommen vorgesehenen den unmittelbaren Verkehr der Gebiete des einen Teiles über das Gebiet des anderen Teiles vermittelnden privilegierten *durchgehenden* Züge benützen, bedürfen, falls sie den Zug im Gebiete des anderen Staates nicht verlassen, keines Reisedokumentes.

Artikel 19.

Inhaber von Grenzverkehrsscheinen und Grenzüberschreitungsbevolligungen können innerhalb der beiden Grenzgebiete auch Eisenbahnverbindungen benützen, sie sind weiters berechtigt, die *Durchgangsgebiete* auch mit den gewöhnlichen Zügen und mit der Möglichkeit des Grenzübertrittes in allen in Betracht kommenden Grenzübertrittstationen zu durchreisen.

20. cikk.

A határszéli lakosoknak jogában áll a reájuk nézve jelentőséggel bíró oly utakat, amelyek a másik állam területét átszelik vagy a tulsó határ mentén vezetnek, igénybevenni.

Jelen megállapodás a két kormány jóváhagyásához van kötve és a jóváhagyás kölcsönös közlése után lép életbe. A megállapodás érvénye két évre szól. Mindkét szerződő félnek jogában áll ezen időtartam lejártá után a megállapodástól elállni, a visszalépő fél köteles azonban ezt a szándékát 2 hónappal a lejárát előtt a másik féllel közölni.

Kisebb határszéli személyforgalom szabályozása tárgyában Budapesten 1922. évi október hó 16-án aláírt megállapodásnak és zárójegyzőkönyvének határozmányai jelen megállapodás életbelépésével hatályukat veszítik.

Jelen megállapodás magyar és német eredeti szövegben készült. Mindkét szöveg hiteles.

Ennek hiteléül mindkét fél meghatalmazottjai a megállapodást aláírták.

Kelt Wienben, Ezerkilencszázhuszonhat évi július hó 14-én, két példányban.

A Magyar Királyság részéről :

WODIANER Rudolf *m. p.*

GRÓF AMBRÓZY LAJOS *m. p.*

Az Osztrák Köztársaság részéről :

RAMEK *m. p.*

Artikel 20.

Den Grenzbewohnern ist auch die Benützung der für sie wichtigen Strassen und Wege, die das Gebiet des anderen Staates durchschneiden oder jenseits längs der Grenze führen, gestattet.

Das vorliegende Übereinkommen unterliegt der Genehmigung der beiderseitigen Regierungen und tritt nach gegenseitiger Mitteilung der Genehmigung in Kraft. Es bleibt während der Dauer von zwei Jahren in Geltung. Nach Ablauf dieser Frist steht es jedem der vertragschliessenden Teile frei, von dem gegenwärtigen Übereinkommen unter der Bedingung zurückzutreten, dass diese Absicht drei Monate vorher dem anderen Teile angekündigt worden ist.

Mit dem Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Übereinkommens verlieren die Bestimmungen des am 16. Oktober 1922 in Budapest unterfertigten Übereinkommens, betreffend die Regelung des Personenverkehrs im kleinen Grenzverkehre und des Schlussprotokolles hiezu ihre Giltigkeit.

Dieses Übereinkommen wird in ungarischer und deutscher Urschrift ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Übereinkommen unterfertigt.

Geschehen in Wien, am 14. Juli eintausendneunhundertsechszwanzig in doppelter Ausfertigung.

WODIANER Rudolf *m. p.*

GRÓF AMBRÓZY LAJOS *m. p.*

RAMEK *m. p.*

MELLÉKLET, a « MEGÁLLAPODÁSHOZ ».

A I.) MELLEKTET.

HATÁRSZÉLI UTIIGAZOLVÁNY

határkerületbeli lakosok részére.

GRENZVERKEHRSSCHEIN

für Bewohner des Grenzgebietes.

Név
NameFoglalkozás állampolgár
Beruf StaatsbürgerÁllandó lakhely házszám
Ständiger Wohnsitz Haus Nr.Az alkalmazás neve
Art der BeschäftigungAz alkalmazás helye
Ort der BeschäftigungNevezett jogosult jelen igazolvány alapján a magyar-osztrák határt az itt megjelölt uton (utakon).
Obgenannter ist berechtigt auf Grund dieses Scheines die ungarisch-österreichische Grenze auf dem Wegetöbbször átlépni és munkahelyen egyfolytában megszakítás nélkül 8 napig időzni.
mehrmals zu überschreiten und sich am Orte der Beschäftigung 8 Tage ohne Unterbrechung aufzuhalten.15 éven aluli gyermekek neve
Name der Kinder unter 15 JahrenÉrvényes hónapig a kiállítás napjától.
Gültig Monat vom Tage der AusstellungKelt
Datum
a kiállító aláírása.
Unterschrift des Ausstellers.

2. oldal : Személyleírás. — *Personsbeschreibung.*
3. oldal : Láttamozás. — *Sichtvermerk.*
4. oldal : Munkaeszközök és szerszámok leírása. — *Beschreibung der Arbeitsgeräte und Werkzeuge.*
- 5—7. oldal : Hivatalos feljegyzések. — *Ämliche Vormerkungen.*
- 8—10. Tudnivalók. — *Belehrung.*
11. oldal : Ellenőrzési feljegyzések. — *Kontrollvermerke.*
- 12—13. oldal : A ki- és belépés naptári előjegyzése. — *Kalender Vormerkung des Aus- und Eintrittes.*

A/(II.) MELLÉKTET.

HATÁRSZÉLI UTTIGAZOLVÁNY

határkerületbeli földbirtokosok (bérlők) részére.

GRENZVERKEHRSSCHEIN

für Grenzgrundbesitzer (Pächter).

Név
NameFoglalkozás .). állampolgár
Beruf StaatsbürgerÁllandó lakhely hászám
Ständiger Wohnsitz Haus Nr.A birtok (bérlet) neve
Art des Besitzes (der Pachtung)A birtok (bérlet) helye
Ort des Besitzes (der Pachtung)Nevezett jogosult jelen igazolvány alapján a magyar-osztrák határvonalat az itt megjelölt uton (utakon)
Obgenannter ist berechtigt auf Grund dieses Scheines die ungarisch-österreichische Grenze auf dem Wegetöbbször átlépni és fentemlitett birtokán (bérletén) egyfolytában megszakítás nélkül 8 napig időzni.
mehrmals zu überschreiten und sich auf seinem hier angeführten Besitze (Pachtung) ohne Unterbrechung
8 Tage aufzuhalten.15 éven aluli gyermekek neve
Name der Kinder unter 15 Jahren.Érvényes a kiállításától számított egy (1) évig.
Gültig ein (1) Jahr vom Tage der Ausstellung.Kelt
Datuma kiállító aláírása.
Unterschrift des Ausstellers.

2. oldal : Személyleírás. — *Personbeschreibung.*
 3. oldal : Láttamozás. — *Sichtvermerk.*
 4. oldal : A határszéli birtok (bérlet) leírása. — *Beschreibung des Grenzgrundbesitzes (der Pachtung).*
 5. oldal : A gazdasági állatok leírása. — *Beschreibung der Wirtschaftstiere.*
 6. oldal : A munka- és gazdasági eszközök leírása. — *Beschreibung der Arbeits- und Wirtschaftsgeräte.*
 7. oldal : A legelő állatoktól nyert termékek leírása. — *Beschreibung der Erzeugnisse des Weideviehes.*
 8—9. oldal : A gazdasági eszközök és állatokállományában beállott változások előjegyzése. —
Vormerkung der im Stande der Wirtschaftsgeräte und Tiere eingetretenen Aenderungen.
 10—12. oldal : Hivatalos feljegyzések. — *Amtliche Vormerkungen.*
 13—16. oldal : Tudnivalók. — *Belehrung.*
 17. oldal : Ellenőrzési feljegyzések. — *Kontrollvermerke.*
 18. és 20. oldal : Kiléptetett vetőmagok feljegyzése. — *Vormerkung der ausgeführten Aussaat.*
 19. és 21. oldal : Beléptetett termények előjegyzése. — *Vormerkung der eingeführten Erzeugnisse.*
 22. oldal : A ki- és belépés naptari előjegyzése. — *Vormerkung des Aus- und Eintrittes.*

HATÁRÁTLÉPÉSI ALKAIMI UTILAP.

B) MELLÉKLET.

GRENZÜBERSCHREITUNGSBEWILLIGUNG.

Név
Name
 Foglalkozás állampolgár
Beruf *Staatsbürger*
 Lakhely (lakás) házsám
Wohnsitz *Haus Nr.*
 A határátlépés célja, oka
Zweck (Grund) der Grenzüberschreitung
 A határátlépés végcélja
Zielort d. Grenzüberschreitung
 Nevezett jogosult a magyar-osztrák határvonalat alábbi uton
Obgenannter ist berechtigt die ungarisch-österreichische
 (utakon)
Grenze auf dem Wege
 menet-jövet egyszer átlépni és a határátlépés végcélján (bejelentett tartózkodási helyen) megszakítás
(Hin- und Rückweg) einmal zu überschreiten und sich am angeführten Ziel (Aufenthaltsort) 3 Tage ununter-
 nélkül 3 napig időzni.
brochen aufzuhalten.
 A 15 éven aluli gyermekek neve
Name der Kinder unter 15 Jahren.
 Érvényes a határátlépéstől számított 3 (három) napig.
Gültig 3 (drei) Tage vom Grenzübertritt gerechnet.
 Kelt
Datum

.....
 a klállító aláírása.
Unterschrift des Ausstellers.

2. oldal : első $\frac{1}{4}$ -ben : Személyleírás. — *Personsbeschreibung.*
 második $\frac{1}{4}$ -ben :

Jelen alkalmi utilap kiállítása a m. kir. követség beutazási engedélye alapján, melynek
Diese Bewilligung wurde auf Grund des Einreisesehtsvermerkes der hg. ung. Gesandtschaft
 száma kelte eszközöltetett*
Zahl *vom* *ausgestellt.*

harmadik $\frac{1}{4}$ -ben :

A tartózkodási engedélyt további 3 (három) napra megadom. **
Der Aufenthalt von weiteren 3 (drei) Tagen wird bewilligt.

Kelt
Datum

.....
 aláírás.
Unterschrift.

2. oldal negyedik $\frac{1}{4}$ -ben (bal félhasáiban) : (jobb félhasáiban) :

Magyar területre lépett : Osztrák területre visszatért
Auf ung. Boden übergetreten : *Nach Oesterreich zurückgekehrt.*
 Kelt : Kelt :
 am am

.....
 v. ö. aláírása.

.....
Unterschrift d. Zw.

* Csak nem határkerületbeli lakosnál töltendő ki. — *Nur bei nicht Grenzbewohnern auszufüllen.*

** Sürgős és méltánylást érdemlő esetekben az illetékes tuloldali hatóság engedélyezi. — *Wird in dringenden und berücksichtigungswürdigen Fällen von der zuständigen jenseitigen Behörde erteilt.*

ZAROJEGYZOKÖNYV.

SCHLUSSPROTOKOLL.

A Magyar Királyi Kormány és az Osztrák Köztársaság Szövetségi Kormánya között a kisebb határszéli személyforgalom szabályozása tárgyában létrejött megállapodásnak mai napon történt aláírása alkalmával a két fél megbízottjai kijelentették alábbiakat azzal, hogy azok ugyanoly hatállyal és kötelező erővel bírnak, mintha a megállapodás szövegében foglaltattak volna.

Anlässlich der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Übereinkommens über den Personenverkehr im kleinen Grenzverkehre zwischen der königlich ungarischen Regierung und der Bundesregierung der Republik Österreich, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten nachstehende Erklärungen abgegeben, die die gleiche Wirksamkeit und verbindliche Kraft haben sollen, als ob sie im Übereinkommen selbst enthalten wären.

I.

Az I. cikkhez :

A belső határvonal pontos leírásának kölcsönös közlésére vonatkozólag az 1. cikk 2. bekezdésében történt megállapodás végrehajtásaként, a magyar részről és az osztrák részről megállapított belső határvonalnak (a határkerületbe tartozó községek kimutatása) egy-egy leírása idecsatolandó.

I.

Zu Artikel 1 :

In Ausführung der im Artikel 1, Absatz 2 vorgesehenen gegenseitigen Mitteilung der genauen Beschreibung der inneren Grenzlinie wird je eine Beschreibung der ungarischerseits und österreichischerseits festgesetzten inneren Grenzlinien (Verzeichnis der in die Grenzzone fallenden Gemeinden) angeschlossen.

II.

A 2. és 4. cikkhez :

Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy határszéli uttiigazolványok különös méltánylást érdemlő és sürgős esetekben oly személyek részére is kiállitható, akik nem állampolgárai a szerződő államok valamelyikének.

II.

Zu Artikel 2 und 4 :

Es besteht Einverständnis darüber, dass in besonders berücksichtigungswürdigen und dringenden Fällen Grenzverkehrscheine auch an Personen, die nicht Angehörige eines der vertragschliessenden Staaten sind, ausgestellt werden können.

III.

A 9. cikkhez :

A határszéli uttiigazolványok és határátlépési alkalmi utilapok alapján határátkelés céljából igénybevehető utvonalak és mellékutak megállapítása és közlése a szerződés életbelépését követő 1 hónap mulva fog megtörténni.

III.

Zu Artikel 9 :

Die Festsetzung und Bekanntgabe der Strassenzüge und Nebenwege, auf denen die Grenze mittels Grenzverkehrsscheinen und Grenzüberschreitungsbewilligungen überschritten werden kann, wird einen Monat nach Inkrafttreten des Vertrages erfolgen.

IV.

Egyetértés áll fenn arra nézve, miszerint a szerződő feleknek jogában áll különleges

IV.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die vertragschliessenden Teile sich das Recht

esetekben állami és közbiztonsági okokból egyes személyeknek megtiltani, hogy területekre belépjenek és hogy oly esetekben, amikor azt rendkívüli körülmények (az állam biztonsága ellen irányuló mozgalmak, járványok veszélye) megkívánják, a személyforgalmat a kisebb határszéli forgalomban teljesen vagy bizonyos szakaszokon időlegesen felfüggeszék.

A határszéli forgalomnak ily természetű felfüggesztését a határzárt elrendelő kormány a másik fél kormányának lehetőleg 8 nappal a felfüggesztés előtt tudomására hozza.

A határnak egyes személyek előli elzárásáról a tilalmat kibocsátó hatóság a tulajdonosi hatóságot — lehetőleg a tilalom indokainak közlése mellett — mielőbb értesíteni tartozik.

V.

Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy az egyik fél határkerületében működő politikai hatóságok tisztviselői hivatalos utazások alkalmával a másik fél határkerületén csupán a hivatalosan kiállított vasuti igazolvány és felettes hatóságuk szolgálati megbízása alapján átutazhassanak.

VI.

A két állam közötti barátságos viszony továbbfejlesztése érdekében mindkét kormány fel fogja hatalmazni a határvidéken működő elsőfoku politikai hatóságok vezetőit, hogy időközönként a határnak e célra megállapítandó pontjain a másik állam tekintetbejövő határhatóságainak vezetőivel közös összejöveteleket tartsanak.

Ezeknek az összejöveteleknek a tárgya mindama kérdések közös megbeszélése, illetve ama javaslatok előadása és esetleg oly rendszabályok fogantatására lesz, amelyek a zavartalan együttműködést előmozdítják. A határszéli lakosok részéről panasz tárgyává tett eseteket, valamint a határszervek között támadt nézeteltéréseket a hatóságok lehetőleg saját hatáskörükben és kölcsönös egyetértéssel intézik el.

vorbehalten, in besonderen Fällen aus Gründen der staatlichen und öffentlichen Sicherheit einzelnen Personen den Übertritt in ihr Staatsgebiet zu untersagen und bei Obwalten ausserordentlicher Umstände (z. B. gegen die Sicherheit des Staates gerichtete Bewegungen, Seuchengefahr) den Personenverkehr im kleinen Grenzverkehr gänzlich oder an gewissen Strecken zeitweise zu suspendieren.

Im Falle einer derartigen Suspendierung des Grenzverkehrs wird die die Sperre verfügende Regierung die Regierung des anderen Teiles, womöglich 8 Tage vorher, davon in Kenntnis setzen.

Im Falle des Verbotes des Grenzübertrittes für einzelne Personen wird die das Verbot erlassende Behörde die Gegenseite — womöglich unter Angabe der Gründe — ehestens verständigen.

V.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Beamten der politischen Verwaltung im Grenzgebiete des einen Teiles bei Dienstfahrten das Grenzgebiet des anderen Teiles auch bloss auf Grund der amtlich ausgestellten Eisenbahnlegitimation in Verbindung mit einem Dienstauftrage ihrer vorgesetzten Behörde passieren können.

VI.

Zur weiteren Förderung des freundnachbarlichen Verhältnisses zwischen den beiden Staaten werden beide Regierungen die Leiter der im Grenzgebiete gelegenen politischen Behörden I. Instanz ermächtigen, in gewissen Zeitabschnitten an dazu zu bestimmenden Orten an der Grenze mit den Leitern der in Betracht kommenden Grenzbehörden des anderen Staates gemeinsame Zusammenkünfte abzuhalten.

Bei diesen Zusammenkünften sollen alle jene Fragen gemeinsam besprochen, beziehungsweise jene Vorschläge erörtert und eventuell auch jene Massnahmen getroffen werden, die zur Förderung einer reibungslosen Zusammenarbeit dienen können. Ferner sollen alle Zwischenfälle, die durch Klagen der Grenzbewohner bekannt geworden sind oder durch Meinungsverschiedenheiten der beiderseitigen Grenzorgane sich ergeben haben, im eigenen Wirkungskreise und im gegenseitigen guten Einvernehmen möglichst geschlichtet werden.

Ez a zárójegyzőkönyv magyar és német eredeti szövegben készült.

Mindkét szöveg hiteles.

Minek hitelül mindkét fél meghatalmazott-janaik aláírása szolgál.

Kelt Wienben, Egyezerkilencszázhuszonhat évi július hó 14-én. Két példányban.

A Magyar királyság részéről :

WODIANER Rudolf *m. p.*

Gróf AMBRÓZY LAJOS *m. p.*

Az Osztrák Köztársaság részéről: :

RAMEK *m. p.*

Dieses Schlussprotokoll wird in ungarischer und deutscher Urschrift ausgefertigt.

Beide Texte sind authentisch.

Zur Urkund dessen die Unterschrift der beiderseitigen Bevollmächtigten.

Geschehen in Wien, am 14. Juli eintausend-neunhundertsechszwanzig, in doppelter Ausfertigung.

WODIANER Rudolf *m. p.*

Gróf AMBRÓZY LAJOS *m. p.*

RAMEK *m. p.*

MELLEKLET

a Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között a kisebb határszéli forgalom megkönnyítése tárgyában létrejött megállapodáshoz.

A fenti megállapodás 1-ső cikke értelmében a Magyar Királyság területén — közigazgatási tagozás szerint — a 15 km.-es határkerületbe az alábbi községek tartoznak :

- Törvényhatóság, járás :* *Község :*
- Győr—Moson—Sopron
egyesített vármegye :
- rajkai járás : Dunakiliti, Feketeerdő, Rajka, Oroszvár, Horvátjásfalú, Hegyeshalom, Albertkázmérpuszta.
- magyaróvári járás : Levél, Mosonszentjános, Pusztasomorja, Mosonszentpéter.
- Sopron vármegye :
- soproni járás : Fertőrákos, Kőhida, Ágfalva, Sopron, Brennberg-Görhalom, Bánfalva, Harka, Kopháza, Balf, Hegykő, Hidegség, Fertőboz, boz, Homok, Nagyczenk, Pinnye, Németpereszteg, Szécsény, Sopronkövesd, Nagylozs, Rőjtök, Ebergőcz, Muzsaj, Sopronlővő, Völcsey, Sopron-Horpács.
- kapuvári járás : Szárföld, Veszkény, Osló, Kapuvár, Szergény, Endréd, Agyagos, Süttör, Petőháza, Sarród, Mexikópuszta, Fésűsháza, Eszterháza, Peregháza, Fertőszéklak, Fertőszentmiklós, Szerdahely.
- csepregi járás : Kislédecz, Und, Nemeskér, Gógánfa, Egyházásfalú, Zsira, Daszifalu, Ujkér, Felsőszapor, Keresztény, Makkoshetye, Simaháza, Berény, Alsószakony, Felsőszakony, Gyalóka, Salamonfa, Gyüleviz, Nemesvis, Kaptalanviz, Peresznye, Csepreg, Bükk, Olmód, Németszidány, Horvátzsidány, Alsópor.
- Vas vármegye :
- kőszegi járás : Kőszeg, Nemescsó, Pusztató, Tömörd, Kőszegpáty.
- szombathelyi járás : Meszlen, Acsad, Nagyasszonyfa, Kisasszonyfa, Köveskut, Salfa, Söpte, Kőszegszerdahely, Kőszegdoroszló, Velemi, Czák, Nagycsömöte, Kispöse, Nagypöse, Ludad, Seregélyháza, Nagygencs, Gyöngyösapáti, Perénye, Bozsok, Bucusu, Torony, Dozmat, Ondód, Sély, Olad, Perint, Kámon, Herény, Gyöngyösherman, Gyöngyösszöllős, Nagypityer, Szombathely, Nagynarda, Felsőcsatár, Alsócsatár, Alsócsatár, Magyarkeresztes, Németkeresztes, Horvátlővő, Nára, Pornóapáti, Ják, Kisunyom, Balogfa, Nagyunyom, Sorokujfalu, Szentpéterfa, Sorkitótfalu, Sorkipolány, Sorkikapolna, Lukácsháza, Kiscsömöte, Kisnarda.
- körmendi járás : Nagykölked, Kiskölked, Pusztarádóc, Rádócujfalu, Egyházásrádóc, Kistrádóc, Kissárosalak, Mátéfa, Rempeshollós, Nemesollós, Harasztifalu, Egyházashollós, Hidasollós, Pinkamindszent, Felsőberkifalu, Egyházasszező, Németszező, Molnaszező, Horvátnadalja, Pinkaszentkirály, Körmend, Alsóberkifalu, Vasalja, Magyaránadalja, Taródfa, Nagycsákány, Hegyhátszentmárton, Iváncs, Rábadoroszló, Felsőmaróc, Tótfalupuszta, Halógy, Daraboshegy, Nádasd, Hegyhátsál, Katafa, Nagymirdó.
- szentgotthardi járás : Alsórönök, Nemesmedves, Vasszentmihály, Rátót, Gasztony, Csörötnök, Jakabháza, Rábatüzes, Szentgotthard, Rábafalu, Zsida, Magyarlak, Háromháza, Rábakéthely, Talapatka, Rábakisfalud, Alsószölnök, Szakonyfalú, Felsőszölnök, Jankeberg.

BEILAGE

zu dem Übereinkommen zwischen dem Königreiche Ungarn und der Republik Österreich betreffend Erleichterungen im kleinen Grenzverkehre.

Im Sinne des Artikels 1 des obigen Übereinkommens fallen auf das Gebiet der Republik Österreich nachstehend genannte Gemeinden — nach politischen Bezirken geordnet — in die 15 km Zone :

*Politischer Bezirk :**Gemeinden :*

- | | |
|----------------|--|
| Neusiedl a. S. | Andau, Apetlon, Deutsch-Jahrdorf, Edelsthal, Frauenkirchen, Gattendorf, Gols, Halbthurn, Ullnitz, Kittsee, Mönchhof, Neusiedl a. S., Nickelsdorf, Pama, Pamhagen, Potzneusiedl, St. Andrä, Tadtén, Wallern, Weiden a. S. und Zurndorf. |
| Eisenstadt | Grosshöflein, Schützen a. G., Kleinhöflein, Klingenbach, Mörbisch, Müllendorf, Oberberg-Eisenstadt, Oggau, Oslip, Siegendorf, Stinkenbrunn, St. Georgen, St. Margarethen, Trauersdorf, Unterberg-Eisenstadt-Wulkaprodersdorf, Zagersdorf und Zillingsthal und die Städte Eisenstadt und Rust. |
| Mattersburg | Antau, Baumgarten, Drassburg, Forchtenau, Hirm, Krensdorf, Loipersbach, Marz, Mattersburg, Neustift, Pöttelsdorf, Pötttsching, Rohrbach, Sauerbrunn, Sigless, Siegraben, Schattendorf, Stöttera, Waldersdorf, Wiesen und Zemendorf. |
| Oberpullendorf | Deutschkreuz, Dörf., Drassenmarkt, Frankenau, Girm, Glashütten bei Langeck, Gross-Warasdorf, Gross-Mutschen, Hammerteich, Haschendorf, Horitschon, Kaisersdorf, Kalkgruben, Klein-Mutschen, Klein-Warasdorf, Kloster-Marienberg, Kobersdorf, Kroatisch-Geresdorf, Lackenbach, Lackendorf, Langeck, Liebing, Lockenhaus, Lutzmannsburg, Mannersdorf, Minihof, Mitter-Pullendorf, Nebersdorf, Neckenmarkt, Nikitsch, Ober-Petersdorf, Oberpullendorf, Oberloisdorf, Raiding, Rattersdorf, Ritzing, Steinberg, Strebersdorf, Tschurndorf, Unter-Loisdorf, Unter-Petersdorf, Unter-Frauenhaid, Unter-Pullendorf und Weppersdorf. |
| Oberwart | Allersdorf, Althodis, Altschlaining, Badersdorf, Bernstein, Burg, Bergwerk, Dürnbach, Glashütten bei Schlaining, Grodnau, Grossbachselten, Grosspetersdorf, Günseck, Hannersdorf, Holzschlag, Jabing, Kleinbachselten, Kleinpetersdorf, Kleinzicken, Kohlfidisch, Kothezicken, Miedlingsdorf, Mischendorf, Mönchmeierhof, Neuhaus in der Wart, Neumarkt i. Tauchental, Neuhodis, Neustift bei Schlaining, Podgoria, Podler, Rauhriegel, Rechnitz, Rohrbach, Rotenturm, Rumpersdorf, Spitzzicken, Sziget i. d. Wart, Schandorf, Schachendorf, Schlaining, Welgersdorf, Woppendorf, Weisen und Zuberbach. |
| Güssing | Deutsch-Bieling, Deutsch-Ehrendorf, Deutsch-Schützen, Deutsch-Tschantschendorf, Dindresdorf, Edlitz, Eberau, Eisenhütl, Gaas, Gamischdorf, Gerersdorf, Glasing, Gross-Mürbisch, Güssing, Guttenbach, Hasendorf, Harmisch, Hagensdorf, Heiligenbrunn, Heugraben, Höll, Inzenhof, Klein-Mürbisch, Kirchfidisch, Kukmirn, Kulm, Kroatisch-Tschantschendorf, Kroatisch-Ehrendorf, Krottendorf, Limbach, Luising, Moschendorf, Neuberg, Neusiedl, Neustift, Punitz, Rauchwart, Rehgraben, Reinersdorf, Rohr, Sulz, Sumenendorf, Schauka, Schallendorf, Steinfurt, St. Katherein, St. Michael, St. Nikolaus, Steingraben, Strem, Tschaniigraben, Tobaj, Urbersdorf, Unterbildein, Ober-Bildein und Winten. |
| Jennersdorf | Bonisdorf, Dobersdorf, Doiber, Deutsch-Kaltenbrunn, Deutsch-Minihof, Eltendorf, Gritsch, Henndorf, Heiligenkreuz, Jennersdorf, Kalch, Königsdorf, Krieselstein, Krobotek, Krottendorf, Minihof-Liebau, Mogersdorf, Mühlgraben, Neuhaus a. Klausenbach, Neumarkt a. Raab, Oberdrosen, Poppendorf, Potschendorf, Rax, Rudersdorf, St. Martin a. Raab, Tauka, Wallendorf, Weichselbaum, Welten, Windisch-Minihof und Zahling. |

¹ TRADUCTION.

N^o 1430. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE, RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS LE TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL. SIGNÉ A VIENNE, LE 14 JUILLET 1926.

LES PLÉNIPOTENTIAIRES DU GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS et DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, soussignés, sont convenus des dispositions suivantes, concernant la circulation des personnes dans le trafic frontière local entre la Hongrie et l'Autriche :

ZONE FRONTIÈRE

Article premier.

Le terme « zone frontière », dans la présente convention, s'applique à des portions de territoire — situées, de part et d'autre de la frontière douanière commune — dont les deux gouvernements se réservent d'établir la délimitation exacte. La largeur de cette zone ne devra pas, en règle générale, dépasser quinze kilomètres.

Les deux gouvernements se communiqueront l'un à l'autre, dans le plus bref délai, la description précise de la ligne formant la limite intérieure de la zone frontière déterminée par chacun d'eux.

Article 2.

En vue de faciliter la circulation des personnes entre les zones frontières limitrophes, des cartes frontalières ou des laissez-passer peuvent être délivrés à des personnes y ayant droit et possédant la nationalité de l'un des États contractants.

I. CARTES FRONTALIÈRES.

Article 3.

Les cartes frontalières permettent à leur titulaire de franchir plusieurs fois la frontière ; leur validité peut être de plusieurs mois, et d'un an au maximum.

Article 4.

Les cartes frontalières ne peuvent être délivrées qu'à des personnes en mesure d'établir qu'elles ont leur domicile permanent dans la zone frontière et que leur profession ou leur occupation les oblige à franchir la frontière de façon répétée, et à condition qu'aucune objection d'ordre criminel, politique ou fiscal ne soit soulevée contre elles.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1430. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY FOR THE REGULATION OF THE MOVEMENT OF PERSONS IN LOCAL FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT VIENNA, JULY 14, 1926.

THE UNDERSIGNED PLENIPOTENTIARIES OF THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT and OF THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, have agreed on the following provisions regarding the movement of persons in local frontier traffic between Hungary and Austria :

FRONTIER ZONE.

Article 1.

The term " frontier zone " in the present Convention shall apply to portions of territory, situated on either side of the common Customs frontier, the exact delimitation of which is left to the two Governments. The depth of this zone shall not, in principle, exceed fifteen kilometres.

The two Governments shall provide each other as soon as possible with a detailed description of the line constituting the internal boundary of the frontier zone as determined by each of them.

Article 2.

With a view to facilitating the movement of persons between the adjacent frontier zones, frontier cards or permits may be issued to authorised persons possessing the nationality of one of the Contracting States.

I. FRONTIER CARDS.

Article 3.

Frontier cards shall entitle their holders to cross the frontier several times and may be valid for several months or for a period not exceeding one year.

Article 4.

Frontier cards may only be issued to persons who can prove that they are permanently domiciled in the frontier zone, and that they are obliged by their profession or occupation to cross the frontier repeatedly, and on condition that no objection of a criminal, political or fiscal character is raised in their case.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

Les cartes frontalières sont délivrées par l'autorité administrative ou de police de première instance compétente.

Les cartes frontalières sont établies sur des formulaires en deux langues, conformément aux modèles ci-joints (Annexe A). Elles auront le format d'un carnet et seront solidement reliées. La carte frontalière indiquera la route par laquelle doit s'effectuer le passage de la frontière, le lieu du travail ou des occupations dans la zone frontière limitrophe, ainsi que les pièces justificatives produites.

Les cartes frontalières devront être munies d'une photographie récente du titulaire. La photographie ne sera pas exigée si le titulaire est déjà pourvu d'une autre pièce de légitimation en bonne et due forme (carte d'identité personnelle, etc.), contenant une photographie facilement reconnaissable de la personne en question, toute seule. Dans ce cas, les indications de la pièce de légitimation devront être reproduites sur la carte frontalière, et la pièce de légitimation devra être produite chaque fois que l'intéressé franchira la frontière.

Les enfants de moins de quinze ans peuvent être portés sur la carte frontalière de personnes adultes, lorsque ces enfants franchissent la frontière en leur compagnie.

Article 6.

Les cartes frontalières ne permettent de franchir la frontière que lorsqu'elles sont munies du visa de l'autorité administrative ou de police de première instance compétente de l'autre Etat.

Le visa peut être refusé si les conditions stipulées pour la délivrance des cartes frontalières (Article 4) ne sont pas remplies.

Les cartes frontalières transmises par la voie administrative en vue de l'obtention du visa ne doivent pas rester plus de trois jours entre les mains des autorités de l'autre Etat. En cas d'exception à cette règle, l'autorité qui a établi le certificat devra être immédiatement et directement prévenue du retard.

Article 7.

Aucun droit de timbre ni aucune taxe ne sera perçue pour l'octroi du visa sur les cartes frontalières.

Les détenteurs de cartes frontalières n'auront aucun droit à acquitter lors du passage de la frontière ; ils seront toutefois tenus de se conformer aux prescriptions de contrôle existantes et de produire la carte frontalière.

Article 8.

Les cartes frontalières permettent à leurs détenteurs de séjourner sans interruption huit jours au maximum dans la zone frontalière de l'autre Etat, dans les localités indiquées sur la carte frontalière.

Article 9.

Le passage de la frontière en vertu de cartes frontalières ne peut avoir lieu que par les routes et les chemins qui seront désignés à la suite d'une entente entre les autorités politiques compétentes des territoires limitrophes intéressés, d'accord avec les autorités douanières des deux pays.

Les agriculteurs, propriétaires fonciers, fermiers, les membres de leur famille, ainsi que leurs ouvriers, pourront toutefois également franchir la frontière sur d'autres points fixés à cet effet par les autorités frontalières des deux pays, si lesdites personnes ont à passer la frontière en vue d'effectuer des travaux agricoles, horticoles ou sylvicoles, dans des terrains leur appartenant ou

Article 5.

Frontier cards shall be issued by the competent police or administrative authorities of first instance.

Frontier cards shall be made out on a form in two languages in accordance with the specimen annexed thereto. (Annex A). They shall be of note-book size and properly bound. The frontier card shall indicate the route to be followed in crossing the frontier, the place of work or employment within the adjacent frontier zone and shall contain the documents produced in support.

Frontier cards shall be provided with a recent photograph of the holder. This photograph shall not be required if the holder carries another identity document in good and due form (personal identity card, etc.), containing an easily recognisable photograph of the person in question, alone. In this case, the particulars on the identity document must be reproduced on the frontier card and the identity document is to be shown each time the holder crosses the frontier.

Children under fifteen years of age may be entered on the frontier card of adults, when crossing the frontier in their company.

Article 6.

Frontier cards shall only entitle the holder to cross the frontier when they bear the visa of the competent administrative or police authorities of first instance in the other State.

The visa may be refused if the requisite conditions for the issue of frontier cards (Article 4) have not been complied with.

Frontier cards forwarded through administrative channels with a view to obtaining a visa may not remain more than three days in the hands of the authorities of the other State. If an exception is made to this rule, the authority issuing the certificate shall be immediately and directly informed of the delay.

Article 7.

No stamp fee or other charge shall be levied for a visa on frontier cards.

Holders of frontier cards shall not have to pay any charge on crossing the frontier; they shall, however, be obliged to submit to the supervisory measures in force and to show the frontier card.

Article 8.

Frontier cards entitle the holder to remain in the frontier zone of the other State, in places shown on the frontier card, for an unbroken period of not more than eight days.

Article 9.

The frontier may only be crossed by routes and roads determined by arrangement between the competent political authorities of the adjacent territories concerned, in agreement with the Customs authorities of the two countries.

Agriculturists, owners of land, farmers, members of their families and their workmen, may, however, cross the frontier at other points, to be determined for this purpose by the frontier authorities of the two countries, if the said persons have to cross the frontier in order to carry out agricultural, horticultural or forestry work on land belonging to them or leased by them and

loués par eux, et situés dans la zone frontière de l'autre Etat. Si les terrains en question sont coupés par la ligne frontière, ces personnes pourront passer la frontière à l'intérieur de ces terrains, en quelque point que ce soit.

Article 10.

Si les conditions qui ont été considérées comme remplies lors de la délivrance de la carte frontalière subissent une modification, et notamment si la police a des motifs de revenir sur le *non obstat* accordé au titulaire, le visa de la carte frontalière pourra être annulé même pendant la durée de sa validité, et la carte pourra être retirée. L'autorité compétente de l'autre Etat devra, dans chaque cas, en être avisé immédiatement et le certificat retiré devra lui être renvoyé.

2. LAISSEZ-PASSER.

Article 11.

Les laissez-passer permettent à leurs titulaires de franchir *une fois* la frontière (aller et retour) ; la durée de leur validité ne peut dépasser trois jours, à compter de la date du passage de la frontière. Dans des cas particulièrement urgents et dignes d'intérêt, l'autorité compétente de l'autre Etat peut autoriser le titulaire à prolonger son séjour de trois jours encore au maximum.

Les laissez-passer qui ne sont pas utilisés dans le délai d'un mois à compter du jour de leur délivrance, perdent toute validité.

Article 12.

Des laissez-passer peuvent être délivrés :

a) Aux habitants permanents des zones frontières, obligés de franchir la frontière dans des cas particulièrement urgents et pour des raisons importantes de famille ou de santé (décès, maladie grave, etc.), à condition qu'aucune objection d'ordre criminel, politique ou fiscal n'e soit soulevée contre eux.

b) Aux étrangers en villégiature ou en excursion, aux touristes et autres personnes n'ayant pas leur domicile permanent dans la zone frontière, mais seulement s'ils sont en mesure de produire un passeport valable et revêtu d'un visa de l'autre Etat autorisant le passage répété de la frontière.

Article 13.

Les laissez-passer sont délivrés par l'autorité administrative ou de police de première instance compétente ; ils sont établis sur des formulaires en deux langues, conformément au modèle ci-joint (annexe B). L'objet du passage de la frontière, la route par laquelle le passage de la frontière doit avoir lieu, ainsi que le lieu de séjour dans la zone frontière adjacente, doivent être indiqués sur le laissez-passer.

Aucune photographie n'est exigée sur les laissez-passer.

Les enfants de moins de quinze ans peuvent être portés sur les laissez-passer de personnes adultes, s'ils franchissent la frontière en leur compagnie.

Article 14.

Les laissez-passer autorisent, sans visa, au passage de la frontière ; toutefois l'autorité compétente de l'autre Etat doit être avertie de leur délivrance.

situated in the frontier zone of the other State. If the frontier passes through the land in question, these persons may cross the frontier at any point on their land.

Article 10.

If the conditions fulfilled at the time the frontier card was issued undergo any change, and especially if the police have any objection to the holder, the visa on the frontier card may be cancelled, even during its period of validity, and the card may be withdrawn. The competent authority of the other State must in each case be immediately notified and the certificate withdrawn must be returned to that authority.

2. PERMITS.

Article 11.

Permits entitle their holders to cross the frontier *once* in each direction ; their period of validity may not exceed three days from the date of crossing the frontier. In particularly urgent and deserving cases the competent authorities of the other State may allow the holder to extend his stay for a further maximum period of three days.

Permits which are not used within one month from the day of issue, shall become invalid.

Article 12.

Permits may be issued :

(a) To permanent inhabitants of the frontier zones obliged to cross the frontier in particularly urgent cases and for important family or health reasons (death, serious illness, etc.), on condition that no objection of a criminal, political or fiscal character is raised in their case.

(b) To summer visitors, excursionists, tourists and other persons not permanently domiciled in the frontier zone, but only if they can produce a valid passport with the visa of the other State authorising the holder to cross the frontier repeatedly.

Article 13.

Permits shall be issued by the competent administrative or police authorities of first instance ; they shall be drawn up on a form in two languages in accordance with the attached specimen (Annex B). The object in crossing the frontier, the route to be followed, and the place of residence in the adjacent frontier zone must be shown on the permit.

No photograph is required.

Children under fifteen years of age may be entered on the permits of adult persons if they accompany them when crossing the frontier.

Article 14.

Permits entitle the holder to cross the frontier without a visa, but the competent authorities of the other State must be notified of their issue.

Article 15.

Le passage de la frontière est permis, sans carte frontalière ni laissez-passer, aux habitants de la zone frontière et, au besoin, même la nuit, et par des chemins secondaires en cas de nécessité majeure (inondation, incendie et autres cataclysmes, accidents, cas de maladie grave, etc.).

Article 16.

En règle générale, le passage de la frontière, tant avec des cartes frontalières qu'avec des laissez-passer, ne peut avoir lieu qu'entre le lever et le coucher du soleil.

Si des circonstances locales particulières ou d'autres motifs importants semblent justifier une telle mesure, les deux Parties intéressées pourront établir d'un commun accord, une réglementation différente.

Article 17.

Les dispositions qui précèdent n'affectent en rien les prescriptions relatives au passage de la frontière avec des passeports.

3. TRANSIT.

Article 18.

Les voyageurs utilisant les trains *directs* privilégiés prévus dans l'Arrangement sur les communications et assurant les communications directes entre les territoires de l'une des Parties à travers le territoire de l'autre partie, ne seront tenus de produire aucun document de voyage, s'ils ne quittent pas le train dans le territoire de l'autre Etat.

Article 19.

Les titulaires de cartes frontalières et de laissez-passer pourront également utiliser les chemins de fer à l'intérieur des deux zones frontières ; ils pourront, en outre, traverser les enclaves territoriales même avec les trains ordinaires et franchir la frontière par toutes les stations frontières entrant en ligne de compte.

Article 20.

Il est également permis aux habitants des zones frontières d'utiliser les routes et les chemins particulièrement importants pour eux, qui coupent le territoire de l'autre Etat ou conduisent de l'autre côté en longeant la frontière.

Le présent accord sera soumis à l'approbation des deux gouvernements et entrera en vigueur après communication réciproque de leur approbation respective. Il restera en vigueur pendant une période de deux ans. A l'expiration de cette période, chacune des deux Parties pourra renoncer aux avantages et aux obligations du présent accord, à condition d'aviser l'autre Partie trois mois à l'avance de son intention.

A la date de l'entrée en vigueur du présent accord, les dispositions de la Convention, signée le 16 octobre 1922, à Budapest, en vue de régler la circulation des personnes en matière de trafic-frontière local, et du protocole final qui lui est annexé, cesseront d'avoir effet.

Le présent accord est établi en langues hongroise et allemande. Les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord.

Fait à Vienne, le 14 juillet 1926.

(Signé) WODIANER Rudolf.

(Signé) GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

(Signé) RAMEK.

Article 15.

The frontier may be crossed without a frontier card or permit by inhabitants of the frontier zone, in case of need even at night and, in cases of urgent necessity (floods, fires and other disasters, accidents, serious illnesses, etc...) by roads other than main roads.

Article 16.

As a general rule, the frontier may only be crossed with frontier cards or permits between sunrise and sunset.

If special local circumstances or other important reasons appear to justify such a step, the two Parties concerned may by agreement draw up different regulations.

Article 17.

The foregoing provisions shall in no way affect the regulations regarding the crossing of the frontier with passports.

3. TRANSIT.

Article 18.

Travellers in the special *through* trains provided for in the Convention on Communications and ensuring through services between the territories of one Party across the territory of the other Party, shall not be required to produce any travelling papers, provided they do not leave the train in the territory of the other State.

Article 19.

The holders of frontier cards and permits may likewise make use of railways within the two frontier zones ; they may also travel through the territorial enclaves even in ordinary trains, and cross the frontier at any station on the border of the enclave.

Article 20.

Inhabitants of the frontier zones shall also be allowed to use routes and roads which may be of particular importance to them, and which intersect the territory of the other State or, after running along the frontier, lead across it.

The present Agreement shall be submitted for approval to the two Governments and shall come into force after they have notified each other of their approval. It shall remain in force for two years. At the expiration of this period each of the two Parties may renounce the advantages and repudiate the obligations of the present Agreement by notifying the other Party of its intention three months in advance.

When the present Agreement comes into force, the provisions of the Convention signed on October 16, 1922, at Budapest, with the object of regulating the movement of persons in local frontier traffic, and of the final Protocol attached thereto, shall cease to be operative.

The present Agreement has been drawn up in Hungarian and German texts, both of which shall be authentic.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Agreement.

Done at Vienna, July 14, 1926.

(Signed) WODIANER Rudolf.

(Signed) GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

(Signed) RAMEK.

ANNEXE A. I.

CARTE FRONTALIÈRE
pour les habitants de la zone frontière.

Nom.....
 Profession Nationalité
 Domicile permanent Maison N°
 Nature des occupations
 Lieu des occupations

La personne désignée ci-dessus est autorisée, en vertu de la présente carte, à franchir plusieurs fois la frontière austro-hongroise par la route de
 et à séjourner huit jours, sans interruption, au lieu de ses occupations.
 Nom des enfants au-dessous de 15 ans
 Valable..... mois à compter du jour de la délivrance.
 Date.....

.....
 Signature du fonctionnaire qui a
 établi la carte.

2. Signalement du titulaire.
3. Visa.
4. Description des instruments de travail et des outils.
- 5-7. Indications de service.
- 8-10. Instructions.
11. Visas de contrôle.
- 12-13. Date de l'entrée et de la sortie.

ANNEXE A. II.

CARTE FRONTALIÈRE
pour les propriétaires fonciers (fermiers) de la zone frontière.

Nom.....
 Profession Nationalité
 Domicile permanent Maison N°
 Nature de la propriété (du bien affermé)
 Lieu où se trouve la propriété (le bien affermé)

La personne désignée ci-dessus est autorisée, en vertu de la présente carte, à franchir plusieurs fois la frontière austro-hongroise par la route de
 et à séjourner huit jours, sans interruption, dans la propriété (le bien affermé) mentionnée ci-dessus.
 Nom des enfants au-dessous de 15 ans
 Valable un (1) an, à partir du jour de la délivrance.
 Date.....

.....
 Signature du fonctionnaire qui a
 établi la carte.

2. Signalement du titulaire.
3. Visa.
4. Description de la propriété (du bien affermé) dans la zone frontière.
5. Description des animaux de travail ou du bétail.
6. Description des instruments de travail et du matériel agricole.
7. Descriptions des produits du bétail mis au pâturage.
- 8-9. Modifications survenues dans l'inventaire du matériel agricole et dans l'effectif des animaux.
- 10-12. Indications de service.
- 13-16. Instructions.
17. Visa de contrôle.
- 18 et 20. Indication des semences exportées.
- 19 et 21. Indication des produits importés.
22. Date de l'entrée et de la sortie.

ANNEX A. I.

FRONTIER CARD
for inhabitants of the frontier zone.

Name
 Occupation Nationality
 Permanent domicile..... House No
 Nature of work
 Place of work

The above-mentioned person is authorised by virtue of this card, to cross the Austro-Hungarian frontier several times by the route.
 and to remain for one unbroken period of eight days at his place of work.....
 Names of children under 15 years of age
 Valid for..... month from the date of issue.
 Date.....

.....
 Signature of official issuing the card.

2. Description of holder.
3. Visa.
4. Description of tools or implements.
- 5-7. Service particulars.
- 8-10. Instructions.
11. Control visas.
- 12-13. Date of entry and exit.

ANNEX A. II.

FRONTIER CARD
for owners of land (farmers) in the frontier zone.

Name
 Occupation Nationality
 Permanent domicile..... House No
 Nature of property (farm)
 Locality of property (farm)

The above-mentioned person is authorised, by virtue of this card, to cross the Austro-Hungarian frontier several times by the route
 and to remain for one unbroken period of eight days on the property (farm) mentioned above.
 Names of children under 15 years of age
 Valid for one (1) year from the date of issue.
 Date

.....
 Signature of official issuing the card.

2. Description of holder.
3. Visa.
4. Description of property (farm) within the frontier zone.
5. Description of draught animals or livestock.
6. Description of implements and agricultural stores.
7. Description of produce of grazing cattle.
- 8-9. Changes in inventory of agricultural stores and number of animals.
- 10-12. Service particulars.
- 13-16. Instructions.
17. Control visas.
- 18 & 20. Particulars of seed exported.
- 19 & 21. Particulars of produce imported.
22. Date of entry and exit.

ANNEXE B.

LAISSEZ-PASSER.

Nom
 Profession Nationalité
 Domicile Maison N°
 Objet (motif) de passage de la frontière
 Lieu de destination

La personne désignée ci-dessus est autorisée à franchir une fois (aller et retour) la frontière austro-hongroise et à séjourner trois jours, sans interruption, au lieu de destination mentionné ci-dessus.

Nom des enfants au-dessous de 15 ans
 Valable 3 (trois) jours à compter de la date du passage de la frontière.
 Date

.....
 Signature du fonctionnaire qui a établi
 le présent laissez-passer.

2. Signalement du titulaire.

Le présent laissez-passer a été délivré en vertu du visa d'entrée de la Légation royale hongroise ¹ N°.....
 du
 La durée du séjour est prolongée de 3 (trois) jours ².
 Date

.....
 Signature du fonctionnaire.

¹ A remplir seulement lorsqu'il s'agit de personnes qui ne sont pas domiciliées dans la zone frontière.

² Cette prolongation est accordée par l'autorité étrangère compétente dans les cas urgents et dignes d'intérêt.

PROTOCOLE FINAL.

A l'occasion de la signature — qui a eu lieu ce jour — de l'accord conclu entre le Gouvernement royal hongrois et le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche, concernant la circulation des personnes en trafic frontière local, les plénipotentiaires des deux Parties ont formulé les déclarations suivantes, qui produiront les mêmes effets et auront la même force obligatoire que si elles étaient contenues dans l'accord.

I.

Ad article premier.

En exécution des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1, stipulant la communication réciproque de la description précise de la ligne formant la limite intérieure de la zone frontière, il est annexé au présent protocole une description de la ligne de démarcation intérieure de la zone frontière hongroise et autrichienne (liste des communes comprises dans la zone frontière).

II.

Ad articles 2 et 4.

Il est entendu que, dans des cas urgents et particulièrement dignes d'intérêt, des cartes frontalières pourront être également délivrées à des personnes qui ne possèdent pas la nationalité de l'un des Etats contractants.

ANNEX B.

PERMIT.

Name
 Occupation..... Nationality
 Domicile House No
 Reason (grounds) for crossing the frontier
 Destination

The above-mentioned person is authorised to cross the Austro-Hungarian frontier once in (and return) each direction and to remain for one unbroken period of three days, at the above-mentioned destination.

Names of children under 15 years of age

Valid for 3 (three) days from the date of crossing the frontier.

Date

.....
 Signature of official issuing this permit.

2. Description of holder.

The present permit has been issued by virtue of an entrance visa of the Royal Hungarian Legation ¹, No..... of.....

The length of stay is extended by 3 (three) days ².

Date

.....
 Signature of official.

¹ Only to be filled up in the case of persons not domiciled in the frontier zone.

² This extension is granted by the competent foreign authority in urgent and deserving cases.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding this day to sign the Agreement concluded between the Royal Hungarian Government and the Federal Government of the Republic of Austria regarding the movement of persons in local frontier traffic, the Plenipotentiaries of the two Parties made the following declarations, which shall have the same effect and binding force as if they were contained in the Agreement.

I.

Ad Article 1.

In application of the provisions of paragraph 2 of Article 1, requiring the mutual communication of a detailed description of the line constituting the internal boundary of the frontier zone, a description of the internal boundary line of the Austro-Hungarian frontier zone (list of communes contained in the frontier zone) is annexed to the present Protocol.

II.

Ad Articles 2 and 4.

It is agreed that in urgent and particularly deserving cases, frontier cards may also be issued to persons not possessing the nationality of one of the Contracting States.

III.

Ad article 9.

La désignation et la publication des routes et chemins vicinaux, par lesquels la frontière peut être franchie en vertu de cartes frontalières et de laissez-passer, auront lieu un mois après l'entrée en vigueur du traité.

IV.

Il est entendu que les Parties contractantes se réservent le droit, dans des cas particuliers et pour des motifs de sûreté nationale ou publique, d'interdire à certaines personnes le passage sur leur territoire et, dans des circonstances extraordinaires (par exemple, en cas de troubles dirigés contre la sûreté de l'Etat, de menace d'épidémie), de suspendre entièrement ou, sur certains points, temporairement, la circulation des personnes en trafic frontière local.

Au cas où le trafic frontière devrait être ainsi suspendu, le gouvernement qui prend la mesure en question, en avisera le gouvernement de l'autre Partie, huit jours à l'avance, si possible.

Au cas où le passage de la frontière serait interdit à certaines personnes, l'autorité qui a prononcé l'interdiction en avisera l'autre Partie au plus tôt et, si possible, avec l'indication des motifs.

V.

Il est entendu que les fonctionnaires appartenant à l'administration politique de la zone frontière de l'une des Parties, en déplacement de service, pourront pénétrer dans la zone frontière de l'autre Partie, même s'ils ne produisent d'autres titres qu'une carte d'identité de chemin de fer délivrée par l'administration compétente, et un ordre de service de leurs chefs hiérarchiques.

VI.

En vue de développer les relations de bonne amitié entre les deux pays voisins, les deux gouvernements autoriseront les chefs des services administratifs de première instance de la zone frontière, à se rencontrer de temps à autre, dans des localités de la frontière qui seront fixés à cet effet, avec les chefs des services correspondants de l'autre Etat.

Dans ces conférences, toutes les questions et propositions de nature à assurer la collaboration, amicale des administrations intéressées seront discutées et, le cas échéant, les mesures tendant à ce but y seront prises. En outre, tous les incidents provoqués par des plaintes des habitants de la zone frontière ou par des différends entre les agents des deux administrations frontalières, seront résolus d'un commun accord par les administrations intéressées elles-mêmes.

Le présent protocole final est établi en langues hongroise et allemande ; les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent protocole.

Fait à Vienne, le 14 juillet 1926, en double expédition.

(Signé) WODIANER Rudolf.

(Signé) GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

(Signé) RAMEK.

III.

Ad Article 9.

The routes and by-roads, by which the frontier may be crossed in virtue of frontier cards and permits, shall be fixed and published one month after the Treaty comes into force.

IV.

It is agreed that the Contracting Parties reserve the right in particular cases, and for reasons of national and public safety, to prohibit certain persons from crossing into their territory, and in exceptional circumstances, (for instance, in case of disturbances threatening the safety of the State, threatened epidemics, etc.), temporarily to suspend entirely or at certain points, the movement of persons in local frontier traffic.

When frontier traffic is thus suspended, the Government which adopts the measure in question shall notify the Government of the other Party, if possible eight days in advance.

In cases when certain persons are prohibited from crossing the frontier, the authority which issues the prohibition shall notify the other Party without delay and shall, if possible, state the reasons of such prohibition.

V.

It is agreed that officials belonging to the political administration of the frontier zone of one of the Parties, when travelling on duty, may enter the frontier zone of the other Party, even though they do not produce any documents other than a railway identity card issued by the competent administration and a service pass from their official superiors.

VI.

With a view to promoting friendly relations between the two neighbouring countries, the two Governments shall authorise the heads of the political services of first instance in the frontier zone to arrange meetings from time to time, at various places on the frontier to be determined for this purpose, with heads of the corresponding services of the other State.

At these conferences all questions and proposals of a nature to ensure friendly co-operation between the administrations concerned shall be discussed and, if necessary, measures shall be taken. All incidents arising out of complaints by the inhabitants of the frontier zone or due to disputes between the agents of the two frontier administrations shall by joint agreement be dealt with by the administrations concerned.

The present final Protocol shall be drawn up in the Hungarian and German languages ; both texts shall be authentic.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Protocol.

Done at Vienna, July 14, 1926, in duplicate.

(Signed) WODIANER Rudolf.

(Signed) GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

(Signed) RAMEK.

ANNEXE

A L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS LE TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL

Conformément à l'article premier de cet accord, sont comprises dans la zone de 15 kilomètres, pour ce qui concerne le territoire du Royaume de Hongrie, les communes suivantes groupées d'après les circonscriptions politiques. (Suivent les listes figurant aux pages 140-141.)

Conformément à l'article premier de cet accord, sont comprises dans la zone de 15 kilomètres, pour ce qui concerne le territoire de la République d'Autriche, les communes suivantes groupées d'après les circonscriptions politiques. (Suivent les listes figurant aux pages 140-141.)

ANNEX

TO THE AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY
FOR THE REGULATION OF THE MOVEMENT OF PERSONS IN LOCAL FRONTIER TRAFFIC.

In conformity with Article I of this Agreement the following communes, grouped according to political districts, are included, in the case of the territory of the Kingdom of Hungary, in the 15-kilometre zone. (Here follow the lists given on pages 140-141.)

In conformity with Article I of this Agreement the following communes, grouped according to political districts, are included, in the case of the territory of the Austrian Republic, in the 15-kilometre zone. (Here follow the lists given on pages 140-141.)

N° 1431.

AUTRICHE ET HONGRIE

Accord relatif à l'octroi de facilités
dans le petit trafic frontalier.
Signé à Vienne, le 14 juillet
1926.

AUSTRIA AND HUNGARY

Agreement with regard to the Grant-
ing of Facilities in Minor Frontier
Traffic. Signed at Vienna, July 14,
1926.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 1431. — MEGÁLLAPODÁS ¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT A KISEBB HATÁRSZÉLI FORGALOM MEGKÖNNYITÉSE TÁRGYÁBAN, ALÁÍRATOTT WIENBEN, 1926. JULIUS 14.- AN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 mars 1927.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA és az OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE egyaránt attól az óhajtól vezéreltetve, hogy a két szomszédos határkerület közötti forgalmat a gazdasági szükségleteknek megfelelően lehetőség szerint megkönnyítsék és az erre vonatkozólag fennálló különféle egyezményeket egységesen szabályozzák, elhatározták, hogy e célból megállapodást kötnek, melynek eszközzésére meghatalmazottjaikként megnevezték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

maglódi WODIANER Rudolf, nyug. rendkívüli követ és meghatalmazott minisztert és sédeni és remetei gróf AMBRÓZY Lajos wieni rendkívüli követ és meghatalmazott minisztert.

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE :

dr. RAMEK Rudolf szövetségi kancellárt,

akik jónak és kellő alakban kiállítottnak talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következő megállapodásban egyeztek meg :

I. cikk.

Jelen megállapodás értelmében határkerületnek azok a közös vámhatár mentén fekvő terület-részek ismertetnek el, amelyeknek közelebbi meghatározását mindegyik kormány magának tartja fenn ; a határkerület mélysége azonban sehol sem haladhatja meg a 15 kilométert.

Határszéli lakosok alatt a megállapodások szelleméhez képest a határkerületek lakosai értendők.

A kormányok a legrövidebb időn belül közölni fogják egymással a részükről megállapított belső vámvonallak pontos I irását.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 15 décembre 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1431. — ÜBEREINKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, BETREFFEND ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHRE, GEZEICHNET IN WIEN, DEN 14. JULI 1926.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 22, 1927.

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser von UNGARN und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, von dem gleichen Wunsche beseelt, den Verkehr zwischen den beiderseitigen benachbarten Grenzbezirken, den wirtschaftlichen Bedürfnissen entsprechend, möglichst zu erleichtern und die diesbezüglich bestehenden verschiedenen Vereinbarungen durch eine einheitliche Regelung zu ersetzen, haben beschlossen, zu diesem Behufe ein Übereinkommen zu schließen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser von UNGARN :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister d. R. Rudolf WODIANER
VON MAGLÓD und

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien, Ludwig Grafen
AMBRÓZY VON SEDEN und REMETE,

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

den Bundeskanzler Dr. Rudolf RAMEK,

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich mitgeteilt haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel I.

Als Grenzbezirke im Sinne des Übereinkommens werden die auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegenen Gebietsteile anerkannt, deren nähere Festsetzung den beiden Regierungen vorbehalten bleibt ; doch darf die Breite der Grenzzone an keiner Stelle 15 km überschreiten.

Die Bewohner der Grenzbezirke sind Grenzbewohner im Sinne der Vereinbarungen.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig die genaue Beschreibung der ihrerseits festgestellten inneren Zöllinie in kürzester Zeit mitteilen.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, December 15, 1926.

II. cikk.

(Kisebb határszéli és vásári forgalom.)

1. A kölcsönös behozatali forgalomban — annak fenntartása mellett, hogy visszaélés esetén ez a kedvezmény helyközönként korlátozható vagy felfüggeszthető — vám- és illetékmentes :

friss vagy egyszerűen elkészített állati hus 2 kg-ot meg nem haladó mennyiségben,
gabonából készült malomipari termékek, valamint hüvelyesek 3 kg-ot meg nem haladó mennyiségben,
közönséges kenyér és sütemények 3 kg-ot meg nem haladó mennyiségben,
tej, 2 litert meg nem haladó mennyiségben, amikor ezeket az árukat a határszéli lakosok saját házi szükségletükre uti forgalomban hozzák magukkal.

2. A határkerületből származó alábbi áruk, ahol ezt a helyi viszonyok kívánatossá és megengedhetővé teszik, szükség esetén megfelelő óvintézkedések alkalmazása mellett oly mennyiségben, amely a határszéli lakosok saját házi szükségletét meg nem haladja, vámhatóságilag megállapított mellékutakon is vám- és illetékmentesen áthozhatók, illetve átvihetők a határon :

természetes és mesterséges trágyszerek, len és kender szárban, zöld és száraz takarmány (takarmányfüvek, széna, szalma, szecska), erdei alom, moha, sás, közönséges építőhomok, kavics, darabos surla, közönséges és fazekas agyag, tűzifa, tőzeg, lápföld, nyers tapló.

3. Az olyan gabona, olajos magvak, kender, len, fa, cser és hasonló mezőgazdasági termékek amelyeket határszéli lakosok őrlés, zuzás, felapritás, törés, stb. végett a tulsó határkerületbe visznek és feldolgozott állapotban visszahoznak, a kikészítési eljárásra nézve fennálló feltételek betartása mellett vagy méltánylást érdemlő helyi viszonyok fennforgása esetén a kikészítési eljárásra vonatkozó szabályok alkalmazása nélkül is, azonban a vámjüvedék érdekeinek megfelelő biztosítása mellett vámilletékmentesek. A termékeknek azt a mennyiségét, amely a nyersanyagok ellenében ismét behozható, illetve kivihető, a két vámigazgatás szükség esetén egyetértőleg szabja meg.

4. A mindkét oldali határszéli lakosoknak a saját szükségleteikre szolgáló olyan tárgyaira nézve fennálló forgalom megkönnyítése érdekében, mely tárgyakat kijavítás vagy kézművesekkel való megmunkáltatás végett az egyik határkerületből a tuloldaliba küldenek és onnan visszakapnak, a mindkétoldali határszéli vámhivatalok fel fognak hatalmaztatni arra, hogy a javítási és kikészítési forgalmat mindkét viszonylatban engedélyezhessék. A házi bér munka az iparszerű megmunkálással azonos elbírálás alá esik. Fonalak és szövetek iparszerű megmunkálása egyszerűen azok festésében is állhat. A szöveteknek ruházati cikkekkel való feldolgozási forgalmában a vámmentesség a ruhaneműek előállításánál felhasznált kellékekre is kiterjed.

5. Ideiglenes használatra szánt kézművesi és üzemi szerszámok szükség esetén az előjegyzési eljárásban megkivánt vámbiztosítékok térítése mellett, mellékutakon is vám- és illetékmentesen szállíthatók a tuloldali határkerületbe.

6. Elkészített gyógyszerek, amelyeket a határszéli lakosok gyakorlatra jogosult orvosok és állatorvosok vénye alapján saját szükségletükre és nem viszonteladás céljából viszonyaiknak megfelelő kisebb mennyiségekben szereztek be szomszédos gyógyszertárakban, az illetékes hatóság külön engedélye nélkül mellékutakon is vám- és illetékmentesen igazítandók el. Az oly egyszerű gyógyászati célokra szolgáló gyógyárak, valamint egyszerű gyógyászati és vegyszertári készítmények, amelyeknek borítékja el van látva a tartalom pontos és szabatos gyógyszerészeti megjelölésével és amelyek a beszerzés területén érvényes szabályok szerint kézi bevásárlás útján is kiszolgáltathatók, orvosi vény bemutatása nélkül is behozhatók mint fent, ha azokat a fogyasztó saját szükségletére szerezte be és viszonyainak megfelelő kis mennyiségről van szó.

A beviteli államban nem engedélyezett gyógyszerek a határforgalomban sem vihetők be.

Artikel II.

(Kleiner Grenz- und Marktverkehr.)

1. Im beiderseitigen Einfuhrverkehre sind vorbehaltlich der im Falle eines Missbrauches örtlich anzuordnenden Beschränkung oder Aufhebung dieser Begünstigung frei von Zoll und Abgaben zu lassen :

Fleisch von Vieh, frisch oder einfach zubereitet, in Mengen von nicht mehr als 2 kg.,
Müllereierzeugnisse aus Getreide, ferner Hülsenfrüchte in Mengen von nicht mehr als 3 kg.,

gewöhnliches Brot und Backwerk in Mengen von nicht mehr als 3 kg.,

Milch in Mengen von nicht mehr als 2 Litern, insoweit diese Waren von Grenzbewohnern für den Bedarf des eigenen Haushaltes im Strassenverkehre mitgenommen werden.

2. Wo die örtlichen Verhältnisse es wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, erforderlichenfalls unter entsprechenden Vorkehrungen, dürfen folgende, aus dem Grenzbezirke stammende Waren in Mengen, die den eigenen Hausbedarf der Grenzbewohner nicht übersteigen, zoll und abgabefrei auch auf zollamtlich festgesetzten Nebenwegen über die Grenze gebracht werden :

Natürliche und künstliche Düngemittel, Flachs und Hanf in Stengeln, Grün- und Rauhfutter (Futterkräuter, Heu, Stroh, Häckerling), Waldstreu, Moos, Binsen, gemeiner Bausand, Kieselsteine, Schmirgel in Stücken, gemeine Ton- und Töpfererde, Brennholz, Torf, Moorerde, roher Feuerchwamm.

3. Getreide, Ölsamen, Hanf, Flachs, Holz-, Lohe und ähnliche landwirtschaftliche Erzeugnisse die von Grenzbewohnern zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben oder dgl. in den jenseitigen Grenzbezirk verbracht und im verarbeiteten Zustande zurückgeführt werden, bleiben unter den für den Veredlungsverkehr vorgeschriebenen Bedingungen oder, wenn berücksichtigungswerte örtliche Verhältnisse dafür sprechen, auch ohne Anwendung der Vorschriften über den Veredlungsverkehr unter entsprechender Zollsicherung frei von Zollabgaben. Die Mengen der Erzeugnisse, die an Stelle der Rohstoffe wieder eingeführt werden dürfen, oder wieder ausgeführt werden müssen, sind erforderlichenfalls von der beidseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen festzusetzen.

4. Zur Erleichterung des Verkehres der beiderseitigen Grenzbewohner mit Gegenständen des eigenen Bedarfes, die zur Ausbesserung oder zur handwerksmässigen Bearbeitung aus einem Grenzbezirke in den gegenüberliegenden versandt werden und zurückkommen, werden die beiderseitigen Grenzzollämter ermächtigt werden, den Ausbesserungs- und Veredlungsverkehr in beiden Richtungen zuzulassen. Der handwerksmässigen Bearbeitung ist die häusliche Lohnarbeit gleichzustellen. Die handwerksmässige Bearbeitung darf bei Garnen und Geweben auch im Färben bestehen. Im Bearbeitungsverkehre mit Stoffen zur Herstellung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

5. Handwerks- und Betriebsgerät kann zur vorübergehenden Benützung, erforderlichenfalls unter Vorbehalt der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung, auch auf Nebenwegen frei von Zoll- und Abgaben in den gegenüberliegenden Grenzbezirk gebracht werden.

6. Zubereitete Arzneiwaren, die Grenzbewohner zum eigenen Bedarf und nicht zum Wiederverkauf gegen Rezepte von zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzten und Tierärzten in den Verhältnissen der Beziehenden entsprechenden kleinen Mengen aus benachbarten Apotheken holen, dürfen auch auf Nebenwegen ohne besondere Bewilligung der zuständigen Behörden eingebracht und zoll- und abgabefrei abgefertigt werden. Bei einfachen, zu Medizinalzwecken dienenden Drogen und einfachen pharmazeutischen und chemischen Präparaten, die auf der Umhüllung eine genaue und deutliche pharmazeutische Bezeichnung tragen und nach den in dem betreffenden Gebiete geltenden Bestimmungen im Handverkaufe verabreicht werden dürfen, wird überdies von dem Erfordernis der Beibringung von Rezepten abgesehen, sofern sie ebenfalls nur zum eigenen Bedarf und in entsprechenden kleinen Mengen bezogen werden.

Im Einfuhrstaate nicht zugelassene Heilmittel dürfen auch im Grenzverkehre nicht mitgenommen werden.

7. A határkerületben lakó gyakorlatra jogosult orvosok, állatorvosok és okleveles szülésznők hivatásukat a tuloldali határkerületben is gyakorolhatják, kötelesek azonban a tuloldali területen érvényben lévő vonatkozó szabályokat a legpontosabban betartani és a fertőző betegségek esetére megkivánt hivatalos bejelentési kötelezettségnek mindenesetre eleget tenni. Nevezettek a határt ha külön vámhivatali igazolólapjuk van, hivatásuk gyakorlása közben lábbal hajtott vagy motorkerékpárral is átléphetik vámhivatal elé állítás és nappali időre való korlátozás nélkül mellékutakon is. E könnyítésekre vonatkozó közelebbi intézkedéseket a két vámigazgatás egyetértőleg állapítja meg.

Magukkal vitt orvosságokat csak fenyegető veszély esetén szabad betegeknek kiszolgáltatniok.

A két kormány a tekintetbejövő egészségügyi személyek utbaigazítása végett közölni fogja egymással az említett egészségügyi hivatások gyakorlására nézve fennálló határozmányokat és kölcsönösen ki fogja cserélni a határkerületben lakó gyakorlatra jogosult orvosok, állatorvosok és okleveles szülésznők névjegyzékét, valamint az ezekben esetenként beálló változásokat, illetve kiegészítéseket.

III. cikk.

(Mezőgazdasági határforgalom.)

1. Közeli legelőre hajtott és onnan még ugyanaznap visszatérő állatok előjegyzési eljárás alá nem esnek, továbbá vám- és illetékmentesek, ha a tekintetbe jövő határszéli lakosok állatállományukat bejelentik s az át- és visszahajtas órája megállapítottatik.

Az állatok az állategészségügyi rendészeti szabályok betartása mellett csak azokon az utakon hajthatók legelőre, amelyeket az illetékes közigazgatási hatóságok kölcsönös egyetértéssel haj csá rutul kijelöltek.

2. Megmátszás, metszés, állatorvosi kezelés végett vagy az 1. pont második bekezdésében megjelölt utakon átmeneti munkára lábön áthajtott állatok, valamint átmeneti használatra szánt mezőgazdasági gépek és eszközök az előjegyzési eljárásra nézve fennálló biztosíték térítése mellett vám- és illetékmentesek.

3. A vámhatár által átszelt földbirtokhoz vagy más fekvőséghez (szűkebb értelemben vett kettősbirtok) tartozó gazdasági állatok és gazdasági eszközök, az ilyen birtok bevetéséhez szükséges vetőmag, továbbá az azon nyert mezőgazdasági, kertészeti és erdészeti termékek termelésük helyéről a határvonalontuli lakó- és gazdasági épületekbe az átszelő határvonalon keresztül bárhol vám- és illetékmentesen átszállíthatók.

Az olyan határszéli lakosok, akik a határon innen lagnak és a tulsó határkerületben elterülő, azonban lakóhelyükhöz közel fekvő saját földjükön gazdálkodást vagy mezőgazdaságot folytatnak, (tágabb értelemben vett kettősbirtokosok) az ezekhez a munkákhoz szükségelt gazdasági állatokat és gazdasági eszközöket, a szükséges vetőmagot, valamint a földjükön nyert mezőgazdasági, kertészeti és erdészeti termékeket személyesen vagy hozzátartozóik, illetve cselédségük által vámés illetékmentesen szállíthatják a határon keresztül. Ez a szállítás mellékutakon is történhetik, ha a helyi viszonyok vagy a munka természete ezt szükségessé teszi, a szóbanlévők a vámbiztosíték érdekében tett intéz kedéseket betartják és a tulsó határkerületből még az átlépés napján vissza- térnek.

Mezőgazdasági terméknek tekintetik a friss szőlő, a cefre és a szőlőmust is, melynek erjedése még nem fejeződött be, az esetben, ha ezek a termékek legkésőbb a termelési év november 30-ig szállíttatnak a határon át a birtokos pincéibe.

Nevezett kettősbirtokosok — amennyiben présházai vagy borpincéjük a tuloldali határkerületben fekszenek — az ugyanott elterülő saját földbirtokaikon termelt bort is a következő gazdasági év június 30-ig az innesső határkerületben fekvő lak- és gazdasági épületeikben vám- és illetékmentesen átvihetik.

7. Die im Grenzbezirke ansässigen und zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzte, Tierärzte und diplomierten Hebammen können ihren Beruf auch im jenseitigen Grenzbezirke ausüben, sie müssen aber die im jenseitigen Gebiete geltenden Vorschriften genauestens beachten und haben sich jedenfalls der für ansteckende Krankheiten geltenden amtlichen Anzeigepflicht zu unterwerfen. Sie dürfen, wenn sie mit besonderen zollamtlichen Legitimationskarten ausgestattet sind, in Ausübung ihres Berufes auch mit Fahrrädern oder Motorrädern die Grenze ohne jeweilige Stellung zu einem Zollamte auch auf Nebenwegen und ohne Beschränkung auf die Tageszeit überschreiten. Nähere Anordnungen bezüglich dieser Erleichterungen werden die beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen treffen.

Die Verabreichung von mitgebrachten Arzneien ist nur im Falle drohender Gefahr gestattet.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig die geltenden Bestimmungen, betreffend die Ausübung der obigen Sanitätsberufe, zum Zwecke der Benachrichtigung der in Betracht kommenden Sanitätspersonen mitteilen, sowie die Verzeichnisse der im Grenzbezirke ansässigen und zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzte, Tierärzte und der diplomierten Hebammen gegenseitig austauschen und einander allfällige Änderungen beziehungsweise Ergänzungen zur Kenntnis bringen.

Artikel III:

(Landwirtschaftlicher Grenzverkehr.)

1. Vieh, das auf nahe Weideplätze geführt und noch am selben Tage wieder zurückgebracht wird, bleibt gegen Anmeldung der Viehbestände durch die in Betracht kommenden Grenzbewohner und Festsetzung der Auf- und Abtriebsstunden ohne Einleitung des Vormerkverfahrens frei von Zoll- und Abgaben.

Die Beförderung von Vieh ist jedoch unter Einhaltung der veterinärpolizeilichen Vorschriften nur auf solchen Wegen zulässig, die im gegenseitigen Einvernehmen von den zuständigen Verwaltungsbehörden als Viehtriebswege bestimmt werden.

2. Vieh zum Verwiegen, zum Schneiden, zur tierärztlichen Behandlung oder zur vorübergehenden Arbeit im *Fusstrieb* auf den im Punkt 1, Absatz 2, bezeichneten Wegen, sowie landwirtschaftliche Maschinen und Geräte zur vorübergehenden Benützung und unter Vorbehalt der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung werden frei von Zoll und Abgaben belassen.

3. Werden Landgüter oder andere Besitzungen von der Grenze durchschnitten (Doppelbesitzer im engeren Sinne), so können das zu der Besetzung gehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgerät, die zu ihrer Bestellung erforderliche Aussaat, dann die auf ihnen gewonnenen Erzeugnisse der Land-, Garten- und Forstwirtschaft bei der Beförderung von den Orten ihrer Hervorbringung nach den im jenseitigen Gebiete befindlichen Wohn- und Wirtschaftsgebäuden frei von Zoll- und Abgaben an jedem Punkte über die durchschneidende Grenze gebracht werden.

Grenzbewohner, die diesseits der Grenze ihren Wohnsitz haben und im jenseitigen Grenzbezirke auf eigenen, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnortes gelegenen Grundstücken, Feld- oder landwirtschaftliche Arbeiten zu verrichten haben (Doppelbesitzer im weiteren Sinne), können selbst oder durch ihre Angehörigen, beziehungsweise ihr Gesinde das für diese Arbeiten erforderliche Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgerät, die erforderliche Aussaat und die auf ihnen gewonnenen Erzeugnisse der Land-, Garten- und Forstwirtschaft zoll- und abgabefrei über die Grenze bringen. Die Verbringung über die Grenze kann auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die örtlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeiten es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzbezirke an demselben Tage zurückkehrt, an dem er ihn betreten hat.

Als Erzeugnisse der Landwirtschaft werden auch frische Weintrauben, Weinmaische und Traubenmost, dessen Gärung noch nicht beendet ist, betrachtet, falls sie längstens bis zum 30. November des Erntejahres in die eigenen Weinkeller über die Grenze gebracht werden.

Die angeführten Doppelbesitzer können — falls ihre Presshäuser oder Weinkeller im jenseitigen Grenzbezirke liegen — auch den auf ihren eigenen, daselbst gelegenen Grundstücken erzeugten Wein bis zum 30. Juni des folgenden Wirtschaftsjahres frei von Zoll- und Abgaben in die in der diesseitigen Grenzzone gelegenen Wohn- und Wirtschaftsgebäude bringen.

A szőlő és cefre általában vámhatóságilag megállapított mellékutakon is szállítható, ha a szállítást a legközelebbi vámórségnél előzetesen bejelentik. Szőlőmust és bor rendszereint csak vámúton és a vámhivatalnál történt előzetes bejelentés mellett szállítható. Ott, ahol a helyi viszonyok megkívánják és megengedik, a határon át való szállítás megfelelő óvintézkedések alkalmazása mellett a vámhatóságilag megállapított mellékutakon is eszközölhető, az ilyen szállítás azonban a legközelebbi vámórségnél előzetesen bejelentendő.

A tágabb és szűkebb értelemben vett kettősbirtokosok áruforgalmának szükség szerinti ellenőrzése céljából a két szerződő fél elsőfoku politikai hatóságai a határkerületben fekvő azon gazdasági üzemekről (a földbirtok és annak kiterjedése, művelési ága, tulajdonos), amelyek a határforgalom kedvezményére igényelnek, jegyzéket készítenek és ezeket legkésőbb jelen egyezmény életbeléptetésétől számított 3 hónapon belül kölcsönösen kicserélik. A földbirtokok szőlővesszővel való beültetése esetén a jegyzékeknek fentiekben kívül a szőlőfajtákat is tartalmazniuk kell.

Mindkét szerződő fél elsőfoku politikai hatóságai a kettősbirtokok ilyen minőségének megszüntését, illetőleg a kettősbirtokosok személyében, valamint a kettősbirtok művelési ágában és a földbirtokok kiterjedésében beálló mindennemű változást nyomban közölni tartoznak egymással. Az ilyenmű változásokról ezenkívül minden 3 hónapban összefoglaló kimutatást küldenek egymásnak.

A határon át a kedvezményes forgalom keretében szállítandó árak mennyisége szükség esetén az előrelátható termés alapján a behozatalnál tekintetbe jövő határszéli vámhivatalok, illetve vámörköltnitmények által állapítandó meg.

A fennálló kedvezmények, amennyiben azok szőlőmust és boria vonatkoznak, csak azokra a kettősbirtokosokra nyerne alkalmazást, akik jelenleg birtokosok vagy a földbirtokot ezután szerzik meg élők közötti átruházás vagy örökösödés útján oly személyektől, akik után azon állam törvénye szerint, amely állam területén a kettősbirtokosok gazdasági üzemének főtelepe van, a törvényes öröklésre hivatottak.

4. Az olyan határszéli lakosok, akik a határon innen laknak és a tulsó határkerületben elterülő, azonban lakóhelyükhöz közel fekvő bérelt szántóföldeken vagy réteken gazdálkodást folytatnak, az ott alkalmazott gazdasági állatokat és eszközöket, a megművelt tulsó területeken nyert megőrzött gazdasági termékeket, valamint a szükséges vetőmagot vám- és illetékmentesen szállíthatják át a határon. Ezen kedvezmények szőlőre, cefrére, szőlőmustra és borra nem nyerne alkalmazást. A szállítás mellékutakon is történhetik, ha a helyi viszonyok vagy a munka természete szerint ez szükségesnek látnak, az érdekeltek a vámbiztosíték érdekében tett intézkedéseket betartják és a tulsó határkerületből még az átlépés napján visszatérnek.

Ezen kedvezmény csak az 1926. évi június hó 30-a előtt kötött bérletekre (bérleti szerződések) terjed ki. Az eddig fennállott bérleti szerződések meghosszabbítása új bérleti szerződéseknek tekintetnek.

Az ezen forgalom keretében a határon át szállítandó áru mennyisége szükség esetén az előrelátható termés alapján a behozatalnál tekintetbe jövő határszéli vámhivatalok, illetve vámörköltnitmények által állapítandó meg.

Ennek az áruforgalomnak szükség szerinti ellenőrzése céljából a két szerződő fél elsőfoku politikai hatóságai az 1926. évi június hó 30-ig kötött bérletekről, a bérlők és bérbeadók, a földbirtokok, azok kiterjedése, valamint művelési ágának feltüntetésével, jegyzéket készítenek és ezen összeállításokat legkésőbb jelen egyezmény életbeléptetésétől számított 3 hónapon belül kicserélik. A két szerződő fél elsőfoku politikai hatóságai ezenfelül nyomban közölni fogják egymással a bérleti viszony megszüntését és minden 3 hónapban összefoglaló kimutatásokat fognak egymás között kicserélni az összes ily természetű változásokról. A bérleti viszony fennállása szükség esetén perrendszerűen igazolandó.

Azon esetekben, amikor a tuloldali határkerületben fekvő földbirtokot az innenső határkerületben lakó tulajdonosa 1926. évi június 30.-a után azon okból adja bérbe, mert a kérdéses földbirtokot előrehaladott vagy fiatal kora vagy betegsége miatt nem művelheti meg, mindegyik

Die Verbringung von Weintrauben und Weinmaische ist im allgemeinen auch auf zollamtlich festgesetzten Nebenwegen gegen vorherige Anmeldung bei der nächsten Zollwachabteilung zulässig. Die Verbringung von Traubenmost und Wein ist in der Regel nur auf Zollstrassen und nur gegen vorherige Anmeldung beim Zollamte gestattet. Wo die örtlichen Verhältnisse es wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, kann die Verbringung über die Grenze unter entsprechenden Vorkehrungen auch auf zollamtlich festgesetzten Nebenwegen gegen vorherige Anmeldung bei der nächsten Zollwachabteilung erfolgen.

Zwecks einer erforderlichenfalls notwendigen Kontrolle des Warenverkehrs der Doppelbesitzer im engeren und weiteren Sinne, sind von den politischen Behörden erster Instanz der beiden Vertragsteile Verzeichnisse über die im Grenzbezirke liegenden Wirtschaftsbetriebe (Grundstücke und ihr Ausmass, Kulturgattung, Besitzer), welche auf die Begünstigung des Grenzverkehrs Anspruch haben, anzufertigen und längstens 3 Monate nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens gegenseitig auszutauschen. Bei der Bebauung der Grundstücke mit Weinreben sind ausserdem die Rebensorten in die Verzeichnisse aufzunehmen.

Die politischen Behörden erster Instanz der beiden Vertragsteile werden einander das Aufhören eines Doppelbesitzes, beziehungsweise jede Änderung in der Person des Doppelbesitzers und in der Kulturgattung, sowie im Ausmass des Grundstückes sofort mitteilen, ausserdem werden sie alle 3 Monate zusammenfassende Ausweise über derartige Veränderungen austauschen.

Die Menge der im begünstigten Verkehre über die Grenze zu bringenden Waren ist erforderlichenfalls von den für die Einfuhr in Betracht kommenden Grenzzollämtern, beziehungsweise Zollwachabteilungen auf Grund der mutmasslichen Fechsung festzusetzen.

Die vorstehenden Begünstigungen finden, insoweit sie sich auf Traubenmost und Wein beziehen, nur auf jene Doppelbesitzer Anwendung, welche derzeit Eigentümer sind oder welche späterhin die Grundstücke, sei es unter Lebenden oder im Wege der Erbfolge von Personen erwerben, nach welchen sie gemäss den Gesetzen des Staates, in dem der Hauptbesitz des Wirtschaftsbetriebes der Doppelbesitzer liegt, zur gesetzlichen Erbfolge berufen werden.

4. Grenzbewohner, die diesseits der Grenze ihren Wohnsitz haben, und in dem jenseitigen Grenzbezirke auf gepachteten, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnsitzes gelegenen Äckern oder Wiesen Feldarbeiten zu verrichten haben, können das für diese Arbeiten erforderliche Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgerät, die auf den bearbeiteten jenseitigen Grundstücken gewonnenen Erzeugnisse der Landwirtschaft, sowie die erforderliche Aussaat zoll- und abgabenfrei über die Grenze bringen. Diese Begünstigung findet auf Weintrauben, Weinmaische, Traubenmost und Wein keine Anwendung. Die Verbringung über die Grenze kann auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die örtlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeit es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzbezirke an demselben Tage zurückkehrt, an dem er ihn betreten hat.

Diese Begünstigung findet nur auf vor dem 30. Juni 1926 abgeschlossene Pachtungen (Pachtverträge) Anwendung. Verlängerungen von bisherigen Pachtverträgen sind als neue Pachtverträge anzusehen.

Die Menge der in diesem Verkehre über die Grenze zu bringenden Waren ist erforderlichenfalls von den für die Einfuhr in Betracht kommenden Grenzzollämtern, beziehungsweise Zollwachabteilungen auf Grund der mutmasslichen Fechsung festzusetzen.

Zwecks einer erforderlichenfalls notwendigen Kontrolle dieses Warenverkehrs sind von den politischen Behörden erster Instanz der beiden Vertragsteile Verzeichnisse über die bis zum 30. Juni 1926 abgeschlossenen Pachtungen unter Anführung der Pächter und Verpächter, der Grundstücke, des Ausmasses derselben sowie deren Kulturgattung anzufertigen und längstens drei Monate nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens auszutauschen. Die politischen Behörden erster Instanz der beiden Vertragsteile werden einander ferner das Aufhören eines Pachtverhältnisses sofort mitteilen und ausserdem alle drei Monate zusammenfassende Ausweise über derartige Veränderungen austauschen. Der Bestand des Pachtverhältnisses ist erforderlichenfalls gerichtsmässig zu erweisen.

In jenen Fällen, in denen nach dem 30. Juni 1926 im jenseitigen Grenzbezirke liegende Grundstücke von ihren im diesseitigen Grenzbezirke wohnhaften Eigentümern lediglich aus dem Grund verpachtet werden, weil die Eigentümer die Grundstücke wegen hohen oder jugendlichen Alters

állam pénzügyminisztériuma a bérelt szántóföldek vagy rétekre vonatkozó fenti kedvezményeket az új bérlőknek is megadja.

5. Gőzzel vagy motorral hajlott mezőgazdasági gépek, melyek a 3. cikkben megjelölt forgalomban be- vagy kivetnek, nem tekintetnek a 3. pont 1. és 2. bekezdése, valamint a 4. pont első bekezdésében említett gazdasági eszközöknek és előjegyzési eljárás alá veendőkk. Ismert és megbízható feleknél a vám biztosíték térítésétől el lehet tekinteni.

6. Határszéli lakosok, akik a tuloldali határkerületben, azonban csak lakóhelyük közelében, mező- és erdőgazdasági üzemeknél szolgálati szerződések alapján időlegesen mezei vagy más mező- és erdőgazdasági munkát végeznek, azon esetben, ha a tuloldali határkerületből legkésőbb a munkahelyre való érkezéstől számított 6. nap lejártá előtt lakóhelyükre rendszerint visszatérnek, a vám biztosíték érdekében ilyen esetekben esz közölt intézkedésekhez való alkalmazkodás mellett a vámhatárt a vámország által e célra kijelölt mellékutakon is átléphetik és a munkához szükséges eszközöket, nemkülönbén a szolgálatban szerzett természetbeni járandóságait, valamint a beigazolhatólag munkabér fejében munkaadójuk által részükre beszerzett, saját szükségletükre szolgáló tárgyakat (pl. cipőt és más ruházati cikkeket) vám és illetékmentesen a határon áthozhatják.

Hasonlóképpen vámmentesek az ilyen munkások részére lakóhelyükön elkészített és utánuk vitt eledel, ha az, aki az ételt viszi, a tuloldali területrelépés napján még visszatér.

IV. cikk.

(Általános rendelkezések.)

1. Vámbiztosítás nélkül, mindazonáltal az előírt vámszabályok betartása mellett, vám- és illetékmentesek: használt burkolatok (zsákok, hordók, kannák, kosarak, stb.) és oly szállítóeszközök, melyek a két határkerület közötti forgalomban a II. cikk 2. és 3. pontjában, valamint a III. cikk 3. és 4. pontjában említett áruk szállítására szolgálnak még pedig akár megtöltve, az odaszállításnál, akár üresen a visszaszállításnál és fordítva.

2. Elemi csapások (erdődégés, tüzvész, áradás, stb.), valamint egyes súlyosabb betegségek esetén a segélynyújtó mentőszemélyzet szükséges felszereléseivel és fogataival a határt menet és jövet minden formáság mellőzésével éjjel is átlépheti.

3. Az áruforgalom az olyan utakon, amelyek a másik állam területét átszelik vagy a tuloldali határ mentén vezetnek, a fennálló vámszabályok betartásához van kötve, a mellékutakon pedig — amennyiben az az általános forgalomnak nincsen megnyitva — csak külön engedély alapján bonyolítható le.

Ilyen utak használata azonos feltételek mellett a postaforgalom részére is engedélyeztetik.

4. Be- és kiviteli tilalmak (az 1922. február hó 8-án kelt kereskedelmi¹ egyezmény VI. cikkének 1. e) pontja) a két határkerületnek jelen határegyezmény 2. és 3. cikkében szabályozott egymás közötti forgalmában nem nyernek alkalmazást.

Kivételt képeznek azok a tilalmak a közbiztonsági, közegészségügyi és állategészségügyi rendszert érdekelt szolgálják, továbbá, amelyek hasznos növények védelmére, hadiszükségletek és állami egyedárúsítás tárgyát képező cikkekre vonatkoznak (1922. február hó 8-án kelt kereskedelmi egyezmény VI. cikkének 1. a-d) pontja.)

5. Mindkét kormány fenntartja magának a határforgalmat szabályozó határozmányok betartása ellenőrzésének, visszaélések esetén pedig ezen kedvezmények megszüntetésének vagy korlátozásának jogát.

¹ Vol. XVI, page 19, de ce recueil.

oder Krankheit nicht selbst bewirtschaften können, werden obige Begünstigungen für gepachtete Äcker oder Wiesen von den beiderseitigen Finanzministerien auch den neuen Pächtern zuzubilligen sein.

5. Landwirtschaftliche Maschinen mit Dampf- und Motorbetrieb, die in den im Artikel III bezeichneten Verkehren ein-, beziehungsweise ausgeführt werden, fallen nicht unter die in dem Punkte 3., Absatz 1 und 2, und Punkt 4., Absatz 1. erwähnten Wirtschaftsgeräte und müssen dem Vormerkverfahren unterzogen werden, wobei bei bekannten und zuverlässigen Parteien von einer Sicherung des Zolles abgesehen werden kann.

6. Grenzbewohner, welche in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben des jenseitigen Grenzbezirkes, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnortes, auf Grund abgeschlossener Dienstverträge zeitweilige Feld- oder andere Land- und forstwirtschaftliche Handarbeiten verrichten, können, wenn sie aus dem jenseitigen Grenzbezirke spätestens vor Ablauf des sechsten Tages nach Betreten des Arbeitsortes in ihren Wohnort regelmässig zurückkehren, bei Beobachtung der zur Zollsicherung in derlei Fällen getroffenen behördlichen Anordnungen die Zollgrenze auch auf von der Zollwachabteilung hiezu bestimmten Nebenwegen überschreiten und die zur Arbeit erforderlichen Geräte ferner den ins Verdien gebrachten Natural- (Deputat-) lohn, wie auch die als Teil der Entlohnung von ihrem Arbeitgeber nachweislich für sie angeschafften Gegenstände des eigenen Bedarfes (zum Beispiel Schuhe und andere Bekleidungsstücke) zoll- und abgabenfrei über die Grenze bringen.

Die für solche Arbeiter in ihrem Wohnorte zubereiteten Speisen können ihnen über die Grenze ebenfalls zollfrei zugetragen werden, vorausgesetzt, dass der Zuträger noch an demselben Tage, an dem er den jenseitigen Grenzbezirk betreten hat, zurückkehrt.

Artikel IV.

(Allgemeine Bestimmungen.)

1. Ohne Zollsicherung, jedoch unter Beachtung der bestehenden Zollvorschriften, wird die Freiheit von Zoll und Abgaben zugestanden: gebrauchten Umschliessungen, (Säcken, Fässern, Kannen, Körben, u. dgl.) und Transportmitteln, die zum Transport der im Artikel II, Punkt 2) und 3) und Artikel III, Punkt 3) und 4) genannten Waren zwischen den beiden Grenzbezirken dienen, und zwar sowohl gefüllt beim Hintransport, wie auch im geleerten Zustande beim Rücktransporte, beziehungsweise umgekehrt.

2. Bei Elementarereignissen (Waldbränden, Feuersbrünsten, Hochwasser u. dgl.) und einzelnen schweren Krankheitsfällen wird der zur Hilfe kommenden Rettungsmannschaft mit ihren Gerätschaften und Bespannungen der Übertritt über die Grenze und die Rückkehr ohne besondere Formalitäten, und zwar auch des Nachts gestattet.

3. Der Warenverkehr auf Strassen und Wegen, die das Gebiet des anderen Staates durchschneiden oder jenseits längs der Grenze führen, ist an die Einhaltung der bestehenden Zollvorschriften und, wenn es sich um Nebenwege handelt, auch an eine besondere Bewilligung gebunden, soweit dieser Nebenwegverkehr nicht allgemein zugelassen ist.

Die Benützung solcher Strassen und Wege wird unter denselben Bedingungen auch dem Postverkehre zugestanden.

4. Ein- und Ausfuhrverbote (Artikel VI, 1. e. des Handelsübereinkommens¹ vom 8. Februar 1922) finden auf die durch das gegenwärtige Grenzübereinkommen in den Artikeln II und III geregelten Verkehre zwischen den beiderseitigen Grenzgebieten keine Anwendung.

Ausgenommen sind Verbote aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit, aus Gründen der Gesundheits- und Veterinärpolizei, des Schutzes von Nutzpflanzen, in Beziehung auf Kriegsbedarf und für Gegenstände von Staatsmonopolen (Artikel VI, 1 a—d des Handelsübereinkommens vom 8. Februar 1922).

Die beiden Regierungen behalten sich die Kontrolle über die Einhaltung der den Grenzverkehr regelnden Bestimmungen, sowie die Befugnis zur Aufhebung oder Einschränkung dieser Begünstigungen im Falle von Hintergehungen vor.

¹ Vol. XVI, page 19, of this Series.

6. Jelen egyezmény életbelépésének napján a határforgalom könnyítése tárgyában 1922. évi február hó 1-én¹ létesített egyezmény határozmányai hatályukat veszítik.

Hasonlóképen nem nyernek többé alkalmazást a magyar és az osztrák határon szükséges mezőgazdasági forgalmat szabályozó, illetve a mezőgazdasági termékek be- és kivitele tárgyában 1922. évi augusztus hó 4-én Sopronban felvett jegyzőkönyv határozmányai.

7. Jelen egyezmény lehetőleg mielőbb jóvá hagyandó. A megerősítő okiratok kicserélése Budapesten történik.

Jelen egyezmény a megerősítő okiratok kicserélését követő 10. napon lép életbe és mindaddig érvényben marad, míg azt valamelyik szerződő fél fel nem mondja. Ebben az esetben az egyezmény attól a naptól számított 6 hónap letelte után veszti hatályát, amely napon a másik szerződőfélnek a felmondás tudomására hozatott.

8. Ez a megállapodás magyar és német eredeti szövegben készült.

Minek hitelül a meghatalmazottak a jelen megállapodást aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Wienben, Ezerkilencszázhuszonhat évi július hó 14-én.

A Magyar Királyság részéről :

WODIANER Rudolf *m. p.*

GRÓF AMBRÓZY LAJOS *m. p.*

Az Osztrák Köztársaság részéről :

RAMEK *m. p.*

¹ Vol. XVI, page 54, de ce recueil.

6. Mit dem Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Übereinkommens verlieren die Bestimmungen des am 1. Februar 1922 unterfertigten Übereinkommens¹, betreffend Erleichterungen im Grenzverkehre, ihre Giltigkeit.

Ebenso gelangen die Bestimmungen des am 4. August 1922 in Sopron aufgenommenen Protokolles, betreffend den an der österreichisch-ungarischen Grenze notwendigen landwirtschaftlichen Verkehr, beziehungsweise die Aus- und Einfuhr der landwirtschaftlichen Erzeugnisse, nicht mehr zur Anwendung.

7. Das gegenwärtige Übereinkommen soll möglichst bald ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Budapest ausgetauscht werden.

Das Übereinkommen tritt am 10. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der beiden Teile gekündigt wird. In diesem Falle tritt es nach Ablauf von 6 Monaten nach dem Tage ausser Kraft, an dem die Kündigung dem anderen vertragschliessenden Teile bekannt gegeben worden ist.

8. Das Übereinkommen wird in ungarischer und deutscher Urschrift ausgefertigt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

WIEN, den 14. Juli Eintausendneunhundertsechszwanzig.

Für das Königreich Ungarn:

WODIANER Rudolf *m. p.*

GRÓF AMBRÓZY LAOS *m. p.*

Für die Republick Österreich:

RAMEK *m. p.*

¹ Vol. XVI, page 54, of this Series.

¹ TRADUCTION.N^o 1431. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE, RELATIF A L'OCTROI DE FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉ A VIENNE, LE 14 JUILLET 1926.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE ET LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également animés du désir de faciliter, dans toute la mesure du possible, le trafic entre les zones frontières voisines des deux pays, conformément aux besoins économiques, et de remplacer par un règlement uniforme les différents arrangements existant jusqu'ici, ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. Rudolf WODIANER, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
M. le comte Louis AMBRÓZY DE SEDEN ET REMETE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Rudolf RAMEK, chancelier fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le terme « zone frontière », dans la présente convention, s'applique à des portions de territoires situées de part et d'autre de la frontière douanière commune — dont les deux gouvernements se réservent d'établir la délimitation exacte. La largeur de cette zone ne devra toutefois dépasser quinze km. sur aucun point.

Les habitants de la zone frontière sont désignés, dans le présent accord, sous le nom d'habitants de la zone.

Les deux gouvernements se communiqueront l'un à l'autre, dans le plus bref délai, la description exacte de la ligne intérieure de démarcation de leur zone frontière.

*Article II.**(Petit trafic de frontière et de marché.)*

1. Pourront être importés dans les deux zones, en franchise de tous droits ou taxes, les produits suivants :

Viande de bétail, fraîche ou préparée simplement, en quantités ne dépassant pas 2 kg. ;

Produits de meunerie provenant de céréales, ainsi que légumes à cosses, en quantités ne dépassant pas 3 kg. ;

Pain et produits de boulangerie ordinaires, en quantités ne dépassant pas 3 kg. ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1431. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY WITH REGARD TO THE GRANTING OF FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT VIENNA, JULY 14, 1926.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY, and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being equally desirous of facilitating by every possible method traffic between the neighbouring frontier zones of the two countries in accordance with economic needs, and of replacing by a uniform system the various arrangements heretofore in force, have decided to conclude an Agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. Rudolf WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; Count Lajos AMBROZY, SEDEN AND REMETE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Rudolf RAMEK, Federal Chancellor ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

For the purposes of the present Convention, the term "frontier zone" shall be understood to apply to portions of territory — situated on either side of the common Customs frontier — the exact delimitation of which is left to the two Governments. The breadth of this zone shall not at any point exceed fifteen kilometres.

The inhabitants of the frontier zone shall be designated in the present Agreement as "inhabitants of the zone".

The two Governments shall communicate to each other with the least possible delay an exact description of the interior line of demarcation of their frontier zone.

*Article II.**(Minor Frontier and Market Traffic.)*

1. The following products may be imported into the two zones free of all duty or tax :

Butcher's meat, fresh or simply prepared, in quantities not exceeding 2 kilogrammes ;
Milling products derived from cereals and pod vegetables in quantities not exceeding 3 kilogrammes ;
Ordinary bread and bakers' wares in quantities not exceeding 3 kilogrammes ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Lait, en quantités ne dépassant pas 2 litres, lorsque les produits en question sont emportés dans la circulation courante par des habitants de la zone, pour leur propre consommation ou celle de leur famille.

Toutefois, en cas d'abus, ces faveurs pourront être restreintes pour certaines localités ou même entièrement suspendues.

2. Là où les circonstances locales font apparaître cette mesure comme désirable et possible, et, le cas échéant, en prenant les mesures de précaution nécessaires, les articles suivants, en provenance de la zone frontrière, pourront être importés en franchise de tous droits et taxes, même par des chemins secondaires désignés par l'administration des douanes, en quantités ne dépassant pas les besoins familiaux des habitants de la zone :

Engrais naturels et artificiels, lin et chanvre en tiges, fourrage vert et brut (plantes fourragères, foin, paille, paille hachée), fanes et feuilles mortes, mousse, joncs, sable à mortier ordinaire, cailloux, émeri en morceaux, glaise et argile ordinaire, bois à brûler, tourbe, terre limoneuse, amadou brut.

3. Les céréales, les graines oléagineuses, le lin, le chanvre, le bois, les écorces et autres produits agricoles analogues, importés par les habitants de la zone pour être moulus, broyés, coupés, rabotés, etc. et réexportés sous forme ouvrée, seront exemptés de droits de douane moyennant caution, dans les conditions prescrites pour le trafic de perfectionnement ou même sans application de ces prescriptions, si des circonstances locales sérieuses semblent justifier une telle mesure. Les quantités de produits qui peuvent être réimportées ou qui doivent être réexportées à la place des matières brutes, seront fixées, au besoin, d'un commun accord, par les administrations douanières des deux pays.

4. En vue de permettre aux habitants de chacune des deux zones frontières de faire réparer ou façonner par un artisan de la zone frontrière voisine les objets servant à leur usage personnel, les bureaux de douane des deux zones frontières seront autorisés à admettre le trafic de réparation et de perfectionnement dans les deux sens.

Sera également considéré comme travail d'artisan, le travail à façon à domicile. Les fils et les tissus pourront être envoyés dans les conditions prévues ci-dessus pour être teints. Lorsque des étoffes sont envoyées dans la zone frontrière adjacente pour être transformées en vêtements, la franchise douanière s'étend également aux fournitures employées pour la confection desdits vêtements.

5. Les instruments de travail et les outils pourront être transportés, même par des chemins secondaires, en franchise de tous droits et taxes, dans la zone frontrière opposée, à condition qu'ils ne soient destinés qu'à un usage passager ; toutefois, le cautionnement des droits de douane prescrit dans le régime de l'admission temporaire pourra, au besoin, être exigé.

6. Les médicaments préparés que les habitants de la zone vont acheter dans les pharmacies voisines en petites quantités correspondant à leurs besoins, pour leur propre usage et non pour les revendre, sur ordonnance de médecins ou de vétérinaires dûment autorisés à exercer, pourront être importés en franchise de tous droits et taxes, même par des chemins secondaires, sans permis spécial des autorités compétentes. Pour les drogues simples servant à des usages médicaux et les produits pharmaceutiques et chimiques simples, qui portent sur leur emballage une désignation pharmaceutique précise et claire et peuvent être vendus de la main à la main dans le territoire en question, il ne sera pas non plus exigé d'ordonnance, à condition que les produits en question soient uniquement destinés aux besoins domestiques de l'intéressé et soient achetés en petites quantités correspondant à ces besoins.

Les médicaments non autorisés dans le pays d'importation ne pourront pas non plus y être introduits en trafic de frontrière.

7. Les médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômées, domiciliés dans la zone frontrière et autorisés à y exercer leur profession, pourront également l'exercer dans la zone frontrière adjacente, mais ils devront se conformer très exactement aux prescriptions en vigueur dans ce territoire et notamment aux dispositions relatives à la déclaration obligatoire des maladies contagieuses. Ils pourront, s'ils possèdent une carte d'identité spéciale délivrée par l'administration des douanes, franchir la frontrière, dans l'exercice de leur profession, avec des bicyclettes ou des motocyclettes,

Milk in quantities not exceeding 2 litres, when the products in question are carried by the inhabitants of the zone by road for their own use or the use of their families.

In case of abuse, however, these favours may be curtailed in certain localities or even entirely suspended.

2. Where local circumstances make it desirable and possible, the following articles from the frontier zone may, subject if need be to the necessary precautionary measures, be imported free of all duty and tax, even by by-roads designated by the Customs Administration, in quantities not greater than are necessary for the household use of the inhabitants of the zone :

Natural and artificial manures, flax and hemp on the stalk, green and dry fodder (fodder plants, hay, straw, chopped straw), foliage and dead leaves, moss, rushes, common sand for mortar, pebbles, emery in pieces, loam and common clay, firewood, peat, bog-earth and raw tinder.

3. Cereals, oilseed, flax, hemp, wood, tanner's bark and other similar agricultural products imported by the inhabitants of the zone to be ground, pounded, cut, smoothed, etc., and re-exported as finished articles shall, under the conditions laid down for the finishing trade and even without the application of these regulations, should local conditions appear to justify such a measure, be exempted from Customs duties if suitable security is deposited. The quantities of products which may be re-imported or which must be re-exported in place of the raw materials, shall be fixed, if necessary, by common consent of the Customs Administrations of the two countries.

4. With a view to enabling inhabitants of the two frontier zones to have articles for their personal use repaired or made up by a workman in the neighbouring frontier zone, the Customs Authorities of the two frontier zones shall be authorised to permit traffic in either direction in connection with the repairing and finishing trade. Domestic industry shall be regarded as coming within the foregoing provision. Yarn and textiles may be sent out to be dyed under the conditions provided for above. When material is sent into the adjacent frontier zone to be made up into articles of clothing, exemption from Customs duties shall also apply to accessories used in the making of the said articles.

5. Tools and implements may be transported by by-roads into the neighbouring frontier zone free of all duty and tax, on condition that they are only intended for temporary use ; nevertheless, the Customs security prescribed under the regulations for temporary importation may, if necessary, be exacted.

6. Prepared medicaments bought by the inhabitants of the zone from chemists' shops in the vicinity on production of prescriptions by duly certified doctors or veterinary surgeons, in small quantities in proportion to their requirements, for their own use and not for sale, may be imported free of all duties and taxes, even on by-roads, without a special permit from the competent authorities. Further, a prescription will not be required in the case of simple drugs used for medicinal purposes and simple pharmaceutical and chemical preparations which have on their wrapper an accurate and clear pharmaceutical description and which may be freely sold in the territory in question, on condition that the said preparations are destined only for the household needs of the person concerned and are bought in small quantities corresponding to these needs.

Medicaments which are not allowed in the country of importation are not admitted in the frontier traffic.

7. Doctors, veterinary surgeons and certificated midwives, domiciled in the frontier zone and authorised to exercise their profession there, may also practise in the adjacent frontier zone, but they must comply strictly with the regulations in force in this territory, and especially with the regulations regarding compulsory notification of infectious diseases. They may, if they possess a special identity certificate issued by the Customs authorities, cross the frontier in the exercise of their profession by day or night, on bicycles or motor cycles, by by-roads, without being obliged

sans être tenus de remplir chaque fois les formalités prescrites dans un bureau de douane, même par des chemins secondaires, de nuit aussi bien que de jour. Les deux administrations douanières arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail relatives à ces facilités.

Les médicaments emportés ne pourront être administrés qu'en cas de danger pressant.

Les deux gouvernements se communiqueront l'un à l'autre les dispositions en vigueur concernant l'exercice des professions médicales visées ci-dessus, afin que les intéressés puissent en être dûment avisés. Ils se communiqueront également la liste des médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômés, domiciliés dans la zone frontière et autorisés à y exercer leur profession, et se tiendront mutuellement au courant de toutes les modifications et additions à y apporter.

Article III.

(Trafic frontière agricole.)

1. Le bétail, conduit dans les pâturages proches de la frontière et ramené le même jour, reste exempt de tout droit de douane et taxe, sans être soumis au régime de l'admission temporaire, à condition que les habitants de la zone intéressés déclarent l'effectif de leurs troupeaux et que l'heure du passage de la frontière, à l'aller et au retour, soit dûment fixée.

Toutefois, la circulation du bétail est subordonnée à l'observation des prescriptions de police vétérinaire et ne peut avoir lieu que par des chemins désignés à cet effet, d'un commun accord, par les administrations compétentes.

2. Le bétail conduit à pied de l'autre côté de la frontière pour y être pesé, châtré, soigné, ou pour y effectuer un travail temporaire, par les chemins visés à l'alinéa 2 du § I, ainsi que les machines et instruments agricoles qui y sont transportés en vue d'une utilisation passagère et sous réserve du cautionnement prévu par le règlement concernant l'admission temporaire, resteront exempts de tous droits de douane et taxes.

3. Si des propriétés ou autres biens sont coupés par la frontière (« doubles propriétaires » au sens étroit du mot), le bétail et le matériel agricole appartenant à ces propriétés, les semences nécessaires à leur ensemencement, ainsi que les produits agricoles, horticoles et sylvicoles récoltés sur ces propriétés, pourront être transportés en franchise de tout droit et taxe, des lieux où ils ont été récoltés dans les bâtiments d'habitation ou d'exploitation situés de l'autre côté de la frontière, par n'importe quel point de la frontière coupant la propriété.

Les habitants de la zone qui sont domiciliés d'un côté de la frontière et qui ont à effectuer des travaux agricoles ou similaires dans la zone frontière voisine, sur des terrains leur appartenant, mais situés simplement dans le voisinage du lieu de leur domicile (« doubles propriétaires » au sens large du mot), pourront passer eux-mêmes de l'autre côté de la frontière ou faire passer par les membres de leur famille ou leurs domestiques, en franchise de tout droit et taxe, les animaux de travail et le matériel agricole nécessaires à cet effet, les semences nécessaires, ainsi que les produits agricoles, horticoles et sylvicoles récoltés dans ces propriétés. Le passage de la frontière pourra également s'effectuer par des chemins secondaires si les circonstances locales ou la nature des travaux à effectuer semblent l'exiger, à condition que les prescriptions relatives au cautionnement des droits de douane soient observées et que l'intéressé repasse la frontière le même jour qu'il l'a franchie.

Seront également considérés comme produits agricoles, les raisins frais, le moût de vendange et le moût soutiré dont la fermentation n'est pas encore terminée, à condition que le propriétaire intéressé leur fasse passer la frontière pour les rentrer dans ses caves, avant le 30 novembre, dernier délai, de l'année de la récolte.

Les « doubles propriétaires » mentionnés ci-dessus pourront — si leurs pressoirs ou caves sont situés dans la zone frontière adjacente — transporter en franchise de tout droit et taxe, dans les bâtiments d'habitation ou d'exploitation, situés dans la zone d'en deçà la frontière, le vin produit dans leurs propriétés de la zone voisine, jusqu'au 30 juin de l'année suivante.

Le transport des raisins et du moût de vendange est autorisé, en règle générale, même par les chemins secondaires désignés par l'administration des douanes, à condition que la brigade de

to comply every time with the Customs formalities. The respective Customs Administrations shall draw up an agreement regarding the details of these facilities.

Medicaments which have been carried from one zone to the other shall only be administered in cases of extreme danger.

The two Governments shall communicate to each other the provisions in force regarding the exercise of the medical professions specified above, in order that the interested parties may be duly advised. They shall also communicate to each other a list of doctors, veterinary surgeons and certificated midwives domiciled in the frontier zone and authorised to carry on their profession there, and shall communicate to each other, from time to time, any alterations and additions.

Article III.

(Agricultural Frontier Traffic.)

1. Live stock driven to grazing grounds near the frontier and driven back the same day shall be exempt from all Customs duty and taxes, without being subject to the regulations for temporary importation, on condition that the inhabitants of the zone concerned notify the number of their herds, and that the time of crossing the frontier in either direction is duly fixed.

The movement of cattle, however, shall be subject to the observance of veterinary police regulations and may only take place on roads designated for this purpose after consultation between the competent Administrations.

2. Live-stock driven across the frontier to be weighed, castrated, subjected to veterinary treatment, or for temporary work, by the roads specified in No. I, paragraph 2, and agricultural machinery and implements sent over the frontier for temporary use, shall, subject to the Customs security provided for under the regulations concerning temporary importation, be exempt from all Customs duties and taxes.

3. If the frontier cuts across estates or other property (" dual proprietors " in the narrower sense of the word), live-stock and agricultural implements belonging to these estates, necessary supplies of seed for the cultivation of the fields and agricultural, horticultural and forest produce derived from these estates, may be transported free of all Customs duty and taxes from the places where they were produced to the houses and agricultural buildings situated on the other side of the frontier at any point whatever of the frontier line cutting across the estate.

Inhabitants of the zone who are domiciled on one side of the frontier and who have to carry out agricultural or similar work in the neighbouring frontier zone on land belonging to them — but situated only in the neighbourhood of their place of domicile (" dual proprietors " in the wider sense of the word) — may themselves transport to the other side of the frontier, or cause to be transported by members of their family or by their employees, free of duty and tax, live-stock and agricultural implements required for this work, necessary supplies of seed and the agricultural, horticultural and forest produce derived from these estates. The frontier may also be crossed by by-roads if this seems to be required by local circumstances or the nature of the work to be carried out, on condition that the provisions regarding Customs security are observed and the person concerned recrosses the frontier on the same day as he crossed it.

Fresh grapes, grape juice, and juice which has been racked off but not entirely fermented, shall be considered as agricultural produce on condition that the proprietor concerned causes them to be transported over the frontier to be stored in his cellars not later than November 30th of the year of harvest.

The " dual proprietors " mentioned above may — if their wine presses or cellars are situated in the adjacent frontier zone — transport, up to June 30th, of the following year, free of all duty and tax, wine produced on their estates in that zone, to houses or agricultural buildings situated in the zone across the frontier.

Grapes and grape juice may also, as a general rule, be transported by the by-roads designated by the Customs Authorities on condition that the nearest Customs post is notified in advance.

douane la plus proche en soit prévenue à l'avance. Le transport du moût soutiré et du vin n'est autorisé, en règle générale, que par les routes comportant un poste de douane, et moyennant déclaration préalable au bureau de la douane. Là où les circonstances locales semblent recommander et permettre cette facilité, le passage de la frontière pourra avoir également lieu par des chemins secondaires désignés par l'administration des douanes — qui prendra les mesures de précaution appropriées — moyennant déclaration préalable à la brigade de douane la plus proche.

En vue d'exercer, le cas échéant, le contrôle nécessaire sur le trafic-marchandises des « doubles propriétaires » (au sens étroit et large du mot), les autorités administratives de première instance des deux Parties contractantes feront établir et se communiqueront l'une à l'autre, trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur du présent accord, une liste des exploitations agricoles situées dans la zone frontière (propriétés, superficie, genre de culture, propriétaire), qui ont droit aux faveurs du trafic de frontière. En outre, pour les propriétés plantées de vignes, la nature des ceps sera indiquée dans lesdites listes.

Chaque fois qu'une « double propriété » cessera d'exister, changera de propriétaire ou subira une modification concernant son genre de culture ou sa superficie, les autorités administratives de première instance des deux Parties contractantes s'en aviseront immédiatement ; en outre, elles échangeront tous les trois mois des états récapitulatifs de toutes ces modifications.

Les bureaux ou les brigades de douane intéressés par ces importations fixeront, au besoin, en se fondant sur le rendement approximatif de la récolte, les quantités de produits à importer au bénéfice du régime de faveur prévu par le présent article.

Les avantages stipulés ci-dessus, concernant le moût soutiré et le vin, ne s'appliquent qu'aux « doubles propriétaires » qui possèdent actuellement ou qui acquerront par la suite lesdites propriétés, soit par acte entre vifs, soit par voie d'héritage, de personnes dont elles sont les héritiers légitimes suivant la législation du pays dans lequel se trouve la portion principale de l'exploitation agricole des « doubles propriétaires ».

4. Les habitants de la zone domiciliés en deçà de la frontière et ayant à effectuer des travaux agricoles dans des champs ou des prairies loués par eux dans la zone adjacente, mais situés seulement dans le voisinage du lieu de leur domicile, pourront faire passer la frontière, en franchise de tous droits et taxes, aux animaux de travail et au matériel agricole nécessaires à ces travaux, aux produits agricoles récoltés sur les terres exploitées par eux de l'autre côté de la frontière, ainsi qu'aux semences nécessaires. Cette faveur ne s'étend pas au raisin, au moût de vendange, au moût soutiré, ni au vin. Le passage de la frontière peut également s'effectuer par des chemins secondaires, si les circonstances locales ou la nature du travail à effectuer semblent l'exiger, si les prescriptions relatives au cautionnement des droits de douane sont observées et si l'habitant de la zone repasse la frontière le même jour qu'il l'a franchie.

Cette faveur ne s'applique qu'aux locations (baux) conclues avant le 30 juin 1926. Les prolongations des baux existant actuellement seront considérées comme de nouveaux baux.

Les bureaux ou les brigades de douanes intéressés par ces importations, fixeront, au besoin, en se fondant sur le rendement approximatif de la récolte, les quantités de produits autorisés à passer la frontière au bénéfice des présentes dispositions.

En vue d'exercer, le cas échéant, le contrôle nécessaire sur la circulation de ces produits, les autorités administratives de première instance des deux Parties contractantes feront établir et se communiqueront l'une à l'autre, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent accord, la liste des locations conclues avant le 30 juin 1926, dernier délai, avec l'indication des locataires et des bailleurs, des terrains, de leur superficie et de leur genre de culture. Chaque fois qu'un contrat de bail prendra fin, les autorités administratives de première instance des deux Parties contractantes s'en aviseront immédiatement et échangeront, en outre, tous les trois mois, des états récapitulatifs de toutes ces modifications. Le cas échéant, les intéressés seront tenus de faire la preuve de l'existence du contrat de location dans les formes prévues par le règlement des tribunaux.

Si, après le 30 juin 1926, des terres situées dans la zone frontière adjacente sont louées à des propriétaires domiciliés dans l'autre zone uniquement parce que les propriétaires de ces terrains ne peuvent les exploiter eux-mêmes en raison de leur jeunesse ou de leur grand âge ou pour cause de maladie, les faveurs stipulées ci-dessus pour les terres arables ou les prairies prises en location devront être également accordées aux nouveaux locataires par les Ministères des Finances des deux Parties.

The transport of juice racked off, and of wine, is only authorised as a general rule on Customs roads and subject to notice being given to the Customs office. Transport may also be effected, where local conditions seem to render this desirable and possible, along by-roads designated by the Customs Authorities, who shall take the necessary precautionary measures subject to notice being given to the nearest Customs post.

With a view to exercising, if need be, the necessary supervision over the goods traffic of " dual proprietors " (in the narrower and the wider sense of the words), the chief Administrative Authorities of the two Contracting Parties shall draw up and communicate to each other not later than three months after the entry into force of the present Agreement, a list of such agricultural undertakings situated in the frontier zone (estates, area, nature of cultivation, owner) as are entitled to favours in respect of the frontier traffic. Further, as regards estates planted with vines, the nature of the vines shall be indicated in the said lists.

The Administrative Authorities of first instance of each of the Contracting Parties shall immediately notify the other whenever a " dual property " ceases to exist, changes its proprietor, or undergoes a change in the nature of its cultivation or its area ; moreover, they shall exchange every three months statements recapitulating all these changes.

The Customs offices or the Customs posts concerned in these importations shall fix, if need be, the quantity of products to be imported under the benefit of these concessions, basing their estimate on the approximate yield of harvest.

The privileges specified above, concerning grape juice racked off, and wine, shall only apply to those " dual proprietors " who actually possess or who may hereafter acquire the said estates, whether, by transfer *inter vivos* or by inheritance from persons whose legitimate heirs they are according to the legislation of the country in which the principal portion of the agricultural undertaking of the " dual proprietors " is situated.

4 Inhabitants of the zone domiciled on one side of the frontier and having agricultural work to perform in fields or meadows, leased by them, in the adjacent zone, but only in the neighbourhood of their domicile, shall be entitled to take over the frontier, free of all duties and taxes, the live stock and implements required for this work, and agricultural produce derived from the land cultivated by them on the other side of the frontier, together with the necessary supplies of seed. This privilege does not apply to grapes, grape juice, juice racked off, or wine. The frontier may also be crossed by by-roads if local circumstances or the nature of the work to be carried out seem to require it, if the regulations regarding Customs security are observed, and if the inhabitant of the zone re-crosses the frontier on the same day as he crossed it.

This concession only applies to leases concluded before June 30, 1926. Renewals of existing leases shall be considered as new leases.

The Customs offices or Customs posts concerned in these importations shall fix, if necessary, the quantities of goods which may be taken across the frontier in accordance with the present provisions, basing their estimate on the probable yield of the harvest.

With a view to any supervision of this traffic which may be required, the Administrative Authorities of first instance of the two Contracting Parties shall draw up and communicate to each other not later than three months after the entry into force of the present Agreement, a list of leases concluded on or before June 30, 1926, with particulars regarding the lessees and the lessors, the land in question, its area and the nature of the crops. Whenever a lease expires, the Administrative Authorities of first instance of the two Contracting Parties shall be immediately notified and shall, moreover, exchange every three months statements recapitulating all these changes. If need be, the parties concerned will be required to furnish proof of the existence of a contract of lease in the form laid down by the Courts.

If, after June 30, 1926, land situated in the adjacent frontier zone is leased to persons domiciled in the other zone, for the sole reason that the owners of these estates cannot cultivate them themselves, on account of youth, age or health, the favours specified above for leased arable land or meadows shall be likewise accorded to the new lessees by the Ministries of Finance of the two Parties.

5. Les machines agricoles mues par la vapeur ou par un moteur, importées ou exportées dans les conditions prévues à l'article III, ne sont pas comprises dans le matériel agricole visé aux alinéas 1 et 2 du point 3 et à l'alinéa 1 du point 4 et devront être soumises à la procédure d'admission temporaire ; toutefois, si les intéressés sont des personnes connues et dignes de confiance, ils pourront être dispensés du cautionnement des droits de douane.

6. Les habitants de la zone qui effectuent temporairement des travaux manuels, agricoles, sylvicoles et similaires dans des exploitations agricoles ou sylvicoles de l'autre zone frontrière, mais seulement dans le voisinage du lieu de leur domicile, en vertu de contrats de service en bonne et due forme, pourront, à condition de retourner régulièrement au lieu de leur domicile au plus tard avant l'expiration du sixième jour qui suit leur arrivée dans le lieu de leur travail, et à condition également d'observer les dispositions administratives prises dans les cas de ce genre en vue d'éviter les fraudes douanières, franchir la frontière, même par des chemins secondaires désignés à cet effet par la brigade de douane, et faire passer en franchise de tout droit et taxe les instruments nécessaires à leur travail, leur salaire en nature, ainsi que les objets destinés à leur usage personnel (comme, par exemple, chaussures et autres vêtements) qui ont été, de façon prouvée, achetés pour eux par leur patron et constituent une partie de leur rémunération.

Les aliments, préparés au lieu de leur domicile en vue de ces travaux pourront leur être apportés de l'autre côté de la frontière en franchise de tous droits, à condition que le porteur repasse la frontière le même jour qu'il l'a franchie.

Article IV.

Dispositions générales.

1. Seront exemptés de droits de douane et taxes sans caution, mais sous réserve de l'observation des prescriptions douanières en vigueur, les objets suivants : emballages usagés (sacs, fûts, pots, paniers, etc.) et moyens de transport, servant au transport entre les deux zones frontières des marchandises visées aux points 2 et 3 de l'article II et aux points 3 et 4 de l'article III, tant lorsqu'ils contiennent lesdits objets à l'aller, qu'à l'état vide au retour, ou *vice versa*.

2. En cas de cataclysmes (incendie de forêts, de maisons, inondation, etc.) ou de maladies graves, les équipes de sauvetage appelées à l'aide pourront passer la frontière, à l'aller et au retour, avec leur matériel et leurs attelages, sans formalité particulière, de jour et de nuit.

3. La circulation des marchandises sur les routes et les chemins qui coupent le territoire de l'autre Etat ou qui conduisent de l'autre côté en longeant la frontière, est subordonnée à l'observation des prescriptions douanières existantes et, si elle doit avoir lieu par des chemins secondaires, à l'obtention d'une autorisation spéciale, à moins que la circulation des marchandises en question par des chemins secondaires n'ait fait l'objet d'une autorisation générale.

L'utilisation de ces routes et chemins est également autorisée pour le trafic postal aux mêmes conditions.

4. Les interdictions d'importation et d'exportation (Article VI 1. e. de la Convention commerciale du 8 février 1922) ne sont pas applicables au trafic visé par les articles II et III du présent accord, entre les deux zones frontières.

Sont exceptées les interdictions édictées dans l'intérêt de la sûreté publique, pour des motifs de police sanitaire et vétérinaire, en vue de protéger les plantes utiles, ou concernant le matériel de guerre ou les marchandises qui font l'objet de monopoles d'Etat (Article VI 1. a-d de la Convention commerciale du 8 février 1922).

Les deux gouvernements se réservent le droit de contrôler l'observation des prescriptions relatives au trafic de frontière, ainsi que de supprimer ou de restreindre ces faveurs en cas de fraude.

6. Les dispositions de la Convention du 1^{er} février 1922, comportant des facilités pour le trafic frontière, cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention.

D: même, les dispositions du Protocole de Sopron, du 4 août 1922, concernant le trafic agricole nécessaire à la frontière austro-hongroise, ainsi que les importations et exportations de produits agricoles, ne seront plus applicables.

5. Agricultural machinery propelled by steam or other power, imported or exported under the conditions laid down in Article III, shall not be included in the agricultural implements specified in paragraphs 1 and 2 of No. 3 and in paragraph 1 of No. 4, and must be subject to the procedure of temporary importation; nevertheless, if the persons concerned are known and worthy of confidence, they may be exempted from giving Customs security.

6. Inhabitants of the zone who carry out, in virtue of proper contracts of service, temporary manual, agricultural or forest labour or similar work in agricultural or forest undertakings in the other frontier zone — but only in the neighbourhood of their place of domicile — may, provided they return regularly to their homes not later than the end of the sixth day following their arrival at their place of work, and observe the administrative provisions laid down for cases of this kind with a view to preventing Customs frauds, cross the frontier by such by-roads as are specified for the purpose by the Customs posts, and may take with them, free of all duty and taxes, the necessary implements for their work, their wages in kind and articles for personal use (as, for example, boots and articles of clothing) which can be proved to have been bought for them by their employers and to constitute part of their wages.

Food prepared in workers' dwellings for the purpose of this work may also be brought to them from the other side of the frontier free of all duty, on condition that the person carrying it re-crosses the frontier on the same day.

Article IV.

General Provisions.

1. The following shall, subject to the observance of the Customs regulations in force, be exempted from duties and taxes and from Customs security: used packings (sacks, casks, pots, baskets, etc.) and means of transport employed in conveying between the two frontier zones the goods specified in Nos. 2 and 3 of Article II and in Nos. 3 and 4 of Article III, whether these contain the said objects on the outward journey and return empty, or *vice versa*.

2. In case of disasters, (forest fires, fires in houses, floods, etc.) or of serious illness, rescue parties may cross and recross the frontier with their appliances and teams without special formality, both by day and night.

3. Goods traffic on highroads and roads which pass through the territory of the other State or which lead to the other side while running parallel to the frontier shall be subject to the observance of the existing Customs regulations and, if it takes place by by-roads, shall also be subject to the issue of a special permit, unless this traffic on by-roads is authorised as a general rule.

The use of these high-roads and roads shall likewise be authorised for postal traffic under the same conditions.

4. Import and export prohibitions (Article VI, 1, *e*, of the Commercial Convention of February 8, 1922), shall not apply to the traffic dealt with in Articles II and III of the present Agreement, between the two frontier zones.

Nevertheless, prohibitions issued for reasons of public safety, in connection with sanitary or veterinary police measures, for the protection of useful plants, or in connection with war material or goods forming the subject of a State monopoly (Article VI, 1, *a-d*, of the Commercial Convention of February 8, 1922), shall remain in force.

The two Governments reserve the right to supervise the observance of the regulations regarding frontier traffic and to suppress or curtail these favours in case of fraud.

6. The provisions of the Convention of February 1, 1922, regarding frontier traffic facilities shall cease to be applicable as from the date of the entry into force of the present Convention.

Similarly, the provisions of the Protocol of Sopron of August 4, 1922, regarding agricultural traffic necessary on the Austro-Hungarian frontier and importation and exportation of agricultural produce shall no longer be applicable.

7. Le présent accord sera ratifié dans le plus bref délai possible. Les instruments de ratification seront échangés à Budapest.

Le présent accord entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des instruments de ratification, et restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties. Ce dernier cas échéant, il cessera d'être applicable à l'expiration d'un délai de six mois commençant à courir du jour où la dénonciation aura été communiquée à l'autre Partie contractante.

8. Le présent accord est établi en langues hongroise et allemande.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

VIENNE, le 14 juillet 1926.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) WODIANER Rudolf, GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) RAMEK.

7. The present Agreement shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Budapest.

The present Agreement shall come into force on the tenth day following the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until denounced by one of the two Parties. In that case it shall cease to be applicable six months after the date on which notice of denunciation is given to the other Contracting Party.

8. The present Agreement is drawn up in Hungarian and German.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

VIENNA, July 14, 1926.

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) WODIANER Rudolf, GRÓF AMBRÓZY LAJOS.

For the Republic of Austria :

(Signed) RAMEK.

N° 1432.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Convention renouvelant pour une période de cinq ans à partir du 4 mai 1926 la Convention d'arbitrage signée à Londres, le 25 octobre 1905, et renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911, 3 mai 1916 et 1^{er} mai 1922. Signée à Londres, le 4 juin 1926.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Convention renewing for a Period of Five Years dating from May 4, 1926, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, May 3, 1916, and May 1, 1922. Signed at London, June 4, 1926.

No. 1432. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK RENEWING FOR A PERIOD OF FIVE YEARS DATING FROM MAY 4, 1926, THE ARBITRATION CONVENTION SIGNED AT LONDON ON OCTOBER 25, 1905, AND RENEWED BY THE CONVENTIONS OF MARCH 3, 1911, MAY 3, 1916, AND MAY 1, 1922². SIGNED AT LONDON, JUNE 4, 1926.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le chargé d'affaires p. i. du Danemark à Berne et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mars 1927.

English and Danish official texts communicated by the Danish Chargé d'affaires p. i. at Berne and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place March 28, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, og HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG IRLAND OG AF DE BRITISKE OVERSØISKE BESIDDELSER, KEJSER AF INDIEN, der har undertegnet Konventionen³ angaaende fredelig Btlægelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 29. Juli 1899 ;

Har, i Betragtning af, at de høje kontraherende Parter ved Artikel 19 i nævnte Konvention har forbeholdt sig at slutte Overenskomster med Hensyn til at henvise til Voldgift alle Spørgsmaal, som de maatte anse det for muligt at underkaste saadan Behandling,

Udnævnt til deres befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Greve Preben AHLEFELDT-LAURVIG, Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister ved Hans Britiske Majestæts Hof ; og

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG IRLAND OG

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, signatories of the Convention³ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 15 mars 1927.

² Vol. XII, page 11, de ce recueil.

³ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 920.

¹ The exchange of ratifications took place at London, March 15, 1927.

² Vol. XII, page 11, of this Series.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 970.

AF DE BRITISKE OVERSØISKE BESIDDELSER,
KEJSER AF INDIEN :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., Hans Majestæts Første Statssekretær for udenlandske Anliggender ;

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres respektive Fuldmagter, der befandtes i god og rigtig Form, er komne overens om følgende :

Artikel 1.

De høje kontraherende Parter fornyer herved, for en yderligere Periode paa 5 Aar fra den 4. Maj 1926 at regne, den i London den 25. Oktober 1905 undertegnede Konvention angaaende Afgørelse ved Voldgift af visse Klasser af Spørgsmaal, som maatte opstaa mellem de to Regeringer.

Man er dog enig om, at i Stedet for Henvisning til den permanente Voldgiftsdomstol som foreskrevet i Artiklerne 1 og 2 i den ovennævnte Konvention af 25. Oktober 1905, skal Henvisningen i ethvert forekommende Tilfælde ske til den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje i Overensstemmelse med den Fremgangsmaade, der er bestemt i denne Domstols Statut¹ og i det i Henhold dertil fastsatte Reglement for Domstolen.

Artikel 2.

Nærværende Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne udveksles i London saa snart som muligt.

Udfærdiget i dobbelt Eksemplar i London, den 4. Juni 1926.

(L. S.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 22 mars 1927.

Georg Cohn,

*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Count Preben AHLEFELDT-LAURVIG, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows : —

Article 1.

The High Contracting Parties renew, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1926, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

It will be understood, however, that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall in any case arising be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute¹ of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 4th day of June, 1926.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387 de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387 of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1432. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE DANEMARK RENOUVELANT POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS A PARTIR DU 4 MAI 1926 LA CONVENTION D'ARBITRAGE SIGNÉE A LONDRES, LE 25 OCTOBRE 1905, ET RENOUVELÉE PAR LES CONVENTIONS DES 3 MARS 1911, 3 MAI 1916, ET 1^{er} MAI 1922. SIGNÉE A LONDRES, LE 4 JUIN 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899 ;

Considérant que, aux termes de l'article 19 de cette convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords en vue de déférer à l'arbitrage toutes les questions qu'elles jugeront possible de soumettre à cette procédure,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ;

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE,

Le comte Preben AHLEFELDT-LAURVIG, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de Sa Majesté britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent, pour une période de cinq ans, à dater du 4 mai 1926, la Convention signée à Londres le 25 octobre 1905, pour le règlement par l'arbitrage de certaines catégories de questions qui pourraient s'élever entre les deux gouvernements.

Il est entendu, toutefois, que ces questions, au lieu d'être soumises à la Cour permanente d'arbitrage, ainsi qu'il est prévu aux articles 1 et 2 de la Convention du 25 octobre 1905 susmentionnée, seront déferées dans tous les cas qui pourront se produire, à la Cour permanente de Justice internationale, conformément à la procédure établie par le Statut de cette Cour et par le règlement de la Cour, adopté en vertu de ce statut.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que faire se pourra.

Fait en double exemplaire à Londres, le quatrième jour de juin 1926.

(L. S.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1433.

**GRANDE-BRETAGNE
ET ISLANDE**

Convention renouvelant pour une période de cinq ans à partir du 4 mai 1926 la Convention d'arbitrage signée à Londres, le 25 octobre 1905, et renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911, 3 mai 1916 et 1^{er} mai 1922. Signée à Londres, le 4 juin 1926.

**GREAT BRITAIN
AND ICELAND**

Convention renewing for a Period of five Years dating from May 4, 1926, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, May 3, 1916, and May 1, 1922. Signed at London, June 4, 1926.

No. 1433. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND ICELAND RENEWING FOR A PERIOD OF FIVE YEARS DATING FROM MAY 4, 1926, THE ARBITRATION CONVENTION SIGNED AT LONDON ON OCTOBER 25, 1905, AND RENEWED BY THE CONVENTIONS OF MARCH 3, 1911, MAY 3, 1916, AND MAY 1, 1922². SIGNED AT LONDON, JUNE 4, 1926.

Texte officiels anglais et islandais communiqués par le chargé d'affaires p. i. de Danemark à Berne et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mars 1927.

English and Icelandic official texts communicated by the Danish Chargé d'Affaires p. i. at Berne and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place March 28, 1927.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR OG HANS HÁTIGN KONUNGUR HINS SAMEINAÐA KONUNGRÍKIS BRETLANDS HINS MIKLA OG ÍRLANDS OG HINNA BRESKU LANDA HANDAN HAFANNA, KEISARI INDLANDS, sem hafa undirritað sáttmálann um að ráða friðsamlega fram úr þrætum þjóða á milli, sem gerður var í Haag 29. júlí 1899³ ;

Hafa með hliðsjón af því, að hinir háu samningsaðiljar hafa í 19. gr. greinds sáttmála áskilið sjer gera samninga um að skjóta til gerðar öllum þeim málum, sem þeir álitu kleyft að láta fara með á slíkan hátt,

Skipað sem umboðsmenn sína :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR :

Heira Preben AHLEFELDT-LAURVIG greifa, sjerlegan sendiherra Hans Hátignar og ráðherra með umboði við hirð Hans Bresku Hátignar ; og

HANS HÁTIGN KONUNGUR HINS SAMEINAÐA KONUNGRÍKIS BRETLANDS HINS MIKLA OG ÍRLANDS OG HINNA BRESKU LANDA HANDAN HAFANNA, KEISARI INDLANDS :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., fyrsta ríkisritara Hans Hátignar fyrir utanríkismálin ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, signatories of the Convention³ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

Count. Preben AHLEFELDT-LAURVIG, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 15 mars 1927.

² Vol. XII, page 15, de ce recueil.

³ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 920.

¹ The exchange of ratifications took place at London, March 15, 1927.

² Vol. XII, page 15, of this Series.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 970.

En þeir hafa, eftir að hafa tjáð hvor öðrum umboð sín, sem reyndust vera í góðu og rjettu formi, komið sjer saman um það, sem hjer fer á eftir :

1. grein.

Hinir háu samningsaðiljar endurnýja hjermeð að því er Ísland snertir fyrir 5 ára tímabil í viðbót frá 4. maí 1926 að telja, sáttmála þann, sem undirritaður var í London 25. október 1905 um að láta gerðardóm skera úr vissum flokkum mála, sem upp kunna að koma milli stjórna beggja ríkjanna.

Samningsaðiljar eru þó sammála um, að í stað þess að skjóta málum til hins fasta gerðardómstóls eins og mælt er fyrir um í 1. og 2. grein fyrirnefnds sáttmála dags. 25. október 1905, skuli málum í hvert sinn skotið til hins fasta alþjóðarjettardómstóls í samræmi við aðferð þá, sem ákveðin er í lögum dómstólsins og ákvæðum, gerðum í sambandi við þau¹.

2. grein.

Sáttmála þenna skal staðfesta og skal skiftast á staðfestingarskjölunum í London svo fljótt, sem auðið er.

Útgefið í tveim eintökum í London, hinn 4. Júní 1926.

(L. S.) Preben AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 22 mars 1927.

Georg Cohn,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties renew as far as Iceland is concerned, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1926, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

It will be understood, however, that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall in any case arising be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute¹ of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 4th day of June, 1926.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387 de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387 of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1433. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ISLANDE RENOUVELANT POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS A PARTIR DU 4 MAI 1926 LA CONVENTION D'ARBITRAGE SIGNÉE A LONDRES, LE 25 OCTOBRE 1905, ET RENOUVELÉE PAR LES CONVENTIONS DES 3 MARS 1911, 3 MAI 1916, ET 1^{er} MAI 1922. SIGNÉE A LONDRES, LE 4 JUIN 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899,

Considérant que, aux termes de l'article 19 de cette convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords en vue de déléguer à l'arbitrage toutes les questions qu'elles jugeront possible de soumettre à cette procédure,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

Le comte Preben AHLEFELDT-LAURVIG, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de Sa Majesté britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent, en ce qui concerne l'Islande, pour une période de cinq ans, à dater du 4 mai 1926, la Convention signée à Londres, le 25 octobre 1905, pour le règlement par l'arbitrage de certaines catégories de questions qui pourraient s'élever entre les deux gouvernements.

Il est entendu, toutefois, que ces questions, au lieu d'être soumises à la Cour permanente d'arbitrage, ainsi qu'il est prévu aux articles 1 et 2 de la Convention du 25 octobre 1905 susmentionnée, seront déferées, dans tous les cas qui pourront se produire, à la Cour permanente de Justice internationale, conformément à la procédure établie par le Statut de cette Cour et par le règlement de la Cour, adopté en vertu de ce statut.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que faire se pourra.

Fait en double exemplaire à Londres, le quatrième jour de juin 1926.

(L. S.) Preben AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1434.

AUTRICHE ET SUÈDE

Traité de conciliation et d'arbitrage,
avec protocole de signature. Signés
à Stockholm, le 28 mai 1926.

AUSTRIA AND SWEDEN

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion, with Protocol of Signature.
Signed at Stockholm, May 28,
1926.

N^o 1434. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE L'AUTRICHE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 28 MAI 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} avril 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays, décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations, ont résolu de conclure un traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Bo Östen UNDÉN, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Charles BUCHBERGER, chargé d'affaires d'Autriche à Stockholm ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PARTIE I.

Article premier.

Toutes contestations entre la Suède et l'Autriche, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale², ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre la Suède et l'Autriche, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 29 mars 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387 de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1434. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN AUSTRIA AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 28, 1926.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 1, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of developing the friendly relations which unite the two countries, and having decided that their relations with one another shall be governed in the largest possible measure by the principles on which the League of Nations is based, have resolved to conclude a Treaty of Conciliation and Arbitration, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Bo Östen UNDÉN, His Minister for Foreign Affairs ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Charles BUCHBERGER, Austrian Chargé d'Affaires at Stockholm ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

Article 1.

All disputes between Sweden and Austria of whatever nature with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights and which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice,³ as provided hereinafter.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between Sweden and Austria shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 2.

Before any recourse is had to the Permanent Court of International Justice the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission styled the "Permanent Conciliation Commission" constituted in accordance with the present Treaty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, March 29, 1927.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387 of this Series.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement suédois et le Gouvernement autrichien nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements suédois et autrichien désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement suédois ou le Gouvernement autrichien aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête, ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Article 3.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows ; the Swedish Government and the Austrian Government shall each nominate a commissioner from among their respective nationals and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers. Those three commissioners must be of different nationalities, and the Swedish and the Austrian Governments shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement or in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner laid down for the nominations.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be instituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the commissioners who have to be appointed by common agreement should not have taken place within the aforesaid period, or in the case of the filling of a vacancy, within three months from the date when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of an agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 5.

Disputes shall be referred to the Permanent Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by the two Parties, acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request shall give a summary account of the subject of the dispute and shall invite the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from one Party only, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 6.

Within fifteen days from the date on which the Swedish Government or the Austrian Government shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may replace, for the examination of the particular dispute, its own Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party availing itself of this right shall at once notify the other Party. The latter shall, in that case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 7.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect for this purpose all necessary information by means of enquiry or otherwise and to make every effort to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating either that the Parties have come to an arrangement and, if the case arises, the terms of such agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix ; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 13.

Les Gouvernements suédois et autrichien s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

The labours of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the dispute was first submitted to the Commission.

Article 8.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which, in any case, must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise shall act in accordance with the provisions of Title III (International Commissions of Enquiry) of The Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 10.

The labours of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a contrary decision has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 11.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and they may request that all persons whose evidence appears to be useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority. Each member shall have one vote ; the President shall have a casting vote.

The Commission shall not have power to take any decision relative to the substance of the dispute unless all the members are present.

Article 13.

The Swedish Government and the Austrian Government undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements suédois et autrichien.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'article premier sur lesquelles le Gouvernement suédois et le Gouvernement autrichien seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 5 à 14 du présent traité sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, soumise par décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où elle s'y prête, la procédure prévue au Titre IV, chapitre III, de ladite convention. Toutefois, si dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le Tribunal arbitral.

Le tribunal statuera *ex aequo et bono*.

La sentence arbitrale spécifiera s'il y a lieu les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs,

Article 14.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission each Commissioner shall receive remuneration, the amount of which shall be fixed by joint agreement between the Swedish and Austrian Governments.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the remuneration of the Commissioners being included in these joint expenses.

Article 15.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted, by means of a special agreement, to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice, one or other of them may bring the dispute directly before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 16.

All questions other than those mentioned in Article 1 on which the Swedish Government and the Austrian Government disagree, without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and for the settlement of which no procedure has been laid down by other conventions in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution, and, in any case, to present a report.

The procedure laid down in Articles 5 to 14 of the present Treaty shall be applicable.

Article 17.

If the two Parties have not reached an agreement within one month of the termination of the labours of the Permanent Conciliation Commission, the question shall, at the request of either Party, be brought before an arbitral tribunal, which shall be constituted, unless otherwise agreed between the Parties, in conformity with the provisions of Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes. This tribunal shall follow, so far as may be applicable, the procedure laid down in Title IV, Chapter III of the said Convention. Notwithstanding, if within six months from the date on which one of the Parties has applied to the other with a view to submitting the dispute to arbitration, the special agreement (*compromis*) mentioned in the said Hague Convention has not been signed, it shall be established at the request of one of the Parties, by the arbitral tribunal.

The tribunal shall give its decision *ex aequo et bono*.

The arbitral decision shall, if necessary, specify the formalities for execution, and shall, more particularly, fix the time-limits for execution.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In the case of a dispute concerning a matter which, under the internal legislation of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the national tribunals of such Party, including the

cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements suédois et autrichien s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également au Tribunal d'arbitrage saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'article 17 du présent traité, d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le Tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation du présent traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède avec approbation du Riksdag.

L'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une période nouvelle de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 mai 1926.

(L. S.) (Signé) Östen UNDÉN.

(L. S.) (Signé) BUCHBERGER.

administrative tribunals, the said Party may object to the dispute being made subject to the procedure laid down in the present Treaty, until a judgment possessing the force of *res judicata* has been given within a reasonable time by the competent national judicial authority.

Article 19.

The Swedish and Austrian Governments undertake, during the course of proceedings commenced in virtue of the provisions of the present Treaty, to abstain from all measures which might prejudicially affect, on the one hand, the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or the arbitral decision, or, on the other, the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general, not to commit any act of any kind which might aggravate or extend the dispute.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall indicate, within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the arbitral tribunal, if a dispute is brought before it in virtue of the provisions of Article 17 of the present Treaty, to indicate suitable provisional measures. The High Contracting Parties undertake to accept the provisional measures thus indicated by the Court or by the arbitral tribunal.

Article 20.

If, by the terms of a judicial or arbitral award, a decision passed, or a measure ordered by a judicial or other authority of either of the two States is entirely or in part contrary to international law, and if under the constitutional law of the said State, the consequences of such decision or measure cannot be annulled, or can only be partially annulled, the Parties agree that the injured Party shall be given equitable satisfaction in some other form, by judicial or arbitral award.

Article 21.

All disputes regarding the interpretation of this Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

The exchange of ratifications shall take place at Stockholm as soon as possible.

The Treaty shall be concluded for ten years, reckoned from the date of the exchange of ratifications. Unless it shall have been denounced at least six months before the expiration of this term, it shall remain in force for a further period of five years, and so on for successive periods.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Stockholm, in duplicate, May 28, 1926.

(L. S.) (Signed) Östen UNDÉN.

(L. S.) (Signed) BUCHBERGER.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature, en date de ce jour, d'un traité de conciliation et d'arbitrage entre la Suède et l'Autriche, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de la disposition suivante :

Aussi longtemps que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche n'aura pas adhéré à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, il aura la faculté, lorsqu'il procédera à la désignation de membre du Tribunal d'arbitrage visé à l'article 17 du susdit Traité entre la Suède et l'Autriche, de choisir un de ses propres nationaux en dehors de la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 mai 1926.

(L. S.) (Signé) Östen UNDÉN.

(L. S.) (Signé) BUCHBERGER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 mars 1927.

Le Chef des Archives p. i. :

Cte Lewenhaupt.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

Before proceeding to sign the Treaty of Conciliation and Arbitration concluded this day between Sweden and Austria, the undersigned, duly authorised thereto, agreed as follows :

Until such time as the Federal Government of the Republic of Austria shall have acceded to the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, it shall be entitled, when selecting the members of the arbitral tribunal mentioned in Article 17 of the said Treaty between Sweden and Austria, to choose one of its own nationals not on the general list of members of the Permanent Court of Arbitration.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Stockholm, in duplicate, May 28, 1926.

(L. S.) (Signed) Östen UNDÉN.

(L. S.) (Signed) BUCHBERGER.

N° 1435.

HONGRIE ET ROUMANIE

Accord concernant la ligne des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád, avec annexe et protocole de signature. Signé à Arad, le 17 novembre 1926.

HUNGARY AND ROUMANIA

Agreement concerning the United Railways of Arad-Csanád with Annex and Protocol of Signature. Signed at Arad, November 17, 1926.

N^o 1435. — ACCORD¹ ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LA LIGNE DES CHEMINS DE FER RÉUNIS D'ARAD-CSANÁD. SIGNÉ A ARAD, LE 17 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} avril 1927.

Entre LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE, d'une part, représenté par :

- M. Géza DE TORMAY, conseiller ministériel au Département du Commerce ;
- M. Egyed SZALÁGYI, conseiller ministériel, représentant l'Inspectorat des Chemins de fer et de la Navigation ;
- M. Désiré DE LADÁNYI, conseiller de section au Département du Commerce ;

Et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE, d'autre part, représenté par :

- M. C. RAILEANO, secrétaire général du Ministère des Communications ;
- M. T. DUMITRESCO, général ;
- M. E. GIUAN, directeur général au Ministère des Finances ;
- M. Al. CURANESCO, conseiller de légation ;
- M. Al. COSMOVICI, ingénieur, inspecteur général ;
- M. Al. ALEXANDRESCO, ingénieur, inspecteur général ;

Est intervenu le présent accord :

Article premier.

Le réseau des chemins de fer réunis Arad-Csanád est et demeure divisé en deux parties, chacune administrée et exploitée séparément, à savoir :

- 1^o Le réseau se trouvant situé sur le territoire de Roumanie ;
- 2^o Le réseau se trouvant situé sur le territoire de Hongrie.

L'actuelle société Arad-Csanád, dont le siège se trouve sur le territoire roumain, sera divisée conformément aux Conventions conclues en date du 12 et 13 novembre 1926, entre ladite société, la Société belge et l'Etat roumain, en deux sociétés afférentes aux lignes et biens privés se trouvant sur le territoire respectif de chaque Etat (Roumanie et Hongrie).

Article II.

Les points de jonction à la frontière entre les lignes respectives de ces deux réseaux, au nombre de deux, actuellement entrecoupées, seront rétablis conformément aux dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 5 janvier 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1435. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA
CONCERNING THE UNITED RAILWAYS OF ARAD-CSANÁD.
SIGNED AT ARAD, NOVEMBER 17, 1926.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 1, 1927.

The ROYAL GOVERNMENT OF HUNGARY, of the one part, represented by :

M. Géza DE TORMAY, Ministerial Councillor in the Department of Commerce ;
M. Egyed SZALÁGYI, Ministerial Councillor, representing the Inspectorate of Railways and Navigation ;
M. Désiré DE LADÁNYI, Section Councillor in the Department of Commerce,

and the ROYAL GOVERNMENT OF ROUMANIA, of the other part, represented by :

M. C. RAILEANO, Secretary-General of the Ministry of Communications ;
M. T. DUMITRESCO, General ;
M. E. GIUAN, Director-General at the Ministry of Finance ;
M. AL. CURANESCO, Councillor of Legation ;
M. AL. COSMOVICI, Engineer, Inspector-General ;
M. AL. ALEXANDRESCO, Engineer, Inspector-General ;

Have agreed as follows :

Article I.

The system of the United Railways of Arad-Csanád is and shall continue to be divided into two parts, each being administered and operated separately, viz :

- (1) The system at present situated in Roumanian territory ;
- (2) The system at present situated in Hungarian territory.

The existing Aran-Csanád Company, which has its seat in Roumanian territory, shall, as stipulated in the agreements concluded on November 12th and 13th, 1926, between the said Company, the Belgian Company and the Roumanian Government, be divided up into two companies, owning respectively the lines and private property situated in the territories of the Roumanian and the Hungarian States.

Article II.

The two points on the frontier, where the respective lines of the two systems meet and where these lines are at present interrupted, shall be re-connected in accordance with the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, January 5, 1927.

Ayant constaté que pour le moment la jonction entre Pecica et Battonya présente pour les lignes des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád un plus grand intérêt que la jonction Otlaca-Elek, on est convenu en principe de rétablir le trafic direct et d'organiser deux gares-frontières à Battonya (pour la Hongrie) et à Pecica (pour la Roumanie) avec tous les accessoires (bureau de douane, de police, etc.) aux frais de l'actuelle société des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád.

Une convention particulière pour le trafic local et pour le transit sera conclue dans un délai d'un mois après la ratification du présent accord, selon les normes existantes pour les autres jonctions se trouvant actuellement entre la Roumanie et la Hongrie.

L'ouverture de la jonction entre Otlaca et Elek sera examiné, sur la demande d'un des deux gouvernements signataires, après une année à partir du jour de l'ouverture affective de la ligne entre Pacica et Battonya.

Le trafic direct entre les points Pecica et Battonya sera ouvert à l'exploitation au plus tard le 1^{er} mai 1927.

Article III.

Le matériel roulant constaté effectivement comme propriété de l'ancienne société des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád sera réparti proportionnellement à la longueur des lignes se trouvant sur le territoire de chacun des deux Etats contractants, à savoir :

Deux tiers ($\frac{2}{3}$) pour le réseau se trouvant sur le territoire roumain ; et
Un tiers ($\frac{1}{3}$) pour le réseau se trouvant sur territoire hongrois.

Une commission spéciale mixte composée de quatre délégués, deux pour chaque réseau (roumain et hongrois) procédera à la répartition effective de ce matériel roulant.

Article IV.

Les fonds de l'Institut des pensions de la Société des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád seront répartis proportionnellement aux charges des pensions qui reviennent aux deux réseaux, roumain et hongrois.

L'application pratique de ce principe sera effectuée par une commission spéciale mixte composée de quatre délégués, deux pour chaque réseau (roumain et hongrois), qui procéderont à l'évaluation de l'avoir de l'institut, à l'établissement des charges et la division pratique des fonds en question.

Les deux gouvernements signataires s'engagent d'exempter de toutes charges, impôts et taxes d'exportation les biens et valeurs du réseau Arad-Csanád, ainsi que la totalité de l'avoir de l'Institut des pensions qui reviendraient aux réseaux respectifs, et de donner le permis nécessaire d'exportation.

Article V.

Le présent accord sera mis en vigueur immédiatement après la ratification qui sera effectuée le plus tôt possible.

L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les délégués respectifs ont signé le présent accord.

Fait à Arad en double original, le 17 novembre 1926.

Camille RAILEANO.
Général T. DUMITRESCO.
E. GIUAN.
Al. COSMOVICI.
Al. CURANESCO.
Al. ALEXANDRESKO.

Géza DE TORMAY.
SZALÁGYI Egyed.
Désiré LADANYI.

In view of the fact that the Pecica-Battonya section is for the time being of greater importance to the lines of the United Railways Company of Arad-Csanád than that between Otlaca and Elek, it is agreed in principle that through traffic shall be re-established and two frontier stations, provided with all accessories, Customs and police offices, etc. shall, at the expense of the existing United Railways Company of Arad-Csanád, be set up, at Battonya for Hungary, and at Pecica for Roumania.

A separate convention for local traffic and transit shall be concluded within a month from the ratification of the present Agreement, on the basis of the conditions applying to other points where lines connecting Roumania and Hungary at present cross the frontier.

The question of re-establishing the Otlaca-Elek section shall be examined, at the request of either of the two signatory Governments, after the expiration of one year from the date on which the line between Pacica and Battonya is effectively opened to traffic.

The line between Pecica and Battonya shall be opened for through traffic not later than May 1st, 1927.

Article III.

The rolling stock definitely ascertained to be the property of the former United Railways Company of Arad-Csanád shall be divided in proportion to the length of railway line situated in the territories of each of the two contracting States, viz :

Two-thirds ($\frac{2}{3}$) for the system situated in Roumanian territory ; and
One-third ($\frac{1}{3}$) for the system situated in Hungarian territory.

A special mixed commission, composed of four delegates, two for the Roumanian and two for the Hungarian systems, shall effect the allotment of rolling stock.

Article IV.

The funds of the Pensions Institute of the United Railways Company of Arad-Csanád shall be divided in proportion to the pensions charges falling on the Roumanian and Hungarian systems.

This principle shall be given effect by a special mixed commission composed of four delegates, two for the Roumanian and two for the Hungarian systems, who shall proceed to determine the assets of the Institute, ascertain its liabilities and undertake the actual allotment of the funds in question.

The two signatory Governments undertake to exempt the property and Securities of the Arad-Csanád railway and also the total assets of the Pensions Institute allotted to the respective systems, from all charges, taxes and export duties, and to give the necessary export licences.

Article V.

The present Agreement shall come into force immediately after ratification, which shall be effected as soon as possible.

The ratifications shall be exchanged at Budapest.

In faith whereof the respective Delegates have signed the present Agreement.

Done at Arad in two original copies, on November 17, 1926.

Camille RAILEANO.

General T. DUMITRESCO.

E. GIUAN.

Al. COSMOVICI.

Al. CURANESCO.

Al. ALEXANDRESCO.

Géza de TORMAY.

SZALÁGYI Egyed.

Désiré LADÁNYI.

ANNEXE

N^o 1.

En cas de litige entre les délégués des commissions stipulées par les articles III et IV du présent accord, les différends seront réglés par un arbitre désigné de commun accord par les deux gouvernements.

ARAD, le 17. novembre 1926.

Camil RAILEANO.
Général T. DUMITRESCO.
E. GIUAN.
Al. CURANESCO.
Al. COSMOVICI.
Al. ALEXANDRESCO.

Géza de TORMAY.
SZALÁGYI Egyed.]
Désiré LADÁNYI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'accord concernant la question de la jonction des chemins de fer réunis Arad-Csanád en date d'aujourd'hui, les deux délégations sont tombées d'accord de consigner dans le présent protocole les déclarations suivantes :

1^o Vu que la convention entre le Gouvernement roumain et la Compagnie belge des chemins de fer et entreprises fait mention des questions en dehors de celles qui se rapportent à la Société des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád, les deux délégations sont d'avis que ces questions ne font pas l'objet de l'accord actuel.

La délégation hongroise fait la déclaration suivante :

2^o Quant à la vérification des actions prévues dans la Convention entre le Gouvernement roumain et la Société réunie d'Arad-Csanád du 12 novembre 1926 concernant le rachat des lignes roumaines de ladite société, la délégation hongroise se réserve au nom du Gouvernement hongrois de prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder ses droits incontestables concernant les actions étant en possession des domaines d'Etat.

A cette déclaration la délégation roumaine oppose que telles questions sont réglées par les dispositions précises des traités de paix et ne rentrent pas dans la négociation qui font l'objet de cet accord.

3^o Au moment de procéder à la signature de l'accord concernant la ligne des chemins de fer réunis d'Arad-Csanád stipulée à la date de ce jour, les soussignés représentant les parties contractantes sont convenus de faire tout leur possible auprès de leurs gouvernements d'obtenir la ratification du présent accord avant l'ouverture de la prochaine session de la Société des Nations à Genève.

L'annexe N^o 1 fait partie de l'accord.

Fait à Arad en double original, le 17 novembre 1926.

C. RAILEANO.
T. DUMITRESCO.
E. GIUAN.
Al. CURANESCO.
Al. COSMOVICI.
Al. ALEXANDRESCO.

Géza TORMAY.
SZALÁGYI Egyed.
Désiré LADÁNYI.

ANNEX.

No. 1.

Disputes between the Delegates of the Commissions stipulated in Articles III and IV of the present Agreement shall be settled by an arbitrator appointed by common consent of the two Governments.

ARAD, *November 17th, 1926.*

Camille RAILEANO.	Géza DE TORMAY.
General T. DUMITRESCO.	SZALÁGYI Egyed.
E. GIUAN.	Désiré LADÁNYI.
Al. CURANESCO.	
Al. COSMOVICI.	
Al. ALEXANDRESCO.	

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Agreement concerning the question of the junction of the United Railways of Arad-Csanád, dated this day, the two Delegations have agreed to place on record in the present Protocol the following declarations :

(1) Inasmuch as the agreement concluded between the Roumanian Government and the " Compagnie Belge des Chemins de fer et Entreprises " mentions other questions than those relating to the United Railways Company of Arad-Csanád, the two Delegations are of opinion that such questions are not covered by the present Agreement.

The Hungarian delegation makes the following declarations :

(2) With regard to the verification of shares, provided for in the agreement between the Roumanian Government and the United Company of Arad-Csanád of November 12, 1926, relating to the repurchase of the said Company's Roumanian lines, the Hungarian Delegation reserves the right, on behalf of the Hungarian Government, to take any appropriate measures for safeguarding its unquestionable rights with regard to shares held by the State domain administrations.

In reply to this declaration, the Roumanian Delegation states that such questions are regulated by definite stipulations in the Treaties of Peace and do not come within the scope of the present Agreement.

(3) On proceeding to sign the Agreement with regard to the United Railways of Arad-Csanád, dated this day, the undersigned representatives of the Contracting Parties agree to take all possible steps in order to obtain the ratification by their Governments of the present Agreement before the opening of the next session of the League of Nations at Geneva.

Annex No. 1 forms part of the Agreement.

Done at Arad in two original copies on November 17, 1926.

C. RAILEANO.	Géza TORMAY.
T. DUMITRESCO.	SZALÁGYI Egyed.
E. GIUAN.	Désiré LADÁNYI.
Al. GURANESCO.	
Al. COSMOVICI.	
Al. ALEXANDRESCO.	

N° 1436.

ITALIE ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole concernant la juridiction applicable aux sujets italiens dans le Royaume de Siam. Signés à Rome, le 9 mai 1926.

ITALY AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Protocol concerning the Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to Italian Subjects. Signed at Rome, May 9, 1926.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1436. — TRATTATO¹ DI AMICIZIA, DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE TRA L'ITALIA E IL SIAM. FIRMATO A ROMA IL 9 MAGGIO, 1926.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le ministre de Siam à Paris, délégué permanent du Siam à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 avril 1927.

S. M. IL RE D'ITALIA e S. M. IL RE DEL SIAM, nell'intento di consolidare le relazioni di amicizia e di cordialità che felicemente esistono tra i due Paesi ed essendo persuasi che tale scopo si potrà meglio raggiungere col rivedere i trattati ora esistenti tra i due Stati, hanno deciso di fare tale revisione dei trattati basandola su principi di equità e di benefici reciproci, e a tal uopo hanno nominato a loro Plenipotenziari :

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

S. E. Benito MUSSOLINI, Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

SUA MAESTA IL RE DEL SIAM :

S. E. il Signor Phya SARBAKICH PRIJA, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario del Siam presso S. M. il Re d'Italia ;

I quali dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, si sono accordati sui seguenti articoli :

Articolo 1.

Tra il Regno d'Italia ed il Regno del Siam regnerà pace ininterrotta e amicizia perpetua.

Articolo 2.

Le Alte Parti Contraenti convengono che, nel caso che una divergenza sorgesse tra di loro, la quale non potesse essere risolta di comune accordo o con ogni mezzo diplomatico, sottometteranno tale divergenza ad uno o più arbitri scelti da loro oppure alla Corte permanente internazionale dell'Aja.

Questa Corte avrà giurisdizione sulla vertenza sia per mutuo consenso delle due Parti, sia, in mancanza di consenso, a semplice richiesta di una delle Parti.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 8 mars 1927.

No. 1436. TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN ITALY AND SIAM. SIGNED AT ROME, MAY 9, 1926.

English and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Siamese Minister at Paris, Permanent Delegate of Siam accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place April 2, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Benito MUSSOLINI, Chief of Government, Premier and Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

H. E. Phya SARBAKICH PRIJA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Italian Majesty ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Siam.

Article 2.

The High Contracting Parties agree that in case any difference should arise between them which could not be settled by mutual agreement or by diplomatic means they will submit such difference to one or more arbitrators chosen by them or to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

The latter will acquire jurisdiction over the matter either by means of a common agreement between the two Parties, or, in case of a failure to agree, by the simple request of either Party.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, March 8, 1927.

Articolo 3.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti avranno piena libertà, anche insieme colle loro famiglie, di entrare nel territorio dell'altra Parte, di viaggiarvi, di soggiornarvi o risiedervi, come pure di uscirne.

Saranno loro garantite protezione e sicurezza permanenti, sia nei riguardi delle persone come dei beni, nello stesso modo dei nazionali, sotto condizione tuttavia di conformarsi alle leggi del paese e con riserva dell'osservanza e dell'applicazione delle leggi di polizia riguardanti gli stranieri.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti, potranno, in qualunque luogo del territorio dell'altra, esercitare, in conformità delle leggi del paese, la loro professione e tutti i mestieri leciti, darsi al commercio o all'industria, esercitare il traffico, tanto all'ingrosso quanto al minuto, di tutti i prodotti e articoli del commercio lecito sia in persona, sia per mezzo di rappresentanti, soli o in società con stranieri o nazionali; essi potranno prendere al loro servizio, per qualsiasi impiego quelle persone che loro converranno.

Essi potranno, alle condizioni fissate dalla legislazione locale, acquistare in piena proprietà, possedere, occupare, vendere o trasmettere per successione, testamento, donazione e per ogni qualsiasi altro titolo, prendere o cedere in affitto tutti gli immobili, costruiti o non destinati ad abitazione o a qualsiasi uso lecito, commerciale, industriale, agricolo o di qualsiasi altra specie, sotto riserva delle disposizioni stabilite, nell'interesse della sicurezza nazionale, per alcune zone o per alcune località dalle leggi relative al soggiorno e allo stabilimento degli stranieri. Essi potranno ugualmente acquistare, possedere e trasmettere per successione, testamento, donazione, o per qualsiasi altro titolo, beni e effetti mobili di ogni specie.

Articolo 4.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti godranno, in tutto il territorio dell'altra, completa libertà di coscienza. Essi potranno costruire e possedere chiese, esercitare privatamente e pubblicamente il loro culto, costruire e mantenere cimiteri, seguendo i loro costumi religiosi, come pure fondare istituzioni educative e opere religiose, ospitaliere e di carità, conformandosi tuttavia alle leggi, ordinanze e regolamenti del Paese.

Articolo 5.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti non saranno sottoposti, sul territorio dell'altra Parte, a contributi, tasse o imposte di qualsiasi specie, diverse o maggiori di quelle, che sono o saranno imposte sui nazionali, o sui sudditi della nazione più favorita a questo riguardo.

Articolo 6.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti saranno esenti, nel territorio dell'altra, da ogni servizio militare obbligatorio nelle truppe regolari di terra e di mare, nelle guardie o nelle milizie nazionali. Essi saranno esenti da ogni requisizione militare o prestazione militare di qualsiasi specie, ad eccezione dei gravami derivanti dal possesso o dalla locazione di beni immobili e delle prestazioni e requisizioni militari, che saranno sopportate egualmente dai nazionali, a titolo di proprietari o locatari di beni immobili. Essi non saranno obbligati a pagare alcuna tassa che sia imposta in luogo e vece del servizio militare personale. Essi saranno esenti da ogni prestito forzoso e da ogni contribuzione straordinaria imposta in tempo di guerra.

Articolo 7.

Le abitazioni, i magazzini, le fabbriche, i negozi ed ogni altra costruzione dei sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti situati nel territorio dell'altra con tutti i terreni annessi adibiti

Article 3.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall have complete liberty together with their families to enter, travel, reside in or depart from the territory of the other Party ; they shall receive there the same protection and security for their persons and property as is accorded to native subjects provided that they conform to the laws of the country and under reserve of the observance and application of the local police laws concerning aliens.

The subjects of each of the High Contracting Parties upon conforming themselves to the law of the country may, throughout the whole extent of the territory of the other, exercise their professions and permitted callings, engage in commerce or industry, and carry on trade, wholesale or retail, in all products and goods of lawful commerce, either in person or by representatives, individually or in association with foreign or native subjects or citizens ; and they may there take into their service in all forms of employment such persons as they choose. They may there within the conditions fixed by local legislation, acquire, hold title to, possess, occupy, sell, transmit by inheritance, will, gift or any other manner, and lease or rent all immovable property, either land or buildings, used for purposes of dwelling or for any commercial, industrial, agricultural or other lawful purpose, under reserve of the provisions enacted in the interest of national security for certain zones or for certain localities by laws relating to temporary residence or to the settlement of aliens. They may there acquire, possess and transmit by inheritance, will, gift or by any other method, goods, personal effects and moveables of every kind.

Article 4.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the whole extent of the territory of the other Party entire liberty of conscience. They may there build and maintain churches, engage in the private or public exercise of their worship, build and keep up cemeteries, according to their religious customs, and also establish educational, religious and charitable institutions and hospitals, provided they always conform to the laws, ordinances and regulations of the country.

Article 5.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall not be subjected on the territory of the other Party to duties, charges or taxes of any kind or nature other or higher than those which are or may be imposed upon native subjects or upon the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 6.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall be exempt on the territory of the other from all compulsory military service, either on land or sea, in the regular forces, national guard, or militia. They shall be exempt from all military requisitions or military forced labour of every kind, except charges exacted by virtue of the possession or location of immovables and except military forced labour and military requisitions which are equally imposed upon all native subjects by virtue of the ownership, possession or location of immovables.

They shall not be obliged to pay any tax imposed in lieu of personal military service, and shall be exempt from all forced loans and from extraordinary contributions imposed in time of war.

Article 7.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and all other buildings of the subjects of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, together with all premises used

per residenza, commercio o industria, saranno esenti da ogni visita o perquisizione e da ogni esame ed ispezione di libri, carte, contabilità, che si trovassero in essi, a meno che non siano eseguiti con osservanza delle condizioni o colla procedura prescritta dalle leggi, dai decreti e dai regolamenti applicabili ai sudditi della nazione stessa.

Articolo 8.

Sul territorio di ciascuna delle Alte Parti Contraenti, i sudditi dell'altra Parte potranno, come i nazionali e in conformità di quanto è stabilito all'articolo 3 del presente Trattato, compiere ogni affare, impiantare ogni industria, aprire qualsiasi fabbrica, intraprendere ogni ricerca e sfruttamento di miniere, come pure esercitare qualsiasi intrapresa agricola e forestale alle condizioni e con le limitazioni fissate dalle leggi, ordinanze e regolamenti del Paese. Essi godranno inoltre, a tale riguardo, del trattamento della nazione più favorita.

Tuttavia è inteso che il presente articolo non dovrà essere interpretato in modo da limitare l'autonomia fiscale e giurisdizionale riconosciuta al Siam col presente Trattato.

Articolo 9.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti avranno libero accesso ai tribunali dell'altra Parte per far valere e tutelare i loro diritti. Essi saranno liberi, come i nazionali o i sudditi o cittadini della nazione più favorita, di scegliersi quei legali, avvocati o procuratori che crederanno per far valere e tutelare i loro diritti davanti ai detti tribunali.

Nessuna condizione o formalità sarà imposta ai sudditi di una delle due Alte Parti Contraenti per quanto concerne l'accesso ai tribunali dell'altra Parte, che non sia applicabile ai propri sudditi od a quelli della nazione più favorita.

Articolo 10.

Le Società commerciali industriali, finanziarie (ivi comprese le Società per assicurazione e gli Istituti pubblici di assicurazione sulla vita umana) domiciliate nel territorio di una delle Alte Parti Contraenti e ivi validamente costituite in conformità delle leggi rispettive, saranno con le modalità e salvo i limiti fissati dalle leggi in vigore, riconosciute come aventi l'esistenza legale nel territorio dell'altra, e potranno, anche per mezzo di filiali, succursali od agenzie, esercitarvi la loro attività e tutti i loro diritti, compreso quello di adire i tribunali sia per intentarvi un'azione sia per difendersi.

In ogni caso le dette Società godranno, nel territorio dell'altra Parte, degli stessi diritti, che sono o saranno accordati a Società similari di un altro qualsiasi Paese.

Le dette Società e Istituti non dovranno pagare per l'esercizio di affari commerciali od industriali nel territorio dell'altra Parte, imposte, tributi o tasse diverse o più elevate di quelle pagate dalle Società e Istituti nazionali o appartenenti alla nazione più favorita.

Articolo 11.

Le Alte Parti Contraenti convengono di non ostacolare il loro commercio reciproco coll'imporre divieti o restrizioni alle importazioni, esportazioni o al transito di qualsiasi merce, salvo le seguenti eccezioni e semprechè esse siano applicate contemporaneamente e con le stesse modalità a tutte le nazioni od a quelle che si trovino nelle identiche condizioni :

1. Divieti o restrizioni relativi alle armi, munizioni e materiali da guerra ;
2. Divieti o restrizioni, imposti per ragioni di sicurezza pubblica o per ragioni di salute pubblica ;

in connection therewith for purposes of residence, commerce or industry, shall be exempt from visits and searches, and from examinations or inspections of books, papers or accounts therein located, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances, and regulations applying to native subjects.

Article 8.

In the territory of each of the High Contracting Parties, the subjects of the other Party may, upon the same terms as native subjects, in accordance with the provisions of Article 3 of the present Treaty and within the conditions fixed by the laws, ordinances and regulations of the country, carry on every kind of business, establish industries, open factories, undertake searches for minerals and mining operations, and enter into agricultural and forestry undertakings. They shall further enjoy with respect to these several matters most-favoured-nation treatment, it being understood that this Article shall not be interpreted in a manner to detract from the fiscal and jurisdictional autonomy which the present Treaty confers upon Siam.

Article 9.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall have free access to the courts of justice of the other in pursuit and defence of their rights ; they shall be at liberty, equally with native subjects and with the subjects or citizens of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue and defend their rights before such courts. No condition or requirements shall be imposed upon the subjects of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the courts of justice of the other, which do not apply to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 10.

Commercial, industrial and financial Companies and Associations (including life insurance Companies and the Public Institutions for life insurance) domiciled in the territory of one of the High Contracting Parties and there validly organised in accordance with the existing law, shall, upon their fulfilling all the formalities prescribed by the laws there in force, and subject to the limitations fixed by those laws, be recognised as having a legal existence within the territory of the other Party ; and they and their branches and agencies may there exercise their activities and rights. They shall have free and ready access to the courts of justice to pursue or to defend their rights.

In every case the said Companies and Associations shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as those which are or may be accorded to similar Companies and Associations of any other Country.

The said Companies and Associations shall not be compelled to pay for the purpose of carrying on their commercial or industrial business in the territory of the other Party, imposts, duties or taxes other or higher than those which are or may be exacted from similar national Companies or Associations or from those of the most favoured nation.

Article 11.

The High Contracting Parties agree not to obstruct mutual commerce between the two countries by the prohibition of or by restrictions placed upon the importation, exportation or transit of any article, subject to the following exceptions, which however shall be applicable to all countries alike or such countries as are subject to the same conditions :

- (1) Prohibitions or restrictions upon arms, munitions and war material ;
- (2) Prohibitions or restrictions for reasons of public safety or public health ;

3. Divieti o restrizioni riguardanti articoli, che sono o potranno in futuro essere oggetto di monopolio di Stato ;

4. Divieti o restrizioni relativi alla protezione degli animali o delle piante contro le malattie, gli insetti nocivi o i parassiti ;

5. Divieti o restrizioni riguardanti articoli della stessa natura di quelli di produzione nazionale e dei quali sia per legge interna proibita o colpita da restrizioni la produzione, la vendita ed il trasporto.

Resta convenuto, tuttavia, che ciascuna Parte avrà il diritto, in via temporanea, qualora a circostanze eccezionali dovessero richiederlo e per lo spazio di tempo ritenuto assolutamente necessario, di mantenere e istituire speciali divieti o restrizioni all'importazione e alla esportazione di particolari prodotti.

Nel caso in cui una delle Alte Parti Contraenti dovesse adottare nuovi divieti o restrizioni all'importazione ed all'esportazione, resta convenuto che, su richiesta d'ell'Alta Parte, dovrà studiarsi il modo per cui il provvedimento, nella sua applicazione, apporti il minimo danno alle relazioni commerciali fra i due Paesi.

Articolo 12.

Il Regno d'Italia riconosce che il principio dell'autonomia nazionale deve essere applicato al Regno del Siam, in tutto ciò che concerne l'ammontare dei dazi sulle importazioni e esportazioni di merci, nonchè i drawbacks, i diritti di transito, e qualsiasi altra tassa e imposta ; e, subordinatamente alla condizione dell'eguaglianza di trattamento con le altre nazioni sotto questi riguardi l'Italia conviene di consentire che il Siam fissi nella sua tariffa dazi più alti di quelli stabiliti dai Trattati esistenti, con l'ulteriore condizione tuttavia che tutte le altre nazioni, che avrebbero diritto di reclamare al trattamento di una tariffa speciale nel Siam, abbiano aderito a tale aumento liberamente e senza pretendere qualsiasi beneficio o privilegio a titolo di compenso.

Articolo 13.

In quanto all'ammontare, alla garanzia e alla riscossione dei dazi di importazione e di esportazione, compresi le soprattasse, i coefficienti e le maggiorazioni di cui questi diritti sono o potrebbero essere oggetto, come pure rispetto al transito, alla riesportazione, al deposito, alle formalità doganali e al trasbordo delle merci, ciascuna delle Alte Parti Contraenti s'impegna di far profittare l'altra di ogni favore o immunità che una di esse avesse accordati o potesse accordare ad un terzo Paese.

In applicazione di questo principio, i prodotti del suolo e dell'industria del Regno del Siam che saranno importati in Italia, e i prodotti del suolo e dell'industria dell'Italia, che saranno importati nel Regno del Siam, destinati sia al consumo, sia al deposito, alla riesportazione o al transito saranno sottoposti allo stesso trattamento e non saranno passibili di diritti nè più elevati e diversi di quelli cui siano sottoposti i prodotti della nazione più favorita a questo riguardo.

E inteso che queste disposizioni non si applicano ai favori speciali, attualmente accordati che potranno essere accordati ulteriormente a Stati limitrofi, per favorire il traffico di frontiera.

Resta inteso inoltre che le disposizioni di questo articolo in quanto riguardano l'ammontare dei dazi e relativi coefficienti e maggiorazioni, non si riferiscono ai favori che l'una o l'altra Parte Contraente già concede o possa concedere in avvenire ad un terzo Stato qualsiasi in conseguenza di una unione doganale con esso stipulata, nè ai vantaggi preferenziali, che le due Alte Parti Contraenti abbiano accordato o possano accordare in seguito alle loro colonie, protettorati, o possedimenti.

Articolo 14.

Senza pregiudizio delle disposizioni contenute negli articoli 12 e 13 e per un periodo di tempo non superiore a dieci anni dal giorno dall'entrata in vigore del presente Trattato, le seguenti merci

(3) Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of Government monopoly ;

(4) Prohibitions or restrictions for the protection of animals or plants against diseases, noxious insects or parasites ;

(5) Prohibitions or restrictions with regard to articles similar to those domestic articles whose internal production, sale, or transport is forbidden or similarly restricted by the national law.

It is understood, however, that either Party shall have the right during a temporary period when exceptional circumstances may so require and only so long as it is absolutely necessary, to maintain or establish special prohibitions or restrictions with respect to the imports and export of particular articles. In the event of either Party's having to adopt new prohibitions or restrictions with respect to imports and exports, it is agreed that at the request of the other Party means shall be studied by which the proposed measure in its application will cause the least injury to the commercial relations between the two countries.

Article 12.

The Kingdom of Italy recognizes that the principle of national autonomy should apply to the Kingdom of Siam in all that pertains to the rates of duty on importations and exportations of merchandise, drawbacks, and transit and all other taxes and impositions ; and subject to the condition of equality of treatment with other nations in these respects, Italy agrees to assent to increases by Siam in its tariff to rates higher than those established by existing treaties, on the further condition, however, that all other nations entitled to claim special tariff treatment in Siam assent to such increases freely and without the requirement of any compensatory benefit or privilege.

Article 13.

With regard to the giving of bond, and with regard to the collection of import and export duties (including surtaxes, coefficients and augmentations which are or may be based upon these duties), and with regard to transit duties, re-exportations, deposits, Customs formalities and the transhipment of merchandise, each of the High Contracting Parties agrees to accord to the other such rights, privileges and immunities as are or may be accorded to third countries.

In accordance with this principle, goods produced or manufactured in Siam imported into Italy and goods produced or manufactured in Italy imported into Siam, whether for consumption, deposit, re-exportation or transit, shall be subjected to the same treatment as, and shall be liable to duties not higher or other than those imposed with respect to the products of the most favoured nation.

It is understood, however, that the principles of the two foregoing paragraphs are not applicable with respect to the special favours which are or may be accorded to neighbouring States for facilitating frontier traffic. It is further understood that the provisions of this Article concerning the rate of import and export duties and corresponding coefficients and augmentations applies neither to the favours that either High Contracting Party grants or may grant to any third country by virtue of a Customs Union entered into with such third country, nor to the preferential advantages which either of the High Contracting Parties have granted or may grant to its colonies, protectorates and possessions.

Article 14.

Without prejudice to the provisions contained in Articles 12 and 13 and for a period of time not exceeding ten years from the date of the coming into force of the present Treaty, the following

originarie e provenienti dall'Italia non potranno in nessun caso essere sottoposte, alla loro importazione nel Siam, a dazi *ad valorem* superiori a quelli qui appresso indicati e precisamente :

Tessuti di cotone di ogni specie	6 %	ad valorem
Automobili e camions	10 %	»
Cappelli	10 %	»
Latte condensato	10 %	»
Vini di ogni specie e Vermouth	12 %	»

È tuttavia inteso che il Siam potrà, in ogni momento, trasformare i suddetti dazi ad valorem in dazi specifici, a condizione però che questi ultimi non rappresentino, in ogni caso, un aggravio superiore del dazio ad valorem sopra specificato.

Articolo 15.

È stabilita reciproca e completa libertà di navigazione fra i territori delle due Alte Parti Contraenti. I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti avranno, sullo stesso piede dei nazionali o dei cittadini della nazione più favorita, piena libertà di recarsi con le loro navi e i loro carichi nei luoghi e porti dei territori dell'altra ; saranno tuttavia tenuti a conformarsi sempre alle leggi del paese nel quale arrivano.

Le navi mercantili battenti la bandiera di ciascuna delle Alte Parti Contraenti, i loro equipaggi passeggeri e carichi, godranno, sotto tutti i rapporti, al loro arrivo nei territori dell'altra Parte, sia direttamente dal paese di origine, sia da un altro paese e qualunque sia il luogo di provenienza o di destinazione dei loro passeggeri e carichi, gli stessi diritti, privilegi, libertà, favori, immunità ed esenzioni, di cui godono le navi, gli equipaggi, i passeggeri, e i carichi nazionali o della nazione più favorita.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti godranno anche dello stesso trattamento per i trasporti ferroviari, per quanto riguarda le persone e le merci.

Articolo 16.

Per tutto ciò che riguarda l'arrivo, la permanenza, la partenza, il carico e lo scarico delle navi nei porti, harbours, docks, bacini e baie delle due Alte Parti contraenti, tutti i privilegi e tutte le facilitazioni che siano accordate da una Parte alle navi nazionali o alle navi di una terza Potenza qualsiasi, saranno estesi alle navi dell'altra Parte.

Articolo 17.

Nessuna tassa di tonnellaggio, di porto, di transito, di faro, di pilotaggio, di quarantena e simili, o tasse corrispondenti di qualsiasi natura, o di qualsiasi denominazione, imposta in nome o a profitto del Governo, di pubblici funzionari, di privati, corporazioni o enti qualsiasi, sarà imposta nei porti dei territori di una delle Alte Parti Contraenti, alle navi dell'altra, che non sia egualmente e nelle stesse condizioni imposta, in casi analoghi, alle navi nazionali in generale o alle navi della nazione più favorita.

Tale eguaglianza di trattamento sarà applicata reciprocamente alle navi rispettive, qualunque sia il porto, dal quale esse arrivino e qualunque possa essere la loro destinazione.

Articolo 18.

Le navi italiane e siamesi potranno passare da un porto di una delle Alte Parti Contraenti in uno o più della stessa Parte, sia per formare o completare il loro carico con destinazione all'estero, sia per scaricare tutto o parte del loro carico portato dall'estero.

goods originating in and coming from Italy shall not on importation into Siam be subjected in any case to a Customs duty in excess of the following amounts *ad valorem* : Cotton Manufactures, six per cent ; Hats, ten per cent ; Motor Cars and Trucks, ten per cent ; Canned Condensed Milk, ten per cent ; Wines and Vermouth, twelve per cent.

It is understood that in regard to particular classes of the above-mentioned articles, Customs duties may be imposed on a specific basis, provided that such specific duties do not in any case exceed in amount the equivalent of the specified *ad valorem* duty.

Article 15.

Full and complete liberty of navigation shall exist reciprocally between the territories of the two High Contracting Parties. The subjects of each of the High Contracting Parties shall have complete liberty to come with their ships and cargoes to the places and ports in the territories of the other upon the same terms as native subjects or the subjects or citizens of the most favoured nation, always conforming themselves to the laws of the country to which they come.

The merchant ships flying the flag of either of the High Contracting Parties, and their crews, passengers and cargoes, shall enjoy in every respect upon their arrival in the territory of the other, either directly from their own country or from some other country, and regardless of the place from which their passengers or cargoes come or to which they are bound, the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions as are enjoyed by national ships, with their crews, passengers and cargoes or by those of the most favoured nation.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy also the same treatment with respect to the transport by railway of their persons, their goods and their merchandise.

Article 16.

In all that concerns the arrival, the stay, the departure, the loading and the unloading of merchant ships in the ports, harbours, docks, basins and bays of the two High Contracting Parties, all the privileges and facilities which may be accorded by one Party to national ships or to the ships of a third Power will be extended to the ships of the other Party.

Article 17.

No duties of tonnage, harbour, water transit, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other country, which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels in general or vessels of the most favoured nation. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article 18.

Italian and Siamese ships may proceed from a port of one of the High Contracting Parties to one or more ports of the same Party, either to load their cargoes in whole or in part for a foreign destination, or to discharge their cargoes in whole or in part, brought from abroad.

Le dette navi potranno, conformandosi alle leggi e regolamenti degli Stati rispettivi, conservare a bordo la parte del loro carico proveniente dall'estero, destinata ad un altro porto sia dello stesso Paese, sia di un altro, e riesportarla, senza essere costretta a pagare, per quest'ultima parte del loro carico, alcun diritto di dogana, salvo quelli di sorveglianza, i quali, peraltro, non potranno essere percepiti che nella misura più bassa stabilita per le navi nazionali o per quelle della nazione più favorita.

Articolo 19.

Il trattamento delle navi nazionali o della nazione più favorita non si estende :

1° Al cabotaggio che resta regolato dalle leggi, che sono o saranno in vigore in ciascuna delle Alte Parti Contraenti ;

2° Agli incoraggiamenti accordati o che potranno essere accordati alla marina mercantile nazionale ;

3° All'esercizio della pesca, nelle acque territoriali delle Alte Parti Contraenti nè all'esercizio del servizio marittimo dei porti, rade e spiagge. Il servizio marittimo comprende l'esercizio del rimorchio, l'assistenza e il salvataggio delle persone, navi e carichi.

Articolo 20.

Se un bastimento da guerra o mercantile di una delle Alte Parti Contraenti fosse arenato o naufragato nelle acque o nei porti dell'altro Paese, la nave, i passeggeri e il carico godranno degli stessi favori ed immunità che, per legge o regolamento o convenzione, questo Paese concede in casi analoghi a navi nazionali od a quelle della nazione più favorita. Saranno accordati al capitano e all'equipaggio aiuti e assistenza nella stessa misura, in cui vengono concessi ai nazionali o ai sudditi o cittadini della nazione più favorita.

Le merci, che si potessero salvar da una nave o bastimento arenato o naufragato di una delle Alte Parti Contraenti, non saranno soggette a tasse doganali nel territorio dell'altra a meno che non siano vendute per il consumo nel Paese, in cui la nave è naufragata.

Articolo 21.

La nazionalità delle navi sarà constatata secondo le leggi dello Stato, al quale la nave appartiene, a mezzo dei documenti e patenti che si trovano a bordo, rilasciati dalle autorità competenti. Salvo il caso di vendita giudiziaria, le navi di ciascuna delle Alte Parti Contraenti non potranno cambiare di nazionalità senza che il venditore abbia ottenuto, preventivamente, il permesso di dismissione della bandiera, rilasciato dalle competenti autorità dello Stato, al quale la nave appartiene.

Articolo 22.

Le navi da guerra delle due Alte Parti Contraenti potranno entrare, soggiornare ed eseguire riparazioni nei porti e località dell'altra, nei quali è permesso l'accesso delle navi da guerra di una terza nazione qualsiasi. Le navi saranno sottoposte agli stessi regolamenti ed avranno diritto agli stessi onori, vantaggi, privilegi ed esenzioni, che sono accordati attualmente o saranno accordati in futuro a navi da guerra di altre nazioni.

Articolo 23.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà facoltà di nominare Consoli generali, Consoli, Viceconsoli e Agenti consolari nelle città e nei porti dell'altra nei quali riterrà utile stabilire uffici conso-

The said ships, upon conforming to the laws and regulations of the respective countries, may keep on board that part of their cargo coming from abroad which is bound for another port either of the same country or another, and may re-export it without being compelled to pay for the said part of their cargo any Customs duty save the charges for safe-keeping, it being understood however that the latter charges shall not be higher than those exacted under similar circumstances from national ships or from those of the most favoured nation.

Article 19.

National treatment or most favoured nation treatment with respect to ships shall not be applicable :

(1) To the coasting trade, which will continue to be regulated by the laws which are or may be in force in each of the High Contracting Parties.

(2) To subsidies which are or may be given to the national merchant marine.

(3) To the exercise of fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties, nor to the exercise of maritime service in ports, bays and shores. The maritime service embraces towing, assistance and salvage of life, ships and cargoes.

Article 20.

If a ship of war or merchant vessel of either of the High Contracting Parties has stranded or been wrecked in the waters or harbours of the other State, the ship or vessel, her passengers and cargo shall enjoy the same favours and immunities as those which may be granted in analogous cases by the laws and regulations of the latter State or by convention to national ships or to those of the most favoured nation. Aid and assistance shall be rendered to the captain and crew in the same measure as to native subjects or to the subjects or citizens of the most favoured nation. The merchandise which has been saved from a merchant ship or war vessel of one of the High Contracting Parties which has been stranded or wrecked shall not be subject to any Customs duty in the territory of the other Contracting Party unless it is cleared for consumption in the latter State.

Article 21.

The nationality of ships shall be determined in accordance with the laws of the country to which the ship belongs by means of the documents and certificates issued by the competent authorities and carried on board. Except in the event of a judicial sale, the ships of the High Contracting Parties shall not change their nationality unless the seller has previously obtained the necessary permit for the transfer of flag issued by the competent authority of the State to which the ship belongs.

Article 22.

The vessels of war of each of the High Contracting Parties may enter, remain and make repairs in those ports and places of the other to which the vessels of war of other nations are accorded access; they shall there submit to the same regulations and enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now, or may hereafter be, conceded to the vessels of war of any other nation.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents in the towns and ports of the other Party, wherever this may

lari. Le Alte Parti Contraenti si riservano, tuttavia, il diritto di designare le località che riterranno conveniente escludere dall'applicazione di questa disposizione purchè queste limitazioni siano applicate ugualmente a tutti gli altri Paesi.

Tuttavia i suddetti Consoli generali, Consoli, Vice-consoli e Agenti consolari entreranno nelle loro funzioni, soltanto dopo che avranno ricevuto il gradimento del Governo del Paese ove sono stati inviati. Questo dovrà munirli, senza ritardo e senza spese, di un *exequatur*, che assicuri il libero esercizio delle loro funzioni.

Essi eserciteranno tutti i poteri e funzioni e godranno di tutti gli onori, privilegi, esenzioni ed immunità, che sono generalmente ammessi dal diritto internazionale o che saranno accordati dal suddetto Governo agli Ufficiali consolari della nazione più favorita.

Articolo 24.

Nel caso in cui un suddito, morendo, lasci dei beni nel Siam, o un suddito siamese, morendo, lasci dei beni in Italia, e gli aventi diritto alla successione non siano conosciuti, o siano assenti o incapaci e non rappresentati, gli Ufficiali consolari interessati avranno il diritto di richiedere l'apposizione di sigilli su tutti i mobili, gli effetti e le carte del defunto, come pure che tali sigilli vengano tolti. Essi potranno procedere in persona alla liquidazione della successione, o nominare un amministratore, per procedere alla liquidazione stessa. Qualunque contestazione venisse a sorgere, saranno competenti a decidere su di essa i tribunali del Paese nel quale i beni sono situati. L'intervento consolare non sarà più ammesso dal momento in cui sarà constatato che non vi sono aventi diritto alla successione appartenenti alla nazionalità dell'Ufficiale consolare.

Nel caso in cui vi siano dei sudditi di una delle Alte Parti Contraenti assenti o incapaci e non rappresentati, aventi diritto in una successione aperta sul territorio dell'altra, gli Ufficiali consolari interessati, se il defunto non è loro connazionale, avranno veste per richiedere l'apposizione dei sigilli su tutti i mobili, gli effetti e le carte del defunto, per assistere all'inventario e per provocare la nomina, da parte dell'autorità locale competente, di un amministratore della successione. Questo sarà scelto su loro presentazione, fra le persone che la legge o l'uso designano per compiere tale funzione. I suddetti Ufficiali consolari avranno diritto di ottenere da tale amministratore tutte le informazioni relative alla liquidazione della successione. Il loro intervento non sarà più ammesso, dal momento in cui tutti gli aventi diritto della stessa nazionalità degli Ufficiali consolari saranno presenti o rappresentati.

Nel caso in cui i sudditi di una o dell'altra Parte Contraente siano interessati nella successione di un suddito appartenente ad una terza Nazione, le disposizioni del capoverso precedente non potranno pregiudicare i diritti riconosciuti dal Governo locale agli Ufficiali dello Stato, al quale apparteneva il defunto.

Articolo 25.

Le disposizioni del presente Trattato non toccano, nè sostituiscono o modificano in alcuna guisa le leggi, regolamenti ed ordinanze relativi alla sicurezza ed all'ordine pubblico, alla polizia sanitaria, alla naturalizzazione, ed alla immigrazione, che siano o saranno emanati dall'una o dall'altra Parte Contraente.

Articolo 26.

Il presente Trattato sostituirà, dal giorno dello scambio delle ratifiche, ogni anteriore Trattato, Convenzione o Accordo, fatto tra le due Alte Parti Contraenti.

Da tale data ogni precedente Trattato, Convenzione o Accordo, esistente fra le due Alte Parti Contraenti cesserà di essere in vigore, compreso il Trattato di amicizia, commercio e navigazione firmato a Londra il 3 ottobre 1868; l'Accordo¹ concernente l'importazione e la vendita di bevande alcoliche firmato a Roma il 5 luglio 1884 e la Convenzione² supplementare al Trattato del 1868 firmata a Parigi l'8 aprile 1905.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XIII, page 642.

² DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXV, page 539.

seem useful. The High Contracting Parties, however, reserve to themselves the right to designate certain localities as excluded from the application of this provision, provided that such exceptions be applied equally to all other countries.

It is, however, understood that such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall not enter upon their functions until they shall have been approved by the Government of the country to which they have been sent, which Government shall provide them without delay and without expense with an exequatur assuring to them the free exercise of their functions.

They shall exercise all the powers and functions and shall enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities which are generally accorded by international law or which may hereafter be accorded by the said Government to the Consular Officers of the most favoured nation.

Article 24.

In case of the death of an Italian subject leaving an estate in Siam or of a Siamese subject leaving an estate in Italy, if those having the right to the succession should be unknown, or absent or legally incapable and without representatives, the proper Consular Officers shall have the right to require the sealing, as well as the breaking of the seals, on all moveables, effects and papers of the deceased. They may proceed themselves with the settlement of the estate or may name an administrator to do so. In all cases in which a contest may arise, the matter shall be settled by the competent tribunals of the country in which the property is situated. Consular intervention shall not be admitted after it has been ascertained that there is no one of the same nationality as the Consular Officer having the right of succession.

When the subjects of one of the High Contracting Parties who are absent or legally incapable and without representatives, are interested in an unsettled estate in the territory of the other Party, the proper Consular Officers, if the deceased was not of their nationality, shall be entitled to require the placing of seals on all moveables, personal effects and papers of the deceased, to assist in making an inventory and to apply for the appointment of an administrator by the competent local authority. The latter shall be chosen upon the Consuls' suggestion from among the persons designated by law or by custom. They shall have the right to secure from such administrator all information concerning the settlement of the estate. Their intervention shall not be permitted after all those of the same nationality as the Consul having claims shall be present or represented.

When the subjects of either of the High Contracting Parties are interested in the estate of a subject of a third Power, the stipulations of the foregoing paragraph shall not detract from the rights recognised by the local government in favour of the Consular Officers of the State to which the deceased belonged.

Article 25.

The stipulations contained in the present Treaty shall not affect, supersede or modify in any way the laws, regulations or ordinances of the High Contracting Parties, now in force or hereafter enacted, with regard to national security, public order, public health, naturalisation, and immigration.

Article 26.

The present Treaty shall, from the date of the exchange of ratifications, be substituted for all former Treaties, Conventions and Agreements made between the two High Contracting Parties. From that date all former Treaties, Conventions and Agreements between the two High Contracting Parties shall cease to be binding, including the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation signed in London, October 3rd, 1868, the Arrangement² relating to the Importation and Sale of Spirituous Drinks, signed at Rome, 5th July 1884, and the Supplementary Convention³ to the Treaty of 1868, signed at Paris, April 8th, 1905.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 60, page 773.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 76, page 298.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 409.

Articolo 27.

Il presente Trattato entrerà in vigore dalla data dello scambio delle ratifiche e rimarrà applicabile per 10 anni dalla data medesima.

Nel caso in cui nè l'una nè l'altra delle Alte Parti Contraenti abbia notificato 12 mesi prima dello spirare dei suddetti 10 anni la sua intenzione di disdire il Trattato, questo resterà in vigore fino allo spirare di un anno dal giorno, in cui una delle Alte Parti Contraenti l'avrà denunziato.

Resta però stabilito che tale denuncia non avrà per effetto la rimessa in vigore di qualsiasi Trattato, Convenzione o stipulazione, che siano stati abrogati col presente Trattato.

Articolo 28.

Il presente Trattato sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Roma o a Bangkok al più presto possibile.

Il presente Trattato è stato redatto in italiano ed in inglese ed entrambe le versioni hanno lo stesso significato, ma resta convenuto che, qualora sorgesse una contestazione sul suo significato, questo verrà stabilito in base al testo inglese.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari l'hanno firmato e munito dei loro sigilli.

Fatto in duplice copia, a Roma, il nove maggio millenovecentoventisei dell'Era cristiana, corrispondente al nono giorno del secondo mese del duemilaquattrocentosessantanove dell'Era buddistica.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

PROTOCOLLO

CONCERNENTE LA GIURISDIZIONE DA APPLICARSI A SUDDITI ITALIANI NEL REGNO DEL SIAM.

Al momento di procedere oggi alla firma del Trattato di amicizia, commercio e navigazione tra il Regno d'Italia ed il Regno del Siam, i Plenipotenziari delle due Alte Parti Contraenti hanno stipulato quanto segue :

Articolo 1.

Il sistema di giurisdizione in vigore finora al Siam per i cittadini italiani, nonchè i privilegi le esenzioni ed immunità goduti dagli italiani al Siam che fossero parte o conseguenza di tale sistema, cesseranno assolutamente dalla data dello scambio delle ratifiche del Trattato sopramenzionato ed a tale data tutti i sudditi, corporazioni, società ed associazioni saranno soggetti alla giurisdizione dei tribunali siamesi.

Articolo 2.

Fino alla promulgazione ed all'entrata in vigore di tutti i codici siamesi e cioè ; codice penale, civile, commerciale, codici di procedura, nonchè della legge sull'organizzazione giudiziaria, e per

Article 27.

The present Treaty shall come into effect on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years from that date.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified twelve months before the expiration of the said ten years its intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is clearly understood, however, that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the Treaties, Conventions, Arrangements, or Agreements abrogated by the present Treaty.

Article 28.

This Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged either at Rome or Bangkok, as soon as possible.

This Treaty has been executed in English and in Italian, both versions having the same meaning ; but it is hereby agreed that in the event of any dispute arising as to the meaning thereof, its meaning and intent shall be determined by the English text.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, the ninth day of May, in the nineteen hundred and twenty-sixth year of the Christian era, corresponding to the ninth day of the second month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist era.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

PROTOCOL.

CONCERNING JURISDICTION APPLICABLE IN THE KINGDOM OF SIAM TO ITALIAN SUBJECTS.

At the moment of proceeding this day to the signature of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Siam, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

Article 1.

The system of jurisdiction heretofore established in Siam for Italian subjects and the privileges, exemptions, and immunities now enjoyed by Italian subjects in Siam as a part of or appurtenant to said system shall absolutely cease and determine on the date of the exchange of ratifications of the above-mentioned Treaty, and thereafter all Italian subjects, corporations, companies, and associations in Siam shall be subject to the jurisdiction of the Siamese Courts.

Article 2.

Until the promulgation and putting into force of all the Siamese Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Code, the Codes of Procedure, and the Law for Organisation of

il periodo susseguente di non oltre 5 anni, l'Italia potrà, per mezzo del suo personale diplomatico e consolare nel Siam, quando a giudizio discrezionale di esso sembri ciò opportuno nell'interesse della giustizia, mediante richiesta scritta indirizzata al giudice o ai giudici del tribunale presso il quale la causa è pendente, avocare a sè qualunque causa pendente in qualsiasi tribunale siamese, eccettuata la Corte Suprema (Dika Court), in cui un cittadino italiano, o corporazione, società od associazione sia convenuto o imputato.

Tali cause avocate saranno trasferite all'autorità diplomatica o consolare per il giudizio e cesserà quindi ogni giurisdizione siamese sulle cause medesime.

Le cause su indicate saranno giudicate dalle dette autorità diplomatica o consolare secondo le leggi italiane. Tuttavia negli affari che sono regolati dai codici e dalle leggi del Regno del Siam regolarmente promulgati ed in vigore ed il cui testo sia stato comunicato alla R. Legazione italiana in Bangkok, i diritti e gli obblighi delle parti in causa saranno determinati dalla legge siamese.

Allo scopo di discutere tali cause e di dare esecuzione alle sentenze che fossero emesse, continua nel Siam la giurisdizione degli Ufficiali diplomatici e consolari italiani.

Fino alla data, in cui tutti i codici siamesi sopra specificati entreranno in vigore il Governo siamese continuerà a comunicare alla Legazione italiana nel Siam i testi di tutte le nuove leggi e regolamenti che verranno promulgati e il Governo siamese farà il possibile per prendere in considerazione le obiezioni che la Legazione gli sottoporrà in un ragionevole periodo di tempo nei riguardi dei testi medesimi.

Articolo 3.

I ricorsi in appello prodotti da sudditi italiani, corporazioni, società o associazioni contro le sentenze di prima istanza verranno trattati dalla Corte d'appello di Bangkok.

L'appello su questioni di interpretazione della legge sarà deferito dalla Corte d'Appello alla Corte Suprema (San Dika).

Qualsiasi cittadino italiano, corporazione, società o associazione, che sia convenuto o imputato in qualunque causa da discutersi innanzi ad un tribunale di provincia, potrà domandare il rinvio della causa ad altro tribunale. Se questa richiesta è ammessa dall'autorità giudiziaria locale, la causa sarà giudicata sia a Bangkok, sia sul luogo dagli stessi giudici componenti il tribunale, che sarebbe competente a Bangkok.

Nei riguardi dei diritti accordati col presente articolo, l'Italia godrà il trattamento della nazione più favorita.

Articolo 4.

Per evitare difficoltà che potessero nascere dal trasferimento della giurisdizione contemplata dal presente protocollo si stabilisce :

a) tutte le cause in cui sia stata prodotta domanda in giudizio posteriormente alla data dello scambio delle ratifiche del soprammenzionato Trattato, saranno decise dai Tribunali siamesi, sia che il fatto determinante della lite sia sorto prima di tale data, sia che sia sorto dopo ;

b) tutte le cause pendenti davanti i Funzionari diplomatici o consolari italiani alla data anzidetta avranno il loro corso normale davanti a tali Funzionari, fino alla loro completa definizione, e la giurisdizione del personale diplomatico e consolare rimarrà in vigore a tale scopo.

In rapporto a qualsiasi causa deferita all'Autorità diplomatica o consolare italiana in virtù della clausola b) del presente articolo o che fosse avocata dalla detta Autorità in virtù dell'articolo

Courts, and for a period of five years thereafter, but no longer, the Kingdom of Italy, through its Diplomatic and Consular Officials in Siam whenever in its discretion it deems it proper so to do in the interests of justice, may by means of a written requisition addressed to the judge or judges of the Court in which such case is pending, evoke any case pending in any Siamese Court, except the Supreme or Dika Court; in which an Italian subject, corporation, company or association is defendant or accused.

Such case shall then be transferred to said Diplomatic or Consular Official for adjudication, and the jurisdiction of the Siamese Court over such case shall thereupon cease. Any case so evoked shall be disposed of by said Diplomatic or Consular Official in accordance with the laws of the Kingdom of Italy, except that as to all matters coming within the scope of Codes or Laws of the Kingdom of Siam regularly promulgated and in force, the texts of which have been communicated to the Italian Legation in Bangkok, the rights and liabilities of the parties shall be determined by Siamese Law.

For the purpose of trying such cases and of executing any judgments which may be rendered therein, the jurisdiction of the Italian Diplomatic and Consular Officials in Siam is continued.

Until the date when all the Siamese Codes mentioned above shall have come into force, the Siamese Government will continue to communicate to the Italian Legation in Siam the texts of all new laws and regulations which have been promulgated and the Siamese Government will endeavour to take into consideration the objections with regard to such texts which the said Legation may have submitted within a reasonable time.

Article 3.

Appeals by Italian subjects, corporations, companies and associations from judgments of courts of first instance in cases to which they may be parties, shall be adjudged by the Court of Appeal at Bangkok.

An appeal on a question of law shall lie from the Court of Appeal at Bangkok to the Supreme or Dika Court.

An Italian subject, corporation, company, or association who is defendant or accused in any case arising in the Provinces, may apply for a change of venue and should the Court consider such change desirable, the trial shall take place either at Bangkok or before the judge in whose Court the case would be tried at Bangkok.

With respect to the rights granted in this Article Italy shall enjoy the treatment of the most favoured nation.

Article 4.

In order to prevent difficulties which may arise from the transfer of jurisdiction contemplated by the present Protocol, it is agreed :

(a) All cases in which action shall be taken subsequently to the date of the exchange of ratifications of the above-mentioned Treaty, shall be entered and decided in the Siamese Courts, whether the cause of action arose before or after the date of said exchange of ratifications.

(b) All cases pending before the Italian Diplomatic and Consular Officials in Siam on said date shall take their usual course before such Officials until such cases have been finally disposed of, and the jurisdiction of the Italian Diplomatic and Consular Officials shall remain in full force for this purpose.

In connection with any case coming before the Italian Diplomatic or Consular Officials under clause (b) of Article 4, or which may be evoked by said Officials under Article 2, the Siamese au-

z, le Autorità siamesi, a richiesta delle Autorità diplomatiche e consolari, presteranno la loro assistenza in tutto quanto può interessare la causa.

In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari hanno apposto la loro firma e i loro sigilli.

Fatto in duplice copia, a Roma, il nove maggio millenovecentoventisei dell'Era cristiana, corrispondente al nono giorno del secondo mese del duemilaquattrocentosessantaneve dell'Era buddistica.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

thorities shall upon request by such Diplomatic or Consular Officials lend their assistance in all matters pertaining to the case.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, the ninth day of May, in the nineteen hundred and twenty-sixth year of the Christian era, corresponding to the ninth day of the second month in the two thousand four hundred and sixty-ninth year of the Buddhist era.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Mussolini.

Certifié conforme :

Phya Sarbakich Prija,
Ministre de Siam à Rome.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1436. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'ITALIE ET LE SIAM. SIGNÉ A ROME, LE 9 MAI 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, animés du désir de développer les relations d'amitié et de bonne entente déjà heureusement existantes entre les deux Etats, et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre et ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Excellence Phya SARBAKICH PRIJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de Sa Majesté le Roi de d'Italie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Siam.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, au cas où il surgirait entre elles un différend quelconque qui ne pourrait être résolu par un accord amiable ou par la voie diplomatique, de soumettre ce différend à un ou plusieurs arbitres choisis par elles ou à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Cette dernière sera saisie de la matière, soit en vertu d'un commun accord entre les deux Parties, soit, faute à celles-ci de s'entendre, à la simple requête de l'une d'elles.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine liberté, avec leurs familles, de pénétrer sur le territoire de l'autre partie, d'y voyager, séjourner et résider, ainsi que d'en sortir ; ils y seront assurés de la protection et de la sauvegarde de leur personne et de leurs biens comme les nationaux, à condition de se conformer aux lois du pays et sous réserve de l'observation et de l'application des lois de police concernant les étrangers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront en se conformant aux lois du pays, exercer dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie leur profession et tout métier licite, s'y livrer au commerce ou à l'industrie, y faire le trafic tant en gros qu'en détail de tout produit et article de commerce licite, soit en personne, soit par l'intermédiaire de représentants, seuls ou en association avec des étrangers ou des nationaux ; ils pourront y prendre à leur service, dans tout emploi, telles personnes qu'il leur conviendra. Ils pourront, dans les conditions fixées par la législation locale, y acquérir en toute propriété, posséder, occuper, vendre et transmettre par succession, testament, donation, ou de toute autre manière, prendre ou céder à bail, tout immeuble, bâti ou non bâti, destiné à l'habitation ou à un usage licite quelconque, commercial, industriel, agricole ou autre, sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale pour certaines zones et pour certains lieux par la loi relative au séjour temporaire et à l'établissement des étrangers. Ils pourront y acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de toute autre manière, des biens, valeurs et effets mobiliers de toute sorte.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience. Ils pourront élever et entretenir des églises, se livrer à l'exercice public ou privé de leur culte, construire et entretenir des cimetières suivant leurs coutumes religieuses, ainsi que fonder des institutions d'éducation et des œuvres religieuses, hospitalières et charitables, à condition toujours de se conformer aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, charges ou taxes quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire sur terre ou sur mer, dans les forces régulières, la garde nationale ou la milice. Ils seront exempts de toute réquisition ou prestation militaires, à l'exception des charges afférentes à la qualité de propriétaire ou de locataire de biens immobiliers, ainsi que des prestations et réquisitions militaires qui sont imposées également à tous les nationaux, en leur qualité de propriétaire, d'occupant ou de locataire de biens immobiliers.

Ils ne seront astreints à aucune taxe imposée en remplacement du service militaire personnel et seront exempts de tout emprunt forcé et de toute contribution extraordinaire levés en temps de guerre.

Article 7.

Les habitations, magasins, usines, boutiques et tous autres bâtiments appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sur les territoires de l'autre Partie, ainsi que tous les terrains et locaux en dépendant et utilisés, soit comme résidence, soit pour le commerce ou l'industrie, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires ou de perquisitions ; il ne sera pas permis d'y examiner ou inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Article 8.

Sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les ressortissants de l'autre Partie pourront, aux mêmes conditions que les nationaux, conformément aux dispositions de l'article 3

du présent traité et dans les conditions fixées par les lois, ordonnances et règlements du pays, exercer toute sorte d'activité commerciale, fonder des industries, ouvrir des usines, se livrer à la recherche des minéraux et à l'exploitation des mines, ainsi qu'à toute entreprise agricole et forestière. Ils jouiront, en outre, à ces différents égards, du traitement de la nation la plus favorisée. Il est entendu, toutefois, que le présent article ne devra pas être interprété de façon à limiter l'autonomie fiscale et juridictionnelle, reconnue au Siam par le présent traité.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie, tant pour la revendication que pour la défense de leurs droits ; ils auront la même liberté que les nationaux et que les ressortissants de la nation la plus favorisée dans le choix et l'emploi d'hommes de loi, avoués et autres mandataires pour revendiquer et défendre leurs droits devant lesdits tribunaux. Il ne sera imposé aux ressortissants de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne l'accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou formalité qui ne s'applique pas aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Les compagnies et sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les compagnies d'assurance sur la vie et les institutions publiques d'assurance sur la vie), domiciliées sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et dûment constituées sur ce territoire, conformément à la législation existante, seront, à condition d'observer toutes les formalités prescrites par les lois en vigueur et dans les limites fixées par lesdites lois, reconnues comme ayant existence légale dans le territoire de l'autre Partie ; elles pourront également, soit directement soit par leurs filiales, succursales et agences, y exercer leurs droits et leur activité, et y ester en justice soit comme demanderesse, soit comme défenderesses.

Dans tous les cas, lesdites compagnies et sociétés jouiront sur le territoire de l'autre partie des mêmes droits que ceux qui sont ou seront accordés aux compagnies et sociétés analogues d'un autre pays, quel qu'il soit.

Lesdites compagnies et institutions ne seront pas tenues de payer, pour l'exercice de leur activité commerciale ou industrielle dans le territoire de l'autre pays, des impôts, droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les sociétés ou institutions nationales analogues, ou sur celles de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de n'apporter aucune entrave au commerce réciproque entre les deux pays au moyen de prohibitions ou de restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, frappant une marchandise quelconque, sauf les exceptions suivantes qui devront être applicables simultanément et dans la même mesure à tous les pays ou à ceux qui se trouvent dans des conditions identiques :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives aux armes, munitions et matériel de guerre ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions imposées pour raison de sécurité publique ou d'hygiène publique ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions concernant des articles qui sont ou pourront par la suite faire l'objet d'un monopole d'Etat ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions concernant la protection des animaux ou des plantes, contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ;
- 5^o Prohibitions ou restrictions relatives à des articles similaires aux articles nationaux dont la production, la vente ou le transport à l'intérieur, sont interdites par la loi nationale ou font l'objet des mêmes restrictions.

Il est convenu, toutefois, que chaque Partie aura le droit, à titre temporaire, dans les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigeraient et seulement pendant le laps de temps considéré comme absolument nécessaire, de maintenir ou d'instituer des prohibitions ou restrictions spéciales concernant l'importation et l'exportation d'articles particuliers. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes se verrait dans l'obligation d'adopter de nouvelles prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation, il est convenu que, sur demande de l'autre Partie, il sera procédé à l'étude des moyens par lesquels l'application de la mesure envisagée causera le moins de préjudice aux relations commerciales entre les deux pays.

Article 12.

Le Royaume d'Italie reconnaît que le principe de l'autonomie nationale doit être appliqué au Royaume de Siam, en tout ce qui concerne le tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises, les drawbacks, les taxes de transit et toutes autres taxes et impositions ; et, sous réserve de jouir du même traitement à cet égard que les autres nations, l'Italie consent que le Siam majore son tarif douanier au delà des limites fixées par les traités existants, à condition, en outre, que toutes les autres nations qui sont fondées à se réclamer, au Siam, d'un régime douanier spécial consentent librement à ces majorations, sans exiger en retour aucun avantage ou privilège particulier.

Article 13.

En ce qui concerne le cautionnement et la perception des droits d'importation et d'exportation (y compris les surtaxes, coefficients et majorations qui affectent ou pourront affecter les droits en question), comme en ce qui concerne les droits de transit, les réexportations, l'entreposage, les formalités douanières et le transbordement des marchandises, chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder à l'autre Partie tous les droits, privilèges et immunités qui sont ou pourront être accordés à des Etats tiers.

Par application de ce principe, les produits nationaux ou articles manufacturés originaires du Siam, importés en Italie, ainsi que les produits nationaux ou articles manufacturés, originaires d'Italie, importés dans le Siam, qu'ils soient destinés à la consommation, à l'entreposage, à la réexportation ou au transit, jouiront du même traitement que celui qui est accordé à la nation la plus favorisée et ne seront pas frappés de droits autres ou plus élevés que ceux qui frappent les produits de la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que les principes dont s'inspirent les deux paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux faveurs spéciales qui sont ou pourront être accordées à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière. Il est, en outre, entendu que les dispositions du présent article, concernant le taux des droits d'importation et d'exportation, ainsi que les coefficients et les majorations correspondants, ne s'appliquent ni aux faveurs que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait accorder à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière conclue avec ledit Etat, ni au traitement préférentiel que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes a accordé ou pourrait accorder à ses colonies, protectorats et possessions.

Article 14.

Sans préjudice des dispositions des articles 12 et 13 et pour une période ne dépassant pas dix années à dater de l'entrée en vigueur du présent traité, les marchandises suivantes, d'origine et de provenance italiennes, ne pourront en aucun cas être frappées, à leur importation dans le Siam, d'un droit de douane *ad valorem* supérieur aux taux suivants : Tissus de coton 6 % *ad val.* ; chapeaux 10 % ; automobiles et camions 10 % ; lait condensé en boîtes 10 % ; vins et vermouth 12 %.

Il est entendu qu'en ce qui concerne certaines catégories spéciales des articles mentionnés ci-dessus, les droits *ad valorem* pourront être remplacés par des droits spécifiques, à condition que ces droits spécifiques ne dépassent en aucun cas l'équivalent du droit *ad valorem* spécifié ci-dessus.

Article 15.

Il y aura liberté réciproque et complète de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine liberté de pénétrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux et ports des territoires de l'autre Partie, aux mêmes conditions que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, mais ils seront toujours tenus de se conformer aux lois du pays dans lequel ils arrivent.

Les navires marchands battant pavillon de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ainsi que leurs équipages, passagers et cargaisons, qu'ils viennent directement de leur pays d'origine ou d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou de destination de leurs passagers ou de leurs cargaisons, jouiront, à leur arrivée dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions que ceux dont jouissent les navires nationaux, leurs équipages, passagers et cargaison, ou ceux de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront également du même traitement en ce qui concerne le transport par voie ferrée de leurs personnes, biens et marchandises.

Article 16.

Pour tout ce qui concerne l'arrivée, le stationnement, le départ, le chargement et déchargement des navires de commerce dans les ports, havres, docks, bassins et baies des deux Hautes Parties contractantes, tous les privilèges et facilités qui pourront être accordés par l'une des Parties aux navires nationaux ou aux navires d'une tierce Puissance quelconque, seront étendus aux navires de l'autre Partie.

Article 17.

Aucun droit de tonnage, de port, de transit maritime, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou droits similaires ou correspondants de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou pour le compte de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, d'associations ou d'institutions quelconques, ne seront imposés, dans les ports des territoires de chacun des deux pays aux navires de l'autre pays, à moins que ces droits ne soient également, et dans les mêmes conditions, imposés dans des cas analogues aux navires nationaux en général ou à ceux de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux navires respectifs, quel que soit le lieu d'où ils arrivent, ou leur lieu de destination.

Article 18.

Les navires italiens et siamois pourront se rendre d'un port de l'une des Hautes Parties contractantes dans un ou plusieurs autres ports de la même Partie, soit pour embarquer tout ou partie de leur cargaison à destination d'un pays étranger, soit pour débarquer tout ou partie de leur cargaison en provenance de l'étranger.

Lesdits navires pourront, à condition de se conformer aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison provenant de l'étranger et destinée à un autre port soit du même Etat, soit d'un autre Etat, et pourront la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf les droits de surveillance, étant bien entendu, cependant, que ces droits ne seront pas plus élevés que ceux qui sont perçus, dans des circonstances analogues, sur les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Le traitement accordé aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée ne s'étendra pas :

1° Au cabotage, qui continuera à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacune des Hautes Parties contractantes ;

2° Aux subventions qui sont ou pourront être accordées à la marine marchande nationale ;

3° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni à l'exercice des services maritimes dans les ports, les rades et sur le littoral.

Ces services maritimes comprennent le remorquage, l'assistance et le sauvetage des personnes, des navires et de leurs cargaisons.

Article 20.

Si un navire de guerre ou un bâtiment de commerce, de l'une des Hautes Parties contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux ou dans les ports de l'autre Etat, ce navire ou bâtiment, ainsi que ses passagers et sa cargaison, jouiront des mêmes faveurs et immunités que celles qui pourraient être accordées dans des circonstances analogues par les lois et règlements de l'autre Etat, ou par voie de convention, aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront rendues au capitaine et à l'équipage dans la même mesure qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Les marchandises qui ont été sauvées d'un bâtiment de commerce ou d'un navire de guerre de l'une des Hautes Parties contractantes, qui s'est échoué ou a fait naufrage, ne seront frappées d'aucun droit de douane dans le territoire de l'autre Partie contractante, à moins qu'elles ne soient vendues pour la consommation dans ce dernier Etat.

Article 21.

La nationalité des navires sera déterminée conformément aux lois du pays auquel appartient le navire, au moyen des documents et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes. Sauf en cas de vente judiciaire, les navires des Hautes Parties contractantes ne pourront changer de nationalité, à moins que le vendeur n'ait obtenu préalablement de l'autorité compétente de l'Etat auquel ressortit le navire, l'autorisation nécessaire pour le transfert du pavillon.

Article 22.

Les navires de guerre des deux Hautes Parties contractantes pourront pénétrer, séjourner et effectuer leurs réparations dans les ports et localités de l'autre Partie auxquels les navires de guerre d'autres nations ont accès ; ils s'y soumettront aux mêmes règlements et jouiront de tous les honneurs, avantages, privilèges et exemptions qui sont ou pourront être accordés aux navires de guerre d'une autre nation quelconque.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes ou ports de l'autre Partie où il semblera utile d'établir des services consulaires. Toutefois, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de désigner certaines localités auxquelles ne s'appliquera pas cette disposition, à condition que ces restrictions s'appliquent également à tous les autres pays.

Cependant, il est entendu que lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'entreront pas en fonctions avant d'avoir été agréés par le gouvernement auprès duquel ils auront été envoyés. Ledit gouvernement leur accordera sans délai et sans frais un exequatur leur assurant le libre exercice de leurs fonctions.

Ces fonctionnaires exerceront tous les pouvoirs et toutes les fonctions et jouiront de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités qui sont généralement accordés en vertu du droit international ou qui pourraient par la suite être accordés par ledit gouvernement aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 24.

En cas de décès d'un ressortissant italien laissant des biens au Siam, ou en cas de décès d'un ressortissant siamois laissant des biens en Italie, si les ayants droit à la succession sont inconnus, ou sont absents, ou frappés d'incapacité et non représentés, les fonctionnaires consulaires compétents auront le droit d'exiger l'apposition ou la levée des scellés sur tous les biens mobiliers, effets et papiers du défunt. Ils pourront procéder en personne à la liquidation de la succession ou nommer un administrateur à cet effet. En cas de contestation, le litige sera réglé par les tribunaux compétents de l'Etat dans lequel sont situés lesdits biens. L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'existe aucun ayant droit à la succession appartenant à la même nationalité que le fonctionnaire consulaire.

Lorsque les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes qui sont absents ou frappés d'incapacité juridique et non représentés, ont des intérêts dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Partie, les fonctionnaires consulaires compétents, si le défunt n'était pas de leur nationalité, auront le droit de requérir l'apposition des scellés sur tous les biens mobiliers, effets personnels et papiers du défunt, d'assister à l'inventaire et de présenter une demande à l'autorité locale compétente en vue de faire nommer un administrateur. Ce dernier sera choisi, sur proposition du consul, parmi les personnes que la loi ou l'usage désigne pour remplir ces fonctions. Ils auront le droit de se faire donner par cet administrateur toutes informations concernant la liquidation de la succession. Leur intervention ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la même nationalité que ce fonctionnaire consulaire seront présents ou représentés.

Dans le cas où les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes seraient intéressés dans la succession d'un ressortissant d'une Puissance tierce, les dispositions du paragraphe précédent ne pourront porter atteinte aux droits reconnus par le gouvernement local aux fonctionnaires consulaires de l'Etat auquel ressortissait le défunt.

Article 25.

Les stipulations du présent traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, règlements et ordonnances des Hautes Parties contractantes relatifs à la sûreté et à l'ordre publics, à la police sanitaire, à la naturalisation et à l'immigration qui sont actuellement en vigueur ou pourraient être promulgués par la suite.

Article 26.

Le présent traité sera, à partir du jour de l'échange des ratifications, substitué à tous les anciens traités, conventions et accords conclus entre les deux Hautes Parties contractantes. A partir de cette date, tous les traités, conventions et accords conclus précédemment entre les deux Hautes Parties contractantes cesseront d'être en vigueur, y compris le Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Londres, le 3 octobre 1868, l'Accord relatif à l'importation et à la vente de boissons alcooliques signé à Rome, le 5 juillet 1884, et l'Avenant au Traité de 1868, signé à Paris, le 8 avril 1905.

Article 27.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant une période de dix ans à dater du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention d'y mettre fin, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'une année à dater du jour auquel l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Il est bien entendu, toutefois, que cette dénonciation n'aura pas pour effet de remettre en vigueur l'un quelconque des traités, conventions, arrangements ou accords abrogés par le présent traité.

Article 28.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées, soit à Rome, soit à Bangkok, dans le plus bref délai possible.

Le présent traité a été rédigé en anglais et en italien, les deux versions ayant le même sens. Toutefois, il est convenu qu'en cas de contestation quant au sens dudit traité, son sens et sa portée seront déterminés par le texte anglais.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition à Rome le neuf mai mil neuf cent vingt-six de l'Ere chrétienne, correspondant au neuvième jour du deuxième mois de l'an deux mil quatre cent soixante-neuf de l'Ere bouddhique.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

PROTOCOLE

CONCERNANT LA JURIDICTION APPLICABLE AUX RESSORTISSANTS ITALIENS
DANS LE ROYAUME DE SIAM.

Au moment de procéder, ce jour, à la signature du nouveau Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le système de juridiction établi jusqu'à présent au Siam pour les ressortissants italiens, ainsi que les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent actuellement les ressortissants italiens au Siam, et qui font partie ou sont la conséquence dudit régime, seront abrogés et prendront fin à la date de l'échange des ratifications du traité susmentionné ; après cette date, toutes les compagnies, sociétés, associations et sujets italiens établis au Siam, seront justiciables des tribunaux siamois.

Article 2.

Jusqu'à la date de promulgation et d'entrée en vigueur de tous les codes siamois, à savoir : le Code pénal, le Code civil et commercial, les Codes de procédure et la Loi d'organisation judiciaire, et pendant une période ultérieure de cinq ans au plus, le Royaume d'Italie pourra, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires diplomatiques et consulaires au Siam, toutes les fois qu'il le jugera convenable dans l'intérêt de la justice, évoquer, moyennant une requête écrite adressée au juge ou aux juges du tribunal intéressé, toute affaire pendante par-devant un tribunal siamois — sauf la Cour suprême, ou « Dika » —, dans laquelle le défendeur ou le prévenu serait un ressortissant italien, une compagnie, société ou association italienne.

Cette affaire sera alors transférée audit fonctionnaire diplomatique ou consulaire pour décision, et le tribunal siamois cessera d'être compétent en l'espèce. Toute affaire ainsi évoquée sera réglée par ledit fonctionnaire diplomatique ou consulaire, conformément à la législation du Royaume d'Italie. Toutefois, les droits et les obligations des parties seront déterminés par la législation siamoise dans tous les cas régis par les Codes ou par les lois du Royaume de Siam, régulièrement promulguées, mises en vigueur et dûment communiquées à la Légation d'Italie à Bangkok.

La juridiction des fonctionnaires diplomatiques et consulaires italiens sera maintenue aux fins d'examiner ces affaires et d'exécuter tout jugement dont elles pourraient faire l'objet.

Jusqu'à la date où les Codes siamois mentionnés ci-dessus seront tous en vigueur, le Gouvernement siamois continuera à communiquer à la Légation d'Italie au Siam tous les textes des lois et règlements qui ont été promulgués, et il s'efforcera de tenir compte des objections, relatives à ces textes, que ladite légation lui aura soumises dans un délai raisonnable.

Article 3.

Les appels de jugements rendus par les tribunaux de première instance dans des affaires où des compagnies, sociétés, associations ou ressortissants italiens auraient été parties, seront portés devant la Cour d'appel de Bangkok.

Les recours portant sur des points de droit seront déferés de la Cour d'appel de Bangkok à la Cour suprême, ou « Dika ».

Tout ressortissant italien, compagnie, société ou association italienne, appelé à comparaître comme défendeur ou prévenu dans un procès engagé dans les provinces, pourra toujours demander le dessaisissement du tribunal, et si cette requête est admise par l'autorité judiciaire locale, l'affaire sera jugée soit à Bangkok, soit par le juge devant le tribunal duquel l'affaire aurait été jugée à Bangkok.

En ce qui concerne les droits conférés dans le présent article, l'Italie jouira du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Afin d'éviter les difficultés qui pourraient être occasionnées par le transfert de la juridiction envisagé par le présent protocole, il est convenu :

a) Que toutes les instances ouvertes ultérieurement à la date de l'échange des ratifications du traité ci-dessus mentionné, seront portées devant les tribunaux siamois et jugées par eux, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les faits motivant l'instance se sont produits avant ou après la date d'échange des ratifications ;

b) Que toutes les affaires pendantes à cette date devant les fonctionnaires diplomatiques et consulaires italiens au Siam, suivront leur cours ordinaire devant ces fonctionnaires jusqu'à ce que lesdites instances aient été définitivement réglées, et la juridiction des fonctionnaires diplomatiques et consulaires italiens continuera à avoir plein et entier effet à cette fin.

Dans toutes les affaires portées devant les fonctionnaires diplomatiques et consulaires italiens, en vertu de la clause (b) de l'article 4, ou qui pourraient être évoquées par lesdits fonctionnaires en vertu de l'article 2, les autorités siamoises devront, à la demande de ces fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, prêter à ceux-ci leur concours dans toutes les questions relatives au procès.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire le neuvième jour du mois de mai de la mil neuf cent vingt-sixième année de l'Ere chrétienne, correspondant au neuvième jour du deuxième mois de la deux mil quatre cent soixante-neuvième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) Phya SARBAKICH PRIJA.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

N° 1437.

DANEMARK ET POLOGNE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Copenhague, le 23 avril
1926.

DENMARK AND POLAND

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Copenhagen, April
23, 1926.

N^o 1437. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LE DANEMARK ET LA POLOGNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 23 AVRIL 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 avril 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent le Danemark et la Pologne, décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations, ont résolu de conclure un traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Carl Poul Oscar Comte MOLTKE, son ministre des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Constantin Jordan ROZWADOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne en Danemark ; et

M. Juljan MAKOWSKI, docteur en droit, chef de division au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

PARTIE I.

Article premier.

1. Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation ou à la procédure d'arbitrage tous les différends qui pourraient s'élever entre le Danemark et la Pologne et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

1. S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette

L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 4 avril 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1437. — TREATY ² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN DENMARK AND POLAND. SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 23, 1926.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Treaty took place April 8, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; being desirous of developing the friendly relations which unite Denmark and Poland, and having resolved to embody in their reciprocal relations the principles of the League of Nations, have decided to conclude a Treaty of Conciliation and Arbitration and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Carl Poul Oscar Count MOLTKE, Minister for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Constantin Jordan ROZWADOWSKI, Polish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Denmark, and

M. Juljan MAKOWSKI, Doctor of Laws, Head of Department in the Ministry of Foreign Affairs:

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation or of arbitration all disputes arising between Denmark and Poland which it has not been found possible to settle by diplomacy within a reasonable time.

2. Disputes for the solution of which a special procedure is provided in other Conventions in force between the Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of those Conventions.

Article 2.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, including the admi-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 4, 1927.

contestation ne sera soumise à l'une des procédures prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente.

2. La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formulée une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 3.

1. Tout différend susceptible d'être réglé de la manière indiquée ci-dessus, sera soumis à la procédure de conciliation, à moins que les Parties ne conviennent de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

2. Au cas où le rapport élaboré par la Commission permanente de conciliation n'aurait pas été accepté par les deux Parties, le différend sera soumis à l'arbitrage si l'une des Parties le demande.

Article 4.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

2. Les Parties nommeront chacune deux membres, dont l'un peut-être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président, doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la commission. Ce dernier ne devra ni avoir son domicile sur le territoire des Parties contractantes ni se trouver à leur service.

3. Si la nomination du président n'intervenait pas dans ledit délai de six mois ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 5.

1. Les commissaires seront nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat. Les membres de la commission resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux au moment de l'expiration de leur mandat.

2. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de proposer toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

nistrative courts, the matter in dispute shall not be submitted to any of the procedures laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced by the competent national judicial authority.

2. The request for conciliation must in the above case be put forward within one year at latest from the date of the final judgment.

Article 3.

1. Any dispute capable of being settled in the manner set forth above shall be submitted to the procedure of conciliation, unless the Parties agree to submit immediately to arbitration.

2. Should the report drawn up by the Permanent Conciliation Commission not be accepted by both Parties, the dispute shall be submitted to arbitration, if either of the Parties so requests.

Article 4.

1. In the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty, the Contracting Parties shall set up a Permanent Conciliation Commission consisting of five members.

2. Each Party shall appoint two members, one of whom may be a national of its own State. The fifth, who shall be President, must be a national of a State other than those to which the other members of the Commission belong and must neither be domiciled in the territory of the Contracting Parties nor be in their service.

3. If a President has not been appointed within the said period of six months, or, in the event of his replacement, within three months from the date when the office fell vacant, the President of the Swiss Confederation shall, failing any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 5.

1. The Commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. If, when a member's term of office expires, no arrangement has been made for replacing him his appointment shall be deemed to be renewed for a period of three years; if either of the Parties so requests, however, the President shall cease to exercise his duties as soon as his term of office expires. The members of the Commission shall remain in office until they are replaced, and in any case until they have completed the work on which they are engaged at the time when their term of office expires.

2. Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 6.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to its President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

2. The request, after having given an account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

3. If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 7.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où une contestation serait portée devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre. Celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de cet arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. L'avis motivé des membres restés en minorité doit être consigné dans le procès-verbal.

3. Les travaux de la commission devront être terminés dans le délai de six mois à compter du jour de la première séance de la commission. Les Parties, d'un commun accord, pourront proroger ou abrégé ce délai.

4. Le procès-verbal de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 9.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La commission règlera elle-même sa procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux;

3. Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 10.

1. La Commission permanente de conciliation ne pourra prendre des décisions qu'en présence de tous ses membres dûment convoqués.

2. Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage.

Article 11.

1. La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président ; ce lieu doit être situé en dehors des territoires des Parties.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série. Tome III, page 360.

Article 7.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute shall have been brought before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace one of the members nominated by it by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received notification.

Article 8.

1. The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information and endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of such settlement which it may deem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

2. At the close of its labours the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. The opinion of any minority, accompanied by a statement of reasons, shall be included in this report.

3. The Commission shall finish its work within six months from the date of its first meeting. The Parties may, by mutual agreement, lengthen or shorten this period.

4. The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award either as regards the statement of the facts or as regards the legal considerations.

Article 9.

1. The procedure before the Permanent Conciliation Commission shall provide for both Parties being heard.

2. The Commission shall itself determine its procedure, being guided, unless it unanimously decides to the contrary, by the provisions of Chapter III of The Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

3. The discussions of the Commission shall take place in private unless the Commission, with the consent of the Parties, shall decide otherwise.

Article 10.

1. The decisions of the Permanent Conciliation Commission shall not be valid unless all the members were duly convened.

2. Unless otherwise provided under the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by majority vote. Each member shall have one vote, the President having a casting vote.

Article 11.

1. The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President ; this place must be situated outside the territory of either Party.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne pourront être rendus publics qu'en vertu d'une décision de la commission prise à l'unanimité et avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet.

2. La Commission aura de son côté la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi que la communication par le gouvernement respectif, de la déposition de toute personne dont le témoignage serait considéré par elle comme pertinent.

Article 14.

Les Parties contractantes fourniront à la Commission permanente de conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards et dans toute la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

PARTIE II.

Article 15.

1. Lorsque, en vertu des dispositions de l'article premier ou trois du présent traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

2. A défaut de constitution du tribunal par l'accord des Parties dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le président du tribunal. En cas de partage des voix, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 16.

1. Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au Titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

3. Dans le cas de l'article 15, alinéa 2, les délais prévus ci-dessus ne seront comptés qu'à partir de la constitution du tribunal.

Article 17.

1. La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Si, toutefois, la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall only be made public by unanimous decision of the Commission and with the consent of the Parties.

Article 13.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents acting as intermediaries between the Parties and the Commission ; the Parties may further be assisted by advisers and by experts appointed by them for that purpose.

2. The Commission shall for its part have the right to demand verbal statements from the agents, advisers and experts of the two Parties and to request the respective Governments to communicate any person's evidence which it may consider to be pertinent to the proceedings.

Article 14.

The Contracting Parties shall supply the Permanent Conciliation Commission with all necessary information and shall facilitate its work as far as possible and in every respect.

PART II.

Article 15.

1. When a dispute is submitted to arbitration in accordance with the provisions of Article 1 or 3 of the present Treaty, the Court of Arbitration shall be set up by agreement between the two Parties.

2. If the Court of Arbitration is not set up by agreement between the Parties within a period of three months from the date on which one of the Parties has addressed the request for arbitration to the other Party, the following procedure shall be adopted :

Each Party shall appoint two arbitrators, one of whom must be on the list of members of the Permanent Court of Arbitration but must not be a national of the Party appointing him. The arbitrators thus appointed shall themselves choose the President of the Court. If the votes for the Presidency are equally divided, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the necessary appointment.

Article 16.

1. Whenever a question has to be decided by arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within three months reckoned from the day on which either Party has addressed a request for arbitration to the other Party, a special agreement regarding the subject of the dispute and the methods of procedure.

2. If this agreement cannot be concluded within the period fixed, the Parties shall be bound to substitute for it the procedure laid down in Chapter IV of The Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, which shall in this case govern the recourse to arbitration.

3. In the circumstances referred to in Article 15, paragraph 2, the periods provided for above shall be reckoned only from the date on which the Court was constituted.

Article 17.

1. The arbitral award shall be binding and shall be carried out by the Parties in good faith.

2. If, however, the award establishes the fact that a decision of a judicial or other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partially at variance with International Law, and if

opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement, par voie administrative, les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 18.

1. Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, le membre de la Commission permanente de conciliation désigné en commun et les membres du tribunal arbitral, recevront une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission et du tribunal.

Article 19.

Durant le cours de la procédure de conciliation et de la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale¹, par voie de simple requête.

Article 21.

1. Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, dans le plus bref délai possible.

2. Le traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois années. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de trois années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Copenhague, le 23 avril 1926.

(L. S.) C. MOLTKE.

(L. S.) K. Jordan ROZWADOWSKI.

(L. S.) Dr Juljan MAKOWSKI.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 5 avril 1927.

Georg Cohn,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

the municipal law of that Party precludes the annulment or only allows of the partial annulment, through administrative channels, of the effects of such a decision, the injured Party shall be accorded equitable satisfaction in some other manner.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

1. While conciliation or arbitration proceedings are actually in progress, the member of the Permanent Conciliation Commission nominated by common agreement and the members of the Court of Arbitration shall receive allowances on a scale to be fixed by the Contracting Parties.

2. Each Party shall bear its own expenses and an equal share of the common expenses of the Commission or of the Court.

Article 19.

While conciliation or arbitration proceedings are in progress, the Contracting Parties shall refrain from any act which may tend to hinder the acceptance of the proposals of the Permanent Conciliation Commission or the execution of the arbitral award.

Article 20.

Any disputes which may arise regarding the interpretation or execution of the present Treaty shall be submitted directly, by simple application, to the Permanent Court of International Justice¹.

Article 21.

1. The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. The Treaty shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications, and shall remain in force for three years. If it is not denounced six months before this period expires, it shall remain in force for a further period of three years, and so on.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen, April 23, 1926.

(L. S.) C. MOLTKE.

(L. S.) K. Jordan ROZWADOWSKI.

(L. S.) Dr Julian MAKOWSKI.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387 of this Series.

N° 1438.

ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères, conclus entre des entreprises d'assurance italiennes et des contractants tchécoslovaques, et entre des entreprises d'assurance tchécoslovaques et des contractants italiens, avec protocole final. Signée à Prague, le 4 mai 1926.

ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concerning the Execution of Contracts for Life Insurance and Life Annuities, concluded between Italian Insurance Undertakings and Czechoslovak Nationals, and between Czechoslovak Insurance Undertakings and Italian Nationals, with Final Protocol. Signed at Prague, May 4, 1926.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1438. — CONVENZIONE¹ TRA IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA CECOSLOVACCA SULL'ADEMPIMENTO DEI CONTRATTI DI ASSICURAZIONI SULLA VITA E DI ASSICURAZIONI DI RENDITE, STIPULATI TRA IMPRESE DI ASSICURAZIONE ITALIANE E CONTRAENTI CECOSLOVACCHI, E TRA IMPRESE DI ASSICURAZIONE CECOSLOVACCHE E CONTRAENTI ITALIANI, FIRMATO A PRAGA IL 4 MAGGIO 1926.

Textes officiels italien et tchèque communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 avril 1927.

IL REGNO D'ITALIA e LA REPUBBLICA CECOSLOVACCA, mossi dal desiderio di concludere una convenzione, in esecuzione dell'articolo 215 del Trattato di pace di S. Germano e dell'articolo 198 del Trattato di pace del Trianon, hanno nominato loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

il conte Bonifacio PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia a Praga,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA :

il signor Ladislav AUTENGRUBER, Consigliere Ministeriale al Ministero degli Interni, i quali, dopo essersi comunicati i relativi pieni poteri, riconosciuti in buona e dovuta forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Ciascuno dei due Stati contraenti farà in ogni caso alle imprese di assicurazione private, che hanno la loro sede nel territorio dell'altro Stato, lo stesso trattamento che fa alle imprese similari di un terzo Stato qualsiasi.

L'articolo 7, comma 3°, primo periodo, della convenzione² giuridico-finanziaria del 23 marzo 1921, in quanto concerne le imprese di assicurazione private, viene con il presente trattato modificato nel senso che l'ammissione all'esercizio nella Repubblica cecoslovacca sarà da questa concessa obbligatoriamente alle Società « Assicurazioni Generali » e « Riunione Adriatica di Sicurtà ». Le rimanenti disposizioni dello stesso articolo restano invariate.

Articolo 2.

1. Le imprese di assicurazione italiane separeranno dal loro portafoglio delle assicurazioni vita e rendite quei contratti di assicurazione (il cui insieme costituirà « il portafoglio cecoslovacco »,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 26 mars 1927.

² Vol. XXXII, page 261, de ce recueil.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

N^o 1438. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM ITALSKÝM O PLNĚNÍ SMLUV O POJIŠTĚNÍ NA ŽIVOT A DŮCHODY, KETRÉ SJEDNALY ITALSKÉ POJIŠŤOVNY S POJISTNÍKY ČESKOSLOVENSKÝMI A ČESKOSLOVENSKÉ POJIŠŤOVNY S POJISTNÍKY ITALSKÝMI, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 4. KVĚTNA 1926.

Italian and Czech official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 12, 1927.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a KRÁLOVSTVÍ ITALSKÉ, prodechnuty jsouce přáním, uzavřítí dohodu provádějící článek 215 mírové smlouvy Saint Germainské a článek 198 mírové smlouvy Trianonské, jmenovaly svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Ladislava AUTENGRUBERA, ministerského radu v ministerstvu vnitra,

JEHO VELIČENSTVO KRÁL ITALSKÝ :

pana hraběte Bonifacio PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra J. V. krále italského v Praze,

kteří, předloživše své plné moci, jež shledány v dobré a řádné formě, sjednali toto :

Článek 1.

Každý z obou smluvních států bude nakládati se soukromými pojišťovnami, které mají sídlo na území druhého státu, stejným způsobem jako s ústavy téhož druhu některého třetího státu.

Článek 7 odst. 3 věta první právně-finanční úmluvy² ze dne 23. března 1921, pokud se vztahuje na soukromé pojišťovny, mění se touto smlouvou tak, že Československá republika závazně udělí přípuštění k obchodování společností « Assicurazioni Generali » a « Riunione Adriatica di Sicurtà » Ostatní ustanovení řečeného článku zůstávají nedotčena.

Článek 2.

1. Italské pojišťovny oddělí od svého stavu životních pojištění smlouvy o pojištění na život a důchody, sjednané před 26. únorem 1919 jejich ústřednami nebo jejich odbočkami, ležícími v kte-

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, March 26, 1927.

² Vol. XXXII, page 261, of this Series.

e così sarà designato in prosieguo) stipulati prima del 26 febbraio 1919, dalle centrali o dalle filiali dovunque situate, i cui contraenti, in data 31 dicembre 1924, erano cittadini cecoslovacchi ed in tal giorno avevano la loro residenza abituale sul territorio della Repubblica cecoslovacca.

Per assicurazioni a termine fisso o per assicurazioni dotali, nelle quali la morte del contraente si sia verificata prima del 31 dicembre 1924, saranno decisive per l'inclusione nel portafoglio cecoslovacco la cittadinanza e la residenza abituale al 31 dicembre 1924 dei beneficiari nominativamente designati nella polizza, o, in difetto di tali beneficiari, la cittadinanza e la residenza abituale della maggioranza dei parenti più prossimi (coniuge e figli) del contraente della polizza.

Quando il contraente sia una persona giuridica saranno decisive la cittadinanza e la residenza abituale di quella persona sulla cui vita è stata stipulata l'assicurazione (assicurato).

2. Qualora prima del 31 dicembre 1924 si sia verificato l'evento previsto dal contratto o, su richiesta del contraente della polizza od in seguito a mancato pagamento del premio, abbia avuto luogo la trasformazione in un'assicurazione liberata (esente dal pagamento dei premi), con somma ridotta, o sia stato richiesto dal contraente il riscatto, in luogo della data del 31 dicembre 1924 si avrà riguardo al giorno del verificarsi dell'evento suddetto, rispettivamente al giorno della trasformazione o al giorno nel quale sia stata presentata alla Società la proposta di riscatto.

3. Se la trasformazione in una assicurazione liberata con somma ridotta sia seguita prima del 26 febbraio 1919, la inclusione di questa assicurazione nel portafoglio cecoslovacco può essere fatta dipendere dalla richiesta che il contraente della polizza dovrà presentare entro un termine di tre anni dall'entrata in vigore della presente convenzione, provando il concorso delle condizioni indicate nel presente articolo e nel seguente.

4. I modi di prova della cittadinanza e della residenza abituale agli effetti dell'esecuzione del presente e del successivo articolo di questa convenzione, saranno determinati dall'autorità cecoslovacca di sorveglianza sulle assicurazioni.

Articolo 3^a

1. I contratti di assicurazione nei quali i contraenti (o nel caso dell'articolo 2, numero 1, 2^o alinea, le persone ivi indicate o nel caso dell'art. 2, numero 1, 3^o alinea gli assicurati) erano in data 31 dicembre 1924 cittadini cecoslovacchi, ma avevano in tale data la loro residenza abituale fuori del territorio della Repubblica cecoslovacca, saranno inclusi nel portafoglio cecoslovacco, solo nel caso che le assicurazioni siano state libere da pagamento di premi già al 26 febbraio 1919, oppure, se questa premessa non si verifica, nel caso che i premi giunti a scadenza nel corso dell'anno 1924, o, nell'ipotesi di precedente liberazione dal pagamento di premi, i premi giunti per ultimo a scadenza

- a) siano stati corrisposti in corone cecoslovacche, oppure
- b) in un'altra valuta, però con riserva relativa alla valuta oppure
- c) sia stata pattuita con l'istituto assicuratore la proroga del pagamento del premio

e se, oltre a ciò, i contraenti (o nel caso dell'art. 2, numero 1, 2^o alinea le persone ivi designate o nel caso dell'art. 2, numero 1, 3^o alinea, gli assicurati) richiedano nei casi b) et c), al più tardi entro un anno dall'entrata in vigore di questa convenzione, l'attribuzione dei contratti di assicurazione al portafoglio cecoslovacco.

Qualora sia subentrata prima del 26 febbraio 1919 la trasformazione in una assicurazione esente da premi con somma ridotta, sarà applicato il numero 3 dell'art. 2.

2. Le norme dell'alinea che precede si applicano analogamente alle assicurazioni di rendite in cui sia già cominciato prima del 31 dicembre 1924 il godimento della rendita, nell'intesa che l'inclusione di queste assicurazioni nel portafoglio cecoslovacco dipende dalla valuta nella quale o dalle riserve sotto le quali siano state riscosse dall'avente diritto le rate di rendita giunte a scadenza nel corso dell'anno 1924, o, nel caso di precedente cessazione del godimento della rendita, le rate di rendita giunte da ultimo a scadenza.

rémkoliv státě, při kterých pojistníci dne 31. prosince 1924 byli státními občany republiky Československé a měli toho dne své řádné bydliště na území tohoto státu (soubor těchto smluv bude zde dále označován názvem « československý stav pojištění »).

Při pojištěních s jistou splatností nebo pojištěních věna, při nichž pojistník zemřel před 31. prosincem 1924, řídí se zařazení do československého stavu pojištění státním občanstvím a řádným bydlištěm, jež obmyšlená osoba, v pojistce jménem uvedená, měla dne 31. prosince 1924, a není-li takové obmyšlené osoby, státním občanstvím a řádným bydlištěm většiny nejbližších rodinných příslušníků (manžela, pokud se týče manželky a dětí) pojistníkových.

Je-li pojistník právníckou osobou, rozhodují státní příslušnost a řádné bydliště osoby, na jejíž život pojiště ní bylo sjednáno (pojištěný).

2. Jestliže před 31. prosincem 1924 buď nastala pojistná příhoda, nebo na žádost pojistníkovu neb pro zastavení platby pojistného bylo pojištění přeměněno v pojištění bez placení pojistného se zmenšenou pojištěnou sumou, nebo pojistník navrhl odkup, nastoupí na místo dne 31. prosince 1924 den nastalé pojistné příhody, pokud se týká den přeměny pojistky nebo den, kterého návrh na odkup u společnosti byl podán.

3. Nastala-li přeměna na pojištění bez placení pojistného se sníženou pojištěnou sumou před 26. únorem 1919, může býti zařazení tohoto pojištění do československého stavu pojištění učiněno závislým na tom, aby si pojistník do tří let ode dne účinnosti této úmluvy vyžádal toto zařazení a prokázal předpoklady uvedené v tomto a následujícím článku.

4. O průkazu státního občanství a řádného bydliště k provádění tohoto a následujícího článku této úmluvy vydá československý dozorcí úřad nad pojišťovnami bližší předpisy.

Článek 3.

1. Pojišťovací smlouvy, při kterých pojistníci (nebo ve smyslu článku 2, čís. 1, odstavce 2 osoby tamže uvedené nebo ve smyslu článku 2, čís. 1, odstavce 3 osoby pojištěné) dne 31. prosince 1924 byli sice státními příslušníky republiky Československé, avšak tohoto dne měli své řádné bydliště mimo území tohoto státu, náleží do československého stavu pojištění jen tehdy, byla-li pojištění buď dne 26. února 1919 již placení pojistného prosta, nebo v opačném případě, byly-li prémie v roce 1924 k splatnosti dospělé nebo, při dříve nastalém osvobození od placení od pojistného, prémie naposledy splatné zaplacený buď

- a) v československých korunách nebo
- b) v jiné měně, avšak s výhradou měny, nebo
- c) bylo-li smlouveno s pojišťovnou poshovění těchto plateb premiových

a jestliže mimo to pojistníci (nebo ve smyslu článku 2, čís. 1, odstavce 2 osoby tamže uvedené nebo ve smyslu článku 2, čís. 1, odstavce 3 osoby pojištěné) v případech b) a c) nejpozději do roka od té doby, kdy se tato úmluva stala účinnou, zažádají o zařazení svých pojišťovacích smluv do československého stavu pojištění.

Nastala-li před 26. únorem 1919 přeměna na pojištění bez placení pojistného se sníženou pojištěnou sumou, použije se ustanovení článku 2, bodu 3.

2. Ustanovení předchozího odstavce platí pro pojištění důchodů, při kterých výplata důchodu počala již přede dnem 31. prosince 1924, obdobně tak, že se zařazení těchto pojištění do československého stavu pojištění řídí podle toho, v jaké měně nebo s jakými výhradami přijal příjemce splátky důchodové v roce 1924 splatné nebo, přestala-li výplata důchodu dříve, důchodové splátky naposledy splatné.

Articolo 4.

Le assicurazioni sulla vita nelle quali la prestazione della compagnia assicuratrice consista nella consegna di obbligazioni del prestito di guerra austriaco o ungherese in un determinato importo nominale, o nelle quali la stipulazione dell'assicurazione sia stata condizionata alla contemporanea sottoscrizione del prestito di guerra presso le Compagnie di Assicurazione (assicurazioni combinate con prestito di guerra) saranno attribuite, se concorrono le altre condizioni di cui ai precedenti art. 2 e 3, al portafoglio cecoslovacco, in quanto tali assicurazioni fossero ancora in vigore al 31 dicembre 1924.

Qualora al momento della ratifica della presente convenzione non sia stato già diversamente pattuito fra i contraenti e le imprese di assicurazione queste saranno obbligate di convertire, a richiesta dei contraenti, entro un anno dall'entrata in vigore della presente convenzione, siffatte assicurazioni in assicurazioni che garantiscano ai contraenti il diritto a una somma assicurata da pagarsi in denaro contante e di conteggiare per queste ultime assicurazioni, come premio unico in corone cecoslovacche

a) se le relative assicurazioni combinate con prestito di guerra furono stipulate a premio unico o contro versamento anticipato di tutte le annualità di premio, il 25 %.

b) se furono invece stipulate verso premi ricorrenti, il 75 %.

dei premi (senza accessori) corrisposti sulle assicurazioni combinate con prestito di guerra fino al 26 febbraio 1919, ed il 100 % dei premi (senza accessori) versati, da questa data in poi, effettivamente in corone cecoslovacche.

Le modalità di queste conversioni vanno soggette all'approvazione dell'autorità cecoslovacca di sorveglianza sulle assicurazioni ai sensi dei par. 9 e 10 del Regolamento cecoslovacco sulle assicurazioni.

Rimangono estinti i debiti per sovvenzioni verso le compagnie di assicurazione, sorti, all'atto della sottoscrizione del prestito di guerra, a carico dei contraenti di assicurazioni combinate con prestiti di guerra. Ove il contraente non accetti la conversione offertagli dalla compagnia sulla base delle condizioni approvate dalla competente autorità, i pagamenti da esso già effettuati su tali polizze vanno a favore della compagnia assicuratrice fino a concorrenza del credito per sovvenzioni, compresi pure gli interessi legali.

Articolo 5.

1. I contratti di assicurazione da attribuirsi, ai sensi degli articoli 2 e 3, al portafoglio cecoslovacco delle compagnie di assicurazione, in quanto espressi in vecchie corone austro-ungariche, saranno eseguiti da ambo le parti in corone cecoslovacche nel rapporto di una corona cecoslovacca per ogni vecchia corona austro-ungarica.

Lo stesso vale per quelle assicurazioni, le quali subentreranno in seguito a conversione al posto delle assicurazioni combinate con prestito di guerra di cui al precedente art. 4 relativamente alle quote di premio da conteggiarsi al contraente come premi unici.

I premi corrisposti dal 26 febbraio 1919 in poi in una valuta diversa dalle corone cecoslovacche saranno restituiti ai contraenti nella valuta originale nell'importo nominale assieme agli interessi legali di mora. I contraenti dovranno invece versare il corrispondente importo, con gli interessi legali di mora in corone cecoslovacche.

2. Le precedenti disposizioni si applicano a tutti i pagamenti dipendenti dai contratti di assicurazione ed in particolare a tutte le prestazioni dell'assicuratore da un lato e dall'altro al pagamento dei premi, alla restituzione di prestiti su polizze ed alla corresponsione degli interessi relativi a tali prestiti.

Per il pagamento di prezzi di riscatto e di prestiti su polizze potranno essere emanate speciali norme per un periodo massimo di tre anni dall'entrata in vigore della presente convenzione, da parte dell'autorità di sorveglianza cecoslovacca d'accordo con l'autorità italiana di sorveglianza sulle assicurazioni. Dette norme saranno obbligatorie per le imprese assicurative e per i contraenti.

Článek 4.

Smlouvy o pojištění na život, při kterých plnění pojišťovny záleží v tom, že vydá určitou jmenovitou částku dluhopisů válečné půjčky rakouské nebo uherské, nebo při kterých uzavření pojištění bylo podmíněno současným úpisem válečné půjčky u společností pojišťovacích (pojištění na válečné půjčky), pokud tato pojištění byla ještě dne 31. prosince 1924 v platnosti, spadají do československého stavu pojištění, jsou-li splněny také ostatní podmínky předchozích článků 2 a 3.

Pokud v době ratifikace této úmluvy nebyla učiněna s pojistníky jiná ujednání, budou životní pojišťovny povinny na žádost pojistníků taková pojištění přeměnit do roka od té doby, kdy tato úmluva začne platit, v pojištění, která zaručují pojistníkům nárok na výplatu pojištění v hotovosti, a započítati v korunách československých na pojištění právě řečená jako pojistné jednou pro vždy,

- a) byla-li příslušná pojištění na válečné půjčky uzavřena za vklad jednou pro vždy nebo se zaplacením všech ročních premií předem, 25 %,
- b) byla-li uzavřena s běžným placením pojistného, 75 %

pojistného (bez vedlejších poplatků) až do 26. února 1919 zaplaceného a 100 % toho, co od této doby skutečně jakožto pojistné (bez vedlejších poplatků) bylo v československých korunách zapraveno.

Způsob této přeměny je podroben schválení československého dozorcího úřadu nad pojišťovnami podle §§ 9, 10 československého pojišťovacího regulativu.

Lombardní závazky pojistníků vzniklé u pojišťoven z pojištění na válečné půjčky při jejich úpisu zanikají. Platy učiněné pojistníkem na takovou pojistku propadají ve prospěch společností až do výše lombardní pohledávky se zákonnými úroky, když pojistník nepřijme přeměnu pojištění, jak mu byla společností podle úředně schválených podmínek nabídnuta.

Článek 5.

1. Smlouvy o životním pojištění ve smyslu článků 2 a 3 k československému stavu pojištění italských společností náležející, pokud byly sjednány na staré rakousko-uherské koruny, splní se s obou stran v československých korunách, počítajíc jednu československou korunu za jednu starou rakousko-uherskou korunu.

Totéž platí pro pojištění, která vzniknou přeměnou z pojištění na válečné půjčky označených v článku 4, pokud premiové částky mají býti pojistníkům započteny jako premie jednou pro vždy.

Premie zaplacená ode dne 26. února 1919 v jiné měně než v československých korunách vrátí se pojistníkovi v měně původní v jmenovité částce se zákonnými úroky z prodlení. Naproti tomu doplatí pojistníci příslušné peníze se zákonnými úroky z prodlení v korunách československých.

2. Předchozí ustanovení platí pro všechny platby z pojišťovacích smluv, to jest jmenovitě pro všechna plnění pojistná na straně jedné a pro placení premií, splácení půjček na pojistky a placení úroků z těchto půjček na straně druhé.

Československý dozorcí úřad nad pojišťovnami může v dohodě s italským dozorcím úřadem nad pojišťovnami vydati o výplatách z odkupů a z půjček na pojistky na dobu nejdéle tří let ode dne, kterým tato úmluva vejde v platnost, zvláštní předpisy; tyto předpisy jsou stejně závazné pro pojistníky i pro pojišťovny.

Articolo 6.

1. I contratti d'assicurazione vita, espressi in vecchie corone austro-ungariche, per i quali dal 26 febbraio 1919 in poi tutti i pagamenti di premio siano stati effettuati, senza riserva, in una valuta diversa dalla corona cecoslovacca nel rapporto 1 : 1 o per i quali dagli aventi diritto siano stati accettati, senza riserva, pagamenti in una valuta diversa dalla corona cecoslovacca, al ragguaglio 1 : 1, saranno da adempiersi, anche in concorso degli altri requisiti previsti per l'attribuzione al portafoglio cecoslovacco (art. 2 e 3) da entrambe le parti in quest'altra valuta anche per l'avvenire.

Detta disposizione non si applica nei casi in cui un pagamento di premio offerto dal contraente in corone cecoslovacche non sia stato accettato dalla compagnia assicuratrice.

2. I contratti di assicurazione sulla vita stabiliti in moneta diversa dalle vecchie corone austro-ungariche saranno eseguiti in concorso delle altre condizioni previste per l'inclusione nel portafoglio cecoslovacco (art. 2 e 3) anche in seguito da entrambe le parti contraenti in quest'altra valuta.

Articolo 7.

Le riserve tecniche (riserve premi, riporti premi, riserve per sinistri, riserve per partecipazione agli utili) per le assicurazioni vita, da attribuirsi, ai sensi dei precedenti articoli 2—6, al portafoglio cecoslovacco, saranno computate al 31 dicembre 1924, includendo nel calcolo le prestazioni incombenti all'assicuratore, giunte a scadenza dopo il 26 febbraio 1919 e tuttora insolute.

Il calcolo delle riserve premi (comprese le quote della riserva premi attinenti alle somme cedute in riassicurazione) seguirà secondo le basi e i sistemi di calcolo in uso presso le compagnie assicuratrici, purchè gli stessi non contrastino con le disposizioni vigenti nella Repubblica cecoslovacca.

Quanto alle assicurazioni combinate con prestito di guerra, di cui al precedente art. 4, in luogo delle riserve tecniche al 31 dicembre 1924 si calcolerà l'importo corrispondente alle riserve tecniche per i contratti convertiti in conformità delle relative disposizioni in assicurazioni di somme in contanti.

Articolo 8.

A copertura delle riserve tecniche calcolate a norma dell'art. 7 saranno impiegati dalle compagnie di assicurazione i valori patrimoniali sotto indicati, appartenenti ad esse, e nell'ordine che segue :

- a) obbligazioni del Debito pubblico, emesse dalla Repubblica cecoslovacca,
- b) prestiti su polizze vita appartenenti al portafoglio cecoslovacco,
- c) beni immobili, siti nel territorio della Repubblica cecoslovacca,
- d) crediti ipotecari garantiti su immobili siti nel territorio della Repubblica cecoslovacca,
- e) obbligazioni di sicurezza pupillare (lettere di pegno, obbligazioni provinciali, comunali, ecc.), emesse da corporazioni o istituzioni pubbliche o private (istituti di credito, ecc.) che abbiano la loro sede nel territorio della Repubblica cecoslovacca,
- f) depositi e conti in avere presso banche, casse di risparmio, istituti di credito e compagnie di assicurazione, ed inoltre altri crediti e conti in avere, purchè esistenti nella Repubblica cecoslovacca al 31 dicembre 1924,
- g) premi scaduti e non ancora versati, purchè siano stati assunti come pagati, nel calcolo delle riserve tecniche, giusta l'art. 7 della presente convenzione,
- h) i titoli di Debito pubblico indicati nell'art. 203 par. 1 del Trattato di S. Germano o nell'art. 186 par. 1 del Trattato del Trianon, in quanto facciano parte a mente delle succitate disposizioni del Trattato di S. Germano e del Trattato del Trianon, del Debito pubblico della Repubblica cecoslovacca,

Článek 6.

1. Smlouvy o pojištění na život sjednané na staré rakousko-uherské koruny, při kterých všechny premie od 26. února 1919 byly bez výhrady placeny v jiné měně než v československých korunách v poměru 1 : 1 nebo při kterých byly platy z pojištění v jiné měně než v československých korunách v poměru 1 : 1 oprávněným příjemcem bez výhrady přijímány, mají obě strany plnit i na dále v této jiné měně, i když ostatní předpoklady pro jejich zařazení do československého stavu pojištění (článek 2 a 3) jsou dány.

Toto ustanovení neplatí však pro případy, kde pojišťovna nepřijala placení premií v korunách československých, jež jí bylo pojistníkem nabídnuto.

2. Smlouvy o životní pojištění, které byly sjednány v jiné měně než v starých rakousko-uherských korunách a při kterých jsou dány ostatní podmínky pro zařazení do československého stavu pojištění (článek 2 a 3), budou obě strany plnit také na dále v této jiné měně.

Článek 7.

Technické rezervy (zálohy pojistného, přenosy pojistného, nevyřízené platy z pojištění, zálohy dividendové) pro smlouvy o pojištění na život, které po rozumu předchozích článků 2 až 6 náležejí k československému stavu pojištění, vypočítají se ke dni 31. prosince 1924 se započtením všech platů z pojištění od 26. února 1919 splatných a neuhrazených.

Zálohy pojistného (i se zálohou pojistného připadající na případná zajištění), budou se počítati podle početních podkladů a soustav u pojišťoven platných, pokud neodporují předpisům platným v Československé republice,

Pro pojištění na válečné půjčky v předchozím článku 4 uvedená započte se místo technické rezervy ke dni 31. prosince 1924 částka, která odpovídá technické rezervě pojištění přeměněných podle příslušných předpisů na hotové peníze.

Článek 8.

U pojišťoven se k úhradě technických rezerv vypočtených podle článku 7 použije majetkových hodnot pojišťoven v tomto článku uvedených v tomto pořadí :

- a) státních dlužních úpisů vydaných republikou Československou ;
- b) půjček na životní pojistky náležejících do československého stavu pojištění ;
- c) nemovitostí ležících na území republiky Československé ;
- d) pohledávek z půjček hypotekárních, které jsou zajištěny na nemovitostech v republice Československé ležících ;
- e) dlužních úpisů sirotčí jistoty (zástavních listů, zemských a komunálních dlužních úpisů atd.), vydaných veřejnými nebo soukromými korporacemi nebo ústavy (peněžními ústavami atd.), jejichž sídlo jest na území republiky Československé ;
- f) vkladů a majetků u bank, spořitelen, úvěrních ústavů a pojišťoven, dále jiných pohledávek a majetků, pokud tyto vklady, majetky neb pohledávky v republice Československé dne 31. prosince 1924 již tu byly ;
- g) premií splatných a dosud nezapravených, pokud byly při výpočtu technických rezerv podle článku 7 této úmluvy započteny jako zaplacené ;
- h) titrů státního dluhu uvedených v článku 203, bodu 1 mírové smlouvy Saint Germainské nebo v článku 186, bodu 1 mírové smlouvy Trianonské, pokud náležejí ve smyslu hořejších ustanovení mírových smluv Saint Germainské pokud se týká Trianonské do státního dluhu republiky Československé ;

i) i titoli di debito pubblico indicati nell'art. 203, par. 2 del Trattato di S. Germano o nell'art. 186, par. 2 del Trattato del Trianon, e precisamente :

1. Titoli stampigliati dalla Repubblica cecoslovacca e riconosciuti come parte del Debito pubblico della Repubblica cecoslovacca.

2. Titoli che non abbiano alcun contrassegno apposto in esecuzione degli articoli succitati del Trattato di S. Germano o del Trattato del Trianon.

Il valore nominale complessivo dei titoli menzionati alla lettera *i*) numero 2. del presente articolo, da impiegarsi dalle suddesignate compagnie di assicurazione italiane a copertura delle riserve tecniche del portafoglio cecoslovacco non potrà superare l'importo di 50 milioni di corone.

Articolo 9.

Qualora le attività indicate nel precedente articolo non siano sufficienti per la piena copertura delle riserve tecniche del portafoglio cecoslovacco, potranno essere impiegate a copertura dello importo rimasto scoperto, previa autorizzazione, ai sensi di legge, da parte dell'amministrazione di finanza cecoslovacca, i titoli di Debito pubblico menzionati nell'art. 205 del Trattato di San Germano e nell'art. 188 del Trattato del Trianon.

Articolo 10.

I titoli indicati alle lettere *a*), *e*), *h*) e *i*) numero 1. dell'art. 8 saranno assunti a copertura in base al loro valore nominale, e le attività indicate alle lettere *b*), *d*), *f*), *g*) dello stesso articolo, col pieno loro ammontare in contanti.

La valutazione delle attività designate alla lettera *c*) dell'art. 8, in caso di mancato accordo, seguirà sulla base dei risultati di una stima ufficiale.

I titoli indicati alla lettera *i*) numero 2. dell'art. 8 saranno valutati al valore nominale al ragguaglio di una corona cecoslovacca per ogni corona austro-ungarica.

Articolo 11.

Il Governo della Repubblica cecoslovacca assumerà al loro pieno valore nominale i titoli indicati alla lettera *i*) numero 2. dell'art. 8, nella somma che sarà necessaria per la copertura delle riserve tecniche calcolate al 31 dicembre 1924 ai sensi dell'art. 7, mantenendo le basi di valutazione dello articolo 10, con un massimo di nominali 50 milioni di corone. I tagliandi dei predetti titoli saranno pagati dalla Repubblica cecoslovacca a datare dall'entrata in vigore dei Trattati di San Germano e del Trianon.

Articolo 12.

Il Governo italiano permetterà l'esportazione nel territorio cecoslovacco dei valori da impiegarsi ai sensi degli art. 8 e 9 per la copertura delle riserve tecniche del portafoglio cecoslovacco, ove detti valori si trovino sul territorio italiano.

Il Governo della Repubblica cecoslovacca ne acconsentirà l'importazione con esenzione da ogni tassa.

Articolo 13.

Le disposizioni contenute negli art. 4 a 9 saranno applicate analogamente anche ai contratti di riassicurazione stipulati da compagnie di assicurazione italiane con compagnie di assicurazione cecoslovacche.

i) titrů státního dluhu uvedených v článku 203, bodě 2 mírové smlouvy Saint Germainské nebo v článku 186, bodě 2 mírové smlouvy Trianonské, a to :

1. titrů opatřených nostrifikační známkou republiky Československé, které jsou řádně uznávány jako část státního dluhu republiky Československé,
2. titrů, které nemají nijakého označení, jež by bylo učiněno podle shora vzpomenutých článků mírové smlouvy Saint Germainské nebo mírové smlouvy Trianonské.

Celková jmenovitá hodnota titrů uvedených v bodu i) číslo 2 tohoto článku, jichž vpředu uvedené italské pojišťovny použijí k úhradě technických rezerv československého stavu pojištění, nesmí přesahovati částku 50 milionů korun.

Článek 9.

Pokud by aktiva uvedená v článku vpředu řečeném nestačila k úplné úhradě technických rezerv československého stavu pojištění, může scházející částka býti uhrazena titry státního dluhu uvedenými v článku 205 mírové smlouvy Saint Germainské, pokud se týká v článku 188 mírové smlouvy Trianonské, a to jen s povolením finanční správy republiky Československé ve smyslu příslušných zákonných předpisů.

Článek 10.

Hodnoty uvedené v bodech a), e), h) a i), pod číslem 1, článku 8 budou oceněny svou jmenovitou hodnotou, hodnoty uvedené v bodech b), d), f), g) téhož článku plnou částkou v hotovosti.

Aktiva uvedená v bodu c) článku 8, pokud o tom nedojde k dohodě, ocení se podle výsledků úředního odhadu.

Titry uvedené v bodě i) ,pod číslem 2, článku 8 budou oceněny svou jmenovitou hodnotou počítajíc za každou starou rakousko-uherskou korunu jednu korunu československou.

Článek 11.

Vláda republiky Československé bude titry uvedené v bodě i), čís. 2, článku 8 nostrifikovati plnou jmenovitou hodnotou v míře potřebné k úhradě technických rezerv, vypočítaných podle čl. 7 ke dni 31. prosince 1924, se zřetelem k základu ocenění podle článku 10, nejvýše však do úhrnné jmenovité hodnoty 50 milionů korun. Kupony těchto titrů budou republikou Československou vypláceny ode dne účinnosti mírové smlouvy Saint Germainské, pokud se týká Trianonské.

Článek 12.

Vláda italská povolí do republiky Československé vývoz hodnot, které jsou podle článků 8 a 9 určeny k úhradě technických rezerv československého stavu pojištění, pokud tyto hodnoty jsou na území království Italského.

Vláda republiky Československé povolí dovoz těchto hodnot bez poplatků.

Článek 13.

Opatření v člancích 4 až 9 obsažená platí obdobně také pro smlouvy zajišťovací, které italské pojišťovny sjednaly s pojišťovnami československými.

Articolo 14.

I contratti di assicurazione sulla vita che le compagnie di assicurazione cecoslovacche abbiano stipulato in corone austro-ungariche nelle nuove provincie del Regno d'Italia già appartenenti all'ex Monarchia austro-ungarica saranno eseguiti in conformità del R. D. 3 gennaio 1926 n. 19 al cambio di 60 centesimi di lira italiana per una vecchia corona austro-ungarica, salvo che tra le suddette compagnie ed i contraenti sia già intervenuto un diverso accordo circa l'adempimento delle relative assicurazioni in un'altra determinata valuta o ad un differente ragguaglio, ovvero che nell'anno 1924, o, nel caso di anteriore cessazione del pagamento dei premi, gli ultimi pagamenti dipendenti dai contratti di cui trattasi siano stati prestati da una parte ed accettati dall'altra in diversa valuta senza riserva.

Per agevolare l'adempimento di queste obbligazioni, il Governo italiano consegnerà al Governo cecoslovacco, per le compagnie di assicurazione cecoslovacche, titoli di consolidato italiano 5 % per il capitale nominale di lire 200 000, con cedole decorrenti dal. 1. gennaio 1925.

Articolo 15.

Ove sorgessero controversie fra le due Alte Parti Contraenti nell'esecuzione della presente convenzione, esse saranno deferite a un Collegio arbitrale di tre membri, di cui uno sarà nominato dal Governo italiano ed uno dal Governo della Repubblica cecoslovacca; i due arbitri eleggeranno il Presidente.

Qualora non potesse essere raggiunto un accordo circa la scelta del Presidente, questo sarà nominato dal Presidente della Corte permanente di giustizia internazionale dell'Aja.

Il Collegio arbitrale stabilirà la procedura e deciderà sulle spese del procedimento.

Articolo 16.

La presente convenzione sarà ratificata al più presto possibile ed entrerà in vigore 15 giorni dopo lo scambio delle ratifiche che avrà luogo a Roma.

La presente convenzione è stata redatta in due esemplari, in lingua italiana e cecoslovacca, di cui uno sarà consegnato al Governo italiano e l'altro al Governo cecoslovacco. I due testi sono entrambi autentici.

In fede di che, i Plenipotenziari suddetti hanno firmato la presente convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

PRAGA addì 4 maggio 1926.

Per il Regno d'Italia :

B. PIGNATTI MORANO, *m. p.*

Ladislav AUTENGRUBER, *m. p.*

Článek 14.

Životní pojišťovací smlouvy, které československé pojišťovny sjednaly na území bývalé rakousko-uherské monarchie nově patřícím království Italskému v korunách rakousko-uherských, budou splněny podle královského dekretu z 3. ledna 1926, čís. 19, při čemž jedna stará rakousko-uherská koruna se promění podle pevné sazby 0.60 italské liry, leda že by bylo došlo již mezi těmito pojišťovnami a pojistníky k jiné dohodě o splnění příslušných pojištění v určité jiné měně neb v jiném poměru anebo že by v roce 1924 neb při dřívějším zastavení placení pojistného poslední platy z těchto smluv byly v jiné měně bez výhrady od jedné smluvní strany konány a druhou přijímány.

Aby bylo ulehčeno splnění tohoto závazku, vydá italská vláda vládě československé pro československé pojišťovny titry 5 %ní konsolidační italské renty (consolidato 5 %) v jmenovité hodnotě 200.000.— lir s běžným kuponem od 1. ledna 1925.

Článek 15.

Spory, které by se ukázaly mezi oběma vysokými smluvními stranami při provádění této úmluvy, odevzdají se rozhodčímu soudu, který se skládá ze 3 členů, z nichž jednoho člena jmenuje vláda italská a jednoho vláda československá ; oba dva rozhodčí soudci volí si předsedu.

Kdyby nedošlo k dohodě o volbě předsedy, bude předseda jmenován předsedou stálého dvora mezinárodní spravedlnosti v Haagu.

Rozhodčí soud stanoví řízení a rozhodne o jeho nákladech.

Článek 16.

Tato úmluva bude co nejdříve ratifikována a vstoupí v platnost 15 dní po výměně ratifikačních listin, která bude provedena v Římě.

Tato úmluva je sepsána česky a italsky ve dvou exemplářích, z nichž jeden se vydá vládě italské a jeden československé. Oba tyto texty jsou autentické.

Na důkaz toho podepsali oba shora jmenovaní plnomocníci tuto úmluvu a připojili svoje pečeti.

V. PRAZE, dne 4. května 1926.

Za republiku Československou :

Ladislav AUTENGRUBER, *m. p.*

B. PIGNATTI MORANO, *m. p.*

PROTOCOLLO FINALE

I Plenipotenziari del Regno d'Italia e della Repubblica Cecoslovacca, all'atto della firma della convenzione di data odierna, di cui il presente Protocollo è parte integrante, e che si intende contemporaneamente ratificato, hanno fatto le seguenti dichiarazioni :

§ 1.

Il Governo della Repubblica cecoslovacca dichiara che considera come non stampigliati quei titoli designati alla lettera *i*) n. 2. dell'art. 8 della convenzione, che siano muniti del timbro di qualsiasi Stato, qualora la seguita stampigliatura sia stata successivamente annullata dallo Stato stesso.

§ 2.

Le autorità di sorveglianza sulle assicurazioni di entrambe le Parti contraenti avranno reciprocamente il diritto di esaminare, entro un anno dall'entrata in vigore della presente convenzione presso l'ufficio di rappresentanza delle imprese di assicurazione, i dati riferentisi all'esercizio cecoslovacco delle compagnie di assicurazione italiane da un lato a dall'altro esercizio italiano delle compagnie di assicurazione cecoslovacche. Le autorità predette dovranno prestarsi reciprocamente ogni assistenza nel disimpegno di tale esame.

PRAGA addì 4. maggio 1926.

Per il Regno d'Italia :

B. PIGNATTI MORANO, *m. p.*

LADISLAW AUTENGRUBER, *m. p.*

ZÁVĚREČNÝ ZÁPIS.

Zplnomocnění zástupci REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a KRÁLOVSTVÍ ITALSKÉHO učinili při podpisu dnes uzavřené dohody, jejíž integrující součástí tvoří tento zápis, který bude zároveň platiti za ratifikovaný, tato prohlášení :

§ 1.

Vláda republiky Československé prohlašuje, že bude titry uvedené v článku 8 bodě i), čísle 2. úmluvy, které byly opatřeny značkou kteréhokoli státu, pokud okolování bylo dodatečně příslušným státem samým zrušeno, pokládati za neokolkované.

§ 2.

Dozorčí úřady nad pojišťovnami obou smluvních stran budou míti vzájemně právo, během jednoho roku po vstoupení této úmluvy v platnost prozkoumati u representací společností data, která se vztahují na československý obchod italských pojišťoven a italský obchod československých pojišťoven ; jmenované úřady poskytnou si při tomto prozkoumání každou pomoc.

V PRAZE ,dne 4. května 1926.

Za republiku Československou :

Ladislav AUTENGRUBER, *m. p.*

B. PIGNATTI MORANO, *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Benito Mussolini.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 mars 1927.

D^r Jan Opočenský,

Directeur des archives

¹ TRADUCTION.

N^o 1438. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'EXÉCUTION DES CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE ET DE RENTES VIAGÈRES, CONCLUS ENTRE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ITALIENNES ET DES CONTRACTANTS TCHÉCOSLOVAQUES, ET ENTRE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE TCHÉCOSLOVAQUES ET DES CONTRACTANTS ITALIENS. SIGNÉE A PRAGUE, LE 4 MAI 1926.

Le ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de conclure une convention en exécution de l'article 215 du Traité de paix de Saint-Germain et de l'article 198 du Traité de paix de Trianon, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le comte Bonifacio PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Prague ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Ladislav AUTENGRUBER, conseiller ministériel au Ministère de l'Intérieur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacun des deux Etats contractants accordera, dans tous les cas, aux compagnies d'assurance privées, qui ont leur siège dans le territoire de l'autre Etat, le même traitement qu'aux compagnies similaires d'un tiers pays quelconque.

La première phrase du troisième alinéa de l'article 7 de la Convention juridico-financière du 23 mars 1921, en ce qui concerne les compagnies d'assurance privées, est modifiée par le présent traité, en ce sens que le Gouvernement de la République tchécoslovaque accordera obligatoirement aux Sociétés *Assicurazioni Generali* et *Riunione Adriatica di Sicurtà* l'autorisation d'exercer leur activité sur le territoire de cette république.

Les autres dispositions du même article restent inchangées.

Article 2.

1^o Les compagnies d'assurance italiennes sépareront de leur portefeuille d'assurances sur la vie et de rentes, les contrats d'assurance (dont l'ensemble constituera « le portefeuille tchécoslovaque » et sera ainsi désigné par la suite) conclus avant le 26 février 1919 par le siège central de ces compagnies ou par leurs agences en n'importe quelle localité et dont les contractants avaient, au 31 décembre 1924, la nationalité tchécoslovaque et leur résidence habituelle sur le territoire de la République tchécoslovaque.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1438. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE EXECUTION OF CONTRACTS FOR LIFE INSURANCE AND LIFE ANNUITIES CONCLUDED BETWEEN ITALIAN INSURANCE UNDERTAKINGS AND CZECHOSLOVAK NATIONALS, AND BETWEEN CZECHOSLOVAK INSURANCE UNDERTAKINGS AND ITALIAN NATIONALS. SIGNED AT PRAGUE, MAY 4, 1926.

THE KINGDOM OF ITALY and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC being desirous of concluding a Convention in execution of Article 215 of the Treaty of Peace of St. Germain and Article 198 of the Treaty of Peace of Trianon, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Bonifacio PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy at Prague ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Ladislav AUTENGRUBER, Ministerial Councillor in the Ministry of the Interior ;

Who, having communicated their full powers, found in good and true form, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the two Contracting States shall in every case grant to private insurance companies having their headquarters in the territory of the other State, the same treatment as it accords to similar companies of any third State.

The first sentence of the third paragraph of Article 7 of the Juridical-Financial Convention of March 23rd, 1921, shall, so far as it relates to private insurance companies be amended by the present Treaty in the sense that the Government of the Czechoslovak Republic shall be bound to recognise the *Assicurazioni Generali* and *Riunione Adriatica di Sicurtà* companies as entitled to carry on business in its territory.

The other dispositions of that Article shall remain unchanged.

Article 2.

(1) Italian insurance companies shall separate from their life insurance and life annuity policy holdings those insurance contracts (hereinafter described as "Czechoslovak policy holdings") concluded before February 26, 1919, by their head offices or branches, wherever situated, with persons who, on December 31, 1924, were Czechoslovak nationals and habitually resident in the territory of the Czechoslovak Republic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Pour les assurances à terme fixe ou les assurances dotales, dans lesquelles le contractant est décédé avant le 31 décembre 1924, l'attribution au portefeuille tchécoslovaque se fera d'après la nationalité et la résidence habituelle, au 31 décembre 1924, des bénéficiaires nominativement désignés dans la police, ou, à défaut de tels bénéficiaires, d'après la nationalité et la résidence habituelle de la plupart des parents les plus proches (conjoint et enfants) du signataire de la police.

Si le signataire de la police est une personne morale, l'attribution se fera d'après la nationalité et la résidence habituelle de la personne sur la vie de laquelle le contrat d'assurance a été conclu (assuré).

2° Lorsque l'événement prévu par le contrat se sera produit avant le 31 décembre 1924, ou lorsque, à la demande du signataire de la police ou à la suite de non-paiement de la prime, l'assurance aura été transformée en une assurance libérée (exempte du paiement des primes), avec capital réduit, ou lorsque le signataire aura demandé le rachat de l'assurance, on prendra en considération, au lieu du 31 décembre 1924, la date à laquelle se sera produit l'événement susmentionné ou la date de la transformation de l'assurance, ou encore la date à laquelle la proposition de rachat aura été présentée à la compagnie.

3° Lorsque la transformation en une assurance libérée, avec capital réduit, aura eu lieu avant le 26 février 1919, l'attribution de cette assurance au portefeuille tchécoslovaque pourra être subordonnée à la présentation d'une demande, que le signataire de la police devra adresser dans un délai de trois ans, à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention, et dans laquelle il établira que les conditions indiquées dans le présent article et dans l'article suivant se trouvent réunies.

4° Les pièces à produire pour prouver la nationalité et la résidence habituelle, aux fins d'exécution du présent article et de l'article suivant de la présente convention, seront déterminées par l'autorité tchécoslovaque chargée de la surveillance des assurances.

Article 3.

1° Les contrats d'assurance dans lesquels les contractants (ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa du N° 1 de l'article 2, les personnes qui y sont indiquées, ou, dans le cas du troisième alinéa du N° 1 de l'article 2, les assurés) possédaient, au 31 décembre 1924, la nationalité tchécoslovaque, mais avaient, à cette date, leur résidence habituelle en dehors du territoire de la République tchécoslovaque, ne seront attribués au portefeuille tchécoslovaque que si les assurances étaient déjà libérées du paiement des primes au 26 février 1919, ou, à défaut de cette condition, si les primes échues dans le courant de l'année 1924, ou — dans l'hypothèse d'une libération antérieure de l'assurance — si les primes venues pour la dernière fois à échéance

- a) Ont été versées en couronnes tchécoslovaques ; ou
- b) En une autre monnaie, mais avec une réserve relative à la monnaie ; ou
- c) Si la prorogation du paiement de la prime a été convenue avec l'institut d'assurance ;

Et si, en outre, les contractants (ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa du N° 1 de l'article 2, les personnes qui y sont désignées, ou, dans le cas prévu par le troisième alinéa du N° 1 de l'article 2, les assurés) demandent, dans les cas b) et c), au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente convention, l'attribution des contrats d'assurance au portefeuille tchécoslovaque.

Dans les cas où la transformation en une assurance libérée, avec capital réduit, aura lieu avant le 26 février 1919, on appliquera les dispositions prévues au N° 3 de l'article 2.

2° Les règles de l'alinéa qui précède s'appliqueront pareillement aux assurances de rentes dans lesquelles les intéressés auront déjà commencé à jouir de la rente avant le 31 décembre 1924 ; mais il est entendu que l'attribution de ces assurances au portefeuille tchécoslovaque dépendra de la monnaie dans laquelle, ou des réserves sous lesquelles l'ayant-droit aura touché les rentes venues à échéance dans le courant de l'année 1924, ou si l'ayant-droit a cessé de jouir de la rente à une date antérieure — les rentes venues pour la dernière fois à échéance.

In the case of fixed-term insurances and marriage endowment insurances, if the insured person died before December 31, 1924, inclusion in the Czechoslovak policy holdings shall be determined by the nationality and habitual residence on December 31, 1924, of the beneficiaries designated by name in the policy, or, in default of such beneficiaries, by the nationality and habitual residence of the majority of the nearest relatives (spouse and children) of the insured person.

If the policy was contracted by a corporate body, inclusion shall be determined by the nationality and habitual residence of the person on whose life the policy was concluded (the insured person).

(2) If the event provided for in the contract took place before December 31, 1924, or if, on the request of the signatory to the policy or in consequence of non-payment of premiums, the insurance has been converted into a freed insurance (exempt from the payment of premiums) for a reduced sum, or if the signatory has asked to redeem the insurance, the date on which the event, as above, took place, or the date of conversion, or the date on which the application to redeem was made to the company, shall be substituted for the date December 31, 1924.

(3) If the conversion into a freed insurance for a reduced sum took place before February 26, 1919, the inclusion of this insurance in the Czechoslovak policy holdings may be made conditional upon a request to be submitted by the signatory of the policy within the space of three years from the entering into force of the present Convention, provided it can be shown that the conditions indicated in the present and the following Article are fulfilled.

(4) The method of proof of nationality and habitual residence for the purposes of the execution of the present and the following Articles shall be determined by the Czechoslovak authorities responsible for the supervision of insurances.

Article 3.

(1) Insurance contracts in which the signatories (or in the case provided for under Article 2, No. 1, paragraph 2, the persons therein designated, or in the case provided for under Article 2, No. 1, paragraph 3, the insured persons) were Czechoslovak nationals on December 31st, 1924, but had their habitual residence outside the territory of the Czechoslovak Republic on that date, shall only be included in the Czechoslovak policy holdings if the insurances were already freed from the payment of premiums before February 26, 1919, or, in default of this condition, if the premiums falling due in the course of 1924, or, supposing previous liberation from the payment of premiums, the premiums last falling due

- (a) Were paid in Czechoslovak crowns, or
- (b) Were paid in another currency, but with a reservation relative to the currency, or
- (c) If an extended time-limit for the payment of the premium was agreed upon with the insurance company;

And if, further, the signatories (or in the case provided for under Article 2, No. 1, paragraph 2, the persons therein designated, or in the case provided for under Article 2, No. 1, paragraph 3, the insured persons) request in cases (b) and (c) within a period not exceeding one year from the entry into force of this Convention, that the insurance contracts may be included in the Czechoslovak policy holdings.

If conversion into an insurance exempted from premiums, for a reduced sum, took place before February 26, 1919, the provisions of Article 2, No. 3, shall be applied.

(2) The principles of the preceding paragraph shall similarly be applied to contracts for life annuities in which the payment of the annuity commenced before December 31, 1924, it being understood that the inclusion of these insurances in the Czechoslovak policy holdings shall be determined by the currency in which, or the reservations under which the instalment falling due in 1924, or, if the payment of the annuity had previously ceased, the instalment last falling due, was drawn by the lawful beneficiary.

Article 4.

Les assurances sur la vie dans lesquelles la prestation de la compagnie d'assurance consiste en la remise d'obligations de l'emprunt de guerre autrichien ou hongrois, pour un montant nominal déterminé, ou dans lesquelles la conclusion du contrat a été subordonnée à la condition que l'intéressé souscrirait, en même temps, à l'emprunt de guerre auprès des compagnies d'assurance (assurances combinées avec l'emprunt de guerre), seront, si les autres conditions prévues aux articles 2 et 3 précédents se trouvent remplies, attribuées au portefeuille tchécoslovaque, dans la mesure où ces assurances étaient encore en vigueur au 31 décembre 1924.

Si, au moment de la ratification de la présente convention, les contractants et les compagnies d'assurance n'ont pas déjà pris d'un commun accord d'autres dispositions à cet égard, les compagnies d'assurance seront tenues, à la demande des contractants, de convertir, dans un délai d'un an, à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention, lesdites assurances en assurances conférant aux intéressés le droit à un capital assuré, payable en espèces. Pour ces dernières assurances, elles devront porter en compte, comme prime unique, en couronnes tchécoslovaques ;

a) Si les assurances combinées avec l'emprunt de guerre étaient des assurances à prime unique ou contre versement anticipé de toutes les annuités de prime, 25 % ;

b) Si, au contraire, l'assurance a été conclue contre versement de primes périodiques, 75 % des primes (sans les frais accessoires) versées sur les assurances combinées avec l'emprunt de guerre, jusqu'au 26 février 1919, et 100 % des primes (sans les frais accessoires) versées effectivement à partir de cette date, en couronnes tchécoslovaques.

Les modalités de ces conversions devront être soumises à l'approbation de l'autorité tchécoslovaque chargée de la surveillance des assurances, conformément aux dispositions des paragraphes 9 et 10 du Règlement tchécoslovaque sur les assurances.

Les dettes contractées envers les compagnies d'assurance par les signataires de polices d'assurances combinées avec les emprunts de guerre au moment et du fait de la souscription à ces emprunts, demeurent éteintes. Si les signataires n'acceptent pas la conversion qui leur est offerte par la compagnie, aux conditions approuvées par l'autorité compétente, les versements déjà effectués par eux sur ces polices d'assurance seront acquis à la compagnie d'assurance, jusqu'à concurrence du montant de la contribution due, y compris les intérêts légaux.

Article 5.

1^o Les contrats d'assurances qui, en vertu des articles 2 et 3, doivent être attribués au portefeuille tchécoslovaque des compagnies d'assurance, seront, s'ils sont libellés en anciennes couronnes austro-hongroises, exécutés par les deux parties en couronnes tchécoslovaques, à raison de une couronne tchécoslovaque pour une ancienne couronne austro-hongroise.

Il en sera de même pour les assurances qui, à la suite d'une conversion, remplaceront les assurances combinées avec l'emprunt de guerre dont il est question à l'article 4 ci-dessus, en ce qui concerne les montants de prime qui devront être portés au compte du contractant comme prime unique.

Les primes versées à partir du 26 février 1919 en une monnaie autre que la couronne tchécoslovaque seront remboursées aux contractants dans la monnaie originaire et pour leur montant nominal, y compris les intérêts moratoires légaux. Les contractants devront, par contre, verser le montant correspondant, y compris les intérêts moratoires légaux, en couronnes tchécoslovaques.

2^o Les dispositions précédentes s'appliquent à tous les versements résultant des contrats d'assurances et, en particulier, à toutes les prestations de l'assureur, d'une part, et, d'autre part, au paiement des primes, au remboursement des prêts sur polices et au versement des intérêts afférents à ces prêts.

Pour le paiement du prix de rachat des assurances et le remboursement des prêts sur polices, l'autorité tchécoslovaque chargée de la surveillance des assurances pourra, d'accord avec l'autorité

Article 4.

Life insurances in which the payment by the insurance company consists in the remittance of bonds of the Austrian or Hungarian war loan, to a fixed nominal figure, or in which the conclusion of the insurance contract was made conditional on simultaneous subscription to the war loan through insurance companies (insurance combined with war loan) shall, if the other conditions set out in Articles 2 and 3 above are fulfilled, be included in the Czechoslovak policy holdings so far as such insurance contracts were still in force on December 31, 1924.

If at the moment of ratification of the present Convention no other agreement has been made between the signatories and the insurance companies, the latter shall be bound, at the request of the signatories, to convert such insurance contracts, within one year from the entry into force of the present Convention, into insurance contracts guaranteeing the signatories the right to an assured sum to be paid in cash, and to reckon as the sole premiums in Czechoslovak crowns to be paid on such conserved contracts.

(a) If the insurance contracts in question combined with war loan were concluded on the basis of a single premium or of payment in advance of all the annual premiums, 25 %;

(b) If they were concluded on the basis of regular premiums, 75 % of the premiums (without accessory expenses) paid on the insurances combined with war loan up to February 26, 1919, and 100 % of the premiums (without accessory expenses) actually paid from that date onward in Czechoslovak crowns.

The details of this conversion shall be submitted for the approval of the Czechoslovak authorities responsible for the supervision of insurances, in conformity with paragraphs 9 and 10 of the Czechoslovak insurance regulations.

Debts contracted by the signatories to insurance contracts combined with war loan towards the insurance companies for advances in respect of the subscription of war loan, shall be cancelled. If the signatory does not accept the conversion offered to him by the company on the basis of the conditions approved by the competent authorities, the payments already effected by him on such policy shall be retained by the insurance company up to the amount due for advances, including lawful interest.

Article 5.

(1) The insurance contracts to be included in virtue of Articles 2 and 3, in the Czechoslovak policy holdings of insurance companies shall, so far as they are expressed in old Austro-Hungarian crowns, be executed by both parties in Czechoslovak crowns at the rate of one Czechoslovak crown for each old Austro-Hungarian crown.

The same principle shall be adopted for those insurance contracts which, in consequence of conversion, replace the insurance contracts combined with war loan referred to in the preceding Article 4, as regards the amount of the premium to be reckoned as the sole premium payable by the signatory.

The premiums paid from February 26, 1919, onward in a currency other than Czechoslovak crowns shall be reimbursed to the signatories in the original currency at its nominal value, including the lawful interest for the time expired. Against this, the signatories must pay the corresponding sum, with the legal interest for the time expired, in Czechoslovak crowns.

(2) The above provisions apply to all payments made in virtue of insurance contracts, and in particular to all payments made by the insurer, on the one hand, and to the payment of premiums, on the other, to the repayment of loans on policies, and to the interest on such loans.

The Czechoslovak supervisory authority, by agreement with the Italian authority responsible for the supervision of insurances, may issue special regulations, valid for a period not exceeding

italienne correspondante, établir des règles spéciales pour une période maximum de trois ans, à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention. Ces règles seront obligatoires aussi bien pour les compagnies d'assurance que pour les contractants.

Article 6.

1^o Les contrats d'assurance sur la vie, libellés en anciennes couronnes austro-hongroises, pour lesquels tous les versements de prime ont été, à partir du 26 février 1919, effectués sans réserve en une monnaie autre que la couronne tchécoslovaque dans le rapport de 1 : 1, ou pour lesquels les ayants-droit ont accepté, sans réserve, des paiements en une monnaie autre que la couronne tchécoslovaque dans le rapport de 1 : 1, devront être, à l'avenir également, exécutés par les deux parties en cette autre monnaie, même si les autres conditions prévues pour l'attribution au portefeuille tchécoslovaque (Articles 2 et 3) se trouvent remplies.

Cette disposition ne sera pas applicable dans les cas où la compagnie d'assurance n'aurait pas accepté un paiement de prime offert en couronnes tchécoslovaques par le contractant.

2^o Les contrats d'assurance sur la vie établis en une monnaie autre que l'ancienne couronne austro-hongroise seront à l'avenir, également, exécutés par les deux parties en cette autre monnaie, lorsque les autres conditions prévues pour l'attribution au portefeuille tchécoslovaque (Articles 2 et 3) se trouveront remplies.

Article 7.

Les réserves techniques (réserves et reports des primes, réserves pour sinistres, réserves pour participation aux bénéfices) afférentes aux assurances sur la vie qui doivent en vertu des articles 2 à 6 précédents, être attribuées au portefeuille tchécoslovaque, seront calculées au 31 décembre 1924 ; il devra être tenu compte dans ce calcul des prestations incombant à l'assureur, venues à échéance après le 26 février 1919 et non encore versées.

Le calcul des réserves de primes (y compris les fractions de la réserve de primes afférentes aux sommes cédées en réassurance) sera effectué sur les bases et conformément aux méthodes adoptées par les compagnies d'assurance, à la condition que ces bases et méthodes ne soient pas contraires aux dispositions en vigueur dans la République tchécoslovaque.

En ce qui concerne les assurances combinées avec l'emprunt de guerre, visées à l'article 4 précédent, on calculera, au lieu des réserves techniques au 31 décembre 1924, le montant correspondant aux réserves techniques afférant aux contrats convertis, conformément aux dispositions y relatives, en assurances garantissant le paiement d'une certaine somme en argent comptant.

Article 8.

Les réserves techniques, calculées conformément aux dispositions de l'article 7, seront constituées par les compagnies d'assurance, au moyen des valeurs indiquées ci-après et dans l'ordre suivant :

- a) Titres de la Dette publique émis par la République tchécoslovaque ;
- b) Prêts sur polices d'assurance sur la vie appartenant au portefeuille tchécoslovaque ;
- c) Biens immobiliers situés sur le territoire de la République tchécoslovaque ;
- d) Créances hypothécaires garanties, sur des biens immobiliers situés dans le territoire de la République tchécoslovaque ;
- e) Titres admis pour les placements pupillaires (lettres de gages, obligations provinciales, communales, etc.) émis par des sociétés ou institutions publiques ou privées (établissements de crédits, etc.), ayant leur siège dans le territoire de la République tchécoslovaque ;
- f) Dépôts et avoirs dans les banques, caisses d'épargne, établissements de crédits, compagnies d'assurances, et tous autres crédits et avoirs, à la condition qu'ils aient existé dans la République tchécoslovaque au 31 décembre 1924 ;

three years from the entry into force of the present Convention, for the payment of the price of repurchase and for the repayment of loans on policies. Such regulations shall be binding on the insurance companies and on the signatories.

Article 6.

(1) Life insurance contracts expressed in old Austro-Hungarian crowns, for which all premiums have been paid, from February 26, 1919, onward, without reservation, in a currency other than the Czechoslovak crown, at the rate of 1 : 1, or for which the holders have accepted, without reservation, payment in a currency other than the Czechoslovak crown at the rate of 1 : 1, shall continue in future to be executed by both parties in that other currency, even though the other requisite conditions for their inclusion in the Czechoslovak policy holdings (Articles 2 and 3) have been fulfilled.

This provision shall not apply in cases in which the payment of a premium offered by the signatory in Czechoslovak crowns was not accepted by the insurance company.

(2) Life insurance contracts expressed in a currency other than the old Austro-Hungarian crown shall likewise be executed in future by both Contracting Parties in that other currency, if the other requisite conditions for their inclusion in the Czechoslovak policy holdings (Articles 2 and 3) are fulfilled.

Article 7.

The actuarial reserves (premium reserves, deferred premiums, reserves for accidents, reserves for participation in profits) for life insurances, to be included in virtue of the preceding Articles 2-6 in the Czechoslovak policy holdings, shall be calculated as at December 31, 1924, payments due by the insurer which fell due after February 26, 1919, and have not yet been paid being included in the calculation.

The calculation of the premium reserves (including the proportions of the premium reserves forming part of the sums paid out in re-insurance) shall be made on the basis and according to the system of calculation in use in the insurance companies, provided that they do not conflict with the regulations in force in the Czechoslovak Republic.

As regards the insurances combined with war loan, referred to in Article 4 above, the sum corresponding to the actuarial reserves for the contracts converted in conformity with the provisions to this effect into insurances for sums in cash, shall be calculated instead of the technical reserves as at December 31, 1924.

Article 8.

As cover for the actuarial reserves calculated in conformity with the principles of Article 7, insurance companies shall employ the following assets in their possession, in the order named :

- (a) Public Debt bonds issued by the Czechoslovak Republic ;
- (b) Loans on life insurance policies forming part of the Czechoslovak policy holdings ;
- (c) Immovable property situated in the territory of the Czechoslovak Republic ;
- (d) Mortgage loans on immovable property situated in the territory of the Czechoslovak Republic ;
- (e) Gilt-edged securities (pledge certificates, provincial or communal bonds, etc.) issued by public or private corporations or institutions (credit establishments, etc.) whose head offices are situated in the territory of the Czechoslovak Republic ;

(f) Deposits and credit accounts with banks, savings banks, credit establishments, and insurance companies, and other credits and credit accounts, if held in the Czechoslovak Republic on December 31st, 1924 ;

g) Primes venues à échéances et non encore versées, à la condition qu'elles aient été comptées comme déjà payées dans le calcul des réserves techniques, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente convention ;

h) Titres de la Dette publique indiqués au paragraphe 1 de l'article 203 du Traité de Saint-Germain ou au paragraphe 1 de l'article 186 du Traité de Trianon, dans la mesure où ils font partie de la Dette publique de la République tchécoslovaque, au sens des dispositions susmentionnées du Traité de Saint-Germain et du Traité de Trianon ;

i) Titres de la Dette publique indiqués au paragraphe 2 de l'article 203 du Traité de Saint-Germain ou au paragraphe 2 de l'article 186 du Traité de Trianon, à savoir :

1^o Les titres estampillés par la République tchécoslovaque et reconnus comme faisant partie de la Dette publique de la République tchécoslovaque ;

2^o Les titres ne portant aucune marque apposée en exécution des articles susmentionnés du Traité de Saint-Germain ou du Traité de Trianon.

La valeur nominale totale des titres mentionnés à la lettre i), 2, du présent article, à employer par les compagnies d'assurance italiennes susdésignées en couverture des réserves techniques du portefeuille tchécoslovaque, ne pourra dépasser 50 millions de couronnes.

Article 9.

Lorsque les avoirs indiqués à l'article précédent ne seront pas suffisants pour couvrir entièrement les réserves techniques du portefeuille tchécoslovaque, les compagnies d'assurance pourront, avec l'autorisation de l'administration des finances tchécoslovaque, conformément à la loi, utiliser comme couverture de la différence, les titres de la Dette publique mentionnés à l'article 205 du Traité de Saint-Germain et à l'article 188 du Traité de Trianon.

Article 10.

Les titres indiqués aux lettres a), e), h), et i), 1, de l'article 8 entreront dans le calcul de la couverture pour leur valeur nominale et les avoirs indiqués aux lettres b), d), f), g) du même article, pour leur montant intégral en argent comptant.

L'évaluation des avoirs désignés à la lettre c) de l'article 8 se fera, en cas de désaccord, d'après les résultats d'une estimation officielle.

La valeur des titres indiqués à la lettre i), 2, de l'article 8 sera calculée d'après le montant nominal de ces titres, à raison de une couronne tchécoslovaque pour une couronne austro-hongroise.

Article 11.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque acceptera pour leur valeur nominale intégrale les titres indiqués à la lettre i), 2, de l'article 8, dans la somme nécessaire pour la couverture des réserves techniques calculées au 31 décembre 1924, conformément à l'article 7, en maintenant les bases d'évaluation prévues à l'article 10, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 50 millions de couronnes. Les coupons des titres susmentionnés seront payés par la République tchécoslovaque à dater de l'entrée en vigueur des Traités de Saint-Germain et de Trianon.

Article 12.

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation à destination du territoire tchécoslovaque des valeurs destinées à être employées, conformément aux dispositions des articles 8 et 9, à la couverture des réserves mathématiques du portefeuille tchécoslovaque, dans les cas où ces valeurs se trouveront sur le territoire italien.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque autorisera l'importation de ces titres en franchise de tous droits.

(g) Premiums due and not yet paid, if they were counted as already paid in the calculation of the actuarial reserves under Article 7 of the present Convention;

(h) Public Debt bonds referred to in paragraph 1 of Article 203 of the Treaty of St. Germain or in paragraph 1 of Article 186 of the Treaty of Trianon, so far as they form part of the public debt of the Czechoslovak Republic under the above-mentioned provisions of the Treaty of St. Germain and the Treaty of Trianon;

(i) Public Debt bonds referred to in paragraph 2 of Article 203 of the Treaty of St. Germain or in paragraph 2 of Article 186 of the Treaty of Trianon, viz :

(1) Bonds stamped by the Czechoslovak Republic and recognised as forming part of the public debt of the Czechoslovak Republic ;

(2) Bonds not bearing any distinctive mark affixed in execution of the above-mentioned Articles of the Treaty of St. Germain or of the Treaty of Trianon.

The total nominal value of the bonds mentioned in paragraph (i), 2, of the present [Article to be employed by the above Italian insurance companies as cover for the actuarial reserves for the Czechoslovak policy holdings shall not exceed 50,000,000 crowns.

Article 9.

Should the assets referred to in the preceding Article not be sufficient to cover the actuarial reserves for the Czechoslovak policy holdings, the deficit may be covered by the Public Debt securities referred to in Article 205 of the Treaty of St. Germain and in Article 188 of the Treaty of Trianon, provided that due legal authorisation is received from the Czechoslovak financial administration.

Article 10.

The securities referred to in paragraphs (a), (e), (h), and (i) (1) of Article 8 shall be valued for purposes of cover at their nominal value, and the assets indicated in paragraphs (b), (d), (f) and (g) of that Article at their full cash value.

The value of the assets referred to in paragraph (c) of Article 8 shall, in default of agreement, be taken on the basis of the results of an official valuation.

The securities referred to in paragraph (i), 2, of Article 8 shall be valued at their nominal value, one Czechoslovak crown being taken as equivalent to one Austro-Hungarian crown.

Article 11.

The Government of the Czechoslovak Republic shall take over at their full nominal value the securities referred to in paragraph (i), 2, of Article 8, so far as may be necessary to cover the actuarial reserves calculated as at December 31st, 1924, in conformity with Article 7, on the basis of valuation set out in Article 10, up to a maximum of 50,000,000 crowns nominal.

The coupons of the above securities shall be honoured by the Czechoslovak Republic as from the date of the coming into force of the Treaties of St. Germain and Trianon.

Article 12.

The Italian Government shall permit the export to Czechoslovak territory of securities to be employed under Articles 8 and 9 as cover for the actuarial reserves for the Czechoslovak policy holdings, if these securities are in Italian territory.

The Government of the Czechoslovak Republic shall permit the importation of such securities duty-free.

Article 13.

Les dispositions contenues dans les articles 4 à 9, seront appliquées, pareillement, aux contrats de réassurance passés par des compagnies d'assurance italiennes avec des compagnies d'assurance tchécoslovaques.

Article 14.

Les contrats d'assurance sur la vie, passés par les compagnies d'assurance tchécoslovaques, en couronnes austro-hongroises, dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie ayant appartenu à l'ancienne monarchie austro-hongroise, seront exécutés conformément aux dispositions du décret royal du 3 janvier 1926, N° 19, au taux de 0,60 lire italienne par ancienne couronne austro-hongroise, sauf au cas où des arrangements différents auraient été déjà pris entre lesdites compagnies et les contractants au sujet de l'exécution des assurances en question en une autre monnaie, ou à un taux différent, ou sauf si les paiements afférents à l'année 1924 ou, en cas de cessation antérieure du paiement des primes, les derniers paiements résultant des contrats dont il s'agit, ont été effectués par une partie et acceptés par l'autre, sans réserve, en une monnaie différente.

Pour faciliter l'exécution de ces obligations, le Gouvernement italien remettra au Gouvernement tchécoslovaque pour les compagnies d'assurance tchécoslovaque, des titres du consolidé italien 5 % pour un capital nominal de 200.000 liras, avec coupons courant à partir du 1^{er} janvier 1925.

Article 15.

Tout différend qui pourrait surgir entre les deux Hautes Parties contractantes au sujet de l'exécution de la présente convention, sera soumis à un tribunal d'arbitrage, composé de trois membres, dont un sera nommé par le Gouvernement italien, et l'autre par le Gouvernement de la République tchécoslovaque; les deux arbitres éliront le président.

Au cas où les deux arbitres ne pourraient se mettre d'accord sur le choix du président, celui-ci sera nommé par le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Le tribunal d'arbitrage établira la procédure et fixera les frais de l'instance.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Rome.

La présente convention a été rédigée en langues italienne et tchécoslovaque, en deux exemplaires, dont un sera remis au Gouvernement italien et l'autre au Gouvernement tchécoslovaque. Les deux textes feront également autorité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, et y ont apposé leur sceau.

PRAGUE, le 4 mai 1926.

Pour le Royaume d'Italie :

(Signé) B. PIGNATTI MORANO.

Pour la République tchécoslovaque :

(Signé) Ladislav AUTENGRUBER.

Article 13.

The provisions of Articles 4-9 shall similarly be applicable to re-insurance contracts concluded by Italian insurance companies with Czechoslovak insurance companies.

Article 14.

Life insurance contracts concluded by Czechoslovak insurance companies in Austro-Hungarian crowns in the new provinces of the Kingdom of Italy, formerly belonging to the late Austro-Hungarian Monarchy, shall be executed in conformity with Royal Decree No. 19 of January 3, 1926, at the rate of 60 centesimi (Italian) for one old Austro-Hungarian crown, except where different arrangements have already been made between any such company and the signatories for the execution of the insurances in question in another specified currency or at a different rate, or unless the payments made in 1924, or, in case of earlier cessation of the payment of premiums, the last payments made under the contracts in question, were effected by the one party and accepted by the other in a different currency and without reservation.

To facilitate the execution of these obligations, the Italian Government shall remit to the Czechoslovak Government, for the Czechoslovak insurance companies, bonds of the 5 % Consolidated Italian Debt to a nominal value of 200,000 lire, with current coupons from January 1, 1925.

Article 15.

Any disputes arising between the two High Contracting Parties as to the execution of the present Convention shall be submitted to an arbitral tribunal of three members, one of whom shall be nominated by the Italian Government and one by the Government of the Czechoslovak Republic ; the two arbitrators shall elect the President.

In case of failure to agree on the choice of the President, he shall be nominated by the President of the Permanent Court of International Justice at the Hague.

The arbitral tribunal shall lay down the procedure and decide as to the costs of the case.

Article 16.

The present Convention shall be ratified at the earliest possible date, and shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications, which shall take place at Rome.

The present Convention has been drawn up in Italian and Czech, in two copies, one of which shall be delivered to the Italian Government and the other to the Czechoslovak Government. Both texts are authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

PRAGUE, *May 4, 1926.*

For the Kingdom of Italy :

(Signed) B. PIGNATTI MORANO.

For the Czechoslovak Republic :

(Signed) Ladislav AUTENGRUBER.

PROTOCOLE FINAL

Les plénipotentiaires du Royaume d'Italie et de la République tchécoslovaque, au moment de signer la convention conclue ce jour, dont le présent protocole, qui sera ratifié en même temps, forme partie intégrante, ont formulé les déclarations suivantes :

Paragraphe premier.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque déclare qu'il considère comme n'étant pas estampillés les titres désignés à la lettre *i*), 2, de l'article 8 de la convention et munis du timbre d'un Etat quelconque, lorsque par la suite ledit Etat aura annulé l'estampillage.

Paragraphe 2.

Les autorités chargées de la surveillance des assurances, dans les deux Etats contractants, auront réciproquement le droit d'examiner, au bureau chargé de la représentation des compagnies d'assurance, dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention, les pièces relatives à l'exercice tchécoslovaque des compagnies d'assurance italiennes, d'une part, et à l'exercice italien des compagnies d'assurance tchécoslovaques, d'autre part. Les autorités susmentionnées devront se prêter réciproquement toute l'aide nécessaire dans l'accomplissement de cet examen.

PRAGUE, le 4 mai 1926.

Pour le Royaume d'Italie :

(Signé) B. PIGNATTI MORANO.

Pour la République tchécoslovaque :

(Signé) Ladislav AUTENGRUBER.

FINAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the KINGDOM OF ITALY and of the CZECHOSLOVAK REPUBLIC, on proceeding to sign the Convention of to-day's date, of which the present Protocol forms an integral part and shall be ratified at the same time, have made the following declarations :

Paragraph 1.

The Government of the Czechoslovak Republic declares that it will regard as unstamped any of the bonds referred to in paragraph (i), 2, of Article 8 of the Convention, which have been stamped by any State, if the stamp has subsequently been cancelled by that State.

Paragraph 2.

The authorities of both Contracting Parties responsible for the supervision of insurance shall reciprocally have the right to examine, in the agencies of the insurance Companies, within one year of the coming into force of the present Convention, the particulars of the business done in Czechoslovakia by the Italian insurance companies, on the one hand, and the business done in Italy by the Czechoslovak insurance companies, on the other. The above authorities shall afford each other every assistance in this work.

PRAGUE, *May*, 4, 1926.

For the Kingdom of Italy :

(Signed) B. PIGNATTI MORANO.

For the Czechoslovak Republic :

(Signed) Ladislav AUTENGRUBER.

N° 1439.

DANEMARK ET TURQUIE

Echange de notes, comportant un arrangement commercial provisoire. Angora, le 15 mars 1927, et échange de notes y relatif du 24 septembre 1927.

DENMARK AND TURKEY

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, March 15, 1927, and Exchange of Notes relating thereto of September 24, 1927.

N^o 1439. — ECHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TURC, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. ANGORA, LE 15 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 avril 1927.

ANGORA, le 15 mars 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce et d'une convention d'établissement, dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars 1926, le Gouvernement danois consent qu'à partir du 1^{er} avril 1927, les produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de Turquie, importés sur le territoire danois et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark, du traitement prévu par la Convention commerciale², signée à Lausanne le 24 juillet 1923, pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. OLDENBURG.

Son Excellence

Tewfik Ruchdi bey

Ministre des Affaires étrangères de la République turque,
En Ville.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 8 avril 1927.

Georg Cohn,

Chef du Service de la Société des Nations.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1927.

² Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1439. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE DANISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ANGORA, MARCH 15, 1927.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place April 12, 1927.

ANGORA, March 15, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion in the near future of a Treaty of Commerce and an Establishment Convention, the negotiations for which commenced on March 22, 1926, the Danish Government agrees that, as from April 1, 1927, agricultural and industrial products originating in and coming from Turkey which are imported into Danish territory and destined either for consumption or for re-exportation or transit, should receive most-favoured-nation treatment during a further period of six months.

It is agreed that the application of this provisional regulation is subject to the application in Turkey, during the same period, to agricultural and industrial products originating in and coming from Denmark, of the treatment laid down in the Commercial Convention³ signed at Lausanne on July 24, 1923, as regards the products of the States which signed that Convention.

I have, etc.

(Signed) A. OLDENBURG.

To His Excellency Tewfik Ruchdi Bey,
Minister for Foreign Affairs of the
Turkish Republic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Came into force April 1, 1927.

³ Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

RÉPUBLIQUE TURQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

5592-2.

ANGORA, le 15 mars 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce et d'une convention d'établissement, dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars 1926, le Gouvernement de la République turque consent qu'à partir du 1^{er} avril 1927, les produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de Danemark, importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement prévu par la Convention commerciale, signée à Lausanne le 24 juillet 1923, pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) D^r ROUCHDI.

Son Excellence

M. A. M. Oldenburg,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de Danemark.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 8 avril 1927.

Georg Cohn

Chef du Service de la Société des Nations.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGÉANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE SIX MOIS A PARTIR DU 1^{er} OCTOBRE 1927, L'ACCORD
CI-DESSUS.

Communiqué par le ministre du Danemark à Berne, le 15 octobre 1927.

RÉPUBLIQUE TURQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANGORA, le 24 septembre 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce et d'une convention d'établissement dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars 1926, le Gouvernement de la République turque consent qu'à partir du 1^{er} octobre 1927, les produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance du Danemark, importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement prévu par la Convention commerciale, signée à Lausanne le 24 juillet 1923, pour les produits des Etats qui l'ont signée.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

5592-2

ANGORA, *March 15, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion in the near future of a Treaty of Commerce and an Establishment Convention, the negotiations for which commenced on March 22, 1926, the Government of the Turkish Republic agrees that, as from April 1, 1927, agricultural and industrial products originating in and coming from Denmark which are imported into Turkish territory and destined either for consumption, or for re-exportation or transit, should receive, for a further period of six months, the treatment laid down in the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923, as regards the products of the States which signed that Convention.

It is agreed that the application of this provisional regulation is subject to the application in Denmark, during the above period, of the most-favoured-nation treatment to agricultural and industrial products originating in and coming from Turkey.

I have, etc.

(Signed) DR. RUCHDI.

His Excellency

M. A. M. Oldenburg,

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Denmark.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF SIX MONTHS, FROM OCTOBER 1, 1927, THE ABOVE AGREEMENT.

Communicated by the Danish Minister at Berne, October 15, 1927.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

ANGORA, *September 24, 1927.*

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion in the near future of a Treaty of Commerce and an Establishment Convention, the negotiations for which commenced on March 22, 1926, the Government of the Turkish Republic agrees that, as from October 1, 1927, agricultural and industrial products originating in and coming from Denmark, which are imported into Turkish territory and destined either for consumption or for re-exportation or transit, should receive, for a further period of six months, the treatment laid down in the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923, as regards the products of the States which signed that Convention.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark, pendant le délai précité aux produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) T. ROUCHDI.

M. V. U. Malthe-Bruun,
Chargé d'affaires du Danemark,
En Ville.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

ANGORA, le 24 septembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce et d'une convention d'établissement, dont les négociations ont été entamées en date du 22 mars 1926, le Gouvernement danois consent qu'à partir du 1^{er} octobre 1927, les produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de Turquie, importés sur le territoire danois et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un nouveau délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark du traitement prévu par la Convention commerciale, signée à Lausanne le 24 juillet 1923, pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) V. U. MALTHER-BRUUN.

Son Excellence
Tewfik Ruchdi bey
Ministre des Affaires étrangères
de la République turque
En Ville.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 10 octobre 1927.

Engell,

*Chef du Département des Affaires
politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

It is agreed that the application of this provisional regulation is subject to the application in Denmark, during the above period, of most-favoured-nation treatment to agricultural and industrial products originating in and coming from Turkey.

I have the honour to be, etc.

(Signed) T. RUCHDI.

Monsieur V. U. Malthe-Bruun,
Chargé d'Affaires of Denmark,
Angora.

ROYAL DANISH LEGATION.

ANGORA, September 24, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion in the near future of a Treaty of Commerce and an Establishment Convention, the negotiations for which commenced on March 22, 1926, the Danish Government agrees that, as from October 1, 1927, agricultural and industrial products originating in and coming from Turkey, which are imported into Danish territory and destined either for consumption or for re-exportation or transit, should receive most-favoured-nation treatment during a further period of six months.

It is agreed that the application of this provisional regulation is subject to the application in Turkey, during the same period, to agricultural and industrial products originating in and coming from Denmark, of the treatment laid down in the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923, as regards the products of the States which signed that Convention.

I have the honour to be, etc...

(Signed) V. U. MALTHE-BRUUN.

To His Excellency
Tewfik Ruchdi Bey,
Minister for Foreign Affairs of
the Turkish Republic,
Angora.

N° 1440.

GRÈCE ET PAYS-BAS

Convention commerciale, avec deux protocoles et protocole de signature. Signés à Athènes, le 12 mai 1926.

**GREECE
AND THE NETHERLANDS**

Commercial Convention, with two Protocols and Protocol of Signature. Signed at Athens, May 12, 1926.

N^o 1440. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA GRÈCE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 12 MAI 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 avril 1927.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de favoriser les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur L. KANAKARIS ROUPHOS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre sous tous les rapports, et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation et l'exercice de leurs métiers et professions et pour tout ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, leur situation juridique, leurs droits et intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif. Ils auront en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités.

3. Ils n'auront à payer, pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie, de leur navigation et de leurs métiers et professions sur le territoire de l'autre Partie, aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 3 mars 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1440. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN GREECE AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT ATHENS, MAY 12, 1926.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne and the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Convention took place April 13, 1927.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, being desirous of promoting economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Commercial Convention, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency M. C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. L. KANAKARIS ROUPHOS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised for this purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. In all respects, and in particular as regards the establishment and exercise of commerce, industry and shipping, and the exercise of their trades and vocations, and in all that concerns their movable and immovable property, their legal position, their rights and interests, the nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy treatment at least as favourable as that which is accorded to nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to conduct their affairs in the territory of the other Party, either personally or by agents of their own choosing, without being subjected in this respect to restrictions other than those provided by the laws and regulations in force in the territory concerned. Provided that they conform to the laws of the country, they shall have the right to appear before the Courts and shall have free access to all the authorities.

3. In respect of the exercise of their industry or shipping and of their trades or vocations within the territory of the other Party, they shall not be required to pay any duties, taxes or rates other or higher than those which are or may be levied on the said Party's own nationals, or on the nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Athens, March 3, 1927.

Article II.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, y compris les compagnies de navigation et d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui, d'après les lois de cette Partie, y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et intérêts, et spécialement à ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, des sociétés énoncées ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie, sera réglée par les lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif.

3. Toutes les sociétés jouiront, tant pour ce qui concerne leur admission que leur fonctionnement, et à tout autre égard, du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article III.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde, ou pourrait accorder à l'avenir à un tiers Etat quelconque, en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits et des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

2. Les produits du sol et de l'industrie de la Grèce importés dans les Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, et réciproquement les produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, importés en territoire hellénique, ne seront pas assujettis à des droits, taxes, surtaxes de consommation ou majorations de toutes sortes autres ou plus élevés que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

3. Les dispositions fixées par cet article ne s'appliqueront pas :

- a) Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés par une des Parties dans le trafic frontière avec les pays limitrophes ;
- b) Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière.

Article IV.

Si les circonstances le rendent inévitable, les deux Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leurs territoires soient accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par l'autorité compétente. Dans le cas où elles exigeraient la légalisation des certificats en question par un fonctionnaire consulaire, les deux gouvernements s'accorderont pour la fixation des droits qui, éventuellement, seraient perçus pour cette légalisation.

Article V.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour en assurer la réexportation intégrale.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes seront, pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, sous réserve de la faculté pour celles-ci d'y apposer en plus des marques de reconnaissance nationales dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire.

Article II.

1. Incorporated companies and other commercial, industrial, agricultural or financial companies, including shipping and insurance companies, which have their registered head offices in the territory of one of the High Contracting Parties and are legally constituted in conformity with that Party's laws, shall also be entitled within the territory of the other Party to defend all their rights and interests, and particularly to appear in Court, provided that they satisfy and observe the corresponding laws and regulations in force in the territory of that Party.

2. The admission to the territory of one of the High Contracting Parties of the companies referred to above, which have been legally constituted in the territory of the other Party, shall be governed by the laws and regulations in force in the State concerned.

3. All companies shall enjoy in respect of their admission and activities, and in every other respect the same treatment as is accorded to the most favoured nation.

Article III.

1. Each of the High Contracting Parties shall undertake to grant to the other the most favoured treatment which it has granted or may hereafter grant to any third State as regards exportation, importation, warehousing and the transit of goods, the payment of duties and taxes and the completion of Customs formalities.

2. Products of the soil and industry of Greece imported into the Netherlands, the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao, and the products of the soil and industry of the Netherlands, Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao imported into Greek territory shall not be subjected to any duties, rates or surtaxes or consumption or supercharges of any kind other or higher than those imposed on similar products of the most favoured foreign nation.

3. The provisions of this Article shall not apply :

(a) To privileges granted or which may be granted by either of the Parties in frontier traffic with neighbouring countries ;

(b) To special facilities resulting from a Customs union.

Article IV.

If circumstances render it unavoidable, the two High Contracting Parties may require that produce and merchandise imported into their territories shall be accompanied by a certificate of origin issued by a competent authority. In case they should require the certificates in question to be authenticated by a consular official, the two Governments shall settle by agreement the fees which may be levied for such legalisation.

Article V.

1. Articles liable to Customs duty and imported as samples — with the exception of goods the import of which is prohibited — shall temporarily be admitted by both Parties duty free, subject to the observance of the Customs formalities required to ensure that these articles will be re-exported exactly as they entered the country.

2. The recognition marks affixed to the samples by the authorities of one of the High Contracting Parties shall, for the purpose of establishing their identity, be recognised by the authorities of the other Party, though the latter authorities shall be entitled, whenever they think necessary, to add their own national recognition marks.

3. Le bénéfice de cette franchise pourra être retiré aux voyageurs ou aux maisons de commerce qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Article VI.

Sous réserve de la stipulation de l'alinéa 2 de cet article, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre, sous tous les rapports, un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la navigation des nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de régler le cabotage.

Article VII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale¹.

Article VIII.

Les dispositions de la présente convention sont également applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao.

Article IX.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur, avec tacite reconduction pour une même période chaque fois qu'elle ne sera pas dénoncée par une des Hautes Parties contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

PROTOCOLE

Il est entendu que partout où, dans le présent traité il est prévu que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

Il est également entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne pourra être invoquée par une des Hautes Parties contractantes pour obtenir des droits ou privilèges découlant de conventions de droit international privé.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387 de ce recueil.

3. This privilege of exemption from Customs duties may be withdrawn in the case of commercial travellers and firms which do not conform to the established regulations.

Article VI.

Subject to the provision contained in paragraph 2 of this Article, each of the High Contracting Parties shall grant to the shipping of the other Party, in every respect, treatment at least as favourable as that granted to the shipping of nationals or of the most favoured nation.

Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to regulate coasting trade.

Article VII.

Any dispute in regard to the interpretation, application or execution of the present Treaty which it has not been possible to settle between the High Contracting Parties through the diplomatic channel, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice¹.

Article VIII.

The provisions of this Convention shall likewise apply to the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao.

Article IX.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and it shall remain binding for one year as from the date of its coming into force and shall be regarded as tacitly renewed for successive periods of one year unless it is denounced by one of the High Contracting Parties not later than six months before the expiration of this term.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Athens on May the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

PROTOCOL.

It is agreed that in this Treaty, whenever it is provided that one of the High Contracting Parties shall grant to the other the same treatment as it grants to its own nationals or to nationals of the most favoured nation, the more favourable of these two treatments shall be granted.

It is likewise agreed that the most-favoured-nation clause cannot be invoked by either of the High Contracting Parties as a plea for obtaining rights or privileges arising out of Conventions on private international law.

Done in duplicate at Athens, May the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387 of this Series.

PROTOCOLE.

Les plénipotentiaires pour les Pays-Bas et la Grèce, dûment autorisés à cette fin, en procédant à la signature de la convention commerciale entre les Pays-Bas et la Grèce en date de ce jour, et en vue de l'article IV de la susdite convention, déclarent que leurs gouvernements respectifs prennent l'engagement, pendant toute la durée de la susdite convention, de ne pas exiger, pour les certificats d'origine, des droits de légalisation consulaire dans le cas où cette légalisation serait jugée nécessaire.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt-six.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

Pour la Grèce :

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale entre les Pays-Bas et la Grèce, les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cette fin, déclarent que leurs gouvernements prennent l'engagement de s'assurer réciproquement les droits et privilèges accordés à la nation la plus favorisée à partir d'aujourd'hui, date de la signature de la convention commerciale susindiquée, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de cette convention.

Fait en double à Athènes, le douze mai mil neuf cent vingt-six.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

Pour la Grèce :

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

PROTOCOL.

When proceeding on this day to sign the commercial Convention between The Netherlands and Greece, the Plenipotentiaries of the Netherlands and Greece, being duly authorised for this purpose, and having regard to Article IV of the aforesaid Convention, declare that their respective Governments undertake that at no time during the validity of the aforesaid Convention will they levy any fees for the consular authentication of certificates of origin, in cases where such authentication may be considered necessary.

Done in duplicate at Athens, May the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-six.

For The Netherlands :

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

For Greece :

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding to sign the Commercial Convention between the Netherlands and Greece, the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for this purpose, declare that their Governments undertake reciprocally to accord each other the rights and privileges granted to the most favoured nation, as from this day, the date of signing the aforesaid Commercial Convention until such time as the Convention shall come into force.

Done in duplicate at Athens, May the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-six.

For The Netherlands :

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

For Greece :

(L. S.) L. KANAKARIS ROUPHOS.

N° 1441.

ÉGYPTE ET GRÈCE

Echange de notes, comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, 10 avril 1926.

EGYPT AND GREECE

Exchange of Notes, constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, April 10, 1926.

N° 1441. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ÉGYPTIEN ET GREC, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COM-
MERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 10 AVRIL 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 avril 1927.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
No. 1.10/2 (P. 206).

LE CAIRE, le 10 avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à nos récents entretiens au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Grèce et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement égyptien, envisageant la réforme prochaine et complète de son régime douanier avec des majorations dans les taux des droits de douane actuellement en vigueur, préfère proroger jusqu'à nouvel ordre la situation de fait aujourd'hui applicable aux relations commerciales entre les deux pays, telle qu'elle résultait tant de l'ensemble de la Convention¹ du 4 juin 1906 et du protocole de prorogation du 11 juillet 1914, que des dispositions prises par le Gouvernement égyptien depuis le 16 avril 1915, date de l'expiration de ladite convention.

Le Gouvernement égyptien se déclare, en conséquence, d'accord pour faire bénéficier le commerce et la navigation hellénique en Égypte du traitement de la nation la plus favorisée et ce, sous la condition que le commerce et la navigation égyptiens bénéficient également en Grèce, à tous égards, et sans aucune restriction ni condition, du traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement égyptien consent, en outre, à reconnaître jusqu'à nouvel ordre le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée aux tabacs grecs importés en Égypte et à leur assurer pendant la durée de l'arrangement, la différenciation de tarif existant actuellement entre les tabacs provenant des pays jouissant d'arrangements spéciaux et ceux provenant de pays n'ayant pas d'arrangement. D'autre part, je prends acte de l'assurance que vous avez bien voulu me donner au nom de votre gouvernement qu'à l'avenir, comme par le passé, les sujets hellènes qui importeraient ou introduiraient du hachiche en Égypte seront jugés par le Tribunal consulaire hellénique d'Alexandrie, comme auteurs ou complices d'un délit de contrebande et ce, sans préjudice des confiscations et condamnations pécuniaires qui pourraient être prononcées contre eux par la commission douanière en vertu des règlements douaniers.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXV, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1441. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE EGYPTIAN AND GREEK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, APRIL 10, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place April 18, 1927.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
SECTION OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
No. 1.10/2 (P. 206).

CAIRO, April 10, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our recent conversations regarding the conclusion of a provisional commercial arrangement between Greece and Egypt, I have the honour to confirm the fact that, as the Egyptian Government is contemplating an early and complete reform of its Customs system, with increases in the rates of Customs duties at present in force, it prefers to prolong, until further notice, the existing state of affairs affecting the commercial relations between the two countries, as established by the Convention² of June 4, 1906, as a whole and by the Protocol of Prorogation of July 11, 1914, as also by the measures taken by the Egyptian Government since April 16, 1915, the date on which the said Convention expired.

The Egyptian Government agrees, therefore, to apply most-favoured-nation treatment to Greek trade and navigation in Egypt on the understanding that most-favoured-nation treatment is likewise accorded, in every respect, and subject to no restriction or condition, to Egyptian trade and navigation in Greece.

Further, the Egyptian Government consents to allow, until further notice, most-favoured-nation treatment in respect of Greek tobaccos imported into Egypt and to ensure that they enjoy, during the period of the present arrangement, the tariff differential existing at the present time between tobaccos coming from countries where special arrangements are in force and from countries which have no such arrangements. I note also the assurance you were good enough to give me on your Government's behalf that in future as in the past, Greek subjects importing or introducing hashish into Egypt shall be judged by the Greek Consular Court at Alexandria, as persons guilty of, or accomplices in, a smuggling offence, without prejudice however to confiscations or fines which may be imposed upon them, by the Customs Commission in virtue of Customs Regulations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 1044.

Le Gouvernement égyptien se réserve le droit de mettre fin au présent régime à tout moment, en donnant, toutefois, à votre gouvernement un préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Son Excellence M. A. Sactouris,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Grèce.

*Le président du Conseil
ministre des Affaires étrangères :*
Ahmed ZIWER PACHA.

LÉGATION DE GRÈCE EN EGYPTE.

N° 961.

LE CAIRE, le 10 avril 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons pris connaissance de la lettre que Votre Excellence nous a fait l'honneur de nous adresser en date de ce jour sous le N° 1.10/2 (P. 206) et qui est ainsi conçue :

« Me référant à nos récents entretiens au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Grèce et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement égyptien, envisageant la réforme prochaine et complète de son régime douanier avec des majorations dans les taux des droits de douane actuellement en vigueur, préfère proroger jusqu'à nouvel ordre la situation de fait aujourd'hui applicable aux relations commerciales entre les deux pays telle qu'elle résultait tant de l'ensemble de la Convention du 4 juin 1906 et du protocole de prorogation du 11 juillet 1914, que des dispositions prises par le Gouvernement égyptien depuis le 16 avril 1915, date de l'expiration de ladite convention.

« Le Gouvernement égyptien se déclare, en conséquence, d'accord pour faire bénéficier le commerce et la navigation hellénique en Égypte du traitement de la nation la plus favorisée et ce, sous condition que le commerce et la navigation égyptiens bénéficient également en Grèce, à tous égards, et sans aucune restriction ni condition, du traitement de la nation la plus favorisée.

« Le Gouvernement égyptien consent, en outre, à reconnaître jusqu'à nouvel ordre le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée aux tabacs grecs importés en Égypte et à leur assurer pendant la durée de l'arrangement la différenciation de tarif existant actuellement entre les tabacs provenant des pays jouissant d'arrangements spéciaux et ceux provenant des pays n'ayant pas d'arrangement. D'autre part, je prends acte de l'assurance que vous avez bien voulu me donner au nom de votre gouvernement qu'à l'avenir comme par le passé, les sujets hellènes qui importeraient ou introduiraient du hachiche en Égypte seront jugés par le Tribunal consulaire hellénique d'Alexandrie, comme auteurs ou complices d'un délit de contrebande et ce, sans préjudice des confiscations et condamnations pécuniaires qui pourraient être prononcées contre eux par la Commission douanière en vertu des règlements douaniers.

« Le Gouvernement égyptien se réserve le droit de mettre fin au présent régime à tout moment, en donnant, toutefois, à votre gouvernement un préavis de trois mois. »

En réponse, nous nous empressons de vous confirmer au nom de notre gouvernement notre accord sur les bases ci-dessus.

Il est bien entendu que le Gouvernement hellénique se réserve de son côté le droit de dénoncer à tout moment le présent régime, moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre plus haute considération.

Le Ministre de Grèce :
(Signé) A. SACTOURIS.

Le Secrétaire de Légation :
(Signé) Ath. POLITIS.

Son Excellence Ahmed Ziwer Pacha,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Le Caire.

The Egyptian Government reserves the right at any moment to terminate the present arrangement at three month's notice.

I have the honour to be, etc., etc.

To His Excellency M. A. Sactouris,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Greece.

*Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs.*
Ahmed ZIWER PASHA.

GREEK LEGATION IN EGYPT.

No. 961.

CAIRO, April 10, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

We have noted the letter (No. 1. 10/2 (P. 206)) of to-day's date which you have been good enough to send us which runs as follows :

"With reference to our recent conversations regarding the conclusion of a provisional commercial arrangement between Greece and Egypt, I have the honour to confirm the fact that, as the Egyptian Government is contemplating an early and complete reform of its Customs system, with increases in the rates of Customs duties at present in force, it prefers to prolong, until further notice, the existing state of affairs affecting the commercial relations between the two countries, as established by the Convention of June 4, 1906, as a whole, and by the Protocol of Prorogation of July 11, 1914, as also by the measures taken by the Egyptian Government since April 16, 1915, the date on which the said Convention expired.

"The Egyptian Government agrees, therefore, to apply most-favoured-nation treatment to Greek trade and navigation in Egypt on the understanding that most-favoured-nation treatment is likewise accorded in every respect, and subject to no restriction or condition, to Egyptian trade and navigation in Greece.

"Further, the Egyptian Government consents to allow, until further notice, most-favoured-nation treatment in respect of Greek tobaccos imported into Egypt and to ensure that they enjoy, during the period of the present arrangement, the tariff differentiation existing at the present time between tobaccos coming from countries where special arrangements are in force and from countries which have no such arrangements. I note also the assurance you were good enough to give me on your Government's behalf that, in future as in the past, Greek subjects importing or introducing hashish into Egypt shall be judged by the Greek Consular Court at Alexandria, as persons guilty of, or accomplices in, a smuggling offence, without prejudice however to confiscations or fines which may be imposed upon them, by the Customs Commission in virtue of Customs Regulations.

"The Egyptian Government reserves the right at any moment to terminate the present arrangement at three month's notice."

In reply, on behalf of our Government we would confirm the fact that we agree to the above-mentioned arrangements.

It is understood that the Greek Government for its part, reserves the right at any moment to denounce the present arrangement at three month's notice.

I have the honour to be, etc., etc.

(Signed) A. SACTOURIS.
Greek Minister.

To His Excellency Ahmed Ziwer Pasha,
Prime Minister, Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Cairo.

(Signed) Ath. POLITIS.
Legation Secretary.

N° 1442.

**BELGIQUE
ET LUXEMBOURG**

**Déclaration portant modification à
l'article 11 de la Convention d'ex-
tradition du 23 octobre 1872.
Signée à Bruxelles, le 24 août
1926.**

**BELGIUM
AND LUXEMBURG**

**Declaration amending Article 11 of
the Extradition Convention of
October 23, 1872. Signed at
Brussels, August 24, 1926.**

N^o 1442. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION DU 23 OCTOBRE 1872
ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. —
DÉCLARATION MODIFIANT L'ARTICLE 11 DE CETTE CONVEN-
TION. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 24 AOÛT 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 18 avril 1927.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ayant jugé utile de modifier, en certains points, la Convention d'extradition du 23 octobre 1872, sont convenus, par la présente déclaration, de ce qui suit :

Article premier.

L'article 11 de la Convention du 23 octobre 1872 est remplacé par les dispositions suivantes :
L'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés soit à l'article 3 de la Convention du 23 octobre 1872, soit dans l'article premier de la Déclaration additionnelle du 21 juin 1877, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la susdite convention et ne rentre pas dans les prévisions de l'article 8 de la convention.

Article 2.

Les frais de transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 3.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication, dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la Convention du 23 octobre 1872 et les Déclarations additionnelles des 21 juin 1877, 25 avril 1893 et 16 novembre 1899.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 24 août 1926.

Le Chargé d'affaires ad interim du Grand-Duché de Luxembourg :
(Signé) Comte Gaston D'ANSEMBOURG.

Le Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges :
(Signé) E. VANDERVELDE.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 189.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1442. — EXTRADITION CONVENTION OF OCTOBER 23, 1872, BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG. DECLARATION AMENDING ARTICLE 11 OF THIS CONVENTION. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 24, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place April 18, 1927.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, considering it desirable to amend the Extradition Convention of October 23, 1872, in certain points, have agreed, by the present Declaration, as follows :

Article 1.

Article 11 of the Convention of October 23, 1872, shall be replaced by the following provisions :

The extradition, by transit through the respective territories of the Contracting States, of a person who is not a national of the country whose territory is crossed, shall be granted without further formality on the production of the original, or a certified copy, of one of the documents mentioned either in Article 3 of the Convention of October 23, 1872, or in Article 1 of the Additional Declaration of June 21, 1877, provided that the offence for which extradition was requested is covered by the above-mentioned Convention but does not come under the provisions of Article 8 of the Convention.

Article 2.

Transit expenses shall be defrayed by the State making application.

Article 3.

The present Declaration shall come into force ten days after its publication in the forms laid down by law in the two countries ; it shall remain in force for the same period as the Convention of October 23, 1872, and the Additional Declarations of June 21, 1877, April 25, 1893, and November 16, 1899.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Act and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Brussels, August 24, 1926.

*Chargé d'Affaires ad interim of the Grand Duchy of Luxemburg,
(Signed) Count Gaston D'ANSEMBOURG.*

*Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of the Belgians.
(Signed) E. VANDERVELDE.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ESTONIE ET LETTONIE

1. Protocole portant modification à la Convention concernant la frontière d'État et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue entre l'Estonie et la Lettonie à Riga, le 19 octobre 1920, et à la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, conclue à Tallinn, le 1^{er} novembre 1923, signé à Tallinn, le 23 février 1927, avec échange de notes y relatif, de la même date.
2. Protocole déclaratif constatant l'établissement définitif de la frontière entre les deux pays. Riga, le 31 mars 1927.

ESTONIA AND LATVIA

1. Protocol amending the Convention regarding the State Frontier and the Rights of the Citizens of the Frontier Zone, concluded between Estonia and Latvia at Riga, October 19, 1920, and the Additional Convention regarding Frontier Questions, concluded at Tallinn, November 1, 1923, signed at Tallinn, February 23, 1927, with Exchange of Notes relating thereto of the same Date.
2. Protocol constituting a Declaration with regard to the Final Delimitation of the Frontier between the two Countries. Riga, March 31, 1927.

N^o 1443. — 1. PROTOCOLE¹ PORTANT MODIFICATION A LA CONVENTION² CONCERNANT LA FRONTIÈRE D'ÉTAT ET LES DROITS DES CITOYENS HABITANT LA ZONE LIMITROPHE, CONCLUE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE A RIGA, LE 19 OCTOBRE 1920, ET A LA CONVENTION³ COMPLÉMENTAIRE RELATIVE AUX QUESTIONS DE FRONTIÈRE, CONCLUE A TALLINN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1923. SIGNÉ A TALLINN, LE 23 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 18 avril 1927.

L'ESTONIE, d'une part, et LA LETTONIE, d'autre part, ayant trouvé nécessaire, pour des raisons techniques et pratiques, d'introduire, sur la proposition de la Commission mixte de frontière, certaines modifications et suppléments dans la Convention concernant la frontière d'Etat et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue entre l'Estonie et la Lettonie, le 19 octobre 1920, à Riga, et à la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, conclue à Tallinn le 1^{er} novembre 1923, ont décidé de les modifier et de les compléter par un protocole approprié et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE L'ESTONIE :

Son Excellence M. le D^r Frédéric AKEL, ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE :

Son Excellence M. Janis SESKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Tallinn ;

Qui, s'étant réunis à Tallinn, après la présentation de leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article XVII de la Convention concernant la frontière d'Etat et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue entre l'Estonie et la Lettonie, le 19 octobre 1920, est abrogé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 30 mars 1927.

² Vol. XVII, page 189, de ce recueil.

³ Vol. XXV, page 345, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1443. — I. PROTOCOL² AMENDING THE CONVENTION³ REGARDING THE STATE FRONTIER AND THE RIGHTS OF CITIZENS OF THE FRONTIER ZONE, CONCLUDED BETWEEN ESTONIA AND LATVIA AT RIGA, OCTOBER 19, 1920 AND THE ADDITIONAL CONVENTION⁴ RÉGARDING FRONTIER QUESTIONS, CONCLUDED AT TALLINN NOVEMBER 1, 1923. SIGNED AT TALLINN, FEBRUARY 23, 1927.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place April 18, 1927.

ESTONIA, of the one part, and LATVIA, of the other part, having found it necessary for technical and practical reasons, acting on the proposal of the Joint Frontier Commission, to introduce certain amendments and additions to the Convention regarding the State frontier and the rights of citizens resident in the frontier zone, concluded at Riga between Estonia and Latvia on October 19, 1920, and to the Supplementary Convention on frontier questions, concluded at Tallinn on November 1st, 1923, have decided to amend and supplement them by an appropriate Protocol, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

His Excellency Dr Frédéric AKEL, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

His Excellency M. Janis SESKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Tallinn ;

Who having met at Tallinn and communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Article XVII of the Convention regarding the frontier, and the rights of citizens resident in the frontier zone, concluded between Estonia and Latvia on October 19, 1920, is cancelled.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Riga, March 30, 1927.

³ Vol. XVII, page 189, of this Series.

⁴ Vol. XXV, page 345, of this Series.

Article 2.

L'article 3 de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, conclue entre l'Estonie et la Lettonie, le 1^{er} novembre 1923, est abrogé.

Article 3.

L'article 9 de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, conclu le 1^{er} novembre 1923 à Tallinn, est modifié comme suit :

1. Le diamètre des bornes frontières prévu à l'alinéa premier qui suit l'introduction est fixé à trois mètres au lieu de deux ; pour ce qui est de la couleur des poteaux frontières prévus au même alinéa, le blanc remplacera le gris foncé.

2. La première phrase du deuxième alinéa sera rédigée comme suit :

La zone frontière est établie sur une largeur de quatre mètres par aliénation, contre indemnité, des terrains estoniens et lettons le long de toute l'étendue de la frontière, à raison de deux mètres de chaque côté à partir de la ligne mathématique de la frontière.

Pour l'évaluation de l'indemnité, les terrains aliénés sont divisés en quatre catégories :

I^{re} catégorie — terrains dans la limite des villes et terres de jardins ;

II^e catégorie — terres arables et prés ;

III^e catégorie — prés de moindre valeur, pâturages et forêts ;

IV^e catégorie — marais et autres terrains impropres à la culture.

La catégorie des terrains, le prix des catégories et le montant de l'indemnité pour chaque lot aliéné sont fixés par la Commission mixte de frontière.

Chacune des Parties contractantes versera la moitié de la somme totale des indemnités dues pour les terrains aliénés ; les modes de paiement des indemnités et d'établissement des comptes réciproques sont fixés par un accord spécial entre les ministres des Affaires étrangères.

3. Le même article sera complété par une troisième remarque ainsi conçue :

Remarque 3. — Dans la ville de Valk entre les points de frontière N^o 202 et 203 les points de la magistrale de Konnoaja (Varzupe) ne sont marqués que par des signes souterrains.

Article 4.

Les troisième et quatrième alinéas de l'article X de la même convention complémentaire seront rédigés comme suit :

Les plans juridiques sont dressés pour chaque Etat en deux exemplaires dont l'un, original, doit être signé par les membres de la commission mixte et annexé à la description de la frontière d'Etat, et l'autre, copié à l'aide de papier calque.

La frontière d'Etat est considérée comme définitivement établie aussitôt que les deux gouvernements auront approuvé la description détaillée de la ligne frontière et le plan juridique annexé établis par la Commission mixte de frontière.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent protocole qui doit être ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Riga aussitôt que faire se pourra.

Fait à Tallinn en deux exemplaires, le vingt-trois février mil neuf cent vingt-sept.

FR. AKEL.

J. SESKIS.

Article 2.

Article 3 of the Supplementary Convention on frontier questions, concluded between Estonia and Latvia on November 1, 1923, is cancelled.

Article 3.

Article 9 of the Supplementary Convention on frontier questions, concluded at Tallinn on November 1st, 1923, is amended as follows :

1. The diameter of the frontier-cairns mentioned in the first paragraph after the introduction shall be three metres instead of two ; the frontier-posts mentioned in the same paragraph shall be coloured white instead of dark grey.

2. The first sentence of the second paragraph shall read as follows :

The frontier-line shall be four metres wide, a strip of ground two metres wide on each side of the mathematical frontier-line being alienated from Latvian and Estonian territory for this purpose ; compensation shall be paid.

For the purpose of determining the amount of compensation payable, the alienated ground shall be divided into four categories :

- Ist category — land within urban areas, and garden ground ;
- IInd category — arable land and meadows ;
- IIIrd category — meadows of less value, pastureland, and forests ;
- IVth category — marshes and other land unsuitable for cultivation.

The category of the ground, the price for each category, and the amount of compensation for each parcel alienated, shall be determined by the Joint Frontier Commission.

Each of the Contracting Parties shall pay half the total amount of the compensation due for alienated ground ; the method of payment of compensation and settlement of mutual accounts shall be determined by special agreement between the Ministers for Foreign Affairs.

3. The same Article shall be supplemented by a third note as follows :

Note 3. — In the town of Walk, between frontier-posts No. 202 and 203, the boundaries of the Konnaoja (Varžupe) District (Magistrale) shall be indicated by underground marks only.

Article 4.

The third and fourth paragraphs of Article X of the Supplementary Convention shall read as follows :

The official plans shall be prepared in duplicate for each State ; the original copy shall be signed by the members of the Joint Commission and annexed to the description of the State frontier, and the other shall be copied by means of carbon paper.

The State frontier shall be deemed to be permanently fixed as soon as the two Governments have approved the detailed description of the frontier-line, and the official plan annexed drawn up by the Joint Frontier Commission.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Protocol, which must be ratified, and shall come into force on the date of the exchange of instruments of ratification, which shall take place at Riga as soon as possible.

Done at Tallinn in duplicate, February the twenty-third, One thousand nine hundred and twenty-seven.

Fr. AKEL.

J. SESKIS.

ECHANGE DE NOTES

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

I.

TALLINN, le 23 février 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant aujourd'hui le protocole portant modification de certaines stipulations de la Convention concernant la frontière d'Etat et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue le 19 octobre 1920, et de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, signée le 1^{er} novembre 1923, et abrogeant, entre autres, l'article 3 de la convention complémentaire mentionnée relative aux questions de frontière, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement estonien s'engage à accorder aux ressortissants de la Lettonie le traitement national en ce qui concerne l'utilisation, la possession et la disposition des biens immeubles en attendant le règlement définitif de cette question par le Traité d'exécution de l'union douanière entre l'Estonie et la Lettonie, signé à Riga, le 5 février 1927.

Il est toutefois entendu que cette obligation ne déroge pas aux stipulations de l'article 18 de la Convention conclue entre l'Estonie et la Lettonie, le 19 octobre 1920, et de l'article 6 de la Convention complémentaire, signée à Tallinn le 1^{er} novembre 1923, visant la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne de frontière.

En même temps, le Gouvernement estonien tient à constater qu'il interprète les dispositions de l'article 6 de la convention complémentaire susmentionnée, en date du 1^{er} novembre 1923, dans le sens que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux biens immeubles qui, conformément aux lois respectives en vigueur dans chacun des deux États, ne peuvent pas être aliénés et incorporés dans le fonds agraire de l'Etat.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur Janis Seskis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Lettonie
Tallinn.

FR. AKEL.

LÉGATION DE LETTONIE
EN ESTONIE.

II.

TALLINN, le 23 février 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant aujourd'hui le protocole portant modification de certaines stipulations de la Convention concernant la frontière d'Etat et les droits des citoyens habitant la zone limitrophe, conclue le 19 octobre 1920, et de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, signée le 1^{er} novembre 1923, et abrogeant, entre autres, l'article 3 de la convention complémentaire mentionnée relative aux questions de frontière, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement letton s'engage à accorder aux ressortissants de l'Estonie le traitement national en ce qui concerne l'utilisation, la possession et la disposition des biens immeubles en attendant le règlement définitif de cette question par le Traité d'exécution de l'union douanière entre la Lettonie et l'Estonie, signé à Riga, le 5 février 1927.

Il est toutefois entendu que cette obligation ne déroge pas aux stipulations de l'article 18 de la Convention conclue entre la Lettonie et l'Estonie, le 19 octobre 1920, et de l'article 6 de la Convention complémentaire, signée à Tallinn le 1^{er} novembre 1923, visant la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne de frontière.

En même temps, le Gouvernement letton tient à constater qu'il interprète les dispositions de l'article 6 de la convention complémentaire susmentionnée, en date du 1^{er} novembre 1923, dans

EXCHANGE OF NOTES.

MINISTER
FOR FOREIGN AFFAIRS

I.

TALLINN, *February 23, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

On signing to-day the Protocol amending certain provisions of the Convention regarding the State frontier and the rights of citizens resident in the frontier zone, concluded on October 19, 1920, and the Supplementary Convention on frontier questions signed on November 1, 1923, which Protocol cancels among others Article 3 of the above-mentioned Supplementary Convention on frontier questions, I have the honour to inform you that the Estonian Government undertakes to grant national treatment to Latvian nationals as regards the use, possession and disposal of immovable property pending the final settlement of this question by the Treaty of Application of the Customs Union between Estonia and Latvia, signed at Riga on February 5, 1927.

It is agreed, however, that this undertaking does not affect the provisions of Article 18 of the Convention concluded between Estonia and Latvia on October 19, 1920, and Article 6 of the Supplementary Convention, signed at Tallinn on November 1, 1923, concerning the disposal of immovable property intersected by the frontier-line.

At the same time, the Estonian Government desires to state that it interprets the provisions of Article 6 of the above-mentioned Supplementary Convention, dated November 1, 1923, as meaning that the provisions only apply to immovable property which, in accordance with the respective laws in force in each of the two States, cannot be alienated and incorporated in the State domain.

I have the honour to be, Sir, etc.

His Excellency
M. Janis Seskis,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Latvia,
Tallinn.

Fr. AKEL.

LATVIAN LEGATION
TO ESTONIA.

II.

TALLINN, *February 23, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

On signing to-day the Protocol amending certain provisions of the Convention regarding the State frontier, and the rights of citizens resident in the frontier zone, concluded on October 19, 1920, and the Supplementary Convention on frontier questions, signed on November 1, 1923, which Protocol cancels among others Article 3 of the above-mentioned Supplementary Convention on frontier questions, I have the honour to inform you that the Latvian Government undertakes to grant national treatment to Estonian nationals regarding the use, possession and disposal of immovable property, pending the final settlement of this question by the Treaty of Application of the Customs Union between Latvia and Estonia, signed at Riga on February 5, 1927.

It is agreed, however, that this undertaking does not affect the provisions of Article 18 of the Convention concluded between Latvia and Estonia, on October 19, 1920, and of Article 6 of the Supplementary Convention signed at Tallinn on November 1, 1923, concerning the disposal of immovable property intersected by the frontier-line.

At the same time, the Latvian Government desires to state that it interprets the provisions of Article 6 of the above-mentioned Supplementary Convention, dated November 1, 1923, as meaning

le sens que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux biens immeubles qui, conformément aux lois respectives en vigueur dans chacun des deux Etats, ne peuvent pas être aliénés et incorporés dans le fonds agraire de l'Etat.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur le D^r Frédéric Akel,
Ministre des Affaires étrangères.
Tallinn.

J. SESKIS.

2. PROTOCOLE DÉCLARATIF CONSTATANT L'ÉTABLISSEMENT DÉFINITIF
DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 31 MARS 1927.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 4 juin 1927

Le Gouvernement de la République estonienne et le Gouvernement de la République lettonne, se basant :

1. Sur la Convention ¹ conclue à Valk entre l'Estonie et la Lettonie, le 22 mars 1920, et sur les décisions prises, les 1^{er} et 3 juillet 1920, par le colonel Tallents, arbitre, en vertu de ladite convention ;

2. Sur la Convention conclue le 19 octobre 1920 entre l'Estonie et la Lettonie relative à la fixation de la frontière entre les Républiques mentionnées et à son tracé sur le terrain, ainsi qu'aux droits des citoyens des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat et à la situation des biens immeubles partagés par la ligne frontière ;

3. Sur la Convention complémentaire relative aux questions de frontière, en date du 1^{er} novembre 1923, et sur le protocole, en date du même jour ;

4. Sur le protocole en date du 23 février 1927 complétant les conventions du 19 octobre 1920 et du 1^{er} novembre 1923 ;

Après avoir constaté que la Commission mixte de frontière esto-lettonne a exécuté les travaux qui lui avaient été confiés au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre l'Estonie et la Lettonie et a signé, le 30 mars 1927, la description détaillée de la frontière, sous forme de livre de délimitation et de plan juridique,

DÉCLARENT :

que la frontière entre l'Estonie et la Lettonie est considérée comme définitivement établie à partir du 1^{er} avril 1927.

Les deux gouvernements ont convenu de communiquer le texte de ce protocole aux institutions législatives des deux Etats.

RIGA, le 31 mars 1927.

Jul. SELJAMAA,
*Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire d'Estonie.*

F. CIELENS,
Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Vol. II, page 187, de ce recueil.

that these provisions do not apply to immovable property which, in accordance with the respective laws in force in each of the two States, cannot be alienated and incorporated in the State domain.

I have the honour to be, Sir, etc.

His Excellency,
Dr. Frédéric Akel,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

J. SESKIS.

2. PROTOCOL CONSTITUTING A DECLARATION WITH REGARD TO THE FINAL DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA, MARCH 31, 1927.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, June 4, 1927.

The Government of the Estonian Republic and the Government of the Latvian Republic, founding their conclusions upon :

1. The Convention ¹ between Estonia and Latvia, concluded at Walk on March 22 1920, and the decisions rendered on July 1 and 3, 1920, by Colonel Tallents who acted as arbiter under the aforesaid Convention ;
2. The Convention concluded on October 19, 1920, between Estonia and Latvia regarding the fixing of the frontier between the above-mentioned Republics and its delimitation on the ground and also regarding the rights of the citizens of either State in the territory of the other State and the status of immovable property intersected by the frontier lines ;
3. The Supplementary Convention on Frontier Questions, dated November 1, 1923, and the Protocol of the same date ;
4. The Protocol of February 23, 1927, supplementing the Conventions of October 19, 1920, and November 1, 1923 ;

And having noted that the Mixed Estonian-Latvian Frontier Commission has carried out the work entrusted to it regarding the delimitation on the ground of the frontier between Estonia and Latvia and has signed on March 30, 1927, the Survey Record containing a detailed description of the ground on the frontier and the official plans,

DECLARE :

That the frontier between Estonia and Latvia is held to be definitively fixed as from April 1, 1927.

The two Governments have agreed to communicate the text of the present Protocol to the Legislative Chambers of the respective States.

RIGA, *March 31, 1927.*

Jul. SELJAMAA,
*Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Estonia.*

F. CIELENS,
Minister for Foreign Affairs of Latvia.

¹ Vol. II, page 187, of the Series.

N° 1444.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Traité d'arbitrage et de conciliation,
avec protocole final, signés à
Berlin, le 2 juin 1926, et échange
de notes y relatif, de la même
date.

GERMANY AND DENMARK

Treaty of Arbitration and Concilia-
tion, with Final Protocol, signed at
Berlin, June 2, 1926, and Exchange
of Notes relating thereto of the
same Date.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 1444. — DANSK-TYSK VOLDGIFTS- OG FORLIGSTRAKTAT¹, UNDERTEGNET I BERLIN, DEN 2. JUNI 1926.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le ministre de Danemark à Berne et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 avril 1927.

KONGERIGET DANMARK OG DET TYSKE RIGE, som er opfyldt af Ønsket om at fremme Udviklingen af Fremgangsmaaden til fredelig Bilægelse af mellemfolkelige Tvistigheder, er kommet overens om at afslutte en almindelig Voldgifts- og Forligstraktat.

I dette Øjemed er udnævnt til Befuldmægtigede af

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hr. Kammerherre Herluf ZAHLE, overordentlig Gesandt og befuldmægtiget Minister i Berlin, og af

DEN TYSKE RIGSPRÆSIDENT :

Hr. Dr. Gustav STRESEMANN, Rigsudenrigsminister,

der, efter at have prøvet hinandens Fuldmagter og befundet disse i god og behørig Form, er kommet overens om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til at undergive alle Tvistigheder af hvilkensomhelst

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 9 avril 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1444. — DEUTSCH-DÄNISCHER-SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrag¹, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 2. JUNI 1926.

German and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place April 20, 1927.

DAS DEUTSCHE REICH UND DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK, von dem Wunsche erfüllt, die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Reichsminister des Auswärtigen Herrn Dr. Gustav STRESEMANN,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON DÄNEMARK UND ISLAND :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin, Kammerherrn Herluf ZAHLE,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, April 9, 1927.

Art, der maatte opstaa mellem Danmark og Tyskland og ikke indenfor en passende Frist kan løses ad diplomatisk Vej, og som ikke med begge Parter Samtykke bliver forelagt for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, enten en Voldgiftsbehandling eller en Forligsbehandling i Overensstemmelse med nærværende Traktat.

Twistigheder, med Hensyn til hvis Løsning de kontraherende Parter ved andre mellem dem bestaaende Aftaler er bundet til en særlig Fremgangsmaade, skal behandles i Overensstemmelse med Bestemmelserne i saadanne Aftaler.

Artikel 2.

Voldgiftsbehandling undergives paa Forlangende af en af Parterne de Twistigheder, ved hvilke Parterne indbyrdes er i Twist om en Ret, navnlig de Twistigheder, der angaar :

for det første : Bestaaen, Fortolkning og Anvendelse af en mellem de to Parter afsluttet statlig Overenskomst ;

for det andet : et hvilket som helst Spørgsmaal vedrørende mellemfolkelig Ret ;

for det tredje : Tilstedeværelsen af en Kendsgerning, der, saafremt den godtgøres, udgør en Krænkelser af en mellemfolkelig Forpligtelse ;

for det fjerde : Omfanget og Arten af Godtgørelsen i Tilfælde af en saadan Krænkelser.

Bestaar der mellem Parterne Meningsforskelle om, hvorvidt en Twistighed hører til de ovenfor betegnede Arter, afgøres dette foreløbige Spørgsmaal ved Voldgiftsbehandling.

Artikel 3.

Ved Spørgsmaal, der ifølge Landets Love i den Stat, mod hvilken et Krav fremsættes, skal afgøres af de dømmende Myndigheder, derunder indbefattet Forvaltningsretter, kan denne Stat forlange, at Twistighederne først underkastes Voldgiftsbehandling, efter at der er blevet fældet en endelig Afgørelse ved Domstolsbehandling, samt at Paakaldelse af Voldgiftsretten finder Sted senest seks Maaneder efter denne

zwischen Deutschland und Dänemark entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, und die nicht mit Zustimmung beider Parteien dem Ständigen Internationalen Gerichtshof unterbreitet werden, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei diejenigen Streitigkeiten unterworfen, bei denen die Parteien untereinander über ein Recht im Streite sind, insbesondere diejenigen Streitigkeiten, die betreffen :

erstens : Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrags ;

zweitens : irgendeine Frage des internationalen Rechts ;

drittens : das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet ;

viertens : Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeiten dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werden, nachdem in dem Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die An-

Afgørelse. Dette gælder ikke, naar det drejer sig om et Tilfælde af Retsnægtelse, og de i Lovgivningen forudsete Ankemyndigheder har været paakaldt.

Opstaar der mellem Parterne en Meningsforskkel om Anvendelsen af foranstaaende Bestemmelse, træffes Afgørelse herom ved Voldgiftsbehandling.

Artikel 4.

Voldgiftsretten lægger til Grund for sine Afgørelser :

for det første : de mellem Parterne gældende Overenskomster af almindelig eller særlig Art og de Retsregler, der fremgaar deraf ;

for det andet : den mellemfolkelige Sædvaneret som Udtryk for en almindelig, som Ret anerkendt Praksis ;

for det tredje : de almindelige, af Kulturstaaterne anerkendte Retsgrundsætninger ;

for det fjerde : Resultaterne af anerkendt Teori og Domspraksis som Hjælpemiddel for Fastsættelsen af Retsnormerne.

Med begge Parters Samtykke kan Voldgiftsretten træffe sin Afgørelse efter billigt Skøn i Stedet for at støtte den paa Retsgrundsætninger.

Artikel 5.

Saafernt ikke Parterne i det enkelte Tilfælde træffer anden Aftale, nedsættes Voldgiftsretten paa følgende Maade ;

Dommerne vælges paa Grundlag af Fortegnelsen over Medlemmerne af den ved Haagerkonventionen ¹ af 18. Oktober 1907 om fredelig Bilæggelse af mellemfolkelige Tvistigheder skabte staaende Voldgiftsret i Haag.

Hver Part udnævner to Voldgiftsdommere, hvoraf kun den ene maa være den segen Statsborger. I Fællesskab udnævner Parterne den femte Dommer, der tillige er Voldgiftsrettens Formand. Formanden skal have en anden Na-

rufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde :

erstens : die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze ;

zweitens : das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen als Recht anerkannten Übung ;

drittens : die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze ;

viertens : die Ergebnisse bewährter Lehre und Rechtsprechung als Hilfsmittel für die Feststellung der Rechtsnormen.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 5.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Falle eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt :

Die Richter werden auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen ¹ zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 geschaffenen Ständigen Schiedshofs im Haag gewählt.

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter, von denen nur der eine ihr eigener Staatsangehöriger sein darf. Gemeinsam berufen die Parteien den fünften Richter, der zugleich Vorsitzender des Schiedsgerichts ist. Der Vor-

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

tionalitet end de andre Voldgiftsdommere. Han maa ikke have sin Bopæl paa Parternes Omraade og ikke staa eller have staaet i deres Tjeneste.

Valget af Dommerne finder Sted paany for hvert enkelt Stridstilfælde. De kontraherende Parter forbeholder sig dog efter fælles Aftale at gaa frem paa den Maade, at for visse Arter af Tvistigheder de samme Dommere i et bestemt Tidsrum skal tilhøre Voldgiftsretten.

Medlemmer af Voldgiftsretten, der af en hvilkensomhelst Grund udtræder, erstattes paa samme Maade som de er blevet valgt.

Artikel 6.

De kontraherende Parter vil ved Anvendelsen af nærværende Traktat i hvert enkelt Tilfælde fastsætte en særlig Voldgiftsordning. Deri bestemmes Stridsgenstanden, de eventuelle særlige Beføjelser for Retten, dennes Sammensætning og Sæde, Størrelsen af det Beløb, som hver af Parterne skal deponere som Forskud paa Omkostningerne, de Regler, der skal iagttages med Hensyn til Procedurens Form og Frister, samt de iøvrigt nødvendige Enkeltheder.

Meningsforskelle om Bestemmelserne i Voldgiftsordningen skal, med Forbehold af Forskriften i Artikel 7, afgøres af Voldgiftsretten.

Artikel 7.

Saafernt der ikke inden seks Maaneder, efter at en af Parterne overfor den anden har fremsat Begæring om voldgiftsmæssig Bilæggelse af en Tvistighed, kommer en Voldgiftsordning istand mellem dem, kan hver Part paakalde det i Artikel 13 omhandlede staaende Forligsnævns Bistand til Fastsættelse af Voldgiftsordningen. Dette skal inden to Maaneder efter Paakaldelsen fastsætte Voldgiftsordningen, hvorved Stridsgenstanden udfindes paa Grundlag af Parternes Paastande.

Samme Fremgangsmaade kommer til Anvendelse, saafernt en af Parterne ikke har udpeget de Dommere, som det paahviler den at udpege, eller saafernt Parterne ikke er enige med Hensyn til Udnævnelsen af Formanden.

sitzende muss eine andere Staatsangehörigkeit als die anderen Schiedsrichter besitzen. Er darf seinen Wohnsitz nicht auf dem Gebiet einer Partei haben und nicht in deren Dienst stehen oder gestanden haben.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragsschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis in der Weise vorzugehen, dass für gewisse Arten von Streitfällen während eines bestimmten Zeitraums dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgend einem Grunde ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrags in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikels 7, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 7.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der anderen das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, so kann jede Partei den im Artikel 13 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei die von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet oder wenn die Parteien in der Bezeichnung des Vorsitzenden nicht einig sind.

Det staaende Forligsnævn er endvidere beføjet til, indtil Voldgiftsretten er nedsat, at træffe føjet til, indtil Voldgiftsretten er nedsat, at træffe Afgørelse af enhver anden Tvistighed, der har Hensyn til Voldgiftsordningen.

Artikel 8.

Voldgiftsretten træffer sine Afgørelser med simpel Stemmeflerhed. Den afgivende Mening hos et Medlem, der er forblevet i Mindretal, skal efter dets Begæring fastslaaes.

Artikel 9.

Voldgiftsafgørelsen skal indeholde Angivelse af Maaden for dens Udførelse, særlig af de Frister, som derved skal iagttages.

Saafernt det i en Voldgiftsafgørelse fastslaaes, at en af en Domstol eller en anden Myndighed i en af Staterne truffet Afgørelse eller Foranstaltning helt eller delvis er i Strid med Folkeretten, og saafernt efter den paagældende Parts Forfatning Følgerne af Afgørelsen eller Foranstaltningen ikke eller ikke fuldstændigt kan fjernes ad Forvaltningsvejen, skal der ved Voldgiftsafgørelsen paa anden Maade tilkendes den krænkede Part en passende Godtgørelse.

Artikel 10.

Med Forbehold af anden Aftale i Voldgiftsordningen kan enhver af Parterne overfor den Voldgiftsret, som har afsagt Kendelsen, fremsætte Anmodning om Revision af denne. Anmodningen kan kun begrundes med Fremkomsten af en Kendsgerning, som vilde have været egnet til at udøve en afgørende Indflydelse paa Kendelsen, og som ved Afslutningen af Forhandlingen var ubekendt saavel for Voldgiftsretten selv som for den Part, der har anmodet om Revision, uden dens egen Skyld. Paa Forlangende af en af Parterne skal Voldgiftsretten først træffe Afgørelse om, hvorvidt disse Forudsætninger for Anmodningen om Revision af Voldgiftskendelsen er opfyldt.

Medlemmer af Voldgiftsretten, der af en hvilken som helst Grund ikke deltager i Revisionsbehandlingen, erstattes paa samme Maade som de er blevet valgt.

Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 8.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds wird auf sein Verlangen festgestellt.

Artikel 9.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen, enthalten.

Wird in einem Schiedsspruch festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer anderen Behörde einer Partei getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrecht dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht vollständig beseitigt werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

Artikel 10.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgericht, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruches beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittlung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgericht selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war. Auf Verlangen einer Partei hat das Schiedsgericht zunächst darüber zu entscheiden, ob diese Voraussetzungen für den Antrag auf Revision des Schiedsspruchs erfüllt sind.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgend einem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Den Frist, indenfor hvilken den i 1. Stykke omtalte Anmodning kan fremsættes, skal fastsættes i Voldgiftsavgørelsen, saafremt dette ikke er sket i Voldgiftsordningen.

Artikel 11.

Alle Tvistigheder, der maatte opstaa mellem Parterne angaaende Fortolkning og Gennemførelse af Voldgiftsavgørelsen, skal med Forbehold af anden Aftale afgøres af den Voldgiftsret, der har afsagt Kendelsen. Derved finder Bestemmelsen i Artikel 10, 2. Stykke tilsvarende Anvendelse.

Artikel 12.

Alle Tvistigheder, der ikke ilølge de foranstaaende Artikler i denne Traktat er underkastet Voldgiftsbehandling, og som ikke med begge Parters Samtykke bliver ordnet ad fredelig Vej paa anden Maade, skal paa Forlangende af en af Parterne undergives Forligsbehandling.

Paastaar den anden Part, at den til Forligsbehandling forelagte Tvist skal afgøres af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, Voldgiftsretten eller ved en særlig Behandling ifølge Artikel 1, 2. Stykke, træffes Afgørelsen af dette foreløbige Spørgsmaal af det Organ, hvis Kompetence gøres gældende.

De kontraherende Parters Regeringer kan ved fælles Aftale henskyde en Tvistighed, for hvilken ifølge nærværende Traktat den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje, eller en Voldgiftsret kan paakaldes, til Forligsbehandling enten definitivt eller under Forbehold af senere Paakaldelse af den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje eller en Voldgiftsret.

Artikel 13.

For Forligsbehandlingen oprettes der et staaende Forligsnævn.

Det staaende Forligsnævn bestaar af fem Medlemmer. Enhver af de kontraherende Parter udnævner to Medlemmer, af hvilke den kan vælge det ene blandt sine egne Statsborgere. I Fællesskab udnævner Parterne det femte Medlem, der indtager Forsædet. Formanden skal

Die Frist, innerhalb derer der in Absatz 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruch zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 11.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruchs entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede der Beurteilung des Schiedsgerichts, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 10 Absatz 2 entsprechende Anwendung.

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden und die nicht mit Zustimmung beider Parteien auf andere Weise friedlich geregelt werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall von dem Ständigen Internationalen Gerichtshof, dem Schiedsgericht oder in einem besonderen Verfahren nach Artikel 1 Absatz 2 zu entscheiden sei, so entscheidet über diese Vorfrage das Organ, dessen Zuständigkeit behauptet wird.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Verträge der Ständige Internationale Gerichtshof oder ein Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Ständigen Internationalen Gerichtshofs oder eines Schiedsgerichts im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 13.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Jeder vertragschliessende Teil ernannt zwei Mitglieder, von denen er eines unter seinen eigenen Staatsangehörigen auswählen darf. Gemeinsam berufen die Parteien das fünfte Mitglied, das den Vorsitz führt. Der

have en anden Nationalitet end de øvrige Medlemmer. Han maa ikke have sin Bopæl paa Parternes Omraade og ikke staa eller have staaet i deres Tjeneste.

Medlemmerne af det staaende Forligsnævn udnævnes for et Tidsrum af tre Aar. I Mangel af anden Aftale mellem de kontraherende Parter kan deres Udnævnelse ikke tilbagekaldes, saalænge deres Hverv vedvarer. Saafremt et Medlem af det staaende Forligsnævn ikke ved Hvervets Udløb er blevet erstattet, gælder dets Hverv som fornyet for et Tidsrum af tre Aar. Dog fratræder Formanden ved Udløbet af sit Hverv, saafremt dette forlanges af en af de kontraherende Parter. Et Medlem, hvis Hverv udløber under en svævende Sags Behandling, deltager fremdeles i den paagældende Tvistigheds Behandling indtil dennes Afslutning, uanset om hans Efterfølger allerede er udnævnt eller ej.

Inden Udløbet af fjorten Dage fra den Dag at regne, paa hvilken en af de kontraherende Parter har indbragt et Stridsspørgsmaal for det staaende Forligsnævn, kan enhver af Parterne for Behandlingen af det paagældende Stridsspørgsmaal, med Forbehold af den i 2. Stykke indeholdte Grundsætning, erstatte det ene af de af Parternes udnævnte Medlemmer af det staaende Forligsnævn med en Person, der har særlig Sagkundskab i det paagældende Anliggende. Den Part, der gør Brug af denne Ret, underretter derom uopholdelig den anden Part, hvem det derpaa staaar aabent at gøre det samme inden Udløbet af fjorten Dage fra den Dag, paa hvilken Underretningen er tilgaaet den.

Det staaende Forligsnævn oprettes inden Udløbet af seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne til denne Traktat. Afgaaende Medlemmer erstattes saa hurtigt som muligt i Overensstemmelse med Reglerne for det første Valg.

Saafremt Udnævnelser af Formanden ikke har fundet Sted inden Udløbet af seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne eller, i Tilfælde af Nyvalg, ikke inden tre Maaneder efter den tidligere Formands Afgang, skal i Mangel af anden Aftale Hans Majestæt Kongen af Sverige anmodes om at foretage den nødvendige Udnævnelse.

Vorsitzende muss eine andere Staatsangehörigkeit als die anderen Mitglieder besitzen. Er darf seinen Wohnsitz nicht auf dem Gebiete der Parteien haben und nicht in deren Dienst stehen oder gestanden haben.

Die Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats werden für die Dauer von drei Jahren ernannt. Mangels anderweitiger Abrede zwischen den vertragschliessenden Teilen kann ihre Ernennung während der Dauer ihres Auftrags nicht zurückgenommen werden. Wenn bei Ablauf des Auftrags eines Mitglieds des Ständigen Vergleichsrats seine Ersetzung nicht erfolgt ist, gilt sein Auftrag für einen Zeitraum von drei Jahren als erneuert. Indessen scheidet der Vorsitzende auf Antrag eines der vertragschliessenden Teile bei Ablauf seines Auftrags aus. Ein Mitglied, dessen Auftrag während der Dauer eines im Gange befindlichen Verfahrens abläuft, nimmt an der Behandlung der Streitigkeit bis zur Beendigung des Verfahrens weiter teil, gleichviel ob sein Nachfolger bereits ernannt worden ist oder nicht.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an welchem einer der beiden vertragschliessenden Teile eine Streitfrage vor den Ständigen Vergleichsrat gebracht hat, kann jede der Parteien, vorbehaltlich der Bestimmungen des Absatz 2, für die Behandlung dieser Streitfrage eines der von ihr bezeichneten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats durch eine Persönlichkeit ersetzen, die in der Angelegenheit besondere Sachkunde besitzt. Die Partei, die von diesem Rechte Gebrauch macht, teilt das unverzüglich der anderen Partei mit, der es alsdann frei steht, innerhalb von vierzehn Tagen nach dem Tage, an dem ihr die Mitteilung zugegangen ist, das Gleiche zu tun.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Wenn die Berufung des Vorsitzenden nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Neuwahl, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden des bisherigen Vorsitzenden stattgefunden hat, so wird, in Ermangelung anderweitiger Vereinbarung, Seine Majestät der König von Schweden gebeten werden, die erforderliche Ernennung vorzunehmen.

Artikel 14.

Det staaende Forligsnævn træder i Virksomhed, saasnart det paakaldes af en af Parterne. Denne retter sin Anmodning samtidig til Formanden for det staaende Forligsnævn og til den anden Part. Formanden skal indkalde det staaende Forligsnævn med kortest mulig Frist.

De kontraherende Parter forpligter sig til i alle Tilfælde og i enhver Henseende at fremme det staaende Forligsnævns Arbejder samt til navnlig at yde det enhver Retshjælp gennem de kompetente Myndigheder. De vil træffe alle nødvendige Foranstaltninger, for at det kan gøres det staaende Forligsnævn muligt paa deres Omraade at afhøre Vidner og Sagkyndige samt at optage Syn. Det staaende Forligsnævn kan optage Bevis, enten naar samtlige Medlemmer er tilstede, eller ved Formanden.

Artikel 15.

Det staaende Forligsnævn bestemmer sit Sæde. Det kan forlægge dette efter frit Skøn.

Det staaende Forligsnævn opretter om nødvendigt et Kontor. Saafremt det i Kontoret ansætter Statsborgere fra Parterne, skal det derved tage ligeligt Hensyn til Parterne.

Artikel 16.

Det staaende Forligsnævn er beslutningsdygtigt, naar alle Medlemmer er indkaldt behørigt, og naar Formanden samt i det mindste et af hver Part valgt Medlem er tilstede.

Det staaende Forligsnævn træffer sine Beslutninger ved simpel Stemme flerhed. I Tilfælde af Stemmelighed har Formanden dobbelt Stemme.

Artikel 17.

Det paahviler det staaende Forligsnævn at udarbejde en Beretning, som fastslaar Sagens Sammenhæng, og som, med mindre dette efter de særlige Omstændigheder i det paagældende

Artikel 14.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden alle erforderlichen Massnahmen treffen, damit dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewährt wird, auf ihrem Gebiete Zeugen und Sachverständige zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch den Vorsitzenden erheben.

Artikel 15.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und wenn der Vorsitzende und mindestens je eins der von jeder Partei ernannten Mitglieder anwesend sind.

Der Ständige Vergleichsrat trifft seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 17.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, es sei denn, dass dies nach den besonderen Umständen des Falles nicht ange-

Tilfælde ikke synes hensigtsmæssigt, indeholder Forslag til Tvistighedens Bilæggelse. I Beretningen skal den afvigende Mening hos et Medlem som er forblevet i Mindretal, efter dets Beretning fastslaaes.

Beretningen skal afgives inden Udløbet af seks Maaneder efter den Dag, paa hvilken Tvistigheden blev forelagt det staaende Forligsnævn, medmindre Parterne ved fælles Aftale forlænger denne Frist eller inden det staaende Forligsnævns Sammentræden forkorter den. Beretningen skal affattes i tre Eksemplarer, hvoraf hver af Parterne erholder et, medens det tredje opbevares af det staaende Forligsnævn.

Beretningen har hverken i Henseende til Kendsgerningerne eller i Henseende til de retlige Betragtninger Betydningen af en endelig bindende Afgørelse. Ved Beretningens Tilstilling kan det staaende Forligsnævn henstille til Parterne indenfor en Frist, der fastsættes i Beretningen, at erklære, om og i hvilket Omfang de anerkender Beretningens Fremstilling og antager dens Forslag.

Det tilkommer Parterne ved fælles Aftale at bestemme, om Beretningen uopholdelig skal offentliggøres eller ikke. Saafremt Aftale herom ikke kommer istand, kan det staaende Forligsnævn af særlige Grunde paa egen Haand foranledige Beretningens umiddelbare Offentliggørelse.

Artikel 18.

Hver Part udreder Vederlaget for de af den selv til det staaende Forligsnævn udnævnte Medlemmers Virksomhed samt Halvdelen af Vederlaget for Formandens Virksomhed.

Hver Part bærer de af den selv foranledigede Omkostninger ved Behandlingen samt Halvdelen af de Omkostninger, der af det staaende Forligsnævn betegnes som fælles.

Artikel 19.

Den ved Voldgiftsbehandling afsagte Kendelse skal af Parterne opfyldes paa Tro og Love.

De kontraherende Parter forpligter sig til, saalænge Voldgifts- eller Forligsbehandling staaar paa, efter Evne at undgaa enhver Foranstalt-

bragt erscheint, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält. In dem Bericht wird die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds auf sein Verlangen festgestellt.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verlängern oder vor dem Zusammentritt des Ständigen Vergleichsrats verkürzen. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in Bezug auf die Tatsachen noch in Bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Bei Mitteilung des Berichts kann der Ständige Vergleichsrat den Parteien anheimstellen, sich innerhalb einer im Bericht festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichts anerkennen und dessen Vorschläge annehmen.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll oder nicht. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der Ständige Vergleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen.

Artikel 18.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit der von ihr ernannten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit des Vorsitzenden.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 19.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jed

ning, der kunde have ufordelagtig Indflydelse paa Opfyldelsen af Voldgiftskendelsen eller paa Antagelsen af det staaende Forligsnævns Forslag.

Voldgiftsretten kan paa Forlangende af en af Parterne anordne forberedende Forholdsregler, forsaavidt saadanne kan gennemføres af Parterne ad Forvaltningsvejen; ligeledes kan det staaende Forligsnævn stille Forslag i samme Øjemed.

Artikel 20.

Med Forbehold af modsatte Bestemmelser i nærværende Traktat eller i Voldgiftsordningen, er Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til fredelig Bilæggelse af mellemfolkelige Stridigheder afgørende for Voldgifts- og Forligsbehandlingen.

I det Omfang, hvori nærværende Traktat henviser til Bestemmelserne i Haagerkonventionen, finder de Anvendelse i Forholdet mellem de kontraherende Parter, selv naar disse eller en af dem maatte være fratraadt Konventionen.

Saaftremt hverken nærværende Traktat eller Voldgiftsordningen eller de iøvrigt mellem de kontraherende Parter bestaaende Overenskomster fastsætter Fristerne og andre Enkeltheder for Voldgifts- og Forligsbehandlingen, er Voldgiftsretten eller det staaende Forligsnævn selv beføjet til at træffe de fornødne Bestemmelser.

Artikel 21.

Nærværende Traktat skal ratificeres snarest muligt. Ratifikationsinstrumenterne skal udveksles i Berlin.

Traktaten træder i Kraft en Maaned efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne.

Traktaten gælder for et Tidsrum af ti Aar. Saaftremt den ikke opsiges seks Maaneder inden Udløbet af dette Tidsrum, forbliver den i Kraft for yderligere fem Aar. Det samme gælder, saaftremt Traktaten ikke opsiges med den angivne Frist, ogsaa senere hen.

En Voldgiftsbehandling eller Forligsbehandling, som maatte være svævende ved nærværende Traktats Udløb, føres videre efter Bestemmelserne i denne Traktat eller anden Overenskomst, som af de kontraherende Parter maatte blive aftalt i dennes Sted.

Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruchs oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte.

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorgliche Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 20.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen selbst dann Anwendung, wenn diese oder einer von ihnen von dem Abkommen zurückgetreten sein sollten.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag, noch die Schiedsordnung, noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes gekündigt, so bleibt er für weitere fünf Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrags schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrags oder eines anderen Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dessen Stelle vereinbart wird.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet nærværende Traktat.

Udfærdiget i to Originaler i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 2. Juni 1926.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache in Berlin am 2. Juni 1926.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) STRESEMANN.

SLUTNINGSPROTOKOL

TIL DEN DANSK-TYSKE VOLDGIFTS- OG FORLIGSTRAKTAT.

1. De kontraherende Parter gaar ud fra den Opfattelse, at de enkelte Bestemmelser i Traktaten i Tvivlstilfælde skal fortolkes til Gunst for Anvendelsen af Grundsætningen om voldgiftsmæssig Afgørelse af Tvistigheder.

2. De kontraherende Parter erklærer, at Traktaten ogsaa skal finde Anvendelse i Tilfælde af, at en Tvistighed har sin Oprindelse i Begivenheder, der er indtruffet i Tiden forinden dens Afsluttelse. Undtagne herfra er dog Tvistigheder angaaende Erstatningskrav, der afledes fra Krigshandlinger, som er foretagne under Verdenskrigen.

3. Den Kendsgerning at tredje Stater er delagtige i en Tvistighed, udelukker ikke Traktatens Anvendelse. De kontraherende Parter vil i givet Tilfælde virke for at foranledige, at de paagældende tredje Stater slutter sig til Voldgifts- eller Forligsbehandlingen. For dette Tilfælde forbeholdes det de to Regeringer at træffe indbyrdes Aftale om en særlig Sammensætning af Voldgiftsretten eller det staaende Forligsnævn. Saafremt der ikke kan tilvejebringes Forstaaelse med de paagældende tredje Stater om deres Tilslutning indenfor en passende Frist, gennemføres Behandlingen mellem de kontraherende Parter med Virkning kun for disse paa den i Traktaten foreskrevne Maade.

4. For det Tilfælde, at Tyskland tiltræder den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje i Haag eller bliver Medlem af Folkenes Forbund, skal Retstvistigheder, ved hvilke Parterne ikke

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM DEUTSCH-DÄNISCHEN SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrag.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrags im Zweifel zu Gunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Ausgenommen hiervon sind jedoch Streitigkeiten über Schadenersatzansprüche, die aus während des Weltkrieges vorgenommenen Kriegshandlungen hergeleitet werden.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrags nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die dritten Staaten zum Anschluss an das Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrats vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbeigeführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen mit Wirkung nur für diese den im Vertrage vorgesehenen Verlauf.

4. Für den Fall, dass Deutschland dem Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag beitrifft oder Mitglied des Völkerbundes wird, sollen Rechtsstreitigkeiten, bei denen die Par-

har kunnet enes om, hvorvidt disse Tvistigheder skal forelægges for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje¹ eller en Voldgiftsret, efter Anmodning af en af Parterne umiddelbart kunne indbringes for den faste Domstol for mellemfolkelig Retspleje en Maaned efter Meddelelse herom til den anden Part. Det samme gælder, saafremt en almindelig Voldgiftstraktat, der indeholder en tilsvarende Bestemmelse, skulde træde i Kraft mellem Tyskland og en tredje Stat.

BERLIN, den 2. Juni 1926.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) STRESEMANN.

teien sich darüber, ob diese Rechtsstreitigkeiten dem Ständigen Internationalen Gerichtshof¹ oder einem Schiedsgericht zu unterbreiten sind, nicht haben einigen können, auf Antrag einer Partei einen Monat nach Ankündigung an die andere Partei unmittelbar vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gebracht werden können. Dasselbe gilt, falls ein allgemeiner Schiedsgerichtsvertrag zwischen Deutschland und einer dritten Macht in Kraft treten sollte, der eine entsprechende Bestimmung enthält.

BERLIN, den 2. Juni 1926.

NOTER, UDVEKSLEDE MELLEM DEN DANSKE OG TYSKE REGERING SAMTIDIG MED UNDERTEGNElsen AF DEN DANSK-TYSKE VOLDGIFTS- OG FORLIGSTRAKTAT AF 2. JUNI 1926.

KONGELIG DANSK GESANDTSKAB.

BERLIN, den 2. Juni 1926.

Hr. RIGSMINISTER,

Under Henvisning til den Dags Dato stedfundne Undertegnelse af den dansk-tyske Voldgifts- og Forligstraktat har jeg den Ære efter Ordre fra min Regering at meddele Dem følgende :

Saafremt Tyskland bliver Medlem af Folkenes Forbund, skal Traktatens Bestemmelser om Forligsbehandling betragtes som supplerede med følgende yderligere Bestemmelse :

« Dersom Parterne ikke er kommet til Enighed inden Udløbet af en Maaned efter Afslutningen af det staaende Forligsnævns Arbejder, forelægges Spørgsmaalet efter Anmodning fra en af Parterne for Folkenes Forbunds Raad, der træffer Afgørelse i Overensstemmelse med Art. 15 i Forbundspagten ».

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 2. Juni 1926.

HERR GESANDTER,

In Erwidrerung Ihres heutigen Schreibens beehre ich mich Ihnen mit Beziehung auf die heute erfolgte Unterzeichnung des deutschen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrags namens der Deutschen Regierung hiermit folgendes zu bestätigen :

Falls Deutschland Mitglied des Völkerbunds wird, sollen die Bestimmungen des Vertrags über das Vergleichsverfahren als durch folgende weitere Bestimmung ergänzt gelten :

« Wenn sich die Parteien nicht innerhalb eines Monats nach Abschluss der Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats verständigt haben, wird die Frage durch Antrag einer der Parteien vor den Völkerbundsrat gebracht, der gemäss Artikel 15 der Völkerbundssatzung zu befinden hat. »

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Der bestaar endvidere Enighed om, at Tvistigheder mellem Tyskland og en tredje Stat, i hvilke Danmark kunde blive delagtig i sin Egenskab af Medlem af Folkenes Forbund, ikke kan anses som Tvistigheder mellem de kontraherende Parter i Traktatens Betydning. Det samme gælder, saasnart Tyskland er blevet Medlem af Folkenes Forbund, for Tvistigheder mellem Danmark og en tredje Stat, i hvilke Tyskland kunde blive delagtig i sin Egenskab af Medlem af Folkenes Forbund.

Modtag, Hr. Rigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Signé) Herluf ZAHLE.

Hr. Dr. Gustav Stresemann,
Rigsudenrigsminister,
Berlin.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 12 avril 1927.
Georg Cohn.

Chef du Service danois de la Société des Nations.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass Streitigkeiten zwischen Deutschland und einem dritten Staate, an denen Dänemark in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte, nicht als Streitigkeiten zwischen den vertragschliessenden Teilen im Sinne des Vertrages angesehen werden können. Das Gleiche gilt, sobald Deutschland Mitglied des Völkerbundes geworden ist, für Streitigkeiten zwischen Dänemark und einem dritten Staate, an denen Deutschland in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Signé) STRESEMANN.

An Seine Exzellenz den Königlich
Dänischen Gesandten
Herrn Zahle.

¹ TRADUCTION.

N^o 1444. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK. SIGNÉ A BERLIN, LE 2 JUIN 1926.

LE REICH ALLEMAND et LE ROYAUME DE DANEMARK, animés du désir de favoriser le développement de la procédure de règlement pacifique des litiges internationaux, sont convenus de conclure un traité général d'arbitrage et de conciliation, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères du Reich ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. le Chambellan Herluf ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage ou de conciliation, conformément au présent traité, tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles, et ne pourraient être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, et qui ne seraient pas portés, avec l'assentiment des deux Parties, devant la Cour permanente de Justice internationale.

Les litiges pour la solution desquels les Parties contractantes sont tenues de suivre une pro-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1444. — TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN GERMANY AND DENMARK. SIGNED AT BERLIN, JUNE 2, 1926.

THE GERMAN REICH and THE KINGDOM OF DENMARK, being desirous of promoting the development of the procedure for the pacific settlement of international disputes, have agreed to conclude a general Treaty of arbitration and conciliation.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Gustav STRESEMANN, Reichminister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herluf ZAHLE, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The Contracting Parties undertake to submit to the procedure of arbitration or conciliation, in conformity with the present Treaty, all disputes of any nature whatsoever which may arise between Germany and Denmark and which it has not been possible to settle within a reasonable period by diplomacy or to bring, with the consent of both Parties, before the Permanent Court of International Justice.

Disputes for the solution of which a special procedure has been laid down in other conven-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

cédure spéciale en vertu d'autres accords existant entre elles seront réglés conformément aux dispositions desdits accords.

Article 2.

Les litiges qui, à la requête de l'une des Parties, seront soumis à l'arbitrage sont ceux qui surgissent entre les deux Parties, au sujet d'un point de droit, et, notamment, ceux qui ont pour objet :

Premièrement : L'existence, l'interprétation et l'application d'un traité conclu entre les deux Parties ;

Deuxièmement : Tout point de droit international ;

Troisièmement : La réalité d'un fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

Quatrièmement : L'étendue et la nature de la réparation due pour une violation de ce genre.

Au cas où des contestations s'élèveraient entre les Parties sur le point de savoir si un litige rentre dans l'une des catégories ci-dessus mentionnées, cette question préjudicielle sera tranchée par voie d'arbitrage.

Article 3.

Pour les questions qui, aux termes de la législation nationale de la Partie contre laquelle une demande est formulée, relèvent de la compétence d'autorités judiciaires, tribunaux administratifs y compris, ladite Partie pourra exiger, d'une part, que les litiges ne soient soumis à l'arbitrage qu'après qu'une décision définitive aura été rendue par voie judiciaire et, d'autre part, que le tribunal arbitral soit saisi, dans les six mois, au plus tard, à compter de cette décision. Cette disposition n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un cas de déni de justice, et que les instances de recours prévues par la loi ont été saisies.

Au cas où un différend surgissait entre les Parties concernant l'application de la disposition qui précède, il sera statué à ce sujet par voie d'arbitrage.

tions in force between the Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of such conventions.

Article 2.

The disputes which, at the request of either of the Parties, shall be submitted to arbitration procedure are those arising between the two Parties with regard to points of law, and particularly with regard to the following subjects :

Firstly, the existence, interpretation and application of any treaty concluded between the two Parties ;

Secondly, any question of international law ;

Thirdly, the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;

Fourthly, the extent and nature of the reparation to be made for any such breach.

In the case of disagreement between the Parties as to whether a dispute falls under one of the above categories, this prior question shall be settled by arbitration.

Article 3.

In regard to questions which, under the national laws of the Party against which a demand has been formulated, fall within the competence of the judicial authorities, including the administrative tribunals, such Party may require that the dispute shall not be submitted to arbitration until judgment with final effect has been pronounced by these authorities, and, further, that the matter shall be brought before the arbitration tribunal not later than six months after the date of such decision. The above provisions shall not apply if justice has been refused and if the matter has been brought before the appeal authorities provided for by law.

Disputes between the Parties regarding the application of the preceding provision shall be settled by arbitration.

Article 4.

Le tribunal arbitral fonde ses décisions :

Premièrement : Sur les conventions générales ou spéciales, en vigueur entre les deux Parties, et sur les règles de droit qui en découlent ;

Deuxièmement : Sur la coutume internationale, considérée comme l'expression d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;

Troisièmement : Sur les principes de droit généraux reconnus par les nations civilisées ;

Quatrièmement : Sur les résultats des doctrines et pratiques juridiques reconnues comme facteur auxiliaire pour la détermination des règles de droit.

Si les deux Parties y consentent, le tribunal arbitral pourra, au lieu de fonder sa sentence sur des principes juridiques, statuer d'après des considérations tirées de l'équité.

Article 5.

Sauf convention contraire conclue par les Parties dans chaque cas particulier, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante :

Les arbitres seront choisis sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage instituée par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique de conflits internationaux.

Chaque Partie désignera deux arbitres dont seul l'un pourra être son propre ressortissant. Elles désigneront en commun le cinquième arbitre, qui sera également le président du tribunal. Ce dernier ne devra pas être de la même nationalité que les autres arbitres. Il ne devra pas être domicilié sur le territoire d'une des Parties ni se trouver ou s'être trouvé au service de l'une d'elles.

Il sera procédé pour chaque litige particulier à une nouvelle élection des arbitres. Toutefois, les Parties contractantes se réservent le droit de procéder en commun de telle sorte que, pour certaines catégories de litiges, le tribunal soit composé des mêmes arbitres pendant un laps de temps déterminé.

Au cas où des membres du tribunal arbitral cesseraient d'exercer leurs fonctions pour un motif quelconque, il sera pourvu à leur remplacement, de la même manière que pour leur nomination.

Article 4.

The tribunal shall base its decisions :

Firstly, on general or special Conventions in force between the Parties, and the principles of law arising therefrom ;

Secondly, international custom as evidence of a general usage accepted as law ;

Thirdly, the general principles of law recognised by civilised nations ;

Fourthly, the results of recognised doctrine and legal practice as aids in the establishment of rules of law.

Subject to the consent of the two Parties, the arbitral tribunal may, instead of basing its decision on legal principles, give an award in accordance with considerations of equity.

Article 5.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties in each particular case, the arbitration tribunal shall be constituted as follows :

The arbitrators shall be chosen from the list of members of the Permanent Court of Arbitration established by The Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Each Party shall appoint two arbitrators, of whom one only shall be a national of that Party. The Parties shall jointly nominate the fifth arbitrator, who shall also be the President of the tribunal. The President shall not be of the same nationality as any of the other arbitrators. He may not be domiciled within the territory of either Party, and he may not be or have been in the service of either Party.

New arbitrators shall be chosen for each individual dispute. The Contracting Parties, however, reserve the right to concert measures so that for a certain class of dispute the tribunal shall consist of the same arbitrators for a definite period.

Vacancies occurring in the tribunal for any cause whatsoever shall be filled in the manner fixed for the nominations.

Article 6.

Dans chaque cas particulier, les Parties contractantes établiront pour l'application du présent traité un compromis d'arbitrage spécial qui déterminera l'objet du litige, les compétences particulières, éventuellement dévolues au tribunal, la composition et le siège de celui-ci, le montant de la somme que chaque Partie sera tenue de déposer à titre d'avance pour les frais, les règles à observer en ce qui concerne la forme et les délais de la procédure, ainsi que tous autres points de détail jugés nécessaires.

Les différends relatifs aux dispositions du compromis d'arbitrage seront, sous réserve des stipulations de l'article 7, tranchés par le tribunal d'arbitrage.

Article 7.

Si le compromis d'arbitrage n'est pas conclu entre les Parties dans un délai de six mois après que l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, chaque Partie pourra saisir le conseil permanent de conciliation prévu à l'article 13 et lui demander d'établir le compromis. Ce conseil devra, dans un délai de deux mois après avoir été saisi, arrêter les termes du compromis en s'en tenant, pour déterminer l'objet du litige, aux conclusions des Parties.

La même procédure sera appliquée lorsque l'une des Parties n'aura pas désigné les arbitres dont la nomination lui incombe, ou lorsque les Parties ne seront pas d'accord sur la désignation du président.

Jusqu'à la constitution du tribunal arbitral, le conseil permanent de conciliation sera, en outre, compétent pour statuer sur toute autre contestation ayant trait au compromis d'arbitrage.

Article 8.

Le tribunal arbitral statue à la majorité simple. Le cas échéant, l'opinion divergente d'un des membres mis en minorité sera consignée au procès-verbal, si ce membre en exprime le désir.

Article 6.

In each individual case the Contracting Parties shall, in pursuance of the present Treaty, draw up a special agreement (*compromis*) stating the subject of the dispute, any special powers conferred on the tribunal, its composition, the place where it shall meet, the amount that each Party shall deposit in advance to cover expenses, the rules to be observed in regard to the form and time-limits of the proceedings, and any other details that may be necessary.

Any disputes regarding the terms of the special agreement shall, subject to the provisions of Article 7, be settled by the arbitration tribunal.

Article 7.

If the special agreement has not been drawn up by the Parties within a period of six months after one Party has notified the other of its intention to refer the dispute to arbitration, either Party may request the Permanent Board of Conciliation, provided for under Article 13, to draw up the agreement. The Permanent Board of Conciliation shall, within two months after the question has been submitted to it, establish the special agreement, the subject of the dispute being determined on the basis of the statements furnished by the Parties.

The same procedure shall be followed when either of the Parties fails to nominate the arbitrators for whose appointment it is responsible, or when the Parties cannot agree upon the appointment of the President.

Pending the constitution of the arbitration tribunal, the Permanent Board of Conciliation shall also be competent to adjudicate upon any other dispute relating to the special agreement.

Article 8.

The decisions of the arbitration tribunal shall be taken by a majority vote. The opinion of any member of a minority of the tribunal who dissents from the award shall, at his request, be duly placed on record.

Article 9.

La sentence arbitrale stipulera les modalités de son exécution, et, notamment, l'indication des délais à observer à cet égard.

Si une sentence arbitraire constate qu'une décision ou une mesure prise par un tribunal ou par une autre autorité de l'une des Parties se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, ou si, en vertu du droit constitutionnel de cette Partie, les conséquences de cette décision ou de cette mesure ne peuvent être annulées par voie administrative, ni en totalité ni en partie, la sentence arbitrale reconnaîtra à la Partie lésée une compensation appropriée d'une autre espèce.

Article 10.

Sauf convention contraire stipulée dans le compromis d'arbitrage, chacune des Parties pourra présenter au tribunal qui aura statué une demande en revision. Cette demande ne pourra être motivée que par la constatation d'un fait qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal arbitral lui-même et de la Partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de la part de cette dernière, faute à l'ignorer. A la requête de l'une des Parties, le tribunal arbitral statuera tout d'abord sur la question de savoir si ces conditions de la demande en revision de la sentence d'arbitrage se trouvent réalisées.

Si, pour un motif quelconque, des membres du tribunal arbitral ne prennent pas part à la procédure de revision, il sera pourvu à leur remplacement selon les règles fixées pour leur nomination.

Le délai dans lequel pourra être formulée la demande prévue au premier alinéa sera fixé dans la sentence arbitrale, à moins qu'il ne l'ait été dans le compromis d'arbitrage.

Article 11.

Tous les différends qui pourraient surgir entre les Parties, au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la sentence arbitrale, seront, sauf convention contraire, tranchés

Article 9.

The arbitration award shall specify the manner in which it is to be carried out and, in particular, indicate the time-limits to be observed.

If it is established in an arbitration award that a decision or measure of a court of law or other authority of one of the Parties is wholly or partly at variance with international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, of the consequences of the decision or measure in question being annulled by administrative means, the arbitration award shall allow the injured Party equitable satisfaction of another kind.

Article 10.

Subject to any provision to the contrary in the special agreement, either Party may submit to the Tribunal which gave the award a request for the revision of the award. This request may only be justified by the discovery of a fact which would have been likely to exercise a decisive influence on the award, and which, at the time of the close of the proceedings, was unknown to the tribunal itself and to the Party demanding the revision, unless the Party in question was at fault in not being aware of it. At the request of either Party, the arbitration tribunal shall first decide whether the above conditions applicable to a request for revision are fulfilled.

Members of the arbitration tribunal who for any reason do not take part in the revision proceedings shall be replaced in the manner fixed for their appointment.

The period within which the request provided for in the first paragraph may be presented shall be fixed in the arbitral award, unless this has already been laid down in the special agreement.

Article 11.

Any dispute arising between the Parties as to the interpretation and execution of the arbitral award shall, subject to any agreement to the contrary, be settled by the tribunal

par le tribunal qui aura rendu la sentence. Dans ce dernier cas, la disposition du deuxième alinéa de l'article 10 sera applicable, *mutatis mutandis*.

Article 12.

Tous les litiges qui, aux termes des articles précédents du présent traité, ne sont pas susceptibles d'être déferés à l'arbitrage et qui ne seront pas réglés à l'amiable d'autre manière, avec l'assentiment des deux Parties, seront, à la requête de l'une des Parties, soumis à la procédure de conciliation.

Si la Partie adverse fait valoir que le différend pendant en conciliation doit être réglé par la Cour permanente de justice internationale, par le tribunal arbitral, ou par la voie d'une procédure spéciale, conformément au deuxième alinéa de l'article premier, cette question préjudicielle sera tranchée par l'instance dont cette Partie invoque la compétence.

Les gouvernements des Parties contractantes pourront convenir qu'un différend qui, aux termes du présent traité, peut être porté devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant un tribunal arbitral, sera déferé à la procédure de conciliation, soit définitivement, soit sous réserve d'un recours ultérieur à la Cour permanente de Justice internationale ou à un tribunal arbitral.

Article 13.

En vue de la procédure de conciliation, il sera constitué un Conseil permanent de conciliation.

Le Conseil permanent de conciliation sera composé de cinq membres. Chaque Partie contractante désignera deux membres, dont l'un pourra être choisi parmi ses propres ressortissants. Les Parties désigneront en commun le cinquième membre, qui assumera la présidence. Le président ne devra pas être de la même nationalité que les autres membres. Il ne devra pas être domicilié sur le territoire de l'une des Parties ni se trouver ou s'être trouvé au service de l'une d'elles.

Les membres du Conseil permanent de conciliation seront nommés pour une période de trois ans. En l'absence de toute autre convention entre les Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. Au cas où un membre du Conseil

which made it. In that case the provision contained in the second paragraph of Article 10 shall apply, *mutatis mutandis*.

Article 12.

Any dispute which under the preceding Articles of the present Treaty cannot be referred to arbitration, and which is not settled amicably in some other manner with the consent of the two Parties, shall, at the request of either of the Parties concerned, be submitted to the procedure of conciliation.

If the opposing Party claims that a dispute for which conciliation procedure has been initiated should be settled by the Permanent Court of International Justice, or by the arbitration tribunal, or by means of a special procedure as provided for in Article 1, second paragraph, the body whose jurisdiction is claimed shall decide this prior question.

The Governments of the Contracting Parties may agree that a dispute which under the terms of the present Treaty can be brought before the Permanent Court of International Justice or an arbitration tribunal shall be submitted to a procedure of conciliation, either without appeal or subject to appeal to the Permanent Court of International Justice or an arbitration tribunal.

Article 13.

A Permanent Board of Conciliation shall be constituted for the procedure of conciliation.

The Permanent Board of Conciliation shall consist of five members. Each Contracting Party shall appoint two members, one of whom may be one of its own nationals. The Parties shall jointly nominate the fifth member, who shall be the Chairman. The Chairman shall not be of the same nationality as any other member. He shall not be domiciled within the territory of either Party, nor shall he be or have been in the service of either Party.

The members of the Permanent Board of Conciliation shall be appointed for a period of three years. In the absence of any agreement to the contrary between the Contracting Parties, their appointment may not be revoked during their term of office. Should no successor

permanent de conciliation ne serait pas remplacé à l'expiration de son mandat, ce mandat sera considéré comme renouvelé pour une période de trois ans. Toutefois, à la requête de l'une des Parties contractantes le président résiliera ses fonctions à l'expiration de son mandat. Si le mandat d'un des membres expire au cours d'une procédure pendante, ce membre continuera à participer à l'examen du litige jusqu'à la conclusion de la procédure, que la nomination de son successeur ait eu lieu ou non.

Dans un délai de quatorze jours, à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant le Conseil permanent de conciliation, chaque Partie contractante pourra, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du présent article, remplacer, pour l'examen de ce différend, l'un des membres qu'il aura nommé par une autre personne possédant une compétence technique particulière dans l'affaire en question. La Partie qui fera usage de ce droit, en avisera immédiatement la Partie adverse qui aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quatorze jours à partir de la réception de cet avis.

Le Conseil permanent de conciliation sera constitué dans un délai de six mois à partir de l'échange des instruments de ratification du présent traité. Les membres sortants seront remplacés aussitôt que possible, conformément aux règles fixées pour la première élection.

Au cas où le président ne serait pas désigné dans un délai de six mois à partir de l'échange des instruments de ratification, ou en cas de nouvelle élection, si le nouveau président n'était pas désigné dans un délai de trois mois après que l'ancien président aura résilié ses fonctions, S. M. le Roi de Suède pourra, en l'absence de tout autre accord, être prié de procéder à la nomination nécessaire.

Article 14.

Le Conseil permanent de conciliation entrera en fonctions dès qu'il aura été saisi par l'une des Parties. Cette Partie adressera sa demande simultanément au président du Conseil permanent de conciliation et à la Partie adverse. Le président convoquera le conseil dans le plus bref délai possible.

be appointed to a member of the Board of Conciliation on the expiration of his term of office, that term shall be regarded as renewed for a period of three years. The Chairman shall, however, retire on the expiration of his term of office should either of the Contracting Parties so request. Should the term of office of any member expire while proceedings are still pending, such member shall continue to take part in the examination of the dispute until the termination of the proceedings whether his successor has been appointed or not.

Subject to the stipulations of the second paragraph of the present Article, either Contracting Party may, within fourteen days from the date when a dispute has been referred to the Permanent Board of Conciliation, replace, for the examination of the particular dispute, one of the members whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fourteen days from the date when the notification reaches it.

The Permanent Board of Conciliation shall be constituted in the course of the six months following the exchange of the instruments of ratification of the present Treaty. Retiring members shall be replaced within the shortest possible time in accordance with the procedure laid down for the first election.

Should the Chairman not have been nominated within six months after the exchange of the instruments of ratification, or, in the case of a subsequent election, should a Chairman not have been appointed within three months from the retirement of the previous Chairman, His Majesty the King of Sweden shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 14.

The Permanent Board of Conciliation shall enter upon its duties as soon as a dispute is referred to it by either of the Parties. Such Party shall communicate its request simultaneously to the Chairman of the Permanent Board of Conciliation and to the other Party. The Chairman shall summon the Permanent Board of Conciliation to meet at the earliest possible moment.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, en toutes circonstances et à tous égards, les travaux du Conseil permanent de conciliation, et, notamment, à lui apporter, par l'intermédiaire des autorités compétentes, le concours nécessaire en matière judiciaire. Elles prendront toutes les mesures pour permettre au conseil d'entendre les témoins et experts sur leur territoire respectif, et d'y procéder à des constats. Le conseil pourra recueillir les preuves, soit *in pleno*, soit par l'intermédiaire du président.

Article 15.

Le Conseil permanent de conciliation déterminera son siège et pourra en décider librement le transfert.

Le Conseil permanent de conciliation constituera, au besoin, un greffe ; s'il appelle à ce greffe, des ressortissants des Parties, il le fera de manière à traiter les Parties sur un pied d'égalité.

Article 16.

Le Conseil permanent pourra délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président, ainsi que l'un au moins des membres désignés par chaque Partie, sont présents.

Le Conseil permanent de conciliation rend ses décisions à la majorité simple des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 17.

Il incombera au Conseil permanent de conciliation de rédiger un rapport qui déterminera les faits de la cause, et qui, sauf au cas où cela ne semblerait pas opportun, en raison des circonstances particulières du cas examiné, contiendra des propositions en vue du règlement du litige. Ce rapport devra mentionner, le cas échéant, l'opinion divergente d'un des membres du conseil mis en minorité, si ce membre en exprime le désir.

Le rapport sera présenté dans un délai de six mois à compter du jour où le litige aura été soumis au Conseil permanent de conciliation, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ou, avant la réunion du Conseil

The Parties undertake to facilitate, in all circumstances and in every respect, the work of the Permanent Board of Conciliation, and in particular, to afford it all possible legal assistance through their competent authorities. They shall use all the means at their disposal to allow it to take the evidence of witnesses and experts in their respective territories and to visit the localities in question. The Board may obtain evidence either *in pleno* or through its Chairman.

Article 15.

The Permanent Board of Conciliation shall fix its place of meeting and shall be at liberty to change it.

The Permanent Board of Conciliation shall, if need be, establish a registry. If it appoints nationals of the Contracting Parties to positions in this office, it shall treat both Parties alike.

Article 16.

The deliberations of the Permanent Board of Conciliation shall be valid if all the members have been duly convened, and if the Chairman and at least one of the members appointed by each Party are present.

Decisions of the Permanent Board of Conciliation shall be taken by a majority vote. If the votes are equally divided the Chairman shall have a casting vote.

Article 17.

The Permanent Board of Conciliation shall draw up a report which shall set out the facts of the case, and shall, unless it may seem undesirable in the particular circumstances of the case, contain proposals for the settlement of the dispute. In the report the opinion of any member of a minority of the Board who dissents from its conclusions shall, at his request, be duly placed on record.

The report shall be submitted within six months from the date on which the dispute was laid before the Permanent Board of Conciliation, unless the Parties agree to extend, or, before the Permanent Board of Conciliation

permanent de conciliation, d'abrégier ce délai. Le rapport sera établi en trois exemplaires dont un sera remis à chacune des Parties, le troisième étant déposé aux archives du Conseil permanent de conciliation.

Le rapport n'aura, ni en ce qui concerne les faits, ni en ce qui concerne les considérations d'ordre juridique, le caractère d'une sentence définitive obligatoire. Lors de la remise du rapport, le Conseil permanent de conciliation pourra, dans un délai que fixera le rapport, inviter les Parties à déclarer si, et dans quelle mesure, elles reconnaissent l'exactitude des constatations du rapport et acceptent les propositions qu'il renferme.

Il appartiendra aux Parties de décider d'un commun accord si le rapport doit être publié immédiatement. Si elles n'arrivent pas à un accord à ce sujet, le Conseil permanent de conciliation pourra provoquer la publication immédiate du rapport, si des raisons particulières l'exigent.

Article 18.

Chaque Partie subviendra aux frais de l'indemnité reconnue aux membres nommés par elle, et, par moitié, à l'indemnité reconnue au président.

Chaque Partie supportera les frais de procédure qu'elle aura occasionnés, ainsi que la moitié des frais que le Conseil permanent de conciliation déclarera communs aux deux Parties.

Article 19.

La sentence rendue en procédure d'arbitrage sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de la sentence arbitrale ou sur l'acceptation des propositions du Conseil permanent de conciliation.

Le tribunal arbitral pourra, à la demande de l'une des Parties, ordonner toutes mesures de circonstance préliminaires, pour autant que les Parties pourront en assurer l'exécution

has met, to shorten this time-limit. The report shall be drawn up in three copies, one of which shall be handed to each of the Parties and the third deposited in the archives of the Permanent Board of Conciliation.

The report shall not, either as regards statements of fact or as regards legal considerations, be in the nature of a final judgment binding upon the Parties. When submitting its report the Permanent Board of Conciliation may call upon the Parties to state, within a time-limit to be fixed in the report, whether, and within what limits, they recognise the correctness of the findings of the report and accept the proposals which it contains.

The Parties shall jointly decide whether the report shall be published immediately. If they fail to reach an agreement on this point, the Permanent Board of Conciliation may cause the report to be published immediately should there be special reasons for so doing.

Article 18.

Each Party shall bear the cost of the emoluments due to the members of the Permanent Board of Conciliation appointed by itself and shall bear half the cost of the Chairman's emoluments.

Each Party shall defray the expenses which it has itself incurred in connection with the proceedings and half of the expenses which the Permanent Board of Conciliation declares to be common to both Parties.

Article 19.

The award made as a result of the procedure of arbitration shall be carried out in good faith by the Parties concerned.

The Contracting Parties undertake during the course of the arbitration or conciliation proceedings to refrain as far as possible from any action liable to have a prejudicial effect on the execution of the arbitral award or on the acceptance of the proposals made by the Permanent Board of Conciliation.

The arbitration Tribunal may, at the request of either of the Parties, prescribe precautionary measures, provided they can be carried out by the Parties by administrative means.

par la voie administrative ; de même, le Conseil permanent pourra formuler des propositions au même effet.

Article 20.

Sous réserve de stipulations contraires dans le présent traité ou dans le compromis d'arbitrage, la procédure d'arbitrage et de conciliation sera régie par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Pour autant que le présent traité se réfère aux dispositions de la Convention de La Haye, celles-ci seront applicables dans les rapports entre les Parties contractantes, même si les Parties, ou l'une d'entre elles, avaient dénoncé cette convention.

Si les délais et autres modalités de la procédure d'arbitrage et de conciliation ne sont fixés ni par le compromis d'arbitrage, ni par les autres accords en vigueur entre les Parties contractantes, le tribunal arbitral ou le Conseil permanent de conciliation sera lui-même compétent pour arrêter les dispositions nécessaires.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin.

Le traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

Le traité est conclu pour une période de dix ans. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans. Il en sera de même par la suite si le traité n'est pas dénoncé dans le délai précité.

Si une procédure arbitrale ou de conciliation était pendante à l'expiration du présent traité, cette procédure se poursuivra conformément aux dispositions de ce traité ou d'une autre convention que les Parties contractantes seraient convenues d'y substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en deux exemplaires originaux, en langue danoise et en langue allemande, à Berlin, le 2 juin 1926.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) STRESEMANN.

The Permanent Board of Conciliation may also make proposals for the same purpose.

Article 20.

Subject to any provisions to the contrary laid down in the present Treaty or in the special agreement, the procedure of arbitration and conciliation shall be regulated by The Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

In so far as the present Treaty refers to the stipulations of The Hague Convention, the latter shall continue to be applicable to the relations between the Contracting Parties, even if one or both of them should have denounced The Hague Convention.

In so far as the present Treaty or the special agreement or any other Conventions in force between the Parties do not lay down the time-limits or other details connected with the procedure of arbitration or conciliation, the Arbitration tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall itself be competent to decree the necessary provisions.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin.

The Treaty shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

The Treaty shall be valid for a period of ten years. Unless denounced six months before this period expires, it shall remain in force for a further five years, and shall be similarly renewed, so long as it has not been denounced within the prescribed period.

If a dispute which has been referred to arbitration or conciliation has not been settled when the present Treaty expires, the case shall be proceeded with according to the stipulations of the present Treaty, or of any other agreement which the Contracting Parties may decide to substitute therefor.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate in German and Danish at Berlin, June 2, 1926.

(Signed) Herluf ZAHLE.

(Signed) STRESEMANN.

PROTOCOLE FINAL

DU TRAITÉ DANO-ALLEMAND
D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION.

1. Les Parties contractantes conviennent qu'en cas de doute les différentes dispositions du présent traité seront interprétées en faveur du principe du règlement des litiges par voie d'arbitrage.

2. Les Parties contractantes déclarent que le traité sera également applicable aux litiges dus à des circonstances antérieures à sa conclusion. Feront, toutefois, exception à cette règle les litiges relatifs à des demandes en dédommagement résultant de mesures d'ordre militaire prises pendant la guerre mondiale.

3. Le fait que des tiers Etats sont parties à un litige n'excluera pas l'application du présent traité. Les Parties contractantes s'efforceront, le cas échéant, d'amener ces tiers Etats à adhérer à la procédure d'arbitrage ou de conciliation. En ce cas, les gouvernements des deux Parties auront la faculté de s'entendre pour donner au tribunal arbitral, ou au Conseil permanent de conciliation, une composition spéciale. Si, dans un délai raisonnable, une entente ne peut être conclue avec ces tiers Etats au sujet de leur adhésion, la procédure suivra son cours entre les Parties contractantes, de la manière stipulée dans le présent traité, mais elle ne pourra produire d'effets que pour ces Parties elles-mêmes.

4. Au cas où l'Allemagne adhérerait à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, ou deviendrait Membre de la Société des Nations, les différends d'ordre juridique au sujet desquels les Parties n'auront pu se mettre d'accord sur la question de savoir si ces différends doivent être portés devant la Cour permanente de Justice internationale ou soumis à l'arbitrage, pourront, à la requête de l'une des Parties, être portés directement devant la Cour permanente de Justice internationale, après qu'il en aura été donné avis, un mois à l'avance, à l'autre Partie. La même stipulation sera applicable au cas où un traité général d'arbitrage contenant une disposition similaire entrerait en vigueur entre l'Allemagne et un autre pays.

BERLIN, le 2 juin 1926.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) STRESEMANN.

FINAL PROTOCOL

TO THE GERMAN-DANISH TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION.

1. The Contracting Parties are agreed that in doubtful cases the various stipulations of the present Treaty shall be interpreted in favour of the application of the principle of the settlement of disputes by arbitration.

2. The Contracting Parties declare that the Treaty shall also apply to disputes arising out of events which occurred prior to its conclusion. It shall not, however, apply to disputes with regard to claims for compensation arising out of military measures taken during the world war.

3. The Treaty shall not cease to be applicable if third States are concerned in a dispute. The Contracting Parties shall endeavour, if necessary, to induce the third States to agree to accept the procedure of arbitration or conciliation. In this case, the two Governments may, if they so desire, arrange by common consent that the Tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall be constituted in a special manner. If no agreement is reached with the third States within a reasonable period, the procedure between the Contracting Parties shall take the course prescribed in the Treaty, but shall take effect only as far as they themselves are concerned.

4. In the event of Germany acceding to the Permanent Court of International Justice at The Hague or becoming a Member of the League of Nations, legal disputes in regard to which the two Parties have been unable to agree as to whether the dispute should be brought before the Permanent Court of International Justice at The Hague or be submitted to arbitration may, at the request of either Party, be referred direct to the Permanent Court of International Justice after one month's notice has been given to the other Party. The same stipulation shall apply if a general Treaty of arbitration between Germany and any third Power comes into force containing a similar provision.

Berlin, June 2, 1926.

(Signed) Herluf ZAHLE.

(Signed) STRESEMANN.

NOTES ÉCHANGÉES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ALLEMAND LORS DE LA SIGNATURE DU TRAITÉ DANO-ALLEMAND D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION, LE 2 JUIN 1926.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

BERLIN, le 2 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la signature du Traité dano-allemand d'arbitrage et de conciliation qui a eu lieu ce jour, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter ce qui suit à votre connaissance :

Au cas où l'Allemagne deviendrait Membre de la Société des Nations, les dispositions du traité relatives à la procédure de conciliation seront considérées comme complétées par la disposition supplémentaire ci-après :

« Si les Parties n'arrivaient pas à un accord, dans le délai d'un mois après que le Conseil permanent de conciliation aura terminé ses travaux, le cas sera, à la requête de l'une d'elles, porté devant le Conseil de la Société des Nations, qui statuera, conformément à l'article XV du Pacte de la Société des Nations. »

Il est convenu, en outre, que les différends entre l'Allemagne et un tiers Etat auxquels le Danemark pourrait être partie en sa qualité de Membre de la Société des Nations, ne pourront être considérés comme des différends entre les Parties contractantes, au sens du présent traité. La même stipulation sera applicable dès que l'Allemagne sera devenue Membre de la Société des Nations, aux différends entre le Danemark et un tiers Etat auxquels l'Allemagne pourrait être partie en sa qualité de Membre de la Société des Nations.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Herluf ZAHLE.

Monsieur le Dr Gustav Stresemann,
Ministre des Affaires étrangères du Reich,
Berlin.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE DANISH AND GERMAN GOVERNMENTS ON THE OCCASION OF THE SIGNATURE OF THE TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION, DATED JUNE 2, 1926, BETWEEN DENMARK AND GERMANY.

ROYAL DANISH
LEGATION.

BERLIN, June 2, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the signature to-day of the Danish-German Treaty of Arbitration and Conciliation, I am instructed by my Government to inform you as follows :

In the event of Germany becoming a Member of the League of Nations, the provisions of the Treaty regarding the procedure of conciliation shall be supplemented by the following provision :

“ Should the Parties not have reached an agreement within one month after the Permanent Board of Conciliation has concluded its proceedings, the dispute may be referred by either Party to the Council of the League of Nations, which shall deal with the case as provided in Article XV of the Covenant of the League of Nations. ”

It is further understood that disputes between Germany and a third State to which Denmark, as a Member of the League of Nations, may be a Party shall not be regarded as disputes between the Contracting Parties within the meaning of the present Treaty. The same stipulation shall apply, as soon as Germany shall have become a Member of the League of Nations, to disputes between Denmark and a third State to which Germany, as a Member of the League of Nations, may be a Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Herluf ZAHLE.

Dr. Gustav Stresemann,
Reich Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 2 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre de ce jour, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement allemand, de vous confirmer ce qui suit, en ce qui concerne la signature du Traité germano-danois d'arbitrage et de conciliation, qui a eu lieu ce jour :

Au cas où l'Allemagne deviendrait Membre de la Société des Nations, les dispositions du traité relatives à la procédure de conciliation seront considérées comme complétées par la disposition supplémentaire ci-après :

« Si les Parties n'arrivaient pas à un accord dans le délai d'un mois après que le Conseil permanent de conciliation aura terminé ses travaux, le cas sera, à la requête de l'une d'elles, porté devant le Conseil de la Société des Nations, qui statuera, conformément à l'article XV du Pacte de la Société des Nations. »

Il est convenu, en outre, que les différends entre l'Allemagne et un tiers Etat auxquels le Danemark pourrait être partie, en sa qualité de Membre de la Société des Nations, ne pourront être considérés comme des différends entre les Parties contractantes, au sens du présent traité. La même stipulation sera applicable, dès que l'Allemagne sera devenue Membre de la Société des Nations, aux différends entre le Danemark et un tiers Etat auxquels l'Allemagne pourrait être partie, en sa qualité de Membre de la Société des Nations.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) G. STRESEMANN.

Son Excellence M. H. Zahle,
Ministre de Sa Majesté le Roi
de Danemark.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, June 2, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of to-day's date, I have the honour, on behalf of the German Government, to confirm the following declaration with reference to the signing to-day of the German-Danish Treaty of Arbitration and Conciliation ;

In the event of Germany becoming a Member of the League of Nations, the provisions of the Treaty regarding the procedure of conciliation shall be supplemented by the following provision :

“ Should the Parties not have reached an agreement within one month after the Permanent Board of Conciliation has concluded its proceedings, the dispute may be referred by either Party to the Council of the League of Nations, which shall deal with the case as provided in Article XV of the Covenant of the League of Nations. ”

It is further understood that disputes between Germany and a third State, to which Denmark, as a Member of the League of Nations, may be a Party, shall not be regarded as disputes between the Contracting Parties within the meaning of the present Treaty. The same stipulation shall apply, as soon as Germany shall have become a Member of the League of Nations, to disputes between Denmark and a third State to which Germany, as a Member of the League of Nations, may be a Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) G. STRESEMANN.

His Excellency M. Zahle,
Minister of His Majesty the King
of Denmark.

N° 1445.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET DANEMARK**

Convention concernant la réparation
des accidents du travail survenus
aux ressortissants de chaque pays
travaillant dans le territoire de
l'autre. Signée à Londres, le 18
novembre 1925.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND DENMARK**

Convention concerning Workmen's
Compensation for Accidents arising
out of the Employment of the
Subjects of each Country in the
Territory of the other. Signed at
London, November 18, 1925.

No. 1445. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND DENMARK CONCERNING WORKMEN'S COMPENSATION FOR ACCIDENTS ARISING OUT OF THE EMPLOYMENT OF THE SUBJECTS OF EACH COUNTRY IN THE TERRITORY OF THE OTHER. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18, 1925.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le ministre de Danemark à Berne et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 avril 1927.

English and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place April 25, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND OG HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRIANNIEN OG IRLAND OG AF DE BRITISKE OVERSØISKE BESIDDELSER, KEJSER AF INDIEN, besjælet af Ønsket om, at deres respektive Undersaatter gensidig skal nyde de ved den gældende Lovgivning i Danmark og Storbriannien samt Nord-Irland hjemlede Rettigheder med Hensyn til Erstatning for Ulykkestilfælde, der indtræffer under deres Arbejde, har til dette Formaal besluttet at afslutte en Overenskomst og har udnævnt til deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Greve Preben AHLEFELDT-LAURVIG, H. M. s.
Overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i London ; og

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, equally desirous that their respective subjects shall enjoy reciprocally the benefits of the legislation in force in Great Britain and Northern Ireland, and Denmark, respectively, in regard to compensation for accidents arising out of their employment, have resolved to conclude a convention to that effect, and have named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 5 avril 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at London, April 5, 1927.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG IRLAND OG AF DE BRITISKE OVERSØISKE BESIDDELSER, KEJSER AF INDIEN :

The Right Honourable Austen CHAMBERLAIN, M.P., H.M.s. Første Statssekretær for udenlandske Anliggender ;

Hvilke efter at have meddelt hinanden deres Fuldmagter, der befandtes i god og rigtig Form, er kommet overens om følgende :

Artikel 1.

Arbejdere, der er britiske Statsborgere, og som rammes af Ulykkestilfælde ved deres Beskæftigelse i Danmark, og enhver britisk Statsborger, som har Krav i Anledning af saadanne Arbejders Tilskadekomst, eller som har Rettigheder, der kan afledes fra saadanne Arbejdere, skal nyde de samme Erstatningsydelser og Garantier, som er sikret danske Statsborgere ved den i Danmark i Kraft værende Lovgivning angaaende Arbejdsgiveres og deres Forsikreres Erstatningspligt med Hensyn til saadanne Ulykkestilfælde, saaledes som nærmere udformet i Artikel 4.

Til Gengæld skal Arbejdere, som er danske Statsborgere, og som rammes af Ulykkestilfælde ved deres Beskæftigelse i Storbritannien eller Nord-Irland, og enhver dansk Statsborger som har Krav i Anledning af saadanne Arbejders Tilskadekomst, eller som har Rettigheder, der kan afledes fra saadanne Arbejdere, nyde de samme Erstatningsydelser og Garantier, som er sikret britiske Statsborgere ved den i Storbritannien og Nord-Irland i Kraft værende Lovgivning angaaende Erstatning for saadanne Ulykkestilfælde, saaledes som nærmere udformet i Artikel 4.

Artikel 2.

De danske og britiske Myndigheder skal i de Tilfælde, der omhandles i denne Overenskomst, gensidig bistaa hinanden for at lette Gennemførelsen af de paagældende Lovbestemmelser saaledes som ovenfor nævnt.

Artikel 3.

Nærværende Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationerne skal udveksles i London saa snart som muligt.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Count Preben AHLEFELDT-LAURVIG, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows : —

Article 1.

Workmen being British subjects who meet with accidents arising out of their employment in Denmark, and any persons, being British subjects who are entitled to claim through or have rights derivable from such workmen, shall enjoy the benefits of the compensation and guarantees secured to Danish subjects by the legislation in force in Denmark in regard to the liability of employers and their insurers in respect of such accidents, supplemented as specified in Article 4.

Réciprocally, workmen being Danish subjects who meet with accidents arising out of their employment in Great Britain or Northern Ireland, and any persons being Danish subjects who are entitled to claim through or have rights derivable from such workmen, shall enjoy the benefits of the compensation and guarantees secured to British subjects by the legislation in force in Great Britain and Northern Ireland in regard to compensation for such accidents, supplemented as specified in Article 4.

Article 2.

The British and Danish authorities will reciprocally lend their good offices to facilitate the administration of their respective laws as aforesaid.

Article 3.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

Den skal komme til Anvendelse i Danmark og i Storbritannien og i Nord-Irland paa alle Ulykkestilfælde, som indtræffer efter Forløbet af een Maaned efter det Tidspunkt, paa hvilket den i begge Lande er offentliggjort paa den Maade, som er foreskrevet ved deres respektive Lovbestemmelser, og den skal forblive i Kraft indtil Udløbet af et Aar efter den Dato, paa hvilken den er blevet opsagt af den ene eller den anden af de to kontraherende Parter.

Artikel 4.

Den i den foregaaende Artikel omhandlede Ratifikation skal dog ikke finde Sted, førend den i Storbritannien og Nord-Irland i Kraft værende Lovgivning angaaende Erstatning til Arbejdere, for saa vidt angaar Ulykkestilfælde, der rammer danske Statsborgere ved deres Beskæftigelse som Arbejdere, har faaet Tillægsbestemmelser gaaende ud paa at hidføre :

(a) at den Erstatning, som skal komme til Udbetaling, i hvert enkelt Tilfælde skal fastsættes ved en Kendelse af Grevskabsretten,

(b) at Grevskabsretterne til Brug ved Sager, der i Henhold til «Workmen's Compensation Act, 1906», og senere Love rejses af eller for efterladte efter danske Arbejdere, skal være berettiget til, for saa vidt saadanne efterladte er bosatte i Danmark, at stille Forlangende om Afhøring af Vidner, bosatte i Danmark, og at saadanne Vidners Forklaringer, afgivne og konstaterede som nedenfor bestemt til Besvarelse af ethvert saadant Forlangende om Vidneafhøring, skal være gyldige som Vidneforklaring i Stedet for mundtligt Vidnesbyrd af saadanne Vidner,

(c) at Grevskabsretterne, til Brug ved Krav paa Erstatning, der rejses af en britisk Arbejders efterladte i Henhold til den danske Ulykkesforsikringslov, skal være beføjet til at afhøre Vidner under Edstvang indenfor saadanne Retters Jurisdiktion og til at nedskrive og behørigt konstatere til Oversendelse til Danmark de saaledes afhørte Vidners Forklaringer,

(d) at Arbejdere, som er danske Statsborgere eller deres efterladte, for saa vidt angaar Retshandlinger, udførte af Grevskabsretten ifølge Lovgivningen angaaende

It shall be applicable in Denmark and in Great Britain and Northern Ireland to all accidents happening after one month from the time of its publication in the two countries in the manner prescribed by their respective laws, and it shall remain binding until the expiration of one year from the date on which it shall have been denounced by one or other of the two Contracting Parties.

Article 4.

Nevertheless, the ratification mentioned in the preceding Article shall not take place till the legislation at present in force in Great Britain and Northern Ireland in regard to workmen's compensation has been supplemented, so far as concerns accidents to Danish subjects arising out of their employment as workmen, by arrangements to the following effect:—

(a) That the compensation payable shall in every case be fixed by an award of the County Court.

(b) That the County Courts shall, for the purpose of proceedings by or on behalf of dependants of Danish workmen under "The Workmen's Compensation Act, 1906", and amending Acts, such dependants being resident in Denmark, have power to issue Letters of Request for the examination of witnesses resident in Denmark, and that the statements of such witnesses made and authenticated as hereinafter provided in answer to any such Letter of Request shall be admissible in evidence in lieu of oral testimony by such witnesses.

(c) That the County Courts shall, for the purposes of claims to compensation by the dependants of British workmen under the Danish Accident Insurance Law, have power to examine on oath witnesses within the jurisdiction of such courts and to reduce to writing and duly authenticate for transmission to Denmark the statements of witnesses so examined.

(d) That in respect of acts done by the County Court in pursuance of the legislation in regard to workmen's compensation as well as the execution of the

Arbejderes Erstatning saavel som ved Haandhævelsen af nærværende Overenskomst, skal være fritaget for Retsgebyrer med Hensyn til alle retlige Skridt, der i Henhold til de engelske Love om Workmen's Compensation, ad forligsmæssig Vej eller paa anden Maade, staar i Forbindelse med Afgørelsen af ethvert Krav eller andet Spørgsmaal, der maatte opstaa som Følge af disse Love,

(e) at Hans Britiske Majestæts Principal Secretary of State for the Home Department ved Begyndelsen af hvert Aar skal tilstille Socialministeriet i Danmark en Fortegnelse over alle Retsafgørelser som i Løbet af det forudgaaende Aar er truffet i Henhold til Lovgivningen om Arbejderes Erstatning i Tilfælde, hvor det drejer sig om danske Statsborgere, der er ramt af Ulykkestilfælde i Storbritannien eller Nord-Irland.

Til Gengæld skal, forinden den for nævnte Ratifikation finder Sted, den danske Regering, for saa vidt angaar Ulykkestilfælde, der rammer britiske Statsborgere, og som henhører under den danske Ulykkesforsikringslov, træffe alle saadanne Forholdsregler, der er nødvendige for at sikre :

(f) at i Sager, i hvilke der af eller for efterladte efter britiske Arbejdere rejses Krav paa Erstatning i Henhold til den danske Ulykkesforsikringslov, skal for saa vist saadanne efterladte er bosatte i Storbritannien eller Nord-Irland, Forklaringer afgivne under Edstvang af Vidner bosatte i Storbritannien eller Nord-Irland og nedskrevne i Grevskabsretten, i Danmark kunne antages som tilstrækkeligt Vidnesbyrd om de deri indeholdte Forhold,

(g) at Forlangender om Afhøringer fra en Grevskabsret i Storbritannien eller Nord-Irland skal modtages af det danske Arbejderforsikrings-Raad og af dette fremsendes til vedkommende Underret, ved hvilken Domstol den nødvendige Afhøring af Vidner skal foretages under Edstvang og de af disse Vidner afgivne Forklaringer konstateres til Oversendelse til den Grevskabsret, hvorfra Forlangendet er stillet,

(h) at Arbejdere, som er britiske Statsborgere, eller deres efterladte, for saa vidt angaar Sagerne Behandling ved det danske Arbejderforsikrings-Raad ifølge Ulykkesfor-

present Convention, workmen who are Danish subjects, or their dependants, shall be exempt from court fees in respect of all proceedings under the Workmen's Compensation Acts by way of arbitration or otherwise in connection with the settlement of any claim or other matter arising under those Acts.

(e) That at the beginning of each year His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department will send to the Ministry of Social Affairs in Denmark a record of all judicial decisions given in the course of the preceding year under the legislation in regard to workmen's compensation in the case of Danish subjects injured by accident in Great Britain or Northern Ireland.

And reciprocally, before such ratification as aforesaid, the Danish Government will, so far as concerns accidents to British subjects within the Danish Accident Insurance Law, make all such arrangements as are necessary to ensure :

(f) That in proceedings for compensation under the Danish Accident Insurance Law by or on behalf of dependants of British workmen, such dependants being resident in Great Britain or Northern Ireland, statements of witnesses resident in Great Britain or Northern Ireland made on oath and reduced to writing in the County Court shall in Denmark be admissible as evidence of the facts therein contained.

(g) That Letters of Request issued by a County Court in Great Britain or Northern Ireland shall be received by the Danish Worker's Insurance Council and by them transmitted to the appropriate court of first instance, by which tribunal the necessary examination of witnesses will be made on oath and the statements of such witnesses will be authenticated for transmission to the County Court by which the Letter of Request was issued.

(h) That in respect of all acts done by the Danish Workers' Insurance Council in pursuance of the legislation in regard to accident insurance, as well as in the

sikringslovgivningen saavel som ved Haandhævelsen af nærværende Overenskomst, skal være fritaget for Gebyrer med Hensyn til Sagernes Undersøgelse ved nævnte Raad og disse Sagers Indankning for Socialministeriet,

(i) at den danske Regering ved Begyndelsen af hvert Aar vil forandelige, at der tilstilles Hans Britiske Majestæts Principal Secretary of State for the Home Department en Fortegnelse over alle de Tilfælde, der er behandlet i Løbet af det foregaaende Aar, og som angaar Ulykkesforsikringslovgivningen, og som drejer sig om britiske Statsborgere, der er blevet ramt af Ulykkestilfælde i Danmark.

Artikel 5.

Nærværende Overenskomst kommer ikke til Anvendelse paa de Love, som er eller bliver udstedte i Danmark eller Storbritannien og Nord-Irland angaaende forøget Erstatning til Søfolk for Ulykkestilfælde som Følge af Krigstilstand.

Til Bekræftelse heraf har ovennævnte Befuldmægtigede undertegnet nærværende Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Sket i London den 18. November 1925, i dobbelt Udfærdigelse i det danske og det engelske Sprog, hvilke Tekster begge er autentiske.

(L. S.) (Signed) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signed) Austen CHAMBERLAIN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 19 avril 1927.

E. Reventlow,

*Directeur général du Ministère
des Affaires étrangères.*

execution of the present Convention, workmen who are British subjects, or their dependants, shall be exempt from fees in respect of the examination of cases by the aforesaid council and the submission of any such cases to the Ministry of Social Affairs.

(i) That at the beginning of each year the Danish Government will cause to be sent to His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department a record of all cases dealt with during the course of the preceding year under the legislation in regard to accident insurance in the case of British subjects injured by accident in Denmark.

Article 5.

The present Convention shall not be applicable in respect of laws that are, or may at any future time be, in force in Great Britain and Northern Ireland and Denmark, relating to increased compensation for seamen in cases of accidents resulting from a state of war.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in London in duplicate the 18 November, 1925, in English and Danish, both texts being authentic.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1445. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE DANEMARK CONCERNANT LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENUS AUX RESSORTISSANTS DE CHAQUE PAYS TRAVAILLANT DANS LE TERRITOIRE DE L'AUTRE. SIGNÉE A LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, également désireux de faire bénéficier à titre de réciprocité, les ressortissants des deux pays des avantages découlant des lois en vigueur en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du nord, d'une part, et au Danemark, d'autre part, en ce qui concerne les indemnités allouées pour les accidents du travail, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Sir Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Le comte Preben AHLEFELDT LAURVIG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ouvriers, ressortissants britanniques, qui sont victimes d'accidents du travail au Danemark, ainsi que tous ressortissants britanniques fondés à réclamer des dommages-intérêts du fait d'accidents survenus à ces ouvriers, ou en qualité d'ayants-droit de ces ouvriers, jouiront des indemnités et garanties reconnues aux ressortissants danois par les lois en vigueur au Danemark, concernant la responsabilité des employeurs et de leurs assureurs en cas d'accidents de ce genre, — complétées conformément aux stipulations de l'article 4.

A titre de réciprocité, les ouvriers ressortissants danois, qui sont victimes d'accidents du travail en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, et tous ressortissants danois fondés à réclamer des dommages-intérêts du fait d'accidents survenus à ces ouvriers, ou en qualité d'ayants droit de ces ouvriers, jouiront des indemnités et garanties reconnues aux ressortissants britanniques par les lois en vigueur en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, concernant les dommages-intérêts dus pour des accidents de ce genre, — complétées conformément aux stipulations de l'article 4.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Les autorités britanniques et danoises se prêteront réciproquement leur concours en vue de faciliter l'application des lois de leurs pays respectifs mentionnées ci-dessus.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible.

Cette convention sera applicable au Danemark, ainsi qu'en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à tous les accidents survenant après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour où ladite convention aura été publiée, dans les deux pays, de la manière prescrite par la législation nationale ; elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter de la date à laquelle elle aura été dénoncée par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes.

Article 4.

Toutefois, la ratification mentionnée à l'article précédent ne pourra avoir lieu avant que les lois actuellement en vigueur en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, en ce qui concerne les indemnités dues aux ouvriers, aient été complétées, en ce qui concerne les accidents du travail dont sont victimes des ressortissants danois, par des dispositions stipulant :

a) Que l'indemnité due sera déterminée dans chaque cas par un jugement de la Cour de comté.

b) Que, dans le cas d'actions intentées par des personnes à la charge d'ouvriers danois ou au nom de ces personnes en vertu de la loi de 1906, dite « *Workmen's Compensation Act* » et des lois ultérieures y portant amendement, les Cours de comté pourront, si les dites personnes sont domiciliées au Danemark, envoyer des commissions rogatoires en vue de l'audition de témoins qui y sont également domiciliés ; les dépositions de ces témoins, faites et authentiquées de la manière prescrite ci-après, en exécution d'une commission rogatoire, feront foi en lieu et place des dépositions verbales de ces témoins.

c) Que, dans le cas d'actions en dommages-intérêts intentées par les personnes à la charge d'ouvriers britanniques, en vertu de la loi danoise sur l'assurance contre les accidents, les Cours de comté pourront, dans la limite de leur juridiction respective, recevoir sous serment les dépositions de témoins, enregistrer ces dépositions et les authentifier en bonne et due forme en vue de leur envoi au Danemark.

d) Qu'en ce qui concerne les actes judiciaires exécutés par la Cour de comté, en application des lois relatives aux indemnités dues aux ouvriers, ou en vertu de la présente convention, les ouvriers, ressortissants danois, ou les personnes à leur charge, seront exemptés des frais de justice pour toute action intentée en vertu des lois dites « *Workmen's Compensation Acts* », par voie de procédure arbitrale ou d'autre manière et concernant le règlement d'une réclamation ou de toute autre question ressortissant à ces lois.

e) Qu'au début de chaque année, le principal secrétaire d'Etat de S. M. britannique au Département de l'Intérieur, adressera au Ministère danois des Affaires sociales un relevé de toutes les décisions judiciaires intervenues au cours de l'année précédente en application des lois relatives aux indemnités dues aux ouvriers, et intéressant des ressortissants danois victimes d'accidents en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord.

Réciproquement, le Gouvernement danois, avant la ratification précitée, prendra en ce qui concerne les accidents survenus à des ressortissants britanniques et visés par la loi danoise sur l'assurance contre les accidents, les mesures nécessaires assurant :

f) Qu'en cas d'actions en dommages-intérêts intentées en vertu de la loi danoise sur l'assurance contre les accidents par des personnes à la charge d'ouvriers britanniques ou au nom de ces personnes, lorsque ces dernières sont domiciliées en Grande-Bretagne ou dans

l'Irlande du Nord, les dépositions faites sous serment par des témoins domiciliés en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord et enregistrées à la Cour du comté, pourront être admises, au Danemark, comme preuve des faits qui y sont mentionnés.

g) Que les commissions rogatoires émanant d'une Cour de comté en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, seront reçues par l'Office danois des assurances ouvrières et transmises par lui au tribunal de première instance compétent qui recueillera les dépositions des témoins faites sous serment, et les authentiquera en vue de leur envoi à la Cour de comté dont émanait la commission rogatoire.

h) Qu'en ce qui concerne tous actes judiciaires exécutés par l'Office danois des assurances ouvrières en application des lois relatives à l'assurance contre les accidents, ou en exécution de la présente convention, les ouvriers ressortissants britanniques, ou les personnes à leur charge, seront exemptés des frais de procédure afférents aux enquêtes opérées par ledit office en cas d'accidents et au renvoi de ces cas devant le Ministère des Affaires sociales.

i) Au début de chaque année, le Gouvernement danois fera adresser au secrétaire principal de S. M. britannique au Département de l'Intérieur, un relevé de tous les cas examinés au cours de l'année précédente, en application des lois sur l'assurance contre les accidents, et intéressant des ressortissants britanniques, victimes d'accidents au Danemark.

Article 5.

La présente convention ne s'appliquera pas aux lois actuellement en vigueur, ni à celles qui pourront être promulguées ultérieurement, en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ou au Danemark, concernant l'augmentation du taux des indemnités dues aux marins en cas d'accidents résultant de l'état de guerre.

En foi de quoi les plénipotentiaires précités ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 18 novembre 1925, en langue anglaise et en langue danoise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signé) Austen CHAMBERLAIN.

N° 1446.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA**

Traité d'extradition additionnel. Signé
à La Havane, le 14 janvier 1926.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA**

Additional Extradition Treaty. Sig-
ned at Havana, January 14, 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1446. — ADDITIONAL EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF CUBA. SIGNED AT HAVANA, JANUARY 14, 1926.

N^o 1446. — TRATADO¹ ADICIONAL DE EXTRADICIÓN ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE CUBA. FIRMADO EN LA HABANA EL 14 DE ENERO DE 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 avril 1927. Ce traité a été transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 26 août 1926.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Treaty took place April 25, 1927. This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 26, 1926.

The REPUBLIC OF CUBA and the UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted with regard to criminal acts committed in the United States of America or in the Republic of Cuba under the Treaty² concluded between both nations for the extradition of fugitives from justice, signed April 6, 1904, and the Protocol amending the Spanish text of said Treaty, signed on December 6, 1904, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime, have resolved to conclude the present Additional Treaty and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :
Señor Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretary of State of the Republic of Cuba, and

LA REPÚBLICA DE CUBA y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA, deseosos de ampliar la lista de delitos por los cuales pueda concederse extradición por hechos delictuosos cometidos en los Estados Unidos de América o en la República de Cuba, de acuerdo con el Tratado² celebrado entre ambos países para la extradición de prófugos de la justicia, firmado el 6 de Abril de 1904 y el Protocolo modificativo del texto Español de dicho Tratado, firmado el 6 de Diciembre de 1904, a fin de mejorar la administración de justicia y la prevención de la delincuencia, han resuelto celebrar el presente Tratado Adicional, designando con ese objeto por sus Plenipotenciarios respectivos :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :
Al Señor Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretario de Estado de la República de Cuba, y

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 18 juin 1926.

² DE MARTENS: *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIII, page 124.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, June 18, 1926.

² *British and Foreign State Papers*. Vol. 104, page 897.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr Enoch H. CROWDER, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in good and proper form, have agreed to the following Articles :

Article I.

Number 10 of the list of crimes contained in Article II of the Extradition Treaty concluded between the Republic of Cuba and the United States of America is increased by the addition of the crime of immoral abuses made criminal by the laws of both countries, said number being drafted to read as follows :

(10) Rape ; bigamy ; immoral abuses when made criminal by the laws of both countries :

Article II.

The following punishable acts are hereby added to the aforementioned list of crimes :

(18) Abortion.

(19) Seduction and corruption of minors if made criminal by the laws of both countries.

(20) Crimes against bankruptcy and suspension of payment laws if made criminal by the laws of both countries.

(21) Crimes against the laws for the suppression of the traffic in narcotic products.

(22) Infractions of the Customs laws or ordinances which may constitute crimes.

Article III.

The present Treaty shall be considered as an integral part of the aforementioned Extradition Treaty, signed April 6, 1904, which shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes added to it under the numbers which appear in Articles I and II of this Treaty.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA,

Al Señor Enoch H. CROWDER, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba ;

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes y haberlos encontrado en buena y debida forma, han convenido los artículos siguientes :

Artículo I.

El número 10 de la lista de delitos contenida en el Artículo II del Tratado de Extradición celebrado entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América se adiciona con el delito de abusos deshonestos, siempre que sea considerado como tal por las leyes de ambos países, quedando redactado dicho número de la manera siguiente :

10. Violación ; bigamia ; abusos deshonestos, siempre que sean constitutivos de delito de acuerdo con las leyes de ambos países.

Artículo II.

Queda adicionada la lista de delitos antes referida, con los siguientes hechos punibles :

18. Aborto.

19. Estupro y corrupción de menores siempre que sean constitutivos de delitos de acuerdo con las leyes de ambos países.

20. Infracciones de las leyes que regulan la quiebra y la suspensión de pagos que fueren constitutivas de delito de acuerdo con las leyes de ambos países.

21. Delitos contra las leyes para la supresión del trafico de productos narcóticos.

22. Infracciones de las leyes y ordenanzas de aduana que fueren constitutivas de delitos.

Artículo III.

El presente Tratado sera considerado como parte integrante del precitado Tratado de Extradición firmado el 6 de Abril de 1904, el cual se leerá como si la lista de delitos en él contenida hubiera comprendido originariamente los delitos adicionados en los números que constan en los Artículos I y II de este Tratado.

Article IV.

This Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws, ratifications to be exchanged in the City of Havana, as soon as it may be possible and it shall take effect from the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of six months after either of the High Contracting Parties shall have given notice of a desire to terminate it to the other Party.

In witness whereof, the Plenipotentiaries above mentioned have signed the two originals of the present Treaty and have affixed their respective seals thereto.

Done in two copies of the same text and legal force in the Spanish and English languages in the City of Havana, on this fourteenth day of January, nineteen hundred and twenty-six.

(Seal) Enoch H. CROWDER.

Artículo IV.

Este Tratado será ratificado por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus leyes respectivas canjeándose las ratificaciones en la Ciudad de la Habana tan pronto como sea posible, y comenzará a regir desde la fecha del canje de ratificaciones, permaneciendo en vigor en lo adelante hasta un plazo de seis meses despues que cualquiera de las Altas Partes Contratantes haya dado aviso a la otra de su deseo de terminarlo.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados han firmado los dos originales del presente Tratado, fijándoles sus sellos respectivos.

Hecho en dos ejemplares de un mismo texto y fuerza legal en los idiomas Inglés y Español en la Ciudad de la Habana, a catorce de Enero de mil novecientos veinte y seis.

(Seal) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

Y para remitir a la Secretaria General de la Liga de las Naciones en Ginebra, Suiza, á los efectos de su preservación y depósito, conforme á lo dispuesto en el artículo 18 del Pacto, expido la presente en la Habana, a veinticinco dias del mes de Mayo de mil novecientos veintiseis.

Rafael MARTINEZ ORTIZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1446. — TRAITÉ D'EXTRADITION ADDITIONNEL, ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA. SIGNÉ A LA HAVANE, LE 14 JANVIER 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'accroître la liste des crimes et délits pour lesquels, en cas d'actes de ce genre commis aux États-Unis d'Amérique, ou dans la République de Cuba, l'extradition peut être accordée en vertu du Traité conclu entre les deux nations pour l'extradition des coupables qui se dérobent à l'action de la justice, et signé le 6 avril 1904, ainsi que du protocole amendant le texte espagnol dudit traité, signé le 6 décembre 1904, en vue d'une meilleure administration de la justice et en vue de la répression du crime, ont décidé de conclure le présent traité additionnel et ont désigné, à cette fin, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Señor Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Mr. Enoch H. CROWDER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Cuba ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Au N^o 10 de la liste des crimes et délits contenue dans l'article II du Traité d'extradition conclu entre la République de Cuba et les États-Unis d'Amérique, sont ajoutés les actes immoraux qui constituent des actes criminels aux termes des lois des deux pays ; le numéro en question se lira donc comme suit :

10^o Viol ; bigamie ; actes immoraux, lorsqu'ils constituent des actes criminels aux termes des lois des deux pays.

Article II.

Les actes punissables suivants sont, par les présentes, ajoutées à la liste de crimes et délits mentionnée précédemment :

18^o Avortement.

19^o Détournement et corruption de mineurs, si ces actes constituent des actes criminels aux termes des lois des deux pays.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

20° Infractions aux lois relatives à la faillite et à la suspension des paiements, si ces infractions constituent des actes criminels aux termes des lois des deux pays.

21° Infractions aux lois pour la répression du trafic des stupéfiants.

22° Infractions aux lois et règlements douaniers, lorsque ces infractions peuvent constituer des actes criminels.

Article III.

Le présent traité sera considéré comme formant partie intégrante du traité d'extradition mentionné précédemment, signé le 6 avril 1904, qui devra se lire comme si la liste de crimes et délits qu'il contient comprenait, à l'origine, les crimes et délits additionnels qui ont été ajoutés aux numéros mentionnés aux articles I et II du présent traité.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs législations respectives et les instruments de ratification seront échangés à La Havane dans le plus bref délai possible. Il prendra effet à dater du jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé les deux textes originaux du présent traité et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en double expédition du même texte, les textes anglais et espagnol faisant également foi, à La Havane, le quatorzième jour de janvier mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Enoch H. CROWDER.

(L. S.) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

N° 1447.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA**

Convention pour la répression de la
contrebande des boissons alcoo-
liques, signée à La Havane, le
4 mars 1926 et échange de notes
de la même date.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA**

Convention for the Prevention of
Smuggling of Intoxicating Liquors,
signed at Havana, March 4, 1926,
and Exchange of Notes of the
same Date.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1447. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF CUBA FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OPERATIONS BETWEEN THEIR RESPECTIVE TERRITORIES. SIGNED AT HAVANA, MARCH 4, 1926.

Nº 1447. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE CUBA PARA LA PREVENCIÓN DEL CONTRABANDO ENTRE AMBOS PAÍSES. FIRMADO EN LA HABANA EL 4 DE MARZO DE 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 avril 1927.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place April 25, 1927.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 26 août 1926.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 26, 1926.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF CUBA, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States of America on the subject of Alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE CUBA, deseosos de evitar cualesquiera dificultades que puedan surgir entre ellos con motivo de las leyes vigentes en los Estados Unidos de América en materia de bebidas alcohólicas han decidido celebrar un Convenio con ese objeto, y han nombrado por sus Plenipotenciarios respectivos :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Mr. Enoch H. CROWDER, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba ; and

al Señor Enoch H. CROWDER, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba y

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE CUBA :

Mr. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretary of State of the Republic of Cuba,

al Señor Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretario de Estado de la República de Cuba,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à la Havane, le 18 juin 1926.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, June 18, 1926.

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in good and proper form, have agreed to the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coast line outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

The Republic of Cuba agrees :

(1) That it will raise no objection to the boarding of private vessels under the Cuban flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that inquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions, in violation of the laws there in force. When such inquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, search of the vessel may be instituted.

(2) If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions, prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions, for adjudication in accordance with such laws.

(3) The rights conferred by this Article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions, than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offense. — In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the

Quienes habiéndose comunicado sus plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma han convenido los siguientes artículos :

Artículo I.

Las altas Partes Contratantes declaran que es su firme intención mantener el principio de que las tres millas marítimas que se extienden desde la línea de su costa hacia fuera, medidas desde la marca de la baja mar, constituyen los límites adecuados de las aguas territoriales.

Artículo II.

La República de Cuba conviene :

1) En no hacer objeción alguna porque se aborden los buques privados, de bandera cubana fuera de los límites de las aguas territoriales por las Autoridades de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a fin de que se puedan dirigir preguntas a las personas que se encuentren a bordo y examinar los documentos del buque con objeto de averiguar si el buque o los que se encuentran a bordo, tratan de importar o han importado bebidas alcohólicas en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones con infracción de las leyes en ellos vigentes. Cuando de dichas preguntas y exámenes resulten motivos racionales para sospechar, podrá procederse al registro del buque.

2) En que si hubiere motivos racionales para creer que el buque ha cometido, está cometiendo o trata de cometer una infracción de las leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohíben la importación de bebidas alcohólicas, podrá ser apresado y llevado a un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones para ser juzgado conforme a dichas leyes.

3) En que los derechos conferidos por este artículo no serán ejercitados a mayor distancia de las costas de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, de la que pueda atravesar en una hora el buque sospechoso de tratar de cometer la infracción. En los casos, no obstante, en que los licores se traten de introducir en los Estados

United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this Article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions, on board Cuban vessels voyaging to or from ports of the United States, its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panamá Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Cuban vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Convention or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such point report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The Arbitral Tribunal shall be consti-

Unidos, sus territorios o posesiones, por un buque distinto al que haya sido visitado y registrado, la velocidad de ese otro buque y no la velocidad del buque visitado será la que determinará la distancia de la costa dentro de la cual podrá ejercitarse el derecho conferido por este artículo.

Artículo III.

No estan sujetos a penas ni comiso alguno, conforme a las leyes de los Estados Unidos, ni los licores alcohólicos ni los buques o personas por razón del transporte de dichos licores cuando estos sean declarados como provisiones del buque o carga destinada a otro puerto que no sea de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a bordo de buques cubanos que viajen de o para puertos de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, o que pasen por sus aguas territoriales, y dicho porteo se efectuará como dispone en la actualidad la ley con respecto al tránsito de dichos licores a través del Canal de Panamá, siempre que los referidos licores se mantengan continuamente bajo sello mientras el buque en que son transportados permanezca dentro de dichas aguas territoriales, y que ninguna parte de los licores se descargue en ningún tiempo o lugar de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Artículo IV.

Las reclamaciones que se interpongan por los buques cubanos para que se les indemnice fundándolas en que han sufrido pérdidas o perjuicios por el ejercicio impropio o arbitrario de los derechos conferidos por el Artículo II de este Convenio o a causa de no haberseles concedido los beneficios del Artículo III, serán sometidos a la consideración conjunta de dos personas, una de las cuales sera nombrada por cada Alta Parte Contratante.

Las recomendaciones contenidas en dichos informes conjuntos, serán ejecutivas. Si no pudiere llegarse a un acuerdo sobre el informe conjunto, la reclamación se trasladará al Tribunal Permanente de Arbitraje de El Haya, creado por la Convención¹ para el Arreglo Pacífico de las Disputas Internacionales, con-

¹ DE MARTENS: *Nouveau Recueil Général des Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

tuted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement.

All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified.

Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per centum on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Convention shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Convention.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Convention shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Convention shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Convention, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Convention shall lapse.

cluida en El Haya, et 18 de Octubre de 1907. El Tribunal de Arbitraje se constituirá de acuerdo con el Artículo 87 (Capítulo IV) y con el Artículo 59 (Capítulo III) de dicha convención. El procedimiento se regulará por las disposiciones del Capítulo IV de dicha Convención y del Capítulo III de la misma (teniéndose especialmente en cuenta los artículos 70 y 74 y exceptuando los artículos 53 y 54) que el Tribunal considere aplicables y que sean compatibles con las disposiciones de este Convenio.

Las sumas de dinero que se manden a pagar por el Tribunal a causa de cualquiera reclamación, serán pagadas dentro de los 18 meses siguientes a la fecha del laudo final, sin interés ni deducciones, salvo en lo que más adelante se especifica.

Cada Gobierno soportará sus propios gastos. Los gastos del Tribunal serán sufragados por una deducción proporcional del importe de las sumas adjudicadas por él, a razón del 5 % de dichas sumas, o a un tipo más bajo, según se convenga entre los dos Gobiernos; el déficit, si lo hubiere, se sufragará por partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo V.

Este Convenio está sujeto a ratificación y permanecerá en vigor durante un año a contar de la fecha del canje de las ratificaciones.

Tres meses antes del vencimiento de dicho plazo de un año, cualquiera de las Altas Partes Contratantes podrá dar aviso de su deseo de proponer modificaciones a los términos del Convenio.

Si dichas modificaciones no se acordaren antes del vencimiento del plazo de un año arriba mencionado, el Convenio caducará.

Si ninguna de las partes diere aviso de su deseo de proponer modificaciones, el Convenio continuará en vigor durante otro año, y así en lo sucesivo automáticamente, aunque sujeto siempre, respecto a cada plazo de un año, al derecho de cada una de las partes de proponer modificaciones al Convenio según se dispone mas arriba tres meses antes de su vencimiento, y a la estipulación de que si dichas modificaciones no se acordaren antes de la terminación del plazo de un año, el Convenio caducará.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Convention, the said Convention shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Convention shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Convention not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws ; and the ratifications shall be exchanged at the City of Havana as soon as possible.

In witness whereof the Plenipotentiaries above mentioned have signed the two originals of the present Convention, and have affixed their respective seals thereto.

Done in two copies of the same text and legal force in the English and Spanish languages in the City of Habana, on this fourth day of March, nineteen hundred and twenty-six.

(Seal) Enoch H. CROWDER.

Artículo VI.

En caso de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes se viere impedida por sentencia judicial o resolución legislativa, de dar pleno cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, este caducará automáticamente, y, al caducar de esta manera o en cualquier otro momento en que cese de estar en vigor, cada una de las Altas Partes Contratantes disfrutará de todos los derechos que hubiere poseído si el Convenio no se hubiere concluído.

El presente Convenio será debidamente ratificado por las Altas Partes Contratantes, de acuerdo con sus respectivas leyes y las ratificaciones se canjearán en la Ciudad de la Habana, tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual, los precitados Plenipotenciarios han firmado los dos originales del presente Convenio y les han fijado sus sellos respectivos.

Hecho en dos ejemplares de un mismo texto legal en los idiomas inglés y español en la Ciudad de la Habana, a cuatro de Marzo de mil novecientos veinte y seis.

(Seal) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

I para remitir a la Secretaria General de la Liga de las Naciones en Ginebra, Suiza, á los efectos de su publicación y depósito conforme à lo dispuesto en el artículo 18 del Pacto, expido la presente en la Habana, a veinticinco dias del mes de Mayo de mil novecientos veintisiete.

Rafael MARTINEZ ORTIZ.

EXCHANGE OF NOTES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

EL SECRETARIO DE ESTADO DE CUBA AL EMBAJADOR DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA EN LA HABANA.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARÍA DE ESTADO.

No. 185.

HABANA, *Marzo 4 de 1926.*

SEÑOR EMBAJADOR,

En relación con el Convenio celebrado en el día de hoy entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América, para evitar que puedan surgir dificultades entre ambos países, con motivo de la aplicación de las leyes vigentes en los Estados Unidos de América, en materia de bebidas alcohólicas, y como complemento a dicho Convenio y a las negociaciones y correspondencias que sobre este asunto hemos mantenido, tengo el honor de comunicar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de la República de Cuba entiende que, en caso de que los Estados Unidos de América se adhieran al Protocolo² de 16 Diciembre de 1920 que creó el Tribunal Permanente de Justicia Internacional en El Haya, el Gobierno de los Estados Unidos no rehusará considerar la modificación del mencionado Convenio, o la conclusión de un Acuerdo separado, en que se estipule que las reclamaciones mencionadas en el artículo IV de dicho Convenio que no puedan ser solucionadas en la forma indicada en el párrafo primero de dicho Artículo, serán sometidas al Tribunal Permanente de Justicia Internacional en lugar del Tribunal Permanente de Arbitraje.

Asimismo entiende el Gobierno de la República de Cuba que, cada vez que las autoridades de los Estados Unidos apresen algún buque

I.

THE SECRETARY OF STATE OF CUBA TO THE AMERICAN AMBASSADOR AT HAVANA.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARÍA DE ESTADO.

No. 185.

HAVANA, *March 4, 1926.*

MR. AMBASSADOR,

With reference to the Convention signed to-day between the Republic of Cuba and the United States of America to obviate the occurrence of difficulties between both countries arising out of the application of the laws in force in the United States of America relating to alcoholic beverages, and as supplementary to the said Convention and to the negotiations and correspondence which we have had on this subject, I have the honor to advise Your Excellency that the Government of the Republic of Cuba understands that in the event of the adherence of the United States of America to the Protocol² of December 16, 1920, which created the Permanent Court of International Justice at The Hague, the Government of the United States will not refuse to consider modifying the aforementioned Convention, or the conclusion of a separate agreement, in which it shall be stipulated that the claims mentioned in Article IV of the said Convention, which may not be settled in the manner indicated in the first paragraph of the said article, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration.

The Government of the Republic of Cuba likewise understands that each time that the authorities of the United States seize any Cuban vessel

¹ Communiqué par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ Communicated by the State Department of the Government of the United States of America.

² Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387, of this Series.

cubano de acuerdo con las estipulaciones contenidas en el artículo II del Convenio antes referido, estarán obligadas a transmitir con toda prontitud una notificación de lo actuado al representante diplomático de la República de Cuba en Washington, dando el nombre del buque, el lugar de la acción, las circunstancias del caso y los fundamentos del mismo.

Espero tener el placer de recibir de Vuestra Excelencia, en nombre y representación del Gobierno de los Estados Unidos de América, la confirmación de esta inteligencia.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta consideración.

Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

A Su Excelencia
el Sr. General Enoch H. Crowder,
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario de los Estados
Unidos de América,
etc., etc., etc.

in conformity with the stipulations contained in Article II of the Convention above referred to, the said authorities of the United States shall be obliged to communicate very promptly a notification of what has occurred to the diplomatic representative of the Republic of Cuba in Washington giving the name of the vessel, the place of the occurrence, the circumstances of the case and the reasons therefor.

I hope to have the pleasure of receiving from Your Excellency in the name and on behalf of the United States of America confirmation of this understanding.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

To His Excellency
General Enoch H. Crowder,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the United States
of America,
etc., etc., etc.

II.

THE AMERICAN AMBASSADOR AT HAVANA TO THE SECRETARY OF STATE OF CUBA.

EMBASSY OF THE UNITED
STATES OF AMERICA.

No. 675.

HAVANA, *March 4, 1926.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to day's date, in which you were so good as to inform me in connection with the signing this day of the Convention between the United States and Cuba to aid in the prevention of the smuggling of intoxicating liquors into the United States that the Government of Cuba understands: (1) That in the event of the adhesion by the Government of the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate Agreement, providing that claims mentioned in Article IV of that Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration; and (2) that in case Cuban vessels are seized by the authorities of the United States under the provisions of Article II of this Convention, a notification thereof shall be promptly transmitted to the diplomatic representative of Cuba at Washington, giving the name of the vessel, the place of seizure and a brief statement of the grounds therefor.

Complying with your request for confirmation of these understandings I have the honour to state that the Cuban Government's understanding of the attitude of the Government of the United States in this respect is correct, and that in the event of the adhesion by the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been

created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the Convention this day signed, or the making of a separate Agreement, providing for the reference of claims mentioned in Article IV of the Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article, to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

I also confirm your understanding regarding the notification that is to be given to the diplomatic representative of the Cuban Government at Washington in case Cuban vessels are seized by the authorities of the United States.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

E. H. CROWDER.

His Excellency
Carlos Manuel DE Céspedes,
Secretary of State, Havana.

Y para su registro en los Archivos de la Secretaria General de la Liga de las Naciones, como parte del Convenio a que se refiere, expido la presente en la ciudad de la Habana a veintiuno de Noviembre de mil novecientos veintisiete.

Rafael MARTINEZ ORTIZ.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1447. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 4 MARS 1926.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient survenir entre les pays relativement aux lois en vigueur aux États-Unis d'Amérique sur le sujet des boissons alcooliques, ont décidé de conclure une convention à cette fin et ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

M. Enoch H. CROWDER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Cuba ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,

M. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que c'est leur ferme intention de maintenir le principe que la réelle limite des eaux territoriales est constituée par trois milles marins, en partant de la côte vers la haute mer, mesurés à partir de la ligne des basses eaux.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article II.

La République de Cuba convient :

1^o De ne soulever aucune objection à ce que les navires privés sous pavillon cubain, soient abordés, en dehors des limites des eaux territoriales, par les autorités des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, afin que des questions puissent être posées aux personnes se trouvant à bord et qu'un examen soit fait des papiers de bord, en vue de vérifier si le navire ou les personnes à bord s'efforcent d'importer, ou ont importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis leurs territoires ou possessions, contrairement aux lois qui y sont en vigueur. Lorsque de telles questions et examen donneront des causes raisonnables de suspicion, une visite du navire pourra être effectuée.

2^o S'il existe une cause raisonnable de croire que le navire a commis ou est en train de commettre ou d'essayer de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions prohibant l'importation des boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, pour qu'il en soit décidé conformément auxdites lois.

3^o Les droits conférés par cet article ne seront pas exercés à une distance de la côte des Etats-Unis leurs territoires ou possessions, supérieure à celle qui peut être traversée en une heure par le navire suspecté de tâcher de commettre cette infraction. Dans le cas, toutefois, où l'intention serait que le liquide fût transporté aux Etats-Unis, leurs territoires ou possessions par un navire autre que celui qui aurait été abordé ou visité, ce serait la vitesse de cet autre navire et non celle du navire abordé qui servirait à déterminer la distance à partir de la côte jusqu'ou le droit dérivant de cet article pourrait être exercé.

Article III.

Aucune pénalité ou confiscation d'après les lois des Etats-Unis ne sera applicable aux liqueurs alcooliques ou aux navires ou personnes, en raison du transport de telles liqueurs, quand lesdites liqueurs seront inscrites comme approvisionnement de mer ou comme cargaison destinée à un port en dehors des Etats-Unis leurs territoires ou possessions, à bord de navires cubains voyageant vers un port des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, ou en venant, ou traversant leurs eaux territoriales ; et un tel transport sera considéré comme il est actuellement prescrit par la loi pour ce qui regarde le transit de telles liqueurs par le Canal de Panama, pourvu que lesdites liqueurs soient maintenues sous scellé, de manière continue, pendant le temps que le navire demeurera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune partie desdites liqueurs ne soit en aucun lieu ou moment débarquée aux Etats-Unis ou leurs territoires ou possessions.

Article IV.

Toute demande par un navire cubain de compensation, fondée sur une perte ou dommage qu'il aurait subis par suite d'un exercice indû ou déraisonnable des droits conférés par l'article II de cette convention ou sur le fait qu'il n'aurait pas été admis au bénéfice de l'article III, sera référée pour examen conjoint à deux personnes, chacune des Hautes Parties contractantes désignant l'une d'elles.

Suite sera donnée aux recommandations contenues dans tout semblable rapport conjoint. Si l'entente n'a pu se faire sur aucun rapport conjoint, la réclamation sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, décrite dans la convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye, le 18 octobre 1907. Le tribunal arbitral sera constitué conformément à l'article 87 (Chapitre IV) et à l'article 59 (Chapitre III) de ladite convention. La procédure sera réglée d'après telles parties du chapitre IV et du chapitre III de ladite convention (attention spéciale étant prêtée aux articles 70 et 74, mais les articles 53 et 54 étant exclus) que le tribunal pourra considérer comme applicables et comme cadrant avec les dispositions de cet arrangement. Toutes les som-

mes d'argent qui pourront être accordées par le tribunal à cause d'une réclamation, seront payées dans les dix-huit mois après la date de la décision finale sans intérêts et sans déduction, sauf ainsi qu'il y va être spécifié.

Chaque gouvernement pourvoira à ses propres dépenses. Les dépenses du tribunal seront couvertes par une déduction proportionnelle du total des sommes allouées par lui, au taux de cinq pour cent sur lesdites sommes, ou à tels taux moins élevés sur lesquels les deux gouvernements pourraient tomber d'accord ; le déficit, s'il y en avait, serait couvert par moitiés égales par les deux gouvernements.

Article V.

Cette convention sera soumise à ratification et demeurera en vigueur pendant une période d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra donner avis de son désir de proposer des modifications aux termes de la convention.

Si l'accord ne s'est pas fait sur les modifications avant l'expiration du terme susindiqué d'une année, la convention prendra fin.

Si aucun avis n'est donné, de l'une ou l'autre part, du désir de proposer des modifications, la convention demeurera en vigueur pour une autre année, et ainsi de suite automatiquement ; mais toujours, sous le bénéfice, pour chaque telle période d'un an, du droit pour chaque partie de proposer, comme il est spécifié plus haut, des modifications à la convention trois mois avant son expiration et sous bénéfice de la clause suivant laquelle, si l'entente ne s'est pas faite relativement à de telles modifications avant l'achèvement de la période d'un an, la convention prendra fin.

Article VI.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes serait empêchée par une décision judiciaire ou par une action législative de donner plein effet aux clauses de la présente convention, ledit traité, prendrait fin automatiquement, et, en un tel cas ou au moment, quel qu'il soit, où cette convention cessera d'être en vigueur, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si cette convention n'avait pas été conclue.

La présente convention sera dûment ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leur législation respective ; les ratifications seront échangées à La Havane aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de La Havane, en deux exemplaires du même texte faisant également foi, en langue anglaise et en langue espagnole, le quatrième jour de mars mil neuf cent vingt-six.

(Sceau) Enoch H. CROWDER.

(Sceau) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

ECHANGE DE NOTES.

I.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE CUBA A L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE A LA HAVANE.

RÉPUBLIQUE DE CUBA.
SECRETARIAT D'ÉTAT.

N° 185.

LA HAVANE, le 4 mars 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la convention signée à la date de ce jour entre la République de Cuba et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter que des difficultés ne surgissent entre les deux pays au sujet de l'application des lois en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, en ce qui concerne les boissons alcooliques, et comme complément à ladite convention ainsi qu'aux négociations et à la correspondance portant sur cette question, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de la République de Cuba comprend qu'en cas d'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au protocole du 16 décembre 1920, instituant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis ne sè refusera pas à examiner une modification de la convention ci-dessus mentionnée ou la conclusion d'un accord distinct, dans lequel il sera stipulé que les réclamations visées à l'article IV de ladite convention, qui ne pourraient pas être réglées de la façon indiquée au premier alinéa dudit article, seront soumises à la Cour permanente de Justice internationale au lieu de la Cour permanente d'arbitrage.

Le Gouvernement de la République de Cuba comprend également que chaque fois que les autorités des Etats-Unis saisisront un navire cubain, conformément aux dispositions de l'article II de la convention mentionnée ci-dessus, lesdites autorités seront tenues de communiquer très rapidement un exposé des faits au représentant diplomatique de la République de Cuba à Washington, en indiquant le nom du navire, le lieu et les circonstances dans lesquelles se sont produits les faits, ainsi que les motifs qui ont provoqué la saisie.

J'espère avoir le plaisir de recevoir de Votre Excellence, au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, la confirmation de cette interprétation.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

Son Excellence le Général Enoch H. Crowder,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique,
etc., etc.,
La Havane.

II.

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A LA HAVANE AU SECRÉTAIRE D'ETAT DE CUBA.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 675.

LA HAVANE, le 4 mars 1926.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître, à propos de la signature qui a eu lieu ce jour même, de la Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba, en vue d'empêcher la contrebande des boissons alcooliques, à destination des Etats-Unis, que le Gouvernement de Cuba comprend : 1° que, dans le cas de l'adhésion du Gouvernement des Etats-Unis au protocole du 16 décembre 1920, en vertu duquel la Cour permanente de justice internationale a été instituée à La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis ne se refusera pas à examiner une modification de ladite convention ou la conclusion d'un accord distinct, stipulant que les réclamations visées à l'article IV de la convention, qui ne pourront être réglées de la façon indiquée au premier alinéa de cet article, seront soumises à la Cour permanente de Justice internationale au lieu de la Cour permanente d'arbitrage, et 2° que dans le cas où des navires cubains seraient saisis par les autorités des Etats-Unis, conformément aux dispositions de l'article II de la convention, une notification de la saisie devra être rapidement transmise au représentant diplomatique de Cuba à Washington, en donnant le nom du navire, le lieu de la saisie et un court exposé des motifs de la saisie.

Me conformant à votre désir d'obtenir confirmation de cette interprétation, j'ai j'honneur de vous faire connaître que cette interprétation, de la part du Gouvernement cubain, de l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à cet égard, est exacte ; et que, dans le cas de l'adhésion des Etats-Unis au protocole du 16 décembre 1920, en vertu duquel la Cour permanente de Justice internationale a été instituée à La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis ne se refusera pas à examiner une modification de la convention, signée ce jour même, ou la conclusion d'un accord distinct, prévoyant le renvoi à la Cour permanente de Justice internationale, au lieu de la Cour permanente d'arbitrage, des réclamations visées à l'article IV de la convention, qui ne pourront être réglées de la façon indiquée au premier alinéa dudit article.

J'ai l'honneur, également, de vous confirmer votre interprétation, suivant laquelle notification devra être faite au représentant diplomatique du Gouvernement cubain, à Washington, des cas de saisie de navires cubains par les autorités des Etats-Unis.

Veillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

E. H. CROWDER.

Son Excellence
Carlos Manuel de Céspedes,
Secrétaire d'Etat,
La Havane.

N° 1448.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA**

Convention pour la répression de la
contrebande entre les deux pays.
Signée à La Havane, le 11 mars
1926.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA**

Convention for the Suppression of
Smuggling Operations between
their respective Territories. Signed
at Havana, March 11, 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1448. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF CUBA FOR THE SUPPRESSION OF SMUGGLING OPERATIONS BETWEEN THEIR RESPECTIVE TERRITORIES. SIGNED AT HAVANA, MARCH 11, 1926.

Nº 1448. — CONVENIO¹ ENTRE LA REPÚBLICA DE CUBA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA PARA LA REPRESIÓN DEL CONTRABANDO ENTRE AMBOS PAISES, FIRMADO EN LA HABANA, EL 11 DE MARZO, 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 avril 1927.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 26 août 1926.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place April 25, 1927.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 26, 1926.

THE REPUBLIC OF CUBA and THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of aiding each other in the suppression of smuggling from the territory of one State to the other, have agreed to enter into the present Convention and for this purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA,
Mr. Carlos y Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, Secretary of State of the Republic of Cuba ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Mr. Enoch H. CROWDER, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America in Cuba ;

LA REPÚBLICA DE CUBA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, deseosos de auxiliarse mutuamente en la represión del contrabando del territorio de un Estado a otro, han acordado celebrar el presente Convenio, designando con ese objeto por sus Plenipotenciarios respectivos :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :
al Sr. Carlos Manuel de CÉSPEDES y de Quesada, Secretario de Estado de la República de Cuba, y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

al Sr. Enoch H. CROWDER, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Cuba,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Havane, le 18 juin 1926.

¹ The exchange of ratifications took place at Havana, June 18, 1926.

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties agree to aid each other mutually in the manner provided in this Convention in the prevention, discovery and punishment of violations of their respective laws, decrees or regulations with respect to the importation of narcotics, intoxicating liquors and other merchandise and the entry and departure of aliens.

Article II.

The High Contracting Parties agree that clearance of shipments of merchandise by water, air, or land, from any of the ports of either country to a port of entry of the other country, shall be denied when such shipment comprises articles the importation of which is prohibited or restricted in the country to which such shipment is destined, unless in this last case there has been a compliance with the requisites demanded by the laws of both countries.

The High Contracting Parties likewise bind themselves to prevent by all means possible, in accordance with the laws of their respective countries, the clearance of any vessel or vehicle laden with merchandise or having on board aliens destined to any port or place, when it is evident by reason of the tonnage, size, type of vessel, or vehicle, length of the voyage, perils or conditions of navigation or transportation, that it is impossible for it to transport said merchandise or persons to the place of destination mentioned in the request for clearance, or when the repetition of alleged accidents in prior voyages or the antecedents of or information concerning the vessel or vehicle furnish evidence that said merchandise or any part of the same or any person, whatever the ostensible point of destination thereof might be, is intended to be illegally introduced into the territory of the other High Contracting Party.

When one of the High Contracting Parties gives notice to the other that it suspects that a specified vessel in a port of the other High Contracting Party, although ostensibly destined to a port in a third country, is likely to attempt

Quienes habiéndose comunicado sus plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido los siguientes artículos :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en auxiliarse mutuamente en la forma estatuida en este Convenio, en la prevención, descubrimiento y castigo de las infracciones de sus respectivas leyes, decretos o reglamentos sobre importación de narcóticos, licores embriagantes y otras mercancías, y la entrada y salida de extranjeros.

Artículo II.

Las Altas Partes Contratantes convienen en negar el despacho de embarques de mercancías por agua, aire o tierra de cualquier puerto de los dos países a un puerto de entrada del otro país, cuando el embarque comprenda artículos cuya importación esté prohibida o restringida en el país de destino, a no ser en este último caso, que se hayan cumplido los requisitos exigidos por las leyes de ambos países.

Asimismo se obligan las Altas Partes Contratantes a evitar por todos los medios posibles, de acuerdo con las leyes de sus respectivos países, el despacho de cualquier buque o vehículo cargado con mercancías o que lleve a bordo extranjeros destinados a cualquier puerto o lugar, cuando sea evidente por el tonelaje, tamaño, tipo del buque o vehículo, duración del viaje, peligros o condiciones de la navegación o transporte, que le sea imposible transportar dichas mercancías o personas al lugar de destino mencionado en la solicitud de despacho o cuando la repetición de supuestos accidentes en travesías anteriores o los antecedentes e informes referentes al buque o vehículo suministren la evidencia de que dichas mercancías, cualquier parte de ellas, o alguna persona, sea cual fuere el destino ostensible de buque, trata de introducirse ilegalmente en el territorio de la otra Alta Parte Contratante.

Cuando una de las Altas Partes Contratantes avise a la otra que sospecha que determinado buque que se encuentra en un puerto de la otra Alta Parte Contratante, aunque ostensiblemente destinado a un puerto de un

to introduce unlawfully into its territory merchandise or persons whose entry is prohibited or restricted, the other High Contracting Party shall require from the master or person in charge of the vessel — in accordance with the laws in force in the respective countries and such additional arrangements as may be agreed upon and incorporated in regulations by the appropriate authorities of the High Contracting Parties — a bond to produce a duly authenticated landing certificate showing such merchandise or persons actually to have been discharged at the port for which the vessel cleared. If any such vessel fails to produce the certificate in proof of lawful discharge of such merchandise or persons or produces a false certificate or evidence the bond shall be forfeited and thereafter for a period of five years the vessel shall be denied the right to enter or clear from any port of either of the High Contracting Parties with merchandise or persons of the same nature.

Article III.

The High Contracting Parties agree to employ all reasonable measures — in accordance with the laws of their respective countries — to prevent the departure of persons destined to the territory of either of them who do not effect such departure through the ports of departure and are not destined to a port of entry in the other country.

Persons who are not nationals of either of the High Contracting Parties and who, coming from the territory of one of them, have attempted to enter unlawfully into the territory of the other and are returned to the territory of the High Contracting Party from which they proceeded, shall be returned in accordance with the laws in force in the country from which they are returned and such additional arrangements as may be agreed upon or incorporated in regulations by the appropriate authorities of the High Contracting Parties in order that such persons may be deported to the country of their origin.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties agrees with the other that property of all kinds in its

tercer país, es de suponer que trate de introducir ilegalmente en su territorio, mercancías o personas cuya entrada esté prohibida o restringida, la otra Alta Parte Contratante exigirá del capitán o persona encargada del buque — en cuanto sea posible, de acuerdo con las leyes vigentes en los respectivos países y con los acuerdos adicionales a que se pueda llegar o que se inserten en los reglamentos por las autoridades competentes de las Altas Partes Contratantes — una fianza para garantizar la presentación de un certificado de desembarco, debidamente autenticado, en que conste que dichas mercancías o personas han sido realmente desembarcadas en el puerto para que fué despachado el buque. Si cualquier buque en estas condiciones dejare de presentar el certificado demostrativo del desembarco legal de dichas mercancías o personas, o presentare un certificado, o pruebas falsas, se le decomisará la fianza, y en lo adelante, durante un plazo de cinco años, le será negado el derecho de entrar o salir de los puertos de ambas Altas Partes Contratantes, con mercancías o personas de la misma naturaleza.

Artículo III.

Las Altas Partes Contratantes convienen en emplear todas las medidas razonables — de acuerdo con las leyes de sus respectivos países — para evitar la salida de personas destinadas al territorio de cualquiera de ellas, que no lo efectúen por los puertos de salida habilitados al efecto y no vayan destinadas a un puerto de entrada del otro país.

Las personas que no sean nacionales de alguna de las Altas Partes Contratantes y que, viniendo del territorio de una de ellas, hayan tratado de entrar ilegalmente en el territorio de la otra y fueren devueltas al territorio de la Alta Parte Contratante de donde proceden, lo serán de acuerdo con las leyes vigentes en el país de donde son devueltas y con los acuerdos adicionales a que se pueda llegar o que se inserten en los reglamentos por las autoridades competentes de las Altas Partes Contratantes, de manera que dichas personas puedan ser deportadas a su país de origen.

Artículo IV.

Las Altas Partes Contratantes convienen en devolver a los nacionales del otro país, los efectos

possession which, having been stolen in the territory of the other and brought into its territory, is seized by its Customs authorities, shall, when the owners are nationals of the other country, be returned to such owners, subject to satisfactory proof of such ownership and the absence of any collusion, and subject moreover to payment of the expenses of the seizure and detention and to the abandonment of any claims by the owners against the Customs, or the Customs officers, warehousemen or agents, for compensation or damages for the seizure, detention, warehousing or keeping of the property.

Article V

The High Contracting Parties mutually agree that they will exchange or furnish when requested information concerning :

(a) The transportation of cargoes or the shipment of merchandise between said countries,

(b) The names and activities of the persons or vessels which are known to be or suspected of being engaged in the violation of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention,

(c) Persons leaving their territories who are destined to the territory of the other High Contracting Party or the activities of any persons in either country, when there are reasonable grounds to believe that said persons are engaged in unlawful migration activities or in conspiracies against the other Government or its institutions, when not incompatible with the public interest,

(d) The existence and extent of contagious and infectious diseases of persons, animals, birds, or plants, and the ravages of insect pests and the measures being taken to prevent their spreading, and

(e) The study and use of the most effective scientific and administrative methods for the suppression and eradication of said diseases and insect pests.

Article VI

The officials of the High Contracting Parties whose duty it may be to prevent or report the

de todas clases que hubiesen sido decomisados por sus autoridades de aduana, que resulten haber sido robados en el territorio de la otra y llevados a su territorio, siempre que presenten pruebas satisfactorias de su propiedad y de falta de colusión ; que paguen los gastos del comiso y custodia de los objetos ; y que renuncien a toda reclamación contra las aduanas o los funcionarios de aduana, almacenistas o agentes, por los daños o perjuicios ocasionados con motivo del comiso, almacenaje o custodia de la referida propiedad.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes convienen recíprocamente en cambiarse o facilitarse, cuando así lo soliciten, informes concernientes a :

(a) El transporte de cargoes o el embarque de mercancías entre ambos países ;

(b) Los nombres y actividades de las personas o buques que se sepa o sospeche que se dedican a violar las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio ;

(c) Las personas que partiendo de su territorio se dirijan al territorio de la otra Alta Parte Contratante o las actividades de cualquier persona en uno u otro país, cuando hubiere motivos racionales para creer que dichas personas están dedicadas a actividades migratorias ilegales o a conspiraciones contra el otro Gobierno o sus instituciones, siempre que dichos informes no sean incompatibles con el interés público ;

(d) La existencia y extensión de enfermedades contagiosas o infecciosas de personas, animales, aves o plantas, y de los daños ocasionados por las plagas de insectos, así como las medidas tomadas para evitar su difusión ; y

(e) El estudio y el uso de los métodos científicos o administrativos más efectivos para la supresión y extirpación de dichas enfermedades y plagas.

Artículo VI.

Los funcionarios de las Altas Partes Contratantes cuyo deber sea impedir o denunciar

violation of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention are obliged, as soon as they have knowledge of preparations to smuggle or that smuggling has been effected, to do everything possible to prevent the same through all the means within their power in the first case, and to bring the matter to the attention of the proper authorities of their own country, in either of the two circumstances.

The appropriate authorities of each of the High Contracting Parties shall notify the appropriate authorities of the other High Contracting Party of violations of the laws, decrees and regulations mentioned in Article I of this Convention which have been communicated to them relative to attempts at smuggling or actual smuggling, and will furnish all information which they may have been able to gather with regard to the facts and circumstances thereof.

Such notification and information may be furnished and received only by appropriate officials who shall be designated by the respective Governments.

Article VII

It is agreed that the Customs and other administrative officials of the respective Governments of the Republic of Cuba and of the United States of America shall upon request be directed to attend as witnesses before the courts in the other country and to produce such available records and files or certified copies thereof as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases arising out of violation of the laws, decrees or regulations mentioned in Article I of this Convention and as may be produced compatibly with the public interest. It shall be considered in these cases that they appear as agents of their respective Governments, to inform the courts on matters upon which questioned, and when they so appear their character as such agents shall be recognized. Original records or documents produced by said officials shall not be retained by the courts, but legal copies thereof may be taken if necessary.

The cost of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or

las infracciones de las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio, quedan obligados, tan pronto como llegue a su conocimiento que se prepara o ha efectuado un contrabando, a hacer todo lo posible por impedirlo por todos los medios a su alcance, en el primer caso; y a poner el hecho en conocimiento de las autoridades competentes de su propio país, en cualquiera de las circunstancias.

Las autoridades competentes de cada una de las Altas Partes Contratantes notificarán a las autoridades competentes de la otra Alta Parte Contratante las infracciones de las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio que le hayan sido comunicadas, referentes a tentativas de contrabandos o a contrabandos consumados y les facilitarán todos los informes que sobre los hechos y circunstancias hayan podido reunir.

Las notificaciones e informes antes referidos solo podrán ser facilitados y recibidos por los funcionarios competentes designados para ello por los respectivos Gobiernos.

Artículo VII.

Queda convenido que los funcionarios de aduana y demás funcionarios administrativos de los respectivos gobiernos de la República de Cuba y de los Estados Unidos de América deberán, previa solicitud al efecto, comparecer como testigos ante los tribunales del otro país y presentar las actuaciones y expedientes o copias certificadas de los mismos que tengan a su alcance, en cuanto se considere esencial al procedimiento de los casos civiles o criminales que surjan de la infracción de las leyes, decretos o reglamentos mencionados en el Artículo I de este Convenio y sea posible presentarlos de modo compatible con el interés público. En estos casos se considera que comparecen como agentes de sus respectivos gobiernos, para informar a los tribunales acerca de los asuntos sobre los cuales sean preguntados y cuando comparezcan de esta manera se les reconocerá su carácter como tales agentes. Los documentos o expedientes originales presentados por dichos funcionarios no serán retenidos por los tribunales, pero se tomarán copias legales de los mismos si fuere necesario.

Los gastos de copias de actuaciones, declaraciones, certificaciones y cartas rogatorias en

criminal cases, and the cost of first-class transportation both ways, maintenance and other proper expenses involved in the attendance of such witnesses shall be paid by the nation requesting their attendance at the time of their discharge by the court from further attendance at such trial. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries.

asuntos civiles o criminales y el costo de transporte de ida y vuelta en primera clase, manutención, alojamiento y otros gastos naturales originados por la comparecencia de dichos testigos, serán pagados por la nación que solicite su declaración, en el momento de ser relevados por el tribunal de ulterior presentación en el juicio. Los exhortos y comisiones rogatorias se diligenciarán con toda la premura posible, y las copias de actuaciones y documentos oficiales se certificarán lo más pronto que se pueda por los funcionarios correspondientes, de acuerdo con las disposiciones legales de los respectivos países.

Article VIII

Artículo VIII.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in the City of Havana as soon as possible. The Convention shall come into effect at the expiration of ten days from the date of the exchange of ratifications, and it shall remain in force for one year. If upon the expiration of one year no notice is given by either Party of a desire to terminate the same, it shall continue in force until thirty days after either Party shall have given notice to the other of a desire to terminate it.

Este Convenio será ratificado y las ratificaciones se canjearán en la Ciudad de la Habana, tan pronto como sea posible. El Convenio empezará a regir a los diez días de la fecha del canje de las ratificaciones y permanecerá en vigor durante un año. Si después de transcurrido el año ninguna de las partes notificare a la otra su deseo de terminarlo, continuará en vigor hasta treinta días después de la fecha en que cualquiera de las partes notifique a la otra su deseo de terminarlo.

In witness whereof, the Plenipotentiaries above mentioned have signed the two originals of the present Convention and have affixed their respective seals thereto.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados, han firmado los dos originales del presente Convenio y fijado en ellos sus sellos respectivos.

Done in two copies of the same text and legal force in the Spanish and English languages in the City of Havana, this eleventh day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-six.

Hecho en dos ejemplares del mismo texto y fuerza legal en los idiomas español, e inglés, en la Ciudad de la Habana a once de Marzo de mil novecientos veinte y seis.

(Seal) Enoch H. CROWDER.

(Seal) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

I para remitir a la Secretaria General de la Liga de las Naciones, en Ginebra, Suiza, a los efectos de su publicación y depósito conforme a lo dispuesto en el Artículo 18 del Pacto expido la presente en la Habana a veinticinco días del mes de Mayo de mil novecientos veintisiete.

Rafael MARTINEZ ORTIZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1448. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 11 MARS 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, animés du désir de se prêter un concours mutuel en vue de la répression de la contrebande pratiquée entre leurs territoires, sont convenus de conclure la présente convention et ont, à cet effet désigné comme leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Carlos Manuel DE CÉSPEDES Y DE QUESADA, secrétaire d'Etat de la République de Cuba ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Enoch H. CROWDER, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Cuba ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de se prêter un concours mutuel, dans les conditions prévues à la présente convention, en vue de prévenir, découvrir et punir les violations de leurs lois, décrets ou règlements respectifs, relatifs à l'importation de stupéfiants, boissons alcooliques et autres marchandises, ainsi qu'à l'entrée et au départ des étrangers.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que l'expédition d'envois de marchandises par la voie maritime, aérienne ou terrestre, de l'un des ports d'un des deux pays à destination d'un port d'entrée de l'autre pays, sera refusée, dans les cas où les envois en question comprendraient des articles dont l'importation est soumise à une interdiction ou à des restrictions dans le pays de destination, à moins que, dans ce dernier cas, on ne se soit conformé aux conditions fixées par les lois des deux pays.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent de même à empêcher par tous les moyens possibles, conformément à leurs lois respectives, le départ de tout navire ou véhicule chargé de marchandises, ou ayant à bord des étrangers, à destination d'un port ou localité quelconque, lorsqu'il est évident, en raison du tonnage, des dimensions, du genre du navire ou du véhicule, de la longueur du voyage, des dangers ou conditions de la navigation ou du transport, qu'il est impossible audit véhicule ou navire de transporter les marchandises ou personnes en question au lieu de destination

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

mentionné dans la demande d'autorisation de départ, ou lorsque la répétition de prétendus accidents au cours de voyages antérieurs ou les antécédents du navire ou véhicule, ou les renseignements concernant ledit navire ou véhicule, fournissent la preuve que, quel que puisse être le point ostensible de destination, ladite cargaison, ou une partie de celle-ci, ou une personne quelconque, est destinée à être illégalement introduite sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

Lorsqu'une des Hautes Parties contractantes avise l'autre qu'elle soupçonne qu'un certain navire, se trouvant dans un port de l'autre Haute Partie contractante, bien qu'ostensiblement destiné à se rendre dans un port d'un troisième pays, essaiera vraisemblablement d'introduire illégalement, sur le territoire de ladite Partie contractante, des marchandises ou personnes dont l'entrée est interdite ou assujettie à des restrictions, l'autre Haute Partie contractante exigera du capitaine ou de la personne ayant charge du navire, — conformément aux lois en vigueur dans les pays respectifs et aux arrangements complémentaires qui pourraient être convenus et incorporés dans les règlements par les autorités compétentes des Hautes Parties contractantes, — une garantie par laquelle l'intéressé s'obligera à présenter un certificat de débarquement dûment légalisé attestant que lesdites marchandises ou personnes ont été effectivement débarquées dans le port à destination duquel le navire est parti. Si un navire qui se trouve dans ces conditions manque à présenter le certificat attestant le débarquement licite desdites marchandises ou personnes, ou produit un faux certificat ou une fausse preuve, la garantie sera confisquée et, pendant une période ultérieure de cinq ans, il sera interdit au navire d'entrer dans un port quelconque de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ou d'en partir, avec des marchandises ou des passagers de la même catégorie.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'employer tous les moyens raisonnables — conformément aux lois de leurs pays respectifs — pour empêcher le départ, à destination du territoire de l'une d'elles, de personnes qui ne partent pas par les ports de départ et n'ont pas l'intention de se rendre dans un port d'entrée de l'autre pays.

Les personnes qui ne sont pas des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes et qui, arrivant du territoire de l'une d'elles, ont essayé de pénétrer illégalement sur le territoire de l'autre et sont renvoyées sur le territoire de la Partie contractante d'où elles viennent, seront refoulées, conformément aux lois en vigueur dans le pays qui les refoule, et aux accords complémentaire qui pourraient intervenir ou qui pourraient être incorporés dans les règlements par les autorités compétentes des Hautes Parties contractantes, afin que les personnes en question puissent être renvoyées dans leur pays d'origine.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient que les biens de toute nature en sa possession qui, ayant été volés sur le territoire de l'autre Partie et introduits sur son territoire, sont saisis par ses autorités douanières, seront, — lorsque les propriétaires sont des ressortissants de l'autre pays, — restitués auxdits propriétaires, sous réserve qu'il soit fourni une preuve satisfaisante de ladite propriété et de l'absence de toute collusion, et sous réserve, en outre, du paiement des frais de saisie et de garde ainsi que de l'abandon de toute revendication des propriétaires contre l'Administration des douanes, les fonctionnaires des douanes, les entrepositaires ou agents, en vue d'obtenir une indemnité ou des dommages et intérêts pour la saisie, la détention, l'entreposage ou la garde des biens en question.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes conviennent mutuellement d'échanger ou de fournir sur demande, des renseignements concernant :

- a) Le transport de cargaisons, ou l'envoi de marchandises entre les deux pays ;
- b) Les noms et l'activité des personnes ou navires que l'on sait ou présume violer les lois, décrets et règlements visés à l'article premier de la présente convention ;

c) Les personnes quittant leur territoire à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ou l'activité de toutes personnes dans l'un ou l'autre pays, lorsque l'on a de bonnes raisons de croire que lesdites personnes se livrent à des opérations illégales de migration ou participent à des conspirations contre l'autre gouvernement, ou contre ses institutions, sous réserve que lesdits renseignements ne soient pas incompatibles avec l'intérêt public ;

d) L'existence et le développement des maladies contagieuses et infectieuses frappant les personnes, les animaux, les oiseaux ou les plantes, et les ravages causés par les insectes nuisibles, ainsi que les mesures prises pour empêcher leur diffusion ;

e) L'étude et l'emploi des méthodes scientifiques et administratives les plus efficaces en vue de supprimer et de faire disparaître lesdites maladies et insectes nuisibles.

Article VI.

Les fonctionnaires des Hautes Parties contractantes, chargés d'empêcher et de signaler la violation des lois, décrets et règlements visés à l'article premier de la présente convention sont tenus, dès qu'ils ont connaissance de préparatifs de contrebande ou de la réalisation d'opérations de contrebande, de faire, dans le premier cas, tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher, par tous les moyens, ladite contrebande, et, dans les deux cas, de signaler l'affaire aux autorités compétentes de leur propre pays.

Les autorités compétentes de chacune des Hautes Parties contractantes notifieront aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante les infractions aux lois, décrets et règlements visés à l'article premier de la présente convention, qui leur auront été signalées au sujet de tentatives ou d'opérations effectives de contrebande, et elles fourniront tous les renseignements qu'elles auront pu réunir sur les faits et circonstances en question.

Ces notifications et transmissions de renseignements ne pourront être effectuées et reçues que par les fonctionnaires compétents, désignés à cet effet par les gouvernements respectifs.

Article VII.

Il est convenu que les fonctionnaires des douanes et autres administrations des gouvernements respectifs de la République de Cuba et des Etats-Unis d'Amérique devront, sur demande, comparaître en qualité de témoins devant les tribunaux de l'autre pays et présenter les documents ou dossiers existants, ou des extraits certifiés conformes, qui pourraient être considérés comme essentiels pour le jugement d'affaires civiles ou criminelles résultant de la violation des lois, décrets ou règlements visés à l'article premier de la présente convention, et qui pourraient être communiqués sans inconvénient pour l'intérêt public. On considérera que, dans les cas susindiqués, ils comparaisent en qualité d'agents de leurs gouvernements respectifs pour renseigner les tribunaux sur les points au sujets desquels ils sont interrogés et, lorsqu'ils comparaissent ainsi, leur caractère d'agents de leurs gouvernements respectifs sera reconnu. Les pièces ou documents originaux produits par lesdits fonctionnaires ne seront pas retenus par les tribunaux, mais, s'il est nécessaire, il pourra en être pris des copies légales.

Les frais de transcription de pièces, dépositions, certificats et lettres rogatoires dans des affaires civiles ou criminelles, ainsi que les frais de transport en première classe, à l'aller et au retour, le frais de séjour et autres dépenses normales, entraînés par la comparution desdits témoins, seront payés par la Puissance requérant leur comparution, au moment où lesdits témoins seront relevés par le tribunal de toute nouvelle comparution au cours du procès. Les lettres et commissions rogatoires seront exécutées avec toute la célérité possible, et les copies de pièces ou documents officiels seront certifiées conformes aussi rapidement que possible par les fonctionnaires compétents, conformément aux dispositions des lois des pays respectifs.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à La Havane le plus tôt possible. La convention prendra effet le onzième jour à compter de la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une année. Si, à l'expiration d'une année, aucune des deux Parties n'a notifié son désir d'y mettre fin, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trente jours à compter de la date où l'une des deux Parties aura notifié à l'autre son désir de mettre fin à ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé les deux originaux de la présente convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en double expédition, ayant même teneur et même force légale, en langue espagnole et en langue anglaise, à La Havane, le onze mars mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Enoch H. CROWDER.

(L. S.) Carlos Manuel DE CÉSPEDES.

N° 1449.

SUISSE ET TURQUIE

Traité d'amitié. Signé à Genève, le
19 septembre 1925.

**SWITZERLAND
AND TURKEY**

Treaty of Friendship. Signed at
Geneva, September 19, 1925.

N^o 1449. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A GENÈVE, LE 19 SEPTEMBRE 1925.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 avril 1927.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE, d'une part, et LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animées d'un égal désir de consolider les liens de constante amitié dont elles se sont déjà donné des preuves et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, entretenues dans cet esprit, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs populations respectives,

Ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé pour leur plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Tewfik ROUSCHDI bey, ministre des Affaires étrangères de la République turque ; et
MUNIR Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Turquie à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la Confédération suisse et la République turque, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, à charge de réciprocité sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes du droit international public général.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 8 avril 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1449. — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 19, 1925.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place April 26, 1927.

THE SWISS CONFEDERATION, of the one part, and THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being equally desirous of strengthening the ties of constant friendship of which they have given proof, and equally convinced that relations between the two States, maintained in this spirit, will further the prosperity and wellbeing of their respective peoples,

Have resolved to conclude a Treaty of Friendship, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Tewfik ROUSCHDI Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic ; and
MUNIR Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Turkey at Berne ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

There shall be established inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Swiss Confederation and the Turkish Republic, as also between the nationals of the two States.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic relations between the two States in conformity with the principles of international law. They are agreed that the diplomatic representatives of each of them shall, subject to reciprocity, receive in the territory of the other the treatment recognised by the principles of general public international law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berne, April 8, 1927.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour régler entre elles les relations commerciales, les relations consulaires, ainsi que les conditions d'établissement et de séjour, sur leurs territoires respectifs, des ressortissants de l'autre Partie, par des traités ou conventions qu'elles se réservent de conclure, conformément aux règles du droit international public général, sur la base d'une parfaite réciprocité.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne, le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Genève, le dix-neuf septembre mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (*Signé*) MOTTA.
(L. S.) (*Signé*) T. ROUSCHDI.
(L. S.) (*Signé*) Mehmed MUNIR.

Pour copie conforme :

Berne, le 25 avril 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Kæslin.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to settle between themselves commercial relations, consular relations and the conditions of settlement and residence, in their respective territories, for the nationals of the other Party, by treaties or conventions which they intend to conclude, in accordance with the rules of general public international law, on the basis of complete reciprocity.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible. It shall enter into force on the fifteenth day following the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Geneva, the nineteenth day of September, one thousand nine hundred and twenty-five.

(L. S.) (Signed) MOTTA.

(L. S.) (Signed) T. ROUSCHDI.

(L. S.) (Signed) Mehmed MUNIR.

N° 1450.

**LITHUANIE ET
ROYAUME - UNI**

**Traité d'extradition. Signé à Kaunas
(Kovno), le 18 mai 1926.**

**LITHUANIA AND
THE UNITED KINGDOM**

**Extradition Treaty. Signed at Kau-
nas (Kovno), May 18, 1926.**

No. 1450. — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS (KOVNO), MAY 18, 1926.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de sa Majesté britannique et par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 avril 1927.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, having determined, by common consent, to conclude a treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Dr. Leonas BISTRAS, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, *p. i.* ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Sir John Charles Tudor VAUGHAN, K.C.M.G., M.V.O., His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Republic of Lithuania ;

Who, after having exhibited to each other their respective full powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 2, committed within the jurisdiction of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences :

- (1) Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.
- (2) Manslaughter.
- (3) Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas (Kovno), le 29 mars 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1450. — TRAITÉ ² D'EXTRADITION ENTRE LE ROYAUME UNI ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS (KOVNO), LE 18 MAI 1926.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 28, 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITHUANIENNE et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, ayant décidé, d'un commun accord, de conclure une convention pour l'extradition des criminels, ont, à cette fin, désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITHUANIENNE :

Le D^r Léonas BISTRAS, premier ministre et ministre des Affaires étrangères *p. i.* ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Sir John Charles Tudor VAUGHAN, K. C. M. G., M. V. O., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. auprès de la République lithuanienne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans certaines circonstances et conditions spécifiées dans la présente convention, ceux des individus poursuivis ou condamnés pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2, et commis sur le territoire de l'une des Parties, qui seront découverts sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

L'extradition sera réciproquement accordée pour les crimes ou délits suivants :

1^o Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement) ou tentative de meurtre, ou complot en vue d'un meurtre.

2^o Homicide.

3^o Administration de drogues ou usage d'instruments en vue de provoquer l'avortement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Kaunas (Kovno), March 29, 1927.

- (4) Rape.
- (5) Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.
- (6) Indecent assault.
- (7) Kidnapping and false imprisonment.
- (8) Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.
- (9) Abduction.
- (10) Procuration.
- (11) Bigamy.
- (12) Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.
- (13) Assault occasioning actual bodily harm.
- (14) Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.
- (15) Perjury, or subornation of perjury.
- (16) Arson.
- (17) Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.
- (18) Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, or fraudulent conversion.
- (19) Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or feloniously obtained.
- (20) — (a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.
- (b.) Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm.
- (21) Forgery, or uttering what is forged.
- (22) Crimes against bankruptcy law.
- (23) Any malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.
- (24) Malicious injury to property, if such offence be indictable.
- (25) Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition crimes or offences.
- (26) Dealing in slaves in such manner as to constitute a crime or offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, providing such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime or offence for which, according to the law of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article 3.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Party.

Article 4.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the State applied to, for the crime or offence for which his extradition is demanded.

- 4° Viol.
- 5° Relations sexuelles ou toutes tentatives de relations sexuelles avec une jeune fille de moins de quatorze ans.
- 6° Outrages aux mœurs.
- 7° Enlèvement et séquestration illégale.
- 8° Vol d'enfants, y compris l'abandon, l'exposition ou la séquestration illégale d'enfants.
- 9° Rapt.
- 10° Proxénétisme.
- 11° Bigamie.
- 12° Actes de violence ou sévices prémédités ayant causé des blessures graves.
- 13° Voies de fait ayant causé effectivement des blessures.
- 14° Menaces, par lettre ou autrement, en vue d'extorquer de l'argent ou autres objets de valeur.
- 15° Faux témoignages ou subornation de témoins.
- 16° Incendie volontaire.
- 17° Cambriolage ou vol avec effraction, vol avec violence, larcins ou détournements.
- 18° Actes dolosifs commis par un dépositaire, banquier, agent, commissionnaire, « trustee », directeur, administrateur ou membre de toute société, ou abus de confiance.
- 19° Escroquerie d'argent, de valeurs ou autres objets mobiliers ; recel d'argent, de valeurs ou autres objets mobiliers, en sachant que lesdits objets ont été volés ou obtenus frauduleusement.
- 20° a) Contrefaçon ou altération de monnaie, ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée ;
- b) Fabrication, en toute connaissance de cause, et sans autorisation légale, de tout instrument, outil ou machine adapté ou destiné à la contrefaçon des monnaies de l'Etat.
- 21° Faux ou usage de faux.
- 22° Délits commis en violation de la loi sur les faillites.
- 23° Tout acte commis avec l'intention de mettre en danger la vie de personnes voyageant ou se trouvant dans un train.
- 24° Destruction ou dégradation intentionnelle de toute propriété mobilière ou immobilière, lorsque ces actes sont passibles de peines criminelles ou correctionnelles.
- 25° Actes de piraterie et autres crimes ou délits commis en mer contre des personnes ou des choses, si ces actes, crimes ou délits, d'après la législation des Hautes Parties contractantes, comportent l'extradition.
- 26° Crimes ou délits commis contre les lois des deux Etats concernant la traite des esclaves.

L'extradition sera également accordée pour complicité dans les crimes ou délits susmentionnés, si cette complicité est punie par la législation des deux Hautes Parties contractantes.

L'extradition pourra être également accordée, à la discrétion de l'Etat requis, pour tout autre crime ou délit pouvant comporter l'extradition aux termes de la législation alors en vigueur dans les deux Hautes Parties contractantes.

Article 3.

Chaque Partie contractante se réserve le droit de refuser ou d'accepter de livrer ses propres sujets ou citoyens à l'autre Partie contractante.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée si l'individu visé a déjà été jugé et acquitté ou condamné, ou s'il est encore sous le coup de poursuites, dans l'Etat requis, pour le crime ou délit au sujet duquel son extradition est demandée.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article 5.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime or offence or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

Article 6.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for a crime or offence of a political character.

Article 7.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has had an opportunity of returning, to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes or offences committed after the extradition.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article 9.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article 10.

A criminal fugitive may be apprehended under a warrant issued by any police magistrate, justice of the peace, or other competent authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime or offence had been committed or the person

Si l'individu dont l'extradition est demandée se trouve sous le coup de poursuites, ou purge une peine dans l'Etat requis en raison d'un autre crime ou délit, son extradition sera différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à l'accomplissement intégral des peines infligées.

Article 5.

Il ne sera pas donné suite à la demande d'extradition si, soit depuis le crime ou délit imputé, soit depuis les poursuites pénales ou la condamnation, la prescription de l'action judiciaire ou de la peine est acquise aux termes des lois de l'Etat requérant ou de l'Etat requis.

Article 6.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé, si le crime ou délit pour lequel l'extradition est demandée a un caractère politique ou si l'intéressé prouve que la demande d'extradition a été, en réalité, introduite en vue de le juger ou de le punir pour un crime ou délit de caractère politique.

Article 7.

Un individu extradé ne pourra, en aucun cas, être retenu en prison ou mis en jugement dans l'Etat auquel il aura été livré, pour aucun crime ou délit, ou pour aucun fait, autres que ceux pour lesquels l'extradition a été accordée, jusqu'à ce qu'il ait été envoyé ou qu'il ait eu l'occasion de retourner dans l'Etat par lequel il a été extradé.

Cette stipulation ne s'applique pas aux crimes ou délits commis après l'extradition.

Article 8.

La demande d'extradition sera présentée par l'intermédiaire des agents diplomatiques des Hautes Parties contractantes.

La demande d'extradition d'une personne inculpée doit être accompagnée d'un mandat d'arrêt émanant de l'autorité compétente de l'Etat requérant l'extradition, ainsi que de toutes preuves et témoignages qui, selon la législation du territoire où l'accusé est découvert, justifieraient son arrestation, si le crime ou délit avait été commis sur ce territoire.

Si la demande vise un individu déjà condamné, elle doit être accompagnée du jugement de condamnation rendu contre l'intéressé par le tribunal compétent de l'Etat qui demande l'extradition.

Un jugement rendu par contumace ne doit pas être considéré comme une condamnation, mais un individu frappé d'un jugement de ce genre peut être traité comme un inculpé.

Article 9.

Si la demande d'extradition répond aux stipulations précédentes, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont à l'arrestation du fugitif.

Article 10.

Un criminel en fuite peut être appréhendé en vertu d'un mandat délivré par tout magistrat, juge de paix ou autre autorité compétente de l'un ou l'autre Etat, à la suite de toute information, plainte, preuve ou témoignage ou de tout autre acte de procédure qui, de l'avis de l'autorité qui aura délivré le mandat, justifieraient ce mandat, si le crime ou délit avait été commis, ou si l'intéressé

convicted in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the magistrate, justice of the peace, or other competent authority, exercises jurisdiction. He shall, in accordance with this Article, be discharged if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the diplomatic agent of the State claiming his extradition in accordance with the stipulations of this Treaty. The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either State which may come into a port of the other.

Article 11.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to ; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article 12.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows :

- (1) A warrant, or copy thereof, must purport to be signed by a judge, magistrate, or officer of the other State, or purport to be certified under the hand of a judge, magistrate or officer of the other State to be a true copy thereof, as the case may require.
- (2) Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified, under the hand of a judge, magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.
- (3) A certificate of, or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a judge, magistrate, or officer of the other State.

In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated, either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other minister of the other State, or by the Minister of Justice, or some other minister of the other State, or by any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the State to which the application for extradition is made.

Article 13.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to the State whose claim is earliest in date, unless such claim is waived.

avait été condamné, dans la partie des territoires des deux Hautes Parties contractantes où ce magistrat, juge de paix ou autre autorité compétente exerce sa juridiction. Conformément au présent article, le criminel en question sera relâché si, dans un délai de trente jours, une demande d'extradition n'a pas été présentée par l'agent diplomatique de l'Etat qui demande l'extradition dudit individu, conformément aux stipulations de la présente convention. La même règle s'appliquera au cas d'individus accusés ou condamnés du chef de l'un quelconque des crimes ou délits spécifiés dans la présente convention et commis en pleine mer, à bord de tout navire de l'un des deux Etats, qui viendra dans un port de l'autre Etat.

Article 11.

Il ne sera donné suite à la demande d'extradition que si les preuves sont jugées suffisantes, d'après les lois de l'Etat requis, soit pour justifier la mise en jugement du prisonnier, dans le cas où le crime ou délit aurait été commis sur le territoire de l'Etat en question, soit pour établir que le prisonnier est bien la personne condamnée par les tribunaux de l'Etat qui demande l'extradition et que le crime ou délit pour lequel il a été condamné est un de ceux pour lesquels l'extradition aurait pu, au moment de ladite condamnation, être accordée par l'Etat requis ; aucun criminel ne sera livré avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date de son envoi en prison pour attendre le mandat d'extradition.

Article 12.

Dans les enquêtes qu'elles devront effectuer, conformément aux dispositions ci-dessus, les autorités de l'Etat requis reconnaîtront comme preuve valable les dépositions sous serment ou les déclarations faites par les témoins dans l'autre Etat, ou copies de celles-ci, également, les mandats et jugements délivrés ou rendus dans ledit Etat, ou copies de ceux-ci, ainsi que les certificats ou pièces judiciaires établissant le fait de la condamnation, à condition que le caractère authentique de ces pièces soit établi comme suit :

1^o Un mandat, ou une copie de mandat, doit être revêtu de la signature d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat ou bien être certifié conforme, selon le cas, par un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat ;

2^o Les dépositions ou déclarations, ou leurs copies, doivent être accompagnées de l'attestation d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat, certifiant que ce sont les dépositions ou déclarations originales, ou copies conformes desdites, selon le cas ;

3^o Un certificat ou une pièce judiciaire établissant le fait d'une condamnation doit être certifié par un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat.

Dans tous les cas, ces mandats, déposition, déclaration, copie, certificat ou pièce judiciaire doivent être certifiés conformes, soit par le serment d'un témoin, soit par le sceau officiel du ministre de la Justice ou d'un autre ministre de l'autre Etat, soit par tout autre mode d'authentification alors autorisé par la législation de l'Etat auquel est adressé la demande d'extradition.

Article 13.

Si l'individu réclamé par l'une des Hautes Parties contractantes, en exécution de la présente convention, est également réclamé par une ou plusieurs autres Puissances, du chef d'autres crimes ou délits commis sur les territoires soumis à leur juridiction respective, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande est la plus ancienne en date, à moins que cette demande ne soit abandonnée.

Article 14.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article 15.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, and any articles that may serve as a proof of the crime or offence, shall be given up when the extradition takes place, in so far as this may be permitted by the law of the State granting the extradition.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present Treaty.

Article 17.

The stipulations of the present treaty shall be applicable, so far as the laws permit, to all His Britannic Majesty's Dominions, except to the self-governing Dominions hereinafter named — that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New-Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland — and India, provided always that the said stipulations shall be applicable to any of the above-named Dominions or India in respect of which notice to that effect shall have been given on behalf of the Government of such Dominion or India by His Britannic Majesty's Representative at Kaunas (Kovno), and provided also that it shall be competent for either of the Contracting Parties to terminate separately the application of this Treaty to any of the above-named Dominions or India by a notice to that effect not exceeding one year and not less than six months.

Article 18.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, or Possessions to which this Treaty applies shall be made to the Governor-General, Governor, or chief authority, of such self-governing Dominion, Colony, or Possession by the appropriate consular officer of the Republic of Lithuania.

Such requisition may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such self-governing Dominion, Colony, or Possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the competent authorities of such self-governing Dominion, Colony, or Possession, provided nevertheless that, if an order for the committal of the fugitive criminal to prison to await surrender shall be made, the said Governor-General, Governor, or chief authority, may, instead of issuing a warrant for the surrender of such fugitive, refer the matter to His Britannic Majesty's Government.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any self-governing Dominion, Colony, or Possession of His Britannic Majesty shall be governed, as far as possible, by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article 14.

Si dans les deux mois qui suivront la date de l'arrestation du fugitif, ou dans tout délai ultérieur que fixera l'Etat requis ou le tribunal compétent dudit Etat, il n'est pas fourni de preuves suffisantes pour justifier l'extradition, le fugitif sera remis en liberté.

Article 15.

Tous les objets trouvés, au moment de l'arrestation, en la possession de l'individu à extrader, ainsi que tous les objets qui pourront servir de pièce à conviction pour établir le crime ou délit, seront livrés, au moment de l'extradition, dans la mesure où cette procédure est autorisée par la législation de l'Etat qui accorde l'extradition.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur ses territoires, la détention et le transport à sa frontière, des personnes qu'elle aura consenti à extrader, en exécution de la présente convention.

Article 17.

Les stipulations de la présente convention seront applicables, dans la mesure où la législation le permet, à toutes les possessions de Sa Majesté britannique, à l'exception des dominions autonomes énumérés ci-après, à savoir : le dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie (y compris, à cet effet, la Papouasie et l'île Norfolk), le dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve, ainsi qu'à l'exception de l'Inde ; toutefois, lesdites stipulations seront applicables à l'un quelconque des dominions énumérés ci-dessus ou à l'Inde, si notification à cet effet a été adressée, au nom du gouvernement d'un de ces dominions ou de l'Inde, par le représentant de Sa Majesté britannique à Kaunas (Kovno) ; d'autre part, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de mettre fin séparément à l'application de la présente convention à l'un quelconque des dominions énumérés ci-dessus, ou à l'Inde, moyennant un préavis à cet effet, qui ne dépassera pas un an et ne sera pas inférieur à six mois.

Article 18.

La demande d'extradition d'un criminel en fuite, réfugié dans un des dominions autonomes, colonies ou possessions de Sa Majesté britannique auxquels s'applique la présente convention, sera adressée au gouverneur général, au gouverneur ou fonctionnaire du rang le plus élevé dudit dominion autonome, colonie ou possession, par l'agent consulaire compétent de la République lithuanienne.

Ces demandes seront examinées en se conformant toujours, aussi exactement que possible, dans la mesure permise par la législation du dominion autonome, colonie ou possession en question, aux dispositions de la présente convention, par les autorités compétentes du dominion autonome, colonie ou possession, sous réserve, néanmoins, que lorsqu'un mandat d'incarcération sera délivré contre le criminel en fuite, à l'effet d'attendre l'extradition, ledit gouverneur général, gouverneur ou fonctionnaire du rang le plus élevé aura la faculté, au lieu de délivrer un mandat en vue de l'extradition de ce criminel fugitif, d'en référer au Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Les demandes d'extradition d'un criminel en fuite, émanant de tout dominion autonome, colonie ou possession de Sa Majesté britannique, seront régies, autant que possible, par les dispositions stipulées dans les précédents articles de la présente convention.

Article 19.

It is understood that the stipulations of the two preceding Articles apply in the same manner as if they were Possessions of His Britannic Majesty, to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Soloman Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar, and to the following territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, that is to say, British Cameroons, British Togoland, the Tanganyika Territory, and Palestine.

It is also understood that if, after the signature of the present Treaty, it is considered advisably to extend its provisions to any British Protectorates other than those mentioned above, or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty other than those mentioned above, including the territories in respect of which mandates are being exercised on behalf of His Britannic Majesty by the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand and the Government of the Union of South Africa, the stipulations of the two preceding Articles shall be deemed to apply to such Protectorates or States or mandated territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

It is further understood that the provisions of the present Treaty which apply to British subjects shall be deemed also to apply to natives of any British Protectorates or protected State or mandated territory to which the stipulations of the two preceding Articles apply or shall hereafter apply.

Article 20.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Kaunas (Kovno) as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Treaty and have affixed thereto their respective seals.

Done at Kaunas (Kovno) the 18th day of May in the year 1926.

(Seal) (Signed) Dr. L. BISTRAS.

(Seal) (Signed) J. C. T. VAUGHAN.

Certified copy :

B. K. Balutis.

*Director of the Political Department
of the Ministry for Foreign Affairs.*

Kaunas, April 14, 1927.

Article 19.

Il est entendu que les stipulations des deux articles précédents s'appliquent aux protectorats britanniques énumérés ci-dessous, dans les mêmes conditions que si ceux-ci étaient des possessions de Sa Majesté britannique, à savoir : le protectorat du Betchouanaland, le protectorat de la Gambie, le protectorat du Kenya, le protectorat du Nigéria, la Rhodésie du Nord, les territoires septentrionaux de la Côte de l'Or, le Nyassaland, le protectorat de Sierra-Leone, le protectorat des îles Salomon, le protectorat de Somaliland, le Swasiland, le protectorat de l'Ouganda, et Zanzibar, et aux territoires suivants à l'égard desquels un mandat au nom de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté britannique, à savoir : le Cameroun britannique, le Togo britannique, le territoire du Tanganyika et la Palestine.

Il est également entendu que, si, après la signature de la présente convention, il est reconnu opportun d'étendre ses dispositions à tout protectorat britannique autre que les protectorats énumérés ci-dessus, ou à tout Etat placé sous la protection britannique, ou à tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, y compris les territoires sur lesquels des mandats sont exercés, au nom de Sa Majesté britannique, par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, par le Gouvernement du dominion de Nouvelle-Zélande et par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, les stipulations des deux articles précédents seront considérées comme s'appliquant auxdits protectorats, Etats ou territoires sous mandat, à partir de la date fixée dans les notes à échanger en vue de donner effet à cette extension.

Il est, en outre, entendu que les dispositions de la présente convention qui s'appliquent aux sujets britanniques seront considérés comme s'appliquant également aux indigènes de tout protectorat britannique, Etat protégé ou territoire sous mandat britannique, auquel s'appliquent, ou s'appliqueront ultérieurement, les stipulations des deux articles précédents.

Article 20.

La présente convention entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes moyennant un préavis qui ne dépassera pas un an et ne sera pas inférieur à six mois.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Kaunas (Kovno) aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Kaunas (Kovno), le 18 mai de l'année 1926.

(L. S.) D^r L. BISTRAS.

(L. S.) J. C. T. VAUGHAN.

N° 1451.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Convention pour la répression de la
contrebande des boissons alcoo-
liques. Signée à Washington, le
30 juin 1924.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Convention for the Prevention of
Smuggling of Intoxicating Liquors.
Signed at Washington, June 30,
1924.

N^o 1451. — CONVENTION¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 30 JUIN 1924.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 mai 1927. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 21 avril 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient survenir entre leurs pays relativement aux lois en vigueur aux Etats-Unis sur le sujet des boissons alcooliques, ont décidé de conclure une convention à cette fin et ont désigné pour être leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. J. J. JUSSEMAND, ambassadeur de la République française aux Etats-Unis ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles Evans HUGHES, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes réservent respectivement leurs droits et revendications quant à l'étendue de leur juridiction territoriale, sans que l'arrangement actuel y porte préjudice.

Article II.

1. Le Président de la République française accepte que la France n'élève aucune objection à ce que les navires privés sous pavillon français, soient abordés, en dehors des limites des eaux territoriales, par les autorités des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, afin que des questions puissent être posées aux personnes se trouvant à bord et qu'un examen soit fait des papiers de bord en vue de vérifier si le navire ou les personnes à bord, s'efforcent d'importer ou ont importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, contrairement aux lois qui y sont en vigueur. Lorsque de telles questions et examen donneront des causes raisonnables de suspicion, une visite du navire pourra être effectuée.

2. S'il existe une cause raisonnable de croire que le navire a commis ou est en train de commettre ou d'essayer de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, leur territoires ou possessions prohibant l'importation des boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, pour qu'il en soit décidé conformément auxdites lois.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 12 mars 1927.

No. 1451. — CONVENTION ¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OF INTOXICATING LIQUORS. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 30, 1924.

French and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place May 2, 1927. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America April 21, 1927.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr J. J. JUSSERAND, Ambassador of the French Republic to the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights and claims, without prejudice by reason of this agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

1. The President of the French Republic agrees that France will raise no objection to the boarding of private vessels under the French flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverage into the United States, its territories or possessions, in violation of the laws there in force. When such enquiries and examinations show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be affected.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions, prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions, for adjudication in accordance with such laws.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, March 12, 1927.

3. Les droits conférés par cet article ne seront pas exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, supérieure à celle qui peut être traversée en une heure par le navire suspecté de tâcher de commettre cette infraction. Dans le cas, toutefois, où l'intention serait que le liquide fût transporté aux Etats-Unis, leurs territoires ou possessions par un navire autre que celui qui aurait été abordé ou visité, ce serait la vitesse de cet autre navire et non celle du navire abordé qui servirait à déterminer la distance à partir de la côte jusqu'où le droit dérivant de cet article pourrait être exercé.

Article III.

Aucune pénalité ou confiscation d'après les lois des Etats-Unis ne sera applicable aux liqueurs alcooliques ou aux navires ou personnes, en raison du transport de telles liqueurs, quand lesdites liqueurs seront inscrites comme approvisionnement de mer ou comme cargaison destinée à un port en dehors des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, à bord de navires français voyageant vers un port des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, ou en venant, ou traversant leurs eaux territoriales ; et un tel transport sera considéré comme il est actuellement prescrit par la loi pour ce qui regarde le transit de telles liqueurs par le Canal de Panama, pourvu que lesdites liqueurs soient maintenues sous scellé, de manière continue, pendant le temps que le navire demeurera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune partie desdites liqueurs ne soit en aucun lieu ou moment débarquée aux Etats-Unis ou leurs territoires ou possessions.

Article IV.

Toute demande par un navire français, de compensation, fondée sur une perte ou dommage qu'il aurait subis par suite d'un exercice indû ou déraisonnable des droits conférés par l'article II de ce traité ou sur le fait qu'il n'aurait pas été admis au bénéfice de l'article III, sera référée pour examen conjoint à deux personnes, chacune des Hautes Parties contractantes désignant l'une d'elles.

Suite sera donnée aux recommandations contenues dans tout semblable rapport conjoint. si l'entente n'a pu se faire sur aucun rapport conjoint, la réclamation sera soumise à un tiers arbitre choisi par les deux gouvernements ; si l'accord ne pouvait se faire entre eux sur le choix de cet arbitre, elle sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye décrite dans la Convention¹ pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Le tribunal arbitral sera constitué conformément à l'article 87 (Chapitre IV) et à l'article 59 (Chapitre III) de ladite convention. La procédure sera régie d'après telles parties du chapitre IV et du chapitre III de ladite convention (attention spéciale étant prêtée aux articles 70 et 74, mais les articles 53 et 54 étant exclus) que le tribunal pourra considérer comme applicables et comme cadrant avec les dispositions de cet arrangement. Toutes les sommes d'argent qui pourront être accordées par le tribunal à cause d'une réclamation seront payées dans les dix-huit mois après la date de la décision finale, sans intérêts et sans déduction, sauf ainsi qu'il va être spécifié. Chaque gouvernement pourvoira à ses propres dépenses. Les dépenses du tribunal seront couvertes par une déduction proportionnelle du total des sommes allouées par lui, au taux de cinq pour cent sur lesdites sommes, ou à tels taux moins élevés sur lesquels les deux gouvernements pourraient tomber d'accord ; le déficit, s'il y en avait, serait couvert par moitiés égales par les deux gouvernements.

Article V.

Ce traité sera soumis à ratification et demeurera en vigueur pendant une période d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra donner avis de son désir de proposer des modifications aux termes du traité.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général des Traités*, troisième série, tome III, page 360.

3. The rights conferred by this Article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions, than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions, by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this Article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions, on board French vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a French vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to an umpire selected by the two Governments ; should they fail to agree on the choice of that umpire, it shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague, described in the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent. on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments ; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Si l'accord ne s'est pas fait sur les modifications avant l'expiration du terme susindiqué d'une année, le traité prendra fin.

Si aucun avis n'est donné, de l'une ou l'autre part, du désir de proposer des modifications, le traité demeurera en vigueur pour une autre année, et ainsi de suite automatiquement ; mais toujours sous le bénéfice, pour chaque telle période d'un an, du droit pour chaque partie de proposer, comme il est spécifié plus haut, des modifications au traité, trois mois avant son expiration et sous bénéfice de la clause suivant laquelle, si l'entente ne s'est pas faite relativement à de telles modifications avant l'achèvement de la période d'un an, le traité prendra fin.

Article VI.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes serait empêchée par une décision judiciaire ou par une action législative de donner plein effet aux clauses du présent traité, ledit traité, prendrait fin automatiquement, et, en un tel cas ou au moment, quel qu'il soit, où ce traité cessera d'être en vigueur, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si ce traité n'avait pas été conclu.

La présente convention sera dûment ratifiée par le président de la République française, conformément aux lois constitutionnelles de la France, et par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis ; et les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire, en langues française et anglaise, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en la cité de Washington, ce trente juin mil neuf cent vingt-quatre.

(Sceau de M. Jusserand)

(Sceau de M. Hughes)

(Signé) JUSSERAND.

(Signé) Charles Evans HUGHES.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty, the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the French Republic in accordance with the constitutional laws of France, and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof ; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicata in the French and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington, this thirtieth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Seal of M. Jusserand)

(Signed) JUSSERAND.

(Seal of M. Hughes)

(Signed) Charles Evans HUGHES.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquière.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

